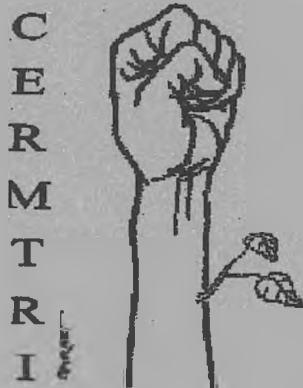


Cahiers du mouvement ouvrier

- **La guerre civile grecque (1944-1949) :**
dossier établi par **Christophe Chiclet**
et **Jean-Jacques Marie**
- **Alain Cuenot : Tristan Tzara,**
son engagement poétique et politique
- **Edouard Vaillant :**
un représentant majeur du socialisme français
- ***Cahier du Cermtri* : Le congrès manqué**



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie,
Evelyne Morel, Roger Revuz, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **35 euros** ;

— Etranger : **40 euros**.

— Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Sommaire

- **DOSSIER : la guerre civile grecque (1944-1949)**
 - Présentation de Jean-Jacques Marie p. 5
 - Christophe Chiclet : Le mouvement révolutionnaire grec de Makrigiannis à Papandréou p. 9
 - Alexis Hen : les trotskystes grecs pendant la seconde guerre mondiale p. 14
 - Dimitri Astériou : Révolution et contre-révolution en Grèce p. 22
 - La lettre de Vitsoris (Grégoriades) aux trotskystes grecs p. 39
 - Christophe Chiclet : biographies de militants révolutionnaires grecs p. 46
 - Nikos Papadatos : La scission des communistes grecs et l'URSS p. 64

- **Alain Cuenot : Tristan Tzara, son engagement poétique et politique** p. 77

- **Tribune de discussion pour le XIV^e Congrès du PCF : Claude Morgan et Marcel Servin**
(*France nouvelle* du 2 juin 1956) p. 91

- **Edouard Vaillant :**
 - Roger Revuz : E. Vaillant, un représentant majeur du socialisme français p. 99
 - Léon Trotsky : Sur la mort de Vaillant p. 103

- **Note de lecture :**
 - Une réédition importante : *Sept Ans auprès de Léon Trotsky. De Prinkipo à Coyoacán*, de Jean Van Heijenoort p. 105

Le congrès manqué

Documents choisis et présentés par Jean-Jacques Marie

- **Présentation** p. 113
- **Procès-verbal de police de la réunion
du comité directeur du PSD allemand du 29 juin 1914**
(G. Haupt – *le congrès manqué* pp. 271- 273) p. 117
- **Appel du *Vorwärt* (organe du PSD d'Allemagne)
du 25 juillet 1914** p. 119
- **Extrait du « discours de Vaise »
prononcé par Jaurès le 25 juillet 1914**p. 120
- **Le BSI en juillet 1914** p. 121
- **Mémoire du secrétariat du PSD allemand
en Autriche le 23 juillet 1914 au BSI**
(G. Haupt – *le congrès manqué* pp. 274- 276) p. 123
- **Documents du X^e Congrès socialiste international
de Vienne (prévu pour les 23-29 août 1914)** p. 125
- **III^e commission : l'impérialisme et l'arbitrage**
(G. Haupt – *le congrès manqué* pp. 205-217) :
 - Rapport de Hugo Haase p. 126
 - Rapport de V. H. Vliegen p. 128
- **Compte rendu de la réunion du BSI de Bruxelles
des 29-30 juillet 1914**
(G. Haupt – *le congrès manqué* pp 250- 267) : p. 135
 - Séance du mercredi matin 29 juillet
 - Séance du mercredi après-midi 29 juillet
 - Séance du jeudi matin 30 juillet

DOSSIER

**LA GUERRE CIVILE
GRECQUE
(1944-1949)**

Présentation

Le 9 octobre 1944, Churchill et Staline se rencontrent à Moscou. L'un et l'autre convaincus que la défaite de l'Allemagne nazie n'est plus qu'une question de mois, ils discutent de la répartition de l'Europe entre eux. Churchill déclare à Staline : « *La Grande-Bretagne doit être la puissance dominante en Méditerranée et j'espère que le Maréchal Staline reconnaît notre poids décisif en Grèce, tout comme je suis prêt à reconnaître le poids décisif du maréchal Staline en Roumanie.* » (1) Staline lui répond qu'il est tout à fait prêt à reconnaître le contrôle de la Grande-Bretagne sur la Grèce et même plus largement sur la Méditerranée. Après un échange d'amabilités, Churchill sort de son veston une feuille de papier pliée en quatre sur laquelle il a noté un curieux partage de l'Europe en zones d'influence. En Roumanie, l'URSS aurait 90 %, les autres pays, 10 % ; en Grèce, la Grande-Bretagne aurait 90% (avec les Etats-Unis), en Yougoslavie et en Hongrie 50 % chacun, en Bulgarie l'URSS 75 %, les autres 25 %.

Staline prend le papier, barre d'un petit trait bleu à la signification obscure le haut du document et le rend sans dire un mot à Churchill. Ce dernier s'interroge (ou feint de s'interroger) devant Staline : « *Est-ce que le fait que nous décidions ainsi simplement de questions concernant le sort de millions d'hommes ne sera pas considéré comme trop cynique ? Brûlons ce papier.* » Staline répond non et invite Churchill à le garder.

Le lendemain Molotov, commissaire du peuple aux affaires étrangères, rencontre le ministre des affaires étrangères anglais Eden et tente de modifier cette répartition en faveur de l'URSS... mais ne propose pas de toucher à la répartition concernant la Grèce qui place ce pays sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

Or la Grèce est un des pays européens où la vague révolutionnaire engendrée par la guerre est la plus puissante et où le partage proposé par Churchill et – en ce qui concerne la Grèce – accepté par Staline va avoir des conséquences particulièrement brutales. Le Parti communiste grec, entièrement soumis aux diktats de Moscou est, en effet, le parti dominant dans la classe ouvrière et la petite paysannerie grecques.

A la conférence de Yalta (4-11 février 1945), Churchill remercie Staline de « *n'avoir pas pris un trop grand intérêt aux affaires de la Grèce* », c'est-à-dire de n'avoir apporté aucune assistance - c'est le moins que l'on puisse dire – aux ouvriers et petits paysans grecs dressés contre leur très réactionnaire bourgeoisie. Staline répond très aimablement : « *Je n'ai pas l'intention de critiquer les agissements britanniques en Grèce* ». (2)

Deux mois plus tard, le 24 avril, il écrit à Churchill : « *Le gouvernement soviétique (...) comprend tout ce que représentent la Belgique et la Grèce pour la sécurité de la Grande-Bretagne.* » Quatre jours plus tard Churchill le remercie : « *Je reconnais les égards que vous avez eus pour moi, quand il nous a fallu intervenir avec des forces armées considérables pour briser l'attaque de l'EAM-ELAS contre le siège du gouvernement à Athènes.* » (3)

Le dossier rassemblé ci-après vise à éclairer cinq aspects de cette réalité :

- la situation révolutionnaire en 1944 telle qu'elle s'exprime en Grèce, après une vigoureuse résistance des masses à l'occupation nazie, et dans les troupes grecques installées en Egypte sous contrôle britannique ;

- la politique de l'impérialisme britannique pour écraser l'insurrection grecque et maintenir au pouvoir une bourgeoisie pourtant largement discréditée par sa collaboration avec l'occupant nazi, puis la répression brutale contre le mouvement ouvrier grec ;

- la politique stalinienne qui, sur ordre de Moscou, contribue à son étrangement, un étranglement difficile qui exige de longs mois vu l'ampleur et la détermination de la mobilisation ouvrière ;

- la situation et la politique des trotskystes, les critiques avancées par l'un d'entre eux à cette politique, et la sauvage répression à laquelle ils sont soumis par les staliniens, dans leur souci d'éviter toute possibilité pour la classe ouvrière grecque de trouver une solution politique révolutionnaire à la crise ouverte et la défaite finale de la classe ouvrière grecque ;

- la situation des communistes grecs du KKE exilés en Ouzbékistan, la pression du Kremlin sur eux, la scission qui en résulte et dont sous certaines formes, les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Jean-Jacques Marie

(1) Jean-Jacques Marie, *Staline*, Ed. Fayard page 694.

(2) *Idem*, p. 705.

(3) *Ibidem*.

Christophe Chiclet

Le mouvement révolutionnaire grec de Makrigiannis à Papandréou : 1821-1981

Le mouvement protestataire grec commence avec le déclenchement de la guerre d'indépendance contre le joug ottoman de 1821 à 1830. Cette lutte sera émaillée de plusieurs guerres civiles au sein des insurgés grecs entre les forces populaires dirigées par des généraux issus de la petite paysannerie indépendante, comme le général Makriyannis (1) et d'autres, ainsi que les forces conduites par la grande bourgeoisie marchande liée aux puissances de l'époque (France, Royaume-Uni, Russie). Le premier camp souhaitait instaurer une république. Les puissances imposeront un royaume, dirigé par le prince bavarois Othon de Wittelsbach. Les hommes de Makriyannis, après une première insurrection en 1843, lui imposeront une monarchie constitutionnelle. Ces derniers finiront par le chasser en 1862. Mais là encore, les puissances vont imposer un nouveau prince, un germano-danois, Georges 1^{er}, de son vrai nom : Wilhelm Ferdinand von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg !

Le mouvement révolutionnaire de type social fait son apparition dans la deuxième partie du XIX^e siècle. Il s'agit de groupes anarchistes chez les petits paysans et vignerons de l'ouest du Péloponnèse et des îles Ioniennes, en liaison avec le mouvement libertaire italien. Mais il existe aussi des groupes anarchistes à Constantinople regroupant des travailleurs grecs, turcs, et d'autres minorités (groupe « Panergatis »), et à Salonique avec des ouvriers slavo-macédoniens et grecs. Les anarchistes slavo-macédoniens avaient leur propre groupe, « Les Bateliers », qui en avril-mai 1903, commet plusieurs attentats à la bombe dans la ville, faisant sauter un bateau fran-

çais dans la rade, la banque ottomane, le dépôt de gaz. A noter que c'est à Salonique qu'eut lieu la première manifestation unitaire avec des ouvriers bulgares, juifs, grecs, turcs, le 1^{er} mai 1909.

Les premiers groupes se réclamant du marxisme apparaissent au début du XX^e siècle. En novembre 1908 est fondé à Athènes le petit groupe « Fédération des classes ouvrières », qui se transformera en Parti socialiste grec en décembre 1909. Mais c'est à Salonique, encore sous occupation ottomane, que le mouvement ouvrier grec va vraiment s'organiser. En juillet 1909, le prolétariat juif de la ville fonde *Federacion* et publie *Avanti* en langue ladino et en grec. Leur leader est Abraham Bénaroiia, la figure de proue des prodromes du marxisme hellénique (2). *Federacion* et onze autres groupes socialistes s'unissent pour fonder, en novembre 1918, le Parti socialiste ouvrier grec, qui prend le nom de PSOG-communiste en avril 1920 avec son adhésion à la III^e Internationale, puis KKE (Parti communiste de Grèce, en novembre 1924).

Le mouvement communiste connaît sa première scission en mai 1923. Les partisans de l'opposition de gauche soviétique fondent le KOMLEA (Organisation communiste marxiste-léniniste de Grèce Archives du marxisme). Il va rompre avec Trotsky en 1926. Jusqu'en 1931, les archéo-marxistes, bien implantés dans les syndicats (ouvriers boulangers, ouvriers cordonniers, dockers...) seront plus puissants que les staliniens. C'est à cette date que le Komintern envoie Nikos Zachariadis en Grèce pour reprendre en main la direction du KKE. En 1935, le mouvement communiste lié à Moscou va suivre la ligne des Fronts populaires préconisée par

Moscou. Pour la première fois, il envoie des députés au Parlement. Mais en août 1936, le général Métaxas impose une dictature de type fasciste. Tous les partis et syndicats sont interdits. Les militants plongent dans la clandestinité, mais toutes leurs structures seront démantelées par la police du régime, dirigée par le sinistre ministre de l'intérieur Maniatakis.

Le KKE ne renaîtra de ses cendres qu'avec l'occupation allemande en avril 1941. Il va prendre la tête de la résistance en fondant une organisation civile de masse en 1941, l'EAM (Front national de libération) et son bras armé en 1942, l'ELAS (Armée populaire de libération nationale). A noter que des militants du KKE ont commencé la lutte armée quelques mois avant juin 1941, date de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie. A la libération, l'EAM comptera plus d'un million de membres et l'ELAS libérera 70 % du territoire. EAM-ELAS applique un programme de libération nationale et sociale, et met en place une administration autogérée dans les campagnes abandonnées par le pouvoir central depuis l'indépendance de 1830. En décembre 1944-janvier 1945, la guerre civile éclate entre les troupes britanniques et les anciens maquisards. Les hommes de l'ELAS doivent rendre leurs armes. Le KKE participe alors à la vie politique. Mais les forces royalistes le harcèlent physiquement et les anciens partisans reprennent le chemin des montagnes. Le mouvement protestataire va revenir une nouvelle fois à la lutte armée. En août 1949, les troupes communistes sont battues grâce au soutien massif, militaire et financier, des Américains au régime royaliste d'Athènes.

Le retour à la démocratie et les nouvelles formes de protestation

A partir de 1955, année de la dernière exécution d'un militant communiste, et surtout de 1962, le régime se démocratise. Les forces de gauche, communistes et socialistes, se regroupent dans l'EDA (Gauche démocratique unifiée), car le KKE est illégal depuis décembre 1947. Les démocrates non marxistes se réunis-

sent dans l'Union du centre, dirigée par Georges Papandréou. Son fils Andréas dirige l'aile gauche du parti, et Constantin Mitsotakis l'aile droite. En 1962, les derniers prisonniers politiques sont libérés. C'est l'année suivante que va émerger un mouvement protestataire issu de la société civile et non des partis politiques ou de la lutte armée. Il s'agit du mouvement des « Jeunesses Lambrakis », dirigé par Mikis Théodorakis. Ce mouvement de jeunesse est né à la suite de l'assassinat du député EDA Grigoris Lambrakis, le 22 mai 1963 (3). Cet événement a été popularisé par le film *Z* de Costa-Gavras. Les Jeunesses Lambrakis vont multiplier les manifestations et les meetings, pour plus de démocratie en Grèce et pour le soutien à la cause chypriote. Cette agitation va permettre à l'Union du centre d'accéder au pouvoir en 1964-1965. Mais elle va être renversée par un coup d'Etat à blanc du palais. En 1966-1967, les Jeunesses Lambrakis vont reprendre de plus belle leur militantisme. Aux élections prévues en juin 1967, les sondages donnent l'Union du centre largement gagnante, avec une forte progression de l'EDA. Le 21 avril 1967, le coup d'Etat des colonels met fin à cette espérance démocratique. Le mouvement protestataire replonge une nouvelle fois dans la clandestinité et la lutte armée.

Les résistants grecs connus qui vivent à l'étranger ou qui ont pu quitter le pays (Andréas Papandréou, Mélina Mercouri, Costa-Gavras, Konstantin Mitsotakis, Mikis Théodorakis...) font connaître la réalité de la dictature et appellent au boycott du tourisme en Grèce. Sur le terrain, trois groupes relativement importants passent à la lutte armée : deux groupes socialistes de gauche, le PAK et le PAM, qui, en 1975, fonderont le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), ainsi que le Parti communiste de l'intérieur, scission antistalinienne du KKE en février 1968, sans compter quelques individus isolés comme Alexandre Panagoulis (4) et un groupuscule guévariste : l'ELA (Lutte populaire révolutionnaire).

Contre les colonels, le mouvement révolutionnaire vient pour la première fois des étudiants de l'école Polytechnique d'Athènes. Début novembre 1973, ils se mettent en grève et occupent leur université.

Ils installent une radio libre qui émet sur toute l'agglomération. Les 15 et 16 novembre, les jeunes ouvriers du Pirée et d'Athènes les rejoignent, alors que la population les ravitaile. La junte qui craint une insurrection envoie ses chars dans l'enceinte universitaire. Une vingtaine d'étudiants seront tués, des centaines arrêtés, torturés et violés.

A la suite de la pitoyable aventure chypriote de juillet 1974, les colonels quittent le pouvoir, sont arrêtés, jugés. Konstantin Karamanlis revient d'exil dans l'avion de la République française prêté par le président Giscard d'Estaing. Le KKE est légalisé et l'aile gauche de l'Union du centre fonde, sous la houlette d'Andréas Papanréou, le PASOK. Ce dernier va s'appliquer à prendre le pouvoir. A noter qu'étudiant en droit à Athènes, il a fait partie du groupe trotskyste « Néos Dromos » (Nouvelle Voie) en 1937-1938. A chaque élection, il double son score et, en octobre 1981, les socialistes accèdent au pouvoir pour la première fois dans l'histoire de la Grèce. C'est un parti socialiste atypique : nationaliste, populiste, tiers-mondiste et anti-social-démocrate au point de refuser d'adhérer à l'Internationale socialiste.

Dévoqués ou manipulés

Mais quelques soldats perdus de la lutte armée contre les colonels vont basculer dans le terrorisme à partir de 1975. L'organisation la plus connue est le Groupe révolutionnaire du 17 Novembre (référence à l'entrée des chars dans Polytechnique ce jour-là). Il sera actif de 1975 à 2002 et déclaré jusqu'en septembre 2001 comme le groupe terroriste le plus dangereux au monde par les Américains. En effet, le 17 Novembre a assassiné des agents de la CIA, de la DIA, de la DEA (US) et du MI6 britannique.

Le 17 Novembre, fondé fin 1974-début 1975, est démantelé à l'été 2002, à la suite d'un attentat raté qui a gravement blessé le poseur de bombe, Savvas Xyros. Son leader serait Alexandros Giotopoulos (5) et son bras droit au niveau de l'organisation militaire Dimitri Koufodinas (6). L'autre groupe plus important et le plus violent est l'ELA (Lutte populaire révolutionnaire) fondé sous la junte en 1971 par Christos

Kassimis. Dès 1975, ce dernier, grâce à sa femme, est en liaison avec le 17 Novembre. Il est tué par la police en octobre 1977 et remplacé par Kostas Agapiou (7). L'ELA va arrêter ses opérations en 1995 et disparaître. Mais ses militants seront découverts et arrêtés en 2003. En démantelant le 17 Novembre, les services de renseignement présents (EYP grecque, FBI et Scotland Yard) ont trouvé les passerelles entre les deux organisations. A noter que ces deux organisations avaient des contacts en France, dans les pays de l'Est et avec des Palestiniens, des Turcs et des Kurdes.

Après le retour à la démocratie, c'est ELA qui frappe la première en faisant exploser six voitures de l'armée américaine à Élefsina en avril 1975. Jaloux, le 17 Novembre met la barre plus haut en assassinant en décembre de la même année Richard Welch, le chef d'antenne de la CIA en Grèce, qui avait joué un rôle trouble fin 1973-début 1974 quand la CIA a remplacé la junte des colonels par celle des généraux. Par ailleurs, il a existé une dizaine d'autres petits groupes moins structurés et d'une durée de vie plus limitée. Depuis 2002-2003, les groupes les plus violents et les mieux organisés ont été démantelés. Ce sont des petits groupes anarcho-autonomes qui ont pris le relais en brûlant des voitures ou faisant exploser des bombinnettes. Mais sachant que tous les membres du 17 Novembre et de l'ELA n'ont pas été arrêtés et que certains jeunes sont passés plus sérieusement à la lutte armée, deux nouveaux groupes dangereux sont apparus : l'EA (Lutte révolutionnaire) en 2003 et les « Groupes révolutionnaires populaires combattants » en 2013. Après avoir posé des bombes faites pour tuer, EA tire une roquette contre l'ambassade des Etats-Unis en 2007 et l'année suivante mitraille un bus de policiers antiémeutes, puis un commissariat, et disparaît en 2010 après avoir placé une bombe dans le bureau contigu de celui du ministre de l'Intérieur. Son chef de cabinet est tué sur le coup. Les GRPC prennent la relève en janvier 2013 en posant une bombe dans les locaux de la Nouvelle Démocratie. En septembre, un militant du parti néo-nazi Aube Dorée poignarde un rappeur d'extrême gauche. Trois mois plus tard, deux mi-

litants des GRPC tuent deux membres d'Aube Dorée devant une de leur permanence. Puis, en décembre 2013 et janvier 2014, ils s'en prennent aux intérêts allemands, mitraillant l'ambassade et faisant exploser un magasin Mercedes-Benz. En décembre 2014, ils vont mitrailler l'ambassade d'Israël. Enfin, en avril 2014, une voiture piégée avec 75 kilos d'explosifs explose devant la Banque de Grèce, en plein centre d'Athènes à six heures du matin, faisant de très gros dégâts, mais par chance aucun mort.

La recomposition des forces de gauche

La direction du KKE explose en février 1968 à Bucarest. La scission est définitive. Les dissidents fondent le KKE-es (de l'intérieur), faisant ainsi référence à la lutte clandestine contre les colonels à l'intérieur du pays. Désormais, le KKE-es va devenir, dans toute l'Europe, l'emblème d'une force communiste nouvelle, réformée, héritière de la voie grecque vers le socialisme, totalement émancipée de l'URSS, de l'idéologie post-stalinienne-brejnévienne et surtout capable de réfléchir et de travailler sur le passé et les échecs des forces de gauche. Le KKE-es n'a donc rien à voir avec ce que l'on a appelé un peu plus tard les « Eurocommunistes ».

Quand les deux partis communistes sont légalisés à la chute de la Junte, la force de l'habitude fait que les orthodoxes post-staliniens restent et resteront longtemps la première force communiste, avec environ 10 % à chaque élection. Le KKE-es, avec ses 4-5 %, regroupe plutôt l'intelligentsia communiste et communiste et la jeunesse. En 1986, il continue sa mue en devenant l'EAR (Gauche hellénique), abandonnant en chemin le terme « communiste ». Alors que le PASOK, omniprésent dans le paysage de la gauche grecque depuis 1981, commet ses premiers faux pas (clientélisme exacerbé, scandales politico-financiers, frasques sentimentales du Premier ministre), les deux frères ennemis du communisme se réunissent en 1989 pour fonder le Synaspismos (Coalition de la gauche et du progrès). Mais la greffe ne peut historiquement prendre. En 1991, les orthodoxes du KKE la quittent.

Outre la lutte contre l'oligarchie du pays, le mouvement « ouvrier » grec a dû combattre depuis l'indépendance du pays contre les puissances qui faisaient et défaisaient les gouvernements : essentiellement le Royaume-Uni jusqu'en 1947, puis les Etats-Unis jusqu'en 1974, imposant une royauté honnie, puis la dictature des colonels. Par ailleurs le monde ouvrier en tant que tel était très faible numériquement. Les militants révolutionnaires étaient issus des petits paysans, petits artisans et employés. Il y eut aussi des divergences entre les militants grecs, juifs et slavo-macédoniens. Les Turcs, les Pomaks (musulmans bulgarophones) et les Arvanites et Tchams (Albanais) n'ont quasiment pas participé aux luttes populaires. De ces conditions historiques est née une diversité des courants : anarchiste et socialiste-révolutionnaire au début, puis archéomarxiste, trotskyste et stalinien, et enfin communiste orthodoxe et communiste réformé, sans oublier les socialistes atypiques du PASOK.

(1) Giannis Makriyannis (1797-1864) : voir Biographies en page 49.

(2) Abraham Bénaroïa (1887-1979) : voir Biographies en page 49.

(3) Grigoris Lambrakis (1913-1963) : médaille d'or aux Jeux balkaniques de 1935 au 200 mètres. Participe aux Jeux olympiques de Berlin en 1936. Chirurgien de la 10e division de l'ELAS pendant la résistance. Après-guerre, il dirige une clinique au Pirée. Dirigeant du « Mouvement de la paix » en Grèce. Organise les marathons de la paix. Le premier, en 1961, étant interdit, il fait la course seul. Député de l'EDA, il est assassiné à Salonique le 22 mai 1963 par des nerfis d'extrême droite manipulés par la gendarmerie royale et le palais.

(4) Alexandre Panagoulis (1939-1976) : membre des Jeunesses de l'Union du centre avant la dictature. Sous les drapeaux en 1967, il déserte pour fonder un groupe armé de résistance contre la Junte : « Résistance nationale ». Le 13 août 1968, il organise un attentat raté contre le chef de la junte, le colonel Papadopoulos. Le 17 novembre, il est condamné à mort, mais l'opinion publique internationale lui sauve la vie. Il s'évade en juin 1969. Repris, il est enfermé dans une cellule de 2 m sur 1,5 m, sous terre. Là encore, l'opinion publique internationale le fera sortir de prison à l'été 1973. A la chute de la dictature, il est élu député de l'Union du centre en novembre 1974, puis devient député indépendant. En 1975-1976, il n'a de cesse de dénoncer le ministre de la Défense du gouvernement Nouvelle démocratie, Evangelos Averoff, qui a eu un rôle trouble durant la dictature. Les hommes de ce dernier vont l'assassiner dans un faux accident de voiture le 1er mai 1976.

(5) Alexandros Giotopoulos (pseudonymes dans l'organisation clandestine : Nikitas, Lambros, « Le Grand », est né le 20 février 1944 à Paris XXe. C'est le fils de Dimitri Giotopoulos, dirigeant des archéomarxistes grecs, réfugié en France. Il retourne en Grèce, où il vit de 1952

à 1963, puis revient en France. Il est étudiant en mathématiques et habite à la cité universitaire de Paris en 1965-1967. A cette époque, il s'éloigne du trotskysme de son père pour se rapprocher du guévarisme et du maoïsme.

En 1965, il avait demandé la naturalisation française, qui lui a été refusée.

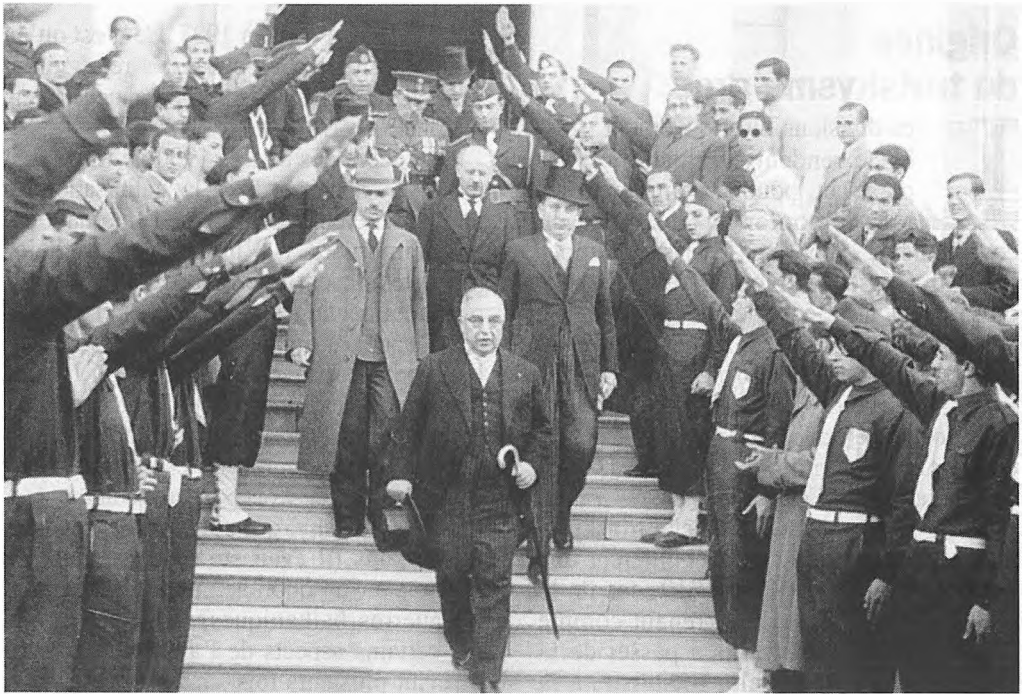
En 1971, la justice de la junte grecque le condamne à cinq ans de prison par contumace pour avoir fait entrer clandestinement des documents de propagande de l'ELA (Lutte populaire révolutionnaire). La même année, il avait été arrêté par la police française avec ce même type de documents.

Fin 1974, il rentre en Grèce et plonge dans la clandestinité sous le nom de Michalis Ekonomou. Avec sa compagne française, il habitait dans la petite île de Lipsi, dans le Dodécannèse. Arrêté chez lui le 18 juillet 2002 et condamné à perpétuité le 17 décembre 2003.

(6) Dimitri Koufodinas (pseudonyme Loukas) est né en

1958. Etudiant en droit durant la dictature des colonels, il entre aux Jeunesses du PASOK en 1975. Il aurait rejoint le 17 Novembre en 1983 et plonge dans la clandestinité en 1985. Dès 1992, il est surveillé par l'EYP, les services de renseignement grecs, qui pourtant ne l'arrêtent pas ! Il a organisé et participé à huit assassinats. En juin 2002, il part se réfugier clandestinement dans la petite île d'Angistri, près d'Égine. Craignant d'être liquidé, il se rend de lui-même à la police le 5 septembre 2002. Le 17 décembre 2003, il est condamné à perpétuité.

(7) Kostas Agapiou (pseudonymes : Philippe, Nikola, « MM ») est né à Prévéza en 1947. Ingénieur civil à Athènes, il prend la tête de l'ELA en 1977. Réfugié à Zurich de 1980 à 1982, il fréquente la librairie « Eco-Libro », où il rencontre le couple De Marcellus, qui fait partie du groupe suisse de l'organisation du terroriste international Carlos. Il est arrêté à Athènes le 1^{er} février 2003 et condamné à 25 ans de prison le 11 octobre 2003.



Métaxas salué par des Phalangistes de l'EON.

Alexis Hen

“Les trotskystes grecs pendant la Seconde Guerre mondiale”

Nous publions avec l'autorisation des Cahiers balkaniques un article paru en 2011 dans le n° 38-39 de ces cahiers.

Origines du trotskysme grec

Les divisions du mouvement trotskyste rendent son histoire complexe, et, pour la comprendre, il faut remonter aux origines du communisme grec, dont est issue la mouvance trotskyste. Le premier véritable parti ouvrier grec n'a été fondé que fin 1918. Il y eut de nombreuses luttes accompagnées de scissions lors de ses deux premiers congrès, jusqu'à ce que ce parti, le SEK (Parti ouvrier socialiste), adhérât à la Troisième Internationale (communiste) de Lénine et Trotsky en 1920. Certains des cadres fondateurs de l'Opposition de gauche trotskyste ultérieure, comme Tzoulati, quittèrent une première fois le SEK en 1919, car ils le trouvaient réformiste, en prenant comme preuve ses atermoiements à passer de la Deuxième Internationale, socialiste, à la Troisième. Ils revinrent au SEK fin 1920, après son adhésion à l'Internationale communiste.

Les mêmes créèrent, en 1923, des groupes d'éducation marxiste basés sur la traduction, l'étude et la diffusion des textes classiques tirés des archives du marxisme, d'où leur dénomination d'archéiomarxistes. Ces groupes étaient conçus comme des groupes d'éducation pour les militants du Parti communiste de Grèce, le KKE, mais ils furent exclus de ce parti dès l'année suivante. La séparation des archéiomarxistes avec le KKE est donc antérieure à l'exclusion de Trotsky du PC d'Union soviétique,

qui n'intervint que fin 1927. Ce n'est qu'en 1930 que les archéiomarxistes rejoignirent formellement l'Opposition de gauche internationale de Trotsky.

Au début des années 1930, le KKE était en crise, en liaison avec la stalinisation du parti parallèlement à celle de l'Internationale communiste. À l'inverse, les archéiomarxistes étaient à leur apogée. Ils avaient plusieurs centaines de membres et avaient commencé à s'implanter dans les syndicats. Ils étaient pratiquement la section la plus nombreuse de l'Opposition de gauche internationale trotskyste ; le rapport de force numérique entre communistes et trotskystes était en Grèce de trois pour un seulement.

Mais Trotsky, qui connaissait très bien les Balkans (il avait été correspondant de guerre pour un quotidien ukrainien pendant les guerres balkaniques), était préoccupé par certains aspects de l'archéiomarxisme. Il revint plusieurs fois sur la relative indifférence des archéiomarxistes à la question nationale macédonienne lors de ses entretiens avec des représentants du mouvement début 1932 ; ceux-ci prenaient pour argent comptant les chiffres fournis par le gouvernement grec, qui prétendait que 90 % de la population de Macédoine grecque était maintenant ethniquement grecque à la suite des purifications ethniques (les « échanges de populations » obligatoires ou « volontaires ») de 1923. Trotsky en doutait.

Les trotskystes grecs étaient relativement indifférents à la question nationale, ce qui allait les prédisposer, plus tard, quand ce fut aux Grecs d'être victimes d'une cer-

taine oppression nationale sous l'occupation nazie (et italo-bulgare), à l'ignorer et à renvoyer dos à dos la résistance, y compris celle sous contrôle communiste, et l'occupant nazi.

Si l'on remonte plus loin dans le temps, aux origines du communisme grec, lors de la campagne d'Asie mineure, au début des années 1920, on remarque que nombre de futurs dirigeants communistes étaient au front. Certains, parmi eux, voyaient dans cette campagne une guerre de libération nationale grecque, comme Zakhariadis (le futur dirigeant du KKE stalinisé), alors que des militants comme Pouliopoulos, qui allaient plus tard se déclarer pour Trotsky, étaient contre cette guerre et exigeaient le rapatriement immédiat des troupes. Il faut rappeler toutefois que Lénine n'était pas simplement opposé à cette guerre : il y voyait une guerre de libération nationale turque et soutenait les forces de Mustapha Kemal contre les impérialistes britanniques, et initialement français, qui voulaient dépecer la Turquie à l'aide de troupes grecques.

En 1933, la victoire de Hitler en Allemagne fut rendue possible par la trahison de la social-démocratie, mais aussi du Parti communiste allemand stalinien, qui ne fit rien pour stopper les nazis. Lorsque toute l'Internationale communiste refusa de mettre en cause et même de discuter ce qu'avait fait le PC, Trotsky considéra l'Internationale communiste comme finie pour la révolution, et s'orienta vers la construction d'une Quatrième Internationale. Mais une bonne partie des archéiomarxistes refusèrent ces conclusions et firent scission du courant trotskyste international en 1934. Une fois cette séparation effectuée, ils périclitèrent.

Dans la deuxième partie des années 1930, toute une série de groupes, y compris des archéiomarxistes qui avaient refusé de rompre avec Trotsky, se sont progressivement regroupés autour de la figure de Pantelis Pouliopoulos. Pouliopoulos avait été secrétaire général du KKE entre 1925 et 1927. Il était allé en prison sous la dictature de Pangalos, et avait courageusement défendu lors de son procès la position officielle de l'Internationale communiste pour une « *Macédoine et Thrace unies et indépendantes* », alors qu'il trouvait ce mot d'ordre erroné, du fait notamment de l'inexistence

d'une nation thrace. Cela dit, contrairement au KKE, qui allait officiellement renoncer à ce mot d'ordre vers 1935 avec la consolidation de la politique de « front populaire » (avec la fraction vénizéliste de l'éventail politique bourgeois), Pouliopoulos défendit toujours le droit d'autodétermination pour les Slavo-Macédoniens.

Il devint oppositionnel dans le KKE vers cette époque, sur la question nationale, mais aussi parce qu'il critiquait le mot d'ordre de « démocratie de gauche » qui avait été mis en avant par le parti pendant qu'il était en prison. Il démissionna de son poste en septembre 1926 et fut exclu, fin 1927, du KKE, malgré le soutien dont il disposait dans l'organisation du Pirée. Une fois exclu, il refusa de fusionner avec les archéiomarxistes, qui, rappelons-le, allaient former la section officielle de l'Opposition de gauche internationale de Trotsky, et il poursuivit un cours indépendant pendant près de dix ans avant de se rapprocher de la Quatrième Internationale à partir de 1935 (il s'était lui-même initialement opposé au tournant de Trotsky vers la Quatrième Internationale en 1933).

Les archéiomarxistes qui avaient maintenu les liens avec Trotsky étaient dirigés par Georges Vitsoris. Quand Vitsoris quitta la Grèce pour la France, en 1937, pour échapper à la dictature de Metaxas, Ayis Stinas, un jeune dirigeant du KKE qui en avait été exclu en 1930, prit de plus en plus d'influence dans l'organisation des archéiomarxistes restés avec Trotsky. Il en devint le dirigeant après le départ de Vitsoris et sa politique s'éloigna de plus en plus de celle des trotskystes.

Dès 1937, il commença à rompre avec la définition trotskyste de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré ». Pendant la guerre, les groupes de Pouliopoulos et de Stinas allaient demeurer profondément divisés sur cette question.

Entre ces deux groupes, il y eut toute une série de scissions et de regroupements, allant d'un groupe à l'autre, parfois revenant au KKE. Lors de la conférence de fondation de la Quatrième Internationale en 1938, en région parisienne, le groupe de Stinas et celui de Pouliopoulos étaient tous deux représentés, et la conférence préconisa la fusion des deux groupes. Elle n'eut, en fait, pas lieu avant 1946 et fut éphémère.

Donc, les trotskystes abordèrent divisés le coup d'Etat de Metaxas d'août 1936, et ils le demeurèrent.

Les débats dans les camps de concentration de Metaxas

Dans les dix-huit mois suivant l'instauration de la dictature de Metaxas, une grande partie des trotskystes, y compris Stinas et Pouliopoulos, furent arrêtés et envoyés dans des camps de concentration. Là, les deux groupes menèrent de longues discussions dans la perspective de l'unification demandée par la Quatrième Internationale. Ils avaient des divergences sur la situation en Grèce et le bilan des années 1935-1936 notamment, et, de façon plus nette encore, sur l'attitude à avoir vis-à-vis de l'Union soviétique.

Stinas, dont l'organisation représentait la continuité de la section archéomarxiste-trotskyste, considérait qu'il y avait eu une situation révolutionnaire en Grèce entre la tentative de coup d'Etat vénizéliste de mars 1935 et le soulèvement ouvrier de Salonique de mai 1936, et que l'échec de celui-ci avait conduit à un reflux irréversible de la vague révolutionnaire, ouvrant la voie à la dictature de Metaxas, qu'il considérait comme fasciste.

Pouliopoulos, lui, considérait le régime de Metaxas comme bonapartiste, donc sans une base de masse dans la petite bourgeoisie comme dans le cas d'un régime fasciste, et niait que la classe ouvrière grecque eût subi une défaite catastrophique comparable à celle du prolétariat allemand en 1933. Il est à noter que Trotsky lui-même, avant qu'il fût assassiné en août 1940, avait caractérisé le régime de Vichy, dans ses premiers mois, de « bonapartiste sénile » et non de fasciste.

Pouliopoulos avait prôné la neutralité lors du coup d'Etat de 1935, alors que Vitsoris et Stinas avaient au contraire préconisé une action de classe en 1935, indépendamment des populistes et des vénizélistes. Le groupe de Vitsoris/Stinas fut confronté à une opposition interne plus attentiste, qui finit par faire sécession et renforcer le groupe de Pouliopoulos. A l'inverse, Pouliopoulos

était prêt l'année suivante à faire un front unique avec les vénizélistes contre le coup d'Etat de Metaxas, pendant qu'en 1936 Stinas refusait un tel bloc, qu'il voyait comme une compromission politique avec les vénizélistes. Le bilan de cette période fut l'objet d'âpres débats entre les deux groupes dans les camps.

Les deux groupes étaient d'accord pour refuser de soutenir la Grèce dans le conflit mondial, y compris lorsqu'elle fut attaquée par l'Italie de Mussolini. Cela contraste fortement avec le KKE qui, malgré des réticences initiales à la base, se résolut à soutenir le « non » de Metaxas à l'ultimatum de Mussolini. La position trotskyste était conforme à l'attitude marxiste qui interprétait les événements comme un conflit entre les impérialistes de l'Entente et ceux de l'Axe, où la Grèce n'était qu'un simple pion. Mais les trotskystes grecs considéraient la Grèce elle-même comme impérialiste, la mettant ainsi sur le même pied que l'Italie. Cela allait conduire les deux groupes à nier les éléments d'oppression nationale des Grecs pendant l'occupation italo-bulgaro-allemande.

Pourtant, les deux groupes avaient une divergence essentielle concernant le caractère de l'Union soviétique et, en conséquence, l'attitude à avoir dans la guerre, notamment vis-à-vis de ce pays. Cette question était en fait leur divergence la plus aiguë. L'EOKDE (Organisation unifiée des communistes internationalistes de Grèce, section de la Quatrième Internationale), le groupe de Pouliopoulos, continuait de considérer, dans la tradition trotskyste, l'Union soviétique comme un « Etat ouvrier dégénéré », et donc, il était pour sa défense militaire inconditionnelle contre l'impérialisme capitaliste. Le groupe de Stinas, au contraire, refusait de prendre le parti de l'URSS. Un débat similaire fit rage dans de nombreuses sections trotskystes, notamment aux Etats-Unis, où il y eut une scission majeure en 1940 sur cette question.

Stinas ne rejeta pas immédiatement la caractérisation théorique de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré ». Mais il la rejeta en pratique en renonçant à la défense de l'URSS, arguant que cela reviendrait à défendre le camp impérialiste dans lequel se trouvait l'URSS dans le conflit mondial. A partir de 1941, cela voulait dire le camp

des Alliés, mais au moment où Stinas lance sa grande polémique sur la question de l'URSS, en octobre 1940, l'URSS était du côté de l'Axe fasciste, alors que Metaxas et une bonne partie de la bourgeoisie grecque s'étaient rangés du côté britannique. À ce moment, la pression ambiante en Grèce allait donc dans le sens de la condamnation de l'URSS, qui se trouvait du côté opposé à celui de la bourgeoisie grecque.

Stinas considérait la « bureaucratie stalinienne » comme le danger principal en Union soviétique, plus grand encore que le danger d'une contre-révolution capitaliste. La lutte pour renverser la bureaucratie stalinienne était donc pour lui la tâche essentielle concernant l'URSS, même si elle devait aboutir à la restauration du capitalisme. L'EOKDE était fermement contre cette position et maintenait l'orthodoxie trotskyste sur la défense inconditionnelle de l'URSS. Lorsque, à partir de 1942, les organisations trotskystes recommencèrent à diffuser des publications clandestines, l'EOKDE continua d'insister sur la défense de l'URSS, dénonçant la KDEE de Stinas sur cette question et disant que, pour cette raison, la KDEE se plaçait en dehors de la Quatrième Internationale.

L'EOKDE défendait l'URSS, tout en prônant une révolution politique ouvrière contre la bureaucratie et en mettant en garde sur l'Armée rouge qui avait été transformée, disait-elle, en organe d'autoconservation et de satisfaction des rêves et désirs de la bureaucratie stalinienne. L'EOKDE lutait par ailleurs contre les illusions dans l'impérialisme « démocratique » des Etats-Unis et de l'Angleterre et prévenait que, s'il arrivait en Grèce, ce ne serait pas pour libérer le peuple grec.

Elle prônait la fraternisation avec les soldats conscrits dans les armées allemande et italienne, ce qui contrastait avec la propagande des staliniens, complètement alignés sur le camp allié et hostiles à l'ensemble des troupes d'occupation, de haut en bas. Quand l'EOKDE parle « d'oppression nationale », elle le fait dans un cadre général, jamais comme une oppression liée à l'occupation de la Grèce à ce moment-là. Elle défend le droit à l'autodétermination, pouvant aller jusqu'à la séparation, de toutes les nationalités opprimées, y compris en Epire, en Macédoine et en Thrace. Elle dénonce les

attaques du KKE contre les femmes qui avaient des relations sexuelles avec des soldats faisant partie des troupes d'occupation.

L'EOKDE expliquait que, sur le fond, les intérêts de la bourgeoisie grecque coïncidaient avec ceux des Alliés plutôt qu'avec l'Axe, malgré la pénétration économique allemande avant la guerre, car, en cas de victoire alliée, la bourgeoisie grecque pouvait espérer récupérer l'Epire et le Dodécannèse, alors qu'en cas de victoire de l'Axe, ce sont les Bulgares et les Italiens qui s'arrogeraient des territoires grecs.

L'EOKDE décrit l'EAM, le front de libération nationale dirigé par le KKE, comme inféodé à l'état-major britannique. En réalité, l'EAM a toujours conservé le contrôle de ses propres décisions militaires (jusqu'à l'accord de Caserte). Les Britanniques avaient bien des conseillers auprès de l'EAM, mais ce n'est pas eux qui décidaient en dernier ressort des opérations militaires de l'EAM. L'EOKDE a même écrit que l'EAM s'était mise à la disposition de l'EDES, l'organisation de partisans de Zervas, ce général ex-vénizéliste à la réputation sulfureuse qui disposait du soutien financier et militaire des Britanniques. C'est manifestement faux, l'EAM ayant même tenté de liquider physiquement les maquis pro-britanniques de l'EDES. Toutefois les trotskystes ont pris implicitement le côté de l'EAM contre l'EDES lors de ces combats à l'automne 1943.

Les trotskystes et la Résistance

Les trotskystes étaient globalement hostiles au mouvement de résistance dirigé par le KKE, y compris dans les villes, sur la base de l'opposition à la politique de collaboration de classe du Parti communiste avec des bourgeois grecs dits progressistes et avec les impérialistes alliés. Les trotskystes publient ainsi des articles sur des grèves et protestations ouvrières, où, le cas échéant, ils s'attachent à dénoncer un patron « progressiste » qui se donne des prétentions anti-collaborationnistes. Par exemple, à l'usine de cigarettes Papastratos, au Pirée, la direction de l'usine essaie de désamorcer le mécontentement des ouvrières en arguant de son propre patriotisme avec « *nos alliés Staline, Roosevelt et Churchill* » ; vu la ré-

ponse pleine de défiance des travailleuses, annonçant que c'est l'expropriation pure et simple des capitalistes qui sera à l'ordre du jour après la guerre, la direction envoie des gros bras pour disperser les ouvrières, en blessant plusieurs (journal *L'Internationaliste* de l'EOKDE, 6 octobre 1943).

Malgré cela, certains trotskystes furent actifs dans les maquis de l'EAM. Par exemple, Stavros Verouchis, qui fut élu au Conseil national du PEEA, le gouvernement provisoire issu de la résistance communiste, et qui fut assassiné en 1944 par les staliniens. Les archéiomarxistes, qui avaient rompu avec Trotsky à partir de 1933, avaient une attitude plus positive vis-à-vis de l'EAM que les trotskystes proprement dits. Certains rejoignirent l'EAM et beaucoup furent tués en 1944 par les staliniens du KKE, qui ne voulaient pas voir leur contrôle politique sur l'EAM battu en brèche par quiconque. Certaines sources indiquent que Verouchis était archéiomarxiste quand il fut élu au conseil du PEEA ; quoi qu'il en soit, les frontières entre les différents groupes étaient souvent perméables et les gens passaient d'un groupe à l'autre assez facilement. Apparemment, lors de la conférence trotskyste de début 1944, il y a eu une lutte contre une minorité mieux disposée vis-à-vis de l'EAM, voire même guérilliste. Verouchis représentait peut-être cette tendance lorsqu'il préconisait des maquis trotskystes.

A partir de l'automne 1942, les grèves et une agitation de masse commencèrent dans les villes, d'abord avec une grève de 60 000 employés dans la région d'Athènes-Le Pirée. Le KKE en prit la direction, au grand dam des trotskystes (qui, on peut le supposer, n'appréciaient pas de se faire évincer de l'influence qu'ils pouvaient avoir parmi les travailleurs), qui qualifièrent cette grève de défaite, le KKE, au contraire, proclamant une grande victoire. Les trotskystes eurent du mal à reconnaître le renforcement de leurs adversaires ; ils étaient au contraire convaincus que le KKE était en pleine crise et qu'il se trouvait écartelé entre, d'un côté, le nationalisme bourgeois pur et simple, et, de l'autre côté, des courants centristes évoluant vers la gauche. Ils imaginaient donc qu'ils seraient eux-mêmes en position de rapidement gagner l'hégémonie sur les masses prolétariennes des centres urbains.

Ces courants centristes dans le KKE étaient en réalité fantomatiques. L'EOKDE avait de trop faibles forces pour réellement savoir ce qui se passait et pour intervenir dans des débats éventuels dans les organisations contrôlées par le KKE.

L'occupant nazi tenta de faire appel au volontariat pour recruter des travailleurs grecs pour les usines du Reich, les travailleurs allemands se trouvant eux-mêmes mobilisés sur le front russe. Ce fut un échec. Quand, début 1943, l'occupant passa à la mobilisation forcée, l'équivalent du Service du travail obligatoire (STO) en France, cela provoqua d'immenses mobilisations, avec des grèves et manifestations massives dans les villes, qui contraignirent les nazis à reculer. Cette énorme mobilisation était dirigée par le KKE, quelques semaines après la victoire soviétique de Stalingrad, qui fut la première défaite majeure de la Wehrmacht.

Les trotskystes grecs, en tout cas ceux de l'EOKDE, n'ont rien écrit sur la mobilisation contre le STO, malgré la dimension gigantesque que prit en Grèce la mobilisation ouvrière contre cette réquisition, de loin la plus importante qui ait eu lieu dans toute l'Europe occupée par l'Allemagne. Dans d'autres pays, les trotskystes avaient pour politique de ne pas s'opposer au STO ; au lieu de se cacher, comme le faisaient beaucoup de jeunes en France par exemple, des trotskystes, français et hollandais notamment, se sont laissés mobiliser pour l'Allemagne dans le but de faire la jonction avec le prolétariat allemand, qui, à leurs yeux, allait jouer le rôle décisif à la fin de la guerre.

Il est possible que les trotskystes grecs aient été embarrassés sur l'attitude à adopter par rapport à la mobilisation ouvrière en Grèce contre le STO. En tout cas, entre février et septembre 1943, ils ne publient qu'un seul numéro de leur journal, *L'Internationaliste* (daté de juin), exclusivement consacré à la mémoire de Pouliopoulos, exécuté par un officier italien en juin 1943 ; on raconte que Pouliopoulos, qui était polyglotte, s'était adressé en leur langue aux soldats italiens du peloton d'exécution, et qu'en conséquence, l'officier italien avait dû l'exécuter lui-même ; typiquement, l'exergue du numéro de *L'Internationaliste* consacré à Pouliopoulos appelle à la frater-

nisation avec les soldats italiens et allemands.

Les trotskystes font porter la responsabilité de ce meurtre à égalité sur les autorités d'occupation et la bureaucratie « stalinienne » du KKE, car cette dernière avait refusé d'organiser l'évasion en masse des prisonniers du camp d'Acronauplie lors de l'effondrement de l'armée grecque face à la Wehrmacht début 1941 ; Pouliopoulos était donc resté prisonnier jusqu'à son exécution (alors qu'en fait, un certain nombre de dirigeants du KKE purent s'échapper).

A partir de fin 1943, les trotskystes parviennent à publier un ou deux journaux par mois. On y trouve quelques articles intéressants sur des grèves, notamment dans des usines au Pirée. Ils critiquent l'organisation militaire du KKE et lui opposent une « lutte de masse », ce qui ne veut pas dire grand-chose dans le contexte du régime totalitaire d'occupation ; les trotskystes préconisaient le développement d'organes de lutte avec des représentants élus. En fait, la liquidation physique de délateurs dans les usines par des groupes armés liés au KKE semble avoir eu un effet dissuasif dans certains cas et offert une protection aux travailleurs. Le problème n'est pas que les « staliniens » aient eu des groupes armés clandestins, mais qu'ils étaient étroitement contrôlés politiquement par le KKE.

Parfois, les prises de position des trotskystes frisent le « crétinisme démocratique », en pleine terreur policière, comme lorsqu'ils demandent la mise en place de coopératives pour la distribution de nourriture, avec un congrès démocratique pour discuter la situation, avec des prêts à taux zéro des banques, etc. À noter toutefois la participation des trotskystes, notamment ceux du groupe Stinas, à des expropriations de magasins et d'entrepôts, opérées en action commando avec distribution à la foule des produits saisis.

Les trotskystes ont bruyamment dénoncé le bombardement des quartiers ouvriers du Pirée par l'aviation alliée début 1944, qui, pour eux, était une preuve nouvelle de ce que les travailleurs pouvaient attendre d'un débarquement allié. En juin 1944, ils mettent en garde contre le débarquement allié en Normandie, disant qu'il a pour raison d'être de noyer dans le sang toute tentative de révolution ouvrière. Ils dénoncent aussi,

en novembre 1943, la répression coloniale en Syrie-Liban opérée par les troupes gaullistes. Donc, pendant toute la période, ils reviennent avec insistance sur la nécessité de ne pas avoir d'illusions dans les Alliés.

Début 1944, le KKDE (Parti des communistes internationalistes de Grèce, section de la IV^e Internationale — le nouveau nom de l'EOKDE) décide, lors de sa conférence, de mettre en sourdine les polémiques avec le DKKE de Stinas sur la nature de l'URSS, dans une perspective d'unification des deux groupes (qui n'aura pas lieu avant 1946).

Le KKDE exige seulement de Stinas qu'il accepte la ligne majoritaire de la IV^e Internationale en attendant une nouvelle discussion internationale. Toutefois, l'EOKDE continue d'insister, dans presque chacune de ses publications, sur la défense de l'Union soviétique. A noter que, lors de son congrès, le KKDE retrace sa propre histoire au travers de la trajectoire de Pouliopoulos : en d'autres termes, il rejette toute l'histoire de l'archéiomarxisme, qui, pourtant, avec cons-titué, au début des années 1930, la section officielle de l'Opposition de gauche internationale trotskyste, contrairement au groupe de Pouliopoulos.

Reprise

Le KKDE caractérise l'EAM à la fois comme un mouvement de libération nationale, donc bourgeois, et comme le reflet d'aspirations embrouillées et confuses à une opposition de classe contre l'exploitation capitaliste. Le KKDE montre que la bourgeoisie grecque, tant à Athènes qu'au Caire (où siège le gouvernement en exil), est d'accord avec les forces allemandes pour réprimer le mouvement de résistance. Mais elle s'arrête en quelque sorte à mi-chemin : elle n'en conclut pas qu'il faut se placer du côté de l'EAM contre la répression.

Les trotskystes annoncent par avance que les « staliniens » vont trahir en entrant dans le gouvernement du Caire, et que cela va créer des tensions à l'intérieur du KKE. Ils ont pour perspective une lutte de classes révolutionnaire contre la réaction capitaliste administrée par le gouvernement quisling de Rallis, contre toute illusion nationaliste et « démocratique-populaire ».

Ils sont conscients de la faiblesse de leurs liens avec le prolétariat, alors que les staliniens canalisent les luttes ouvrières dans l'EAM nationaliste. Pourtant, alors qu'ils sont tout au plus quelques dizaines, ils prétendent dans un article qu'ils sont capables de prendre la direction des masses du Pirée pour occuper les « palais des riches » et reloger les victimes du bombardement allié.

Les trotskystes critiquent la faible réaction des « staliniens » face aux rafles policières, comme s'ils se limitaient à quelques actions terroristes individuelles provoquant de sanglantes représailles. En réalité, il y eut par exemple une grève générale dans la métallurgie et les chantiers navals au Pirée, le 6 mars 1944, pour protester contre l'attaque du quartier de Kokkinia par les Bataillons de sécurité. Cette grève était dirigée par le KKE et les habitants du quartier prirent massivement le côté des combattants de l'ELAS, comme le reconnaissent les trotskystes eux-mêmes.

Les trotskystes hésitaient entre prendre le côté des staliniens contre la terreur policière et les dénoncer comme de simples agents contre-révolutionnaires du capital anglo-saxon et grec. Ils sous-estiment l'hégémonie politique conquise par leurs adversaires sur les couches populaires, y compris dans les villes, alors qu'eux-mêmes sont faibles et victimes de la répression policière, mais aussi des meurtres politiques par le KKE à partir de juin 1944, alors que le retrait allemand approche. D'après la liste la plus complète publiée par Marios Emmanouilidis, une cinquantaine de trotskystes, soit peut-être un sur cinq tous groupes confondus, et une trentaine d'archéomarxistes furent ainsi assassinés. Les pertes aux mains des forces d'occupation furent plus de trois fois moindres.

La libération et les événements de décembre 1944 à Athènes

En octobre 1944, les trotskystes mettent en garde contre les illusions dans le débarquement britannique au Pirée. Ils dénoncent le gouvernement d'unité nationale, où est représenté le KKE, comme un gouverne-

ment bourgeois. Mais, à aucun moment, ils ne s'opposent explicitement aux troupes britanniques. Pourtant, on n'est pas comme en 1940, où la lutte contre l'occupation italienne revenait à se ranger dans le camp de Churchill et de Metaxas dans la guerre : cette fois-ci, la bourgeoisie grecque dépend, pour sa survie, des troupes britanniques.

Les trotskystes sont optimistes et croient que la fin imminente de la guerre va ouvrir des situations révolutionnaires partout en Europe. Ils croient même qu'elles se développent déjà à Paris, et même à Hambourg. Ils prévoient que les communistes vont être un des plus solides piliers du rétablissement de l'ordre capitaliste, mais, du coup, ils n'anticipent pas la guerre civile qui va éclater un mois plus tard dans les rues d'Athènes.

Ils avancent des revendications économiques et la nécessité du contrôle ouvrier, contre les mesures d'austérité du gouvernement dont fait partie le KKE. A la lecture de leur presse, notamment pour l'anniversaire de la révolution russe, le 7 novembre, on peut voir qu'ils s'attendent à une crise révolutionnaire imminente. Quand éclate la guerre civile en décembre 1944, il semble qu'ils aient cherché à prendre part aux combats aux côtés de l'EAM. Mais beaucoup ont été tués par les staliniens de l'OPLA (milice politique du KKE), et ils ont dû probablement passer plus de temps à essayer de se protéger du parti qu'à combattre les troupes britanniques et grecques ; ils étaient trop faibles pour produire de la propagande dans une telle situation de guerre civile ouverte.

En février 1945, ils adoptent une résolution décrivant les événements de décembre comme un conflit entre des forces sociales ennemies, où, derrière le KKE, se trouvaient les couches populaires et les masses opprimées, et, derrière le camp opposé, le capital. Ils voyaient que le KKE n'avait pas pour but la prise révolutionnaire du pouvoir, mais seulement la revendication de démocratiser l'État et de réforme politique dans le cadre bourgeois, ce qui (selon les études de nombreux historiens) est exact.

Dans leur bilan, ils ne prennent pas le parti du KKE dans les affrontements de décembre 1944. Ils insistent sur les « actions criminelles et barbares » des « staliniens » plutôt que sur celles des troupes britanniques et des tueurs anticommunistes de la

bourgeoisie grecque. Ils parlent d'une trahison dans la lignée de l'Allemagne en 1933, quand les communistes laissèrent Hitler prendre le pouvoir sans coup férir. Sauf qu'à Athènes, il y a eu bataille.

Les trotskystes américains au contraire, qui étaient à l'époque la section la plus importante et la plus stable de la IV^e Internationale, ont clairement pris le côté des combattants de l'EAM dans leur journal, dénonçant les communistes staliniens non pour leur combat à Athènes, mais pour leur coalitionnisme antérieur, à Téhéran, Beyrouth et surtout Caserte, où ils avaient accepté de se subordonner aux troupes britanniques et de prendre part au gouvernement du Caire. Les trotskystes américains critiquent le KKE quand celui-ci s'excuse servilement après le massacre policier du 3 décembre de ne pas avoir rendu leurs armes, au lieu de sonner la mobilisation générale.

Et, en février 1945, ils l'attaquent à nouveau pour ses offres constantes de capitulation, y compris l'acceptation d'un régent. C'est un ton très différent des trotskystes grecs. En quelque sorte, les trotskystes grecs critiquent le KKE pour l'insurrection de décembre 1944 contre les impérialistes britanniques et les capitalistes grecs, les trotskystes américains les critiquent pour les accords de Varkiza (où il accepte de rendre les armes aux Britanniques et au gouvernement capitaliste grec).

En 1946, Georges Vitsoris, qui travaillait avec Michel Pablo, un autre militant d'origine grecque, dans le secrétariat international trotskyste à Paris, écrivit une lettre qui devait servir de cadre politique à la fusion entre les groupes trotskystes grecs. La lettre critiquait vertement leur « sectarisme » pendant la guerre et leur incapacité à intervenir dans le mouvement de résistance ; elle exagérait le caractère prolétarien de la résistance et allait dans le sens d'une adaptation politique au stalinisme (quelques années plus tard, Pablo allait ordonner la liquidation des sections trotskystes, pour entrer à long terme dans différentes formations suivant le terrain national, mais surtout les partis communistes, comme en France).

Mais elle touchait du doigt le fait qu'à cause de leur abstentionnisme durant cette période, de leur neutralité, ils s'étaient neutralisés eux-mêmes comme facteur pour polariser des organisations staliniennes pétries de contradictions. Ayant manqué de mener une lutte décisive pour arracher le pouvoir en décembre 1944, après la capitulation de Varkiza, les « staliniens » s'étaient déconsidérés auprès de certaines couches de militants politiques.

Fin 1946, les trotskystes eurent des débats publics avec des communistes, ce qui reflète qu'ils avaient une certaine assise politique les obligeant à débattre avec eux. Par exemple, il y eut un débat, le 3 novembre 1946, entre Stinas, pour la IV^e Internationale, et Apostolou, pour le KKE, sur le thème « *République populaire ou république soviétique en Grèce* ».

La présentation de Stinas a été conservée et reproduite, par exemple dans *Quatrième Internationale*, de mai-juin 1947. Evidemment, le KKE défend à l'époque « *la révolution bourgeoise démocratique, et non pas la révolution socialiste, comme le disent les trotskystes* ».

En dépit du sujet qui se prêtait à faire un bilan de la résistance et de décembre 1944, Stinas est incapable de soulever ces questions brûlantes et, au lieu de cela, se livre à une apologie en termes très généraux de la dictature du prolétariat.

Du coup, en réponse à une question, Apostolou peut se permettre de dire que « *les évêques sont partis dans le maquis, alors que les trotskystes, sous le couvert de phrases gauchistes, étaient au service de Hitler. Le PCG (le KKE) a réalisé le front unique avec tous ceux qui luttent avec le peuple, et non pas avec ceux qui, sous une phrase gauchiste, empêchent le développement du mouvement populaire.* »

Evidemment, on reconnaît le style classique de la calomnie anti-trotskyiste des « staliniens », mais la position des trotskystes pendant la guerre facilitait la tâche de leurs adversaires.

Ils allaient préserver leur hégémonie parmi les éléments les plus radicaux du prolétariat grec.

Dimitri Astériou

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN GRÈCE

Comment en est-on arrivé aux événements de décembre 1944 ?

Occupation et lutte de classe. La crise révolutionnaire mûrit

Surexploitation et répression impitoyables, sous-alimentation et souffrances sont la loi des masses ouvrières et populaires de Grèce dans les conditions produites par l'occupation du pays. Ce sont ces conditions mêmes qui poussent à la lutte.

Dès janvier 1942, les anciens combattants de la guerre gréco-italienne et des secteurs des masses populaires manifestent à Athènes contre la famine. En avril 1942, la première grande grève éclate. Le 12 avril, la grève commence dans les PTT. Bientôt, elle s'étend à d'autres branches, aux travailleurs de la fonction publique, aux travailleurs municipaux, aux travailleurs du service public de l'agriculture, au personnel des hôpitaux, aux travailleurs des banques. Malgré les arrestations et les menaces (la caractérisation de la grève comme délit relevant d'une loi

d'exception prévoyant la peine capitale), 50 000 fonctionnaires et employés civils sont en grève pendant dix jours.

Le 21 avril, le gouvernement soumis à l'occupant met fin aux arrestations, il paie les salaires, il accorde des augmentations de 30 %, il promet de la "soupe populaire" et il libère les personnes emprisonnées au cours de la grève. Au cours du même mois, 3 000 personnes qui manifestent à Karditsa contre le "marché noir" obtiennent l'annulation de la réquisition de la production agricole. Au mois de juin de la même année, 4 000 paysans manifestent pendant trois jours dans la province de Pylia, dans le Péloponnèse, contre les taxes imposées par le gouvernement.

Le 16 juin 1942, 20 000 personnes manifestent dans la ville d'Athènes, elles entrent dans le vieux palais (siège du gouvernement) et obligent le Premier ministre à commander l'approvisionnement immédiat de 500 tonnes de gruau destinées à la soupe populaire. Au mois d'août, 3 500 ouvriers de l'usine d'engrais du Pirée sont en grève pour des revendications économiques.

Au mois de septembre, une nouvelle grève de masse des employés civils et des ouvriers qui dure huit jours éclate de nouveau à Athènes et au Pirée. Quand le gouvernement, pour briser la grève, décrète le licenciement massif des employés civils en grève, les ouvriers de l'Imprimerie nationale refusent de publier l'ordonnance de licenciement et entrent aussi dans la grève. Le cinquième jour de la grève généralisée, une puissante manifestation combative se heurte aux carabinieri italiens et aux gendarmes grecs. La grève se termine quand des augmentations de salaires sont obtenues par les ouvriers et les employés civils, et que les travailleurs emprisonnés au cours de la grève sont libérés.

Au mois d'octobre, les employés civils de Salonique sont en grève. Des grèves d'ouvriers de diverses branches éclatent à Edessa, Naoussa, Kosani. Une grève généralisée de l'ensemble des salariés éclate à Volos pour demander des augmentations de salaires.

Au mois de décembre 1942, il y a une nouvelle grande grève à Athènes et au Pirée. 40 000 personnes manifestent à Athènes avec le mot d'ordre *"Du pain, la soupe populaire, à bas la terreur !"* et se heurtent aux forces de répression des occupants. Le 21 février 1943, Hitler, dans un discours à la radio, prévient les peuples des pays occupés : *"Les Allemands donnent leur sang et eux ils doivent donner leur sueur pour le nouvel ordre."*

Le 23 février, une décision allemande décrète la "relève" des citoyens grecs pour travailler à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce.

Le lendemain, Athènes est paralysée par la grève, tandis que 100 000 personnes manifestent, se heurtent aux carabinieri et aux policiers. Malgré les morts et les blessés, les manifestants ne reculent pas, ils brisent le barrage, ils réussissent à entrer dans le ministère du Travail, où ils brûlent une partie des archives. La décision de "relève" est suspendue.

Le 5 mars, une nouvelle grève des employés civils et des fonctionnaires éclate, et une nouvelle manifestation a lieu pour exiger l'annulation de la "relève", qui

menaçait 80 000 travailleurs. Plusieurs milliers de travailleurs se heurtent aux forces allemandes et italiennes, qui tirent sur eux ; les rues sont semées de morts et de blessés. Pourtant, les manifestants réussissent à pénétrer dans l'enceinte du ministère du Travail et à mettre le feu. Le bâtiment est réduit en cendres et avec lui les listes prêtes de la relève.

La Grèce est le seul pays occupé dans lequel la tentative du régime nazi d'imposer la "relève" est complètement annulée. C'est une grande victoire non seulement de la classe ouvrière grecque, mais aussi du prolétariat européen et mondial. Le *Rapport final de l'administration militaire en Grèce*, qui a été rédigé avant le retrait de l'armée allemande, note que *"la tentative d'introduire le travail obligatoire en Grèce a été un échec"*.

Le 6 avril, les Allemands remplacent le Premier ministre, Logothetopoulos, par I. Rallis. Le rapport secret allemand, la Br B nr 16206/43, présente ainsi son portrait : *"Anticommuniste par conviction (...), il est considéré comme l'homme de confiance de Pagalos, qui est l'homme des Anglais."* Un choix qui n'est pas dû au hasard, si l'on prend en considération les développements qui suivent.

En septembre 1943, une nouvelle vague de grèves déferle à Athènes, au Pirée, à Volos. Les propriétaires des usines de Volos demandent à l'administration italienne d'utiliser l'armée pour reprendre les usines occupées par les grévistes. Mais les soldats italiens refusent d'attaquer les grévistes.

L'Internationaliste, organe du comité central du Parti des communistes internationalistes de Grèce, section de la IV^e Internationale, écrit à propos de ces luttes :

"Cette situation a rempli la bourgeoisie de préoccupations et d'inquiétude (...). Elle voit clairement s'élever à l'horizon le spectre de la révolte sociale générale des travailleurs (...). Les manifestations nationalistes des masses ne rassurent pas la bourgeoisie. Avec son instinct de classe, elle sent que ces manifestations reflètent plutôt l'indignation des masses contre le régime terrible de la répression des impérialistes étrangers (...).

Elle sent dans son subconscient que ce mouvement populaire de l'EAM (Front national de libération), malgré le fait qu'il soit nourri systématiquement par le poison nationaliste, renferme en son sein beaucoup de dangers pour elle-même. Dangers qui n'ont pas leurs racines dans les dispositions révolutionnaires de sa direction, mais dans l'esprit anticapitaliste qui se développe de plus en plus parmi les masses (...).

La bourgeoisie se prépare systématiquement à faire face aux dangers d'un tel développement" (L'Internationale, 19 septembre 1943).

Le Parti communiste grec a constitué l'EAM, qui a pour objectif la "libération nationale" dans le cadre de la politique des "grands alliés" dans la guerre. Il s'adresse aux partis bourgeois, qui refusent d'y entrer.

En réalité, l'EAM est une sorte de Front populaire avec le "fantôme de la bourgeoisie", expression de la volonté de la direction stalinienne de subordonner le mouvement de résistance des masses au maintien du système capitaliste.

La férocité de la répression exercée par les forces d'occupation, avec leur cortège de destructions de villages entiers, d'exécutions massives, de réquisitions de la production agricole, de famine et de souffrances, nourrit les rangs du mouvement des partisans qui prend un caractère de masse.

Bien que la direction du PCG-ELAS (Armée nationale populaire de libération) définisse comme objectif la "lutte pour la libération nationale" et subordonne son action aux besoins militaires des Alliés en se soumettant au commandement suprême des forces alliées au Moyen-Orient, l'ELAS contient des dangers pour la bourgeoisie et les Alliés.

Malgré la politique de sa direction stalinienne, elle constitue une organisation de milliers de paysans et d'ouvriers armés, non seulement dans la montagne, mais aussi dans les villes, où se forme "l'ELAS de réserve".

C'est pourquoi les représentants du gouvernement essaient dès le début de créer des contrepoids à l'ELAS en appuyant l'EDES et l'EKKA, qui entrent à plusieurs reprises en conflit avec les

forces de l'ELAS. En réalité, la guerre civile entre, d'un côté, les masses ouvrières et paysannes armées, et, de l'autre côté, les unités militaires au service de l'impérialisme allemand, mais aussi de l'impérialisme britannique, dont le dénominateur commun est la défense de l'ordre bourgeois, commence déjà sous l'occupation nazie.

L'année 1943 voit l'organisation massive des "bataillons de sécurité" par le gouvernement Rallis. Ces bataillons sont organisés et armés par les forces allemandes d'occupation, mais l'appui des Britanniques ne leur manque pas. Dans un rapport "top secret" destiné au quartier général suprême des Alliés du Moyen-Orient et rédigé le 12 août 1943, le chef de la mission militaire britannique en Grèce, le chef de brigade Eddy (pseudonyme du E C W Myers) note :

"En accord avec vos directives récentes, j'ai donné l'ordre aux agents anglais et grecs qui travaillent sous ma direction de torpiller l'œuvre d'EUS et de l'EAM... Cette organisation (EDES) nous serait utile comme contrepoids à l'EUS, et quand elle sera renforcée elle pourra éventuellement être utilisée contre l'EUS. Un jour, la liquidation de l'ELAS sera rendue nécessaire (...).

J'appuie dans les limites du possible l'EKKA (...). Il serait utile que nos agents prennent contact avec les représentants du gouvernement (Rallis), c'est-à-dire avec les hauts officiers de l'armée, de la gendarmerie, etc., dans l'objectif de les encourager à l'idée qu'ils ont la tâche et le droit de dénoncer auprès des autorités d'occupation les dirigeants de l'EAM et de l'ELAS (...).

De cette façon, quand l'heure viendra, ces organisations ne seront pas en position de s'opposer aux intérêts britanniques (...)" (rapport X, 12 août 1943, 85-4 L.S, cité par V. Mathiopoulos, La Résistance grecque et les Alliés).

C'est l'époque où les Alliés, à travers leur quartier général suprême au Moyen-Orient, donnent l'ordre aux organisations grecques de partisans d'arrêter, pour une période indéfinie, les opérations contre les forces d'occupation (...).

En octobre 1943, l'agent britannique en Grèce, le capitaine Donald Stott, par-

ticipe à une réunion tenue chez le maire collaborateur Georgatos, avec l'Allemand Loos, chef de la police militaire secrète dans les Balkans, réunion qui avait pour objectif l'action commune contre l'EAM. Au mois de novembre, le même agent britannique organise une réunion avec la participation d'un officier de la Gestapo et des représentants des bataillons de sécurité récemment créés, de la gendarmerie, de la police, de l'EDES d'Athènes, de l'organisation X, de la RAN, de l'Action nationale.

L'effondrement de l'Italie a des répercussions majeures en Grèce. Les forces des partisans sont renforcées par l'adhésion des soldats italiens, et des dépôts entiers d'armes, de médicaments, de nourriture de l'armée italienne passent aux mains des partisans. Par ailleurs, le fait que les Allemands soient maintenant obligés de s'occuper de l'administration d'occupation de toute la Grèce, à part la Macédoine de l'Est et la Thrace qui sont sous occupation bulgare, conduit à ce que toute une série de régions passent sous le contrôle des partisans.

1943 est l'année pendant laquelle le cours de la guerre s'inverse et où la perspective de la victoire militaire change définitivement de camp.

C'est l'année de la victoire de Stalingrad : le 2 février 1943, le maréchal Paulus capitule. C'est sans aucun doute la détermination, le sacrifice de millions d'ouvriers et de paysans soviétiques, défendant, malgré la politique criminelle de Staline et de la bureaucratie, les conquêtes issues de la révolution d'Octobre, qui expliquent cette victoire. En ce sens, elle est ressentie par les masses du monde entier comme une victoire contre l'impérialisme.

Aussi, l'année 1943, c'est avant tout l'année où les masses commencent à intervenir pour leur propre compte, dans le but de mettre fin par leurs propres moyens au carnage impérialiste. C'est l'année où l'effondrement du régime fasciste en Italie aboutit au commencement de la révolution.

C'est l'année où, avec l'importance que cela a pour l'ensemble des Balkans, le mouvement des partisans en Yougoslavie dépassant les limites que lui avait

fixées Staline, instaure son pouvoir dans les régions libérées : c'est en novembre 1943 que se réunit à Jajce, en Bosnie, le Comité national (AVNOJ) qui déclare assumer le pouvoir exécutif, se prononçant pour une Fédération des peuples de Yougoslavie et déclarant déchu le gouvernement monarchique résidant à Londres, et auprès duquel Staline avait maintenu un ambassadeur.

La vague révolutionnaire en Italie et dans les Balkans n'est pas indépendante de la résistance croissante des masses grecques, en même temps qu'elle lui donne une puissante impulsion (...).

“Les Anglais et les Américains ne viendront pas comme des libérateurs”

Le 15 décembre 1943, le comité central de l'EAM demande l'élargissement du gouvernement en exil au Caire et propose qu'une délégation de ce gouvernement, de quatre ministres, ait son siège en Grèce pour *“diriger directement la lutte pour la libération nationale”*. Au début de janvier 1944, le X^e Plénum du comité central du PCG propose *“la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui coordonnera la lutte nationale avec les opérations des Alliés”*. Les grèves ouvrières et les manifestations continuent en 1944. En janvier, les employés civils et les travailleurs des banques d'Athènes sont en grève : ils demandent de la nourriture et l'arrêt de la terreur. Les ouvriers du textile et des ports de guerre sont en grève.

Au mois de mars, la grève des chemins de fer du SEK et du SPAP (noms des différentes compagnies de chemin de fer) paralyse les transports.

C'est l'année où la terreur se déchaîne. Les bataillons de sécurité et les forces allemandes commencent à organiser des opérations armées dans les quartiers ouvriers d'Athènes, mais rencontrent une vive résistance. A Athènes, Volos, Edessa, et dans d'autres villes, des grèves et des manifestations pour des revendications économiques et contre la terreur se développent.

Le 23 avril 1944, des élections ont lieu pour désigner les délégués pour le Conseil national, convoqué dans le village de Korishades, d'Euritania, du 14 au 27 mai. Il est convoqué au même moment que la conférence du Liban.

Le trotskyste Stavros Verouhis, secrétaire général de la Confédération générale des invalides de guerre, est élu délégué pour le Conseil national par une assemblée de 2 000 paysans d'Eubée. Il n'arrivera pas à destination : il est assassiné par les staliniens.

Tandis que le développement du mouvement exprime la tendance vers le pouvoir des travailleurs, la direction stalinienne du PCG essaie de faire entrer sa dynamique dans le cadre du "gouvernement d'unité nationale" en le subordonnant à la bourgeoisie et aux Alliés.

C'est pourquoi il doit littéralement étrangler la voix de ceux qui, au niveau des mots d'ordre, peuvent exprimer la perspective indépendante du mouvement ouvrier en lui indiquant une autre direction, celle du pouvoir ouvrier dans le cadre de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les trotskystes sont les victimes de la férocité fasciste. A Nesero, en juin 1943, sont exécutés les dirigeants et les militants trotskystes d'Acronauplie, où ils avaient été emprisonnés par la dictature de Metaxas, et qui, par la suite, ont été livrés aux forces d'occupation. Parmi eux, se trouve Pandelis Pouliopoulos, ex-secrétaire général du PCG et l'un des fondateurs de la section grecque de l'Opposition de gauche : face au peloton d'exécution, il s'adresse en italien aux soldats italiens en les incitant à la révolte contre les impérialistes et en prédisant la révolution prolétarienne à venir. Les soldats italiens se refusent à tirer ; Pouliopoulos sera finalement exécuté par un peloton d'officiers fascistes (...).

Le groupe de trotskystes parmi les 100 personnes exécutées à Kessariani, le 1^{er} mai 1944, tombe en chantant *L'Internationale*.

Les trotskystes et les archéomarxistes ont à faire face aussi à la férocité meurtrière des staliniens.

Des militants qui entrent dans les rangs des partisans, des militants qui

jouent un rôle d'avant-garde dans les grèves sont assassinés par les staliniens. En les exterminant, le PCG assassine ceux qui dégagent les objectifs indépendants de la classe ouvrière.

« *Aucun gouvernement "d'unité nationale" ne nous donnera les libertés démocratiques, la paix, l'amélioration de notre vie (...). Les libertés, la paix, l'amélioration de notre vie, nous les conquerrons par notre lutte de classe, et le gouvernement révolutionnaire des ouvriers et des paysans les garantira (...).*

Vive la lutte révolutionnaire pour le pouvoir soviétique socialiste !

Vive la fédération balkanique socialiste !

Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe ! » (L'Internationaliste, 28 mai 1944).

Le PCG assassine ceux qui essaient d'empêcher le remplacement d'un esclavage des masses exploitées par un autre esclavage :

"Les Anglais et les Américains ne viendront pas en Grèce comme des libérateurs, mais comme des bourreaux et des oppresseurs (des ouvriers et des paysans) (...)" (L'Internationaliste, 30 juin 1944).

La révolte dans l'armée grecque du Moyen-Orient

Le mouvement au sein des forces armées grecques stationnées au Moyen-Orient et sa répression sauvage constituent une expression du conflit entre révolution et contre-révolution en Grèce. S'exprimant en pleine guerre, c'est un maillon de la chaîne des événements conduisant à ceux de décembre 1944 et aux développements d'après-guerre (...).

Après l'effondrement militaire de la Grèce, le siège du "gouvernement libre" royal, appendice de l'impérialisme britannique, est transféré au Caire. Il est suivi par les hommes et les officiers de la dictature de Métaxas. Le Caire est aussi le siège du commandement de l'armée royale grecque du Moyen-Orient, sous les ordres du quartier général britannique, qui veut créer une armée pour imposer ses solutions au peuple grec après la fin de la guerre (...).

Dès le début, s'est constituée, dans l'armée grecque, l'Organisation militaire

antifasciste (ASO), avec des sections dans la marine militaire (AON) et dans l'aviation militaire (AOA). Cette organisation collaborait avec l'Organisation antifasciste des Grecs d'Égypte. L'ASO adopte le programme de l'EAM. Notons ici que la colonie grecque d'Égypte (150 000), dans sa majorité écrasante, à part une couche limitée de bourgeois aisés, était formée par des masses ouvrières et populaires (...).

Les événements de février-mars 1943 ont été le prélude à une révolte plus importante en 1944. L'éloignement par le gouvernement grec des officiers de la deuxième brigade considérés comme démocrates, les démissions putschistes des officiers qui mettent comme condition à leur présence l'éloignement de tous les officiers démocrates sont l'étincelle qui met le feu aux poudres.

Contre ce mouvement, des comités sont créés dans l'armée, des soldats et des officiers arrêtent les officiers démissionnaires. Quand le gouvernement essaie de tourner la première brigade contre la deuxième, l'agitation s'étend également dans les rangs de cette unité. Des officiers et des soldats, membres de l'ASO, prennent en charge la direction des unités militaires. La révolte s'étend à d'autres unités de l'infanterie, de l'aviation, de l'artillerie (...).

En juillet 1943, l'assassinat d'un soldat du 6^e bataillon de la 2^e brigade qui résidait en Syrie, au moment de son transfert dans les prisons britanniques, provoque la révolte des soldats, qui exécutent son assassin, arrêtent l'officier responsable du bataillon et d'autres officiers, passent à tabac le chef de la brigade.

Les forces britanniques interviennent : elles désarment les 5^e et 6^e bataillons, procèdent à des arrestations massives, elles font passer les soldats arrêtés devant les tribunaux militaires, qui condamnent les meneurs à la peine capitale et à la prison perpétuelle, elles liquident complètement la 2^e brigade. Elles procèdent à une épuration similaire dans la marine militaire.

Le 10 mars 1944, le Comité politique de libération nationale (PEEA) est créé en Grèce. Le 15 mars, le comité envoie un télégramme au gouvernement du Caire dans

lequel il déclare que sa fondation a pour objectif "*l'union des forces nationales pour coordonner la lutte de libération nationale aux côtés des Alliés*" et qu'il "*visait avant tout à la formation d'un gouvernement d'unité nationale générale*". Et il appelle le gouvernement du Caire à contribuer à avancer vers ce but.

Dans l'armée du Moyen-Orient, un Comité d'unité nationale se crée, qui déclare se relier au PEEA. Le Premier ministre, Tsouderos, ordonne l'arrestation des membres du comité. La nouvelle des arrestations et de la préparation de moyens plus généraux de répression provoque la révolte généralisée de l'armée grecque. Les mutins prennent d'assaut et occupent le bureau du commandement du Caire.

L'intervention militaire des Britanniques commence : ils reconquièrent le bureau de commandement et le bataillon de garde, ainsi que l'intendance militaire et les bureaux du quartier général. Ils déportent les soldats et les officiers "rebelle" dans des camps de concentration. Le général en chef des forces britanniques du Moyen-Orient, Paget, éloigne le ministre grec de l'Armée, en annonçant qu'il se charge "*du contrôle direct de l'armée grecque*".

Dans toutes les unités, on rédige des mémoires de protestation signés par la quasi-totalité des soldats et par de nombreux officiers. En même temps, des manifestations de protestation sont organisées. Les colons grecs, mais aussi les Égyptiens manifestent leur solidarité avec les rebelles. En outre, dans le cas de la liquidation de la 1^e brigade, les soldats britanniques refusent d'exécuter les ordres. Face à la fraternisation des soldats grecs et britanniques, des unités coloniales sont utilisées. L'offensive des Britanniques pour le désarmement des unités grecques dure trois semaines. La même offensive a lieu également dans la marine militaire, dont les équipages sont débarqués. L'ensemble des forces armées grecques du Moyen-Orient sont désarmées et 20 000 soldats et officiers sont envoyés par les Britanniques dans des camps de concentration éloignés.

Ces troupes devaient être envoyées au front en Italie. Leur liquidation était

l'une des expressions du fait que pour l'impérialisme britannique, le besoin de faire face à la révolution l'emportait sur les nécessités militaires dans la guerre avec les forces de l'Axe. Quand le régiment blindé a demandé à être transféré sur le front des Balkans, la réponse des Britanniques a été de le transférer dans un camp de concentration à Damas. La seule chose qui reste de l'armée grecque du Moyen-Orient est la brigade de montagne, constituée d'éléments royalistes et fidèles à l'impérialisme britannique, et le "bataillon sacré", formé exclusivement d'officiers professionnels. Ces unités prétoriennes constitueront par la suite la seule force armée du gouvernement Papandréou qui sera utilisée pour réprimer la révolte prolétarienne de décembre 1944 à Athènes.

Staline gagne la confiance des impérialistes

Pendant les événements du Moyen-Orient, le 18 avril, le Foreign Office avise l'ambassade grecque à Londres que les difficultés concernant le problème grec *"ne peuvent être clarifiées qu'à travers l'entente directe entre le Premier ministre britannique et le maréchal Staline"*.

Le 15 avril, Churchill a envoyé un message au ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Molotov, où il écrit entre autres :

"La position que vous avez prise en Italie en ce qui concerne Badoglio m'encourage (...). Nous ne pouvons pas avoir, dans la marine et dans les brigades, des rebelles qui prendront des décisions politiques sous notre administration en Méditerranée (...) A la veille de grands événements, il faut que règne la discipline dans les forces armées. Il est nécessaire de laisser la politique aux politiciens et aux décisions générales des chefs des grands alliés. J'espère que vous allez me soutenir sur ce point au moins (...)" (archives du Foreign Office, FU371/43729).

(...) En Grèce, comme dans d'autres pays, les masses commencent à occuper

la scène de l'histoire, avant même la fin de la guerre. Elles veulent qu'après la guerre, ce soient elles qui prennent les décisions concernant leur destin.

A l'intérieur de la Grèce, dans les forces armées grecques du Moyen-Orient, cette volonté s'exprime d'une façon organisée. Le chef de l'impérialisme britannique demande le concours contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique et des PC subordonnés à celle-ci pour faire face à la révolution. Il avait ce concours en ce qui concerne l'Italie, ce qui est évoqué dans son message à Molotov.

Il le demande à nouveau concernant la Grèce. Il l'obtiendra. Le PC grec utilisera son prestige, le courage de ses combattants, la confiance que les masses ont en lui pour tenter d'interdire au mouvement des masses de s'attaquer aux racines de l'exploitation et de la guerre et, lorsque cela ne sera pas suffisant, pour le désarmer face à la contre-révolution.

Les accords du Liban et de Gazerta

Alors que le mouvement des soldats grecs du Moyen-Orient est violemment réprimé, les Britanniques préparent intensivement la conférence du Liban.

Le 22 avril, S. Venizelos, qui a remplacé Tsouderos comme Premier ministre, invite au Moyen-Orient des représentants du PEEA et de l'EAM.

Le 24 avril, le lendemain de la fin du désarmement de l'armée grecque, les Britanniques nomment Georges Papandréou Premier ministre. Non seulement les Britanniques, mais aussi le gouvernement du Quisling grec, Rallis, se sont occupés de son transfert au Moyen-Orient (il y arrive le 15 avril, au cours de la répression de la révolte dans l'armée). Le 21 avril, Papandréou remet un mémoire à l'ambassadeur de Grande-Bretagne dans lequel il propose *"de faire savoir, pour encourager le peuple grec, qu'après la Libération, la Grèce sera occupée par des armées alliées"*.

A l'intérieur de la Grèce, le développement du mouvement de masse et de l'ELAS a créé une situation dans laquelle les vieux partis bourgeois ont perdu

leur influence et leur capacité de contrôle. Le Premier ministre, Tsouderos, décrit cette situation dans son rapport au roi Georges, le 8 mars 1944 :

“Les partis ou plus précisément les chefs des vieux partis (...) n’ont aucune force réelle leur permettant de résister à n’importe quelle orientation de l’opinion publique (...). L’opinion publique est orientée par les éléments de gauche de toutes sortes et par les gens armés de la montagne (...). La jeunesse de notre pays (...), particulièrement dans les villes, s’est rangée du côté de la gauche (...).”

Face à l’effondrement de l’Axe et à la révolution montante, les forces de la contre-révolution se réordonnent. Ignorant l’opposition entre “démocratie” et “fascisme”, Stylianos Gonatas, l’un des fondateurs des bataillons de sécurité, s’adresse au gouvernement du Caire en parlant du “réveil du flanc bourgeois, mais qui est toujours incapable pour le moment (...). Les bataillons de sécurité ont été les seuls adversaires valables de l’EAM. Où, ailleurs, sinon auprès des Allemands, les bataillons de sécurité auraient-ils pu se procurer des armes (...) ? Ces personnes, qui se sont procuré ces armes auprès des Allemands ne les retourneront jamais contre les Alliés. Que l’on soit sûr que cela n’arrivera jamais” (Em. Tsouderos, *Anomalies grecques au Moyen-Orient*).

De tous les côtés, se prépare l’arsenal contre-révolutionnaire. Mais pour son utilisation efficace, le concours du PCG à la défaite du mouvement est indispensable.

A la veille de la conférence du Liban, les représentants du PEEA, de l’EAM et du PCG ont envoyé un télégramme à Churchill signé par A. Svolos pour le PEEA, par M. Porfirogenis (membre du bureau politique du PCG) pour l’EAM et par P. Roussos pour le PCG. Dans le télégramme, ils remercient Churchill de son “intérêt en faveur de notre pays et de son avenir” et ils font référence à sa “tristesse tout à fait justifiée concernant les événements récents qui ont eu lieu parmi nos forces du Moyen-Orient”. Ils caractérisent ces événements comme des “actions malsaines de personnes irresponsables, actions qui ont mené aux ré-

sultats pénibles et catastrophiques devant être condamnées par tous”.

Ils assurent :

“Nous ferons tout notre possible pour établir l’unité nationale (...). Nous savons que l’aide de nos grands alliés et surtout de la Grande-Bretagne, et de son hardi chef, ne manquera pas.”

Trois textes différents, de la part du PEEA, de l’EAM et du PCG, dans lesquels ils condamnent le mouvement du Moyen-Orient, ont été aussi remis au Premier ministre, G. Papandréou.

Dans son rapport concernant la conférence du Liban, destiné au bureau politique du PCG (26 mai 1944), P. Roussos écrit à propos de la révolte dans l’armée et la marine grecques qu’y ont sans doute participé : “(...) des trotskystes qui cherchaient d’autres objectifs étrangers à notre politique d’unité nationale” (PCG, textes officiels).

L’accord du Liban et l’accord corrélatif de Gazerta ouvrent, grâce au PCG-EAM, la voie à l’intervention de l’impérialisme britannique en Grèce et à l’instauration du gouvernement de Georges Papandréou, alors qu’en réalité celui-ci n’avait aucun point d’appui à l’intérieur du pays.

Par l’accord du Liban (mai 1944) ont été décidés : la formation d’un gouvernement d’“unité nationale” avec la participation du PCG-EAM, la création d’une “armée nationale sous les ordres du gouvernement”, “la discipline aux ordres du gouvernement de toutes les unités des partisans de la Grèce libre”. Il y est également décidé que le règlement de la situation transitoire relève de “l’initiative totale du gouvernement et du quartier général du Moyen-Orient”. Concernant la question de la monarchie, la tâche de “clarifier” le problème du régime politique est dévolue au gouvernement d’“unité nationale”.

Le PCG accepte la liquidation de l’ELAS, il se charge de soutenir activement la reconstruction de l’État bourgeois en Grèce après l’effondrement de l’occupation nazie, il accepte la restauration de la domination britannique sur le pays.

P. Roussos, dans son rapport destiné au bureau politique du PCG, en juillet

1944, explique que lors de sa rencontre avec le conseiller de l'ambassade d'URSS au Caire, après la fin de la conférence du Liban, ce dernier lui a transmis l'opinion de l'ambassadeur d'URSS, opinion qui était la suivante :

"a) L'accord du Liban correspond à la situation actuelle des choses.

b) L'attitude de votre délégation a été correcte.

c) Vous devez entrer au gouvernement, et

d) Vous devez veiller à ce que cette opinion soit transmise dans les montagnes (auprès des partisans)" (PCG, textes officiels).

Entre la conférence du Liban et celle de Gazerta, la réunion anglo-grecque a lieu à Rome, avec la participation de Churchill et de G. Papandréou. Selon le procès-verbal de la réunion, G. Papandréou déclare :

"Pour le moment (...), l'État est désarmé et les armes sont entre les mains des organisations qui représentent seulement une minorité. Mon programme est de modifier cette situation (...). Pour cet objectif, il faut créer une armée et une police nationales, et, pour réussir, l'aide britannique militaire est indispensable."

Le 31 août 1944, six délégués de l'EAM arrivent au Caire pour participer au gouvernement de Papandréou ; parmi eux se trouvent M. Porfirogenis, membre du comité central du PCG, et G. Zevgos, membre du bureau politique du PCG. Peu de jours après, le siège du gouvernement est transféré à Gazerta en Italie, comme Churchill l'avait demandé. Le 25 septembre 1944, l'accord de Gazerta est signé ; il est signé, du côté grec, par G. Papandréou, par S. Sarafis pour l'ELAS, par N. Zervas pour l'EDES, et du côté britannique par Henry Wilson (chef suprême des forces terrestres des Alliés en Méditerranée) et Harold McMillan (responsable de la Grande-Bretagne pour l'Italie et les Balkans).

Essentiellement, il s'agit d'un accord entre l'impérialisme britannique et le PCG. C'est ce qui intéresse les responsables britanniques : ils savent que le PCG ayant le contrôle du mouvement en Grèce, dans une situation de dislocation de l'État bourgeois dans laquelle il n'y a

aucun besoin militaire de débarquement des forces britanniques, l'armée allemande quittant hâtivement la Grèce, celui-ci dispose de la clé ouvrant la porte à l'entrée des forces britanniques en Grèce et à la mise en place du gouvernement de Papandréou contrôlé par eux. L'accord de Gazerta décide :

"Toutes les forces des partisans (...) se mettent sous les ordres du gouvernement grec d'unité nationale. Le gouvernement grec met ces forces sous les ordres du général Scobie, qui est nommé, par le maréchal suprême des Alliés, général administrateur des forces en Grèce (...). Les chefs des unités des partisans interdiront toute tentative de leurs unités de s'emparer du pouvoir. Un tel acte sera caractérisé de crime et sera puni en conséquence. Concernant Athènes, aucune décision ne sera prise, sauf sous les ordres directs du général Scobie."

L'objectif est, selon l'accord, l'établissement d'un "pouvoir politique légal". La direction du PCG, en soutenant l'accord, considérait comme un crime tout pas vers la prise du pouvoir par les masses révoltées et armées. Le vide du pouvoir que laisse le retrait des troupes nazies ne doit en aucune façon être comblé par le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le concours contre-révolutionnaire du PCG est indispensable à la bourgeoisie grecque et aux impérialistes britanniques. Mais la bourgeoisie grecque et les impérialistes savent que, pour restaurer l'ordre bourgeois, il faut écraser le mouvement de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, qui a sa propre dynamique. Les forces de la contre-révolution se préparent pour l'écrasement de la révolution, avec le concours du stalinisme. Les accords du Liban et de Gazerta servent à ce but : leur permettre de déclencher la bataille contre la révolution à partir de positions plus favorables pour elles.

Peu d'années après, le Premier ministre du "gouvernement d'unité nationale", G. Papandréou, écrit :

« Décembre (1944) peut être considéré comme un "cadeau de Dieu". Mais pour que décembre ait pu avoir lieu, il

fallait d'abord venir en Grèce. Et cela n'était possible que si le PCG participait au gouvernement, c'est-à-dire, grâce au Liban. Et pour que les Britanniques, qui étaient indispensables à la victoire, puissent venir ici, il fallait d'abord la signature de l'accord de Gazerta » (journal *Kathimerini*, 2 mars 1948).

Les événements qui ont précédé ceux de décembre

Les derniers mois, avant le retrait des troupes allemandes de Grèce, le contrôle de toute une série de régions du pays passe aux mains de l'EAM-ELAS, tandis qu'Athènes et Le Pirée sont une poudrière à cause de l'agitation bouillonnante des ouvriers et d'autres couches populaires, forgés par les dures luttes qu'ils ont menées pendant l'Occupation.

A travers le combat des masses ouvrières et paysannes contre l'occupation nazie, les éléments d'un autre pouvoir que celui de la bourgeoisie se dégageaient. Au-delà de la forme directe que prenait le mouvement de masse, il posait le problème d'un pouvoir établi par les organisations des ouvriers et des paysans. L'objectif du PCG est d'empêcher la centralisation de ces éléments.

Dans les jours qui suivirent le retrait des Allemands de la capitale (12 octobre) et l'arrivée des premières troupes britanniques et du gouvernement Papandréou, le pouvoir flotte littéralement dans la rue.

Mais la direction du PCG fait tout son possible pour que les unités militaires britanniques entrent sans entraves à Athènes et pour l'instauration du gouvernement Papandréou : elle donne l'ordre à l'ELAS d'Attique de ne pas entrer à Athènes, elle appelle le peuple à *“se mettre aux ordres du gouvernement national (...) aux côtés des Alliés”*, à assurer *“l'ordre”* et à éviter *“de se faire justice à soi-même”*, puisque le châtement des collaborateurs *“est l'œuvre du gouvernement national”* (résolution du bureau politique du PCG, 6 octobre 1944).

Essentiellement, le PCG protège les diverses unités et bandes armées qui

avaient servi l'occupation nazie et qui, maintenant, après le retrait des Allemands, sont exposées à la fureur du peuple armé. Par la suite, ces unités seront utilisées par le gouvernement de Papandréou et par Scobie pour la répression sanglante de la révolution.

Le PCG, pour faire passer sa politique, utilise le prestige énorme qu'il a parmi les masses, ainsi que celui, renforcé, de l'URSS, qui, dans la conscience des masses, a pris en charge le poids principal de l'écrasement du fascisme dans la guerre (...).

Avec une sincérité cynique, G. Zevgos, membre du bureau politique du PCG, écrivait en 1945 :

“En octobre 1944, le PCG a prouvé d'une façon éclatante la sincérité de sa politique. Au moment de la libération de la Grèce, il a préservé un ordre exemplaire dans Athènes et dans le reste du pays. Il avait toute possibilité de prendre le pouvoir et d'exterminer ses adversaires qui n'étaient que des collaborateurs traîtres à la nation.”

G. Papandréou lui-même écrivait que si, entre le 12 et le 18 octobre, l'EAM-ELAS avaient pris le pouvoir, *“l'état de l'EAM aurait été consolidé”*. Une telle consolidation aurait été le résultat non seulement du rapport de force intérieur, mais aussi du rapport de force entre les classes qui existait alors au niveau mondial.

Quand Papandréou, Scobie, McMillan, ministre britannique pour le Moyen-Orient, et leurs collaborateurs arrivent en bateau à Poros, le 16 octobre, ils ne se précipitent pas pour entrer à Athènes. Les nouvelles selon lesquelles des unités d'ELAS libèrent des villes et des villages qui passent sous leur contrôle, qu'à Athènes les masses populaires manifestent en faveur de l'EAM-ELAS, les rempissent d'inquiétude.

Le 17 octobre, le bureau politique du PCG adopte une résolution dans laquelle il est souligné :

“Les braves enfants de la Grande-Bretagne libérale et alliée trouveront l'accueil le plus chaleureux et le soutien du peuple allié grec libéral qui aime le progrès (...). Nous soutenons le gouvernement d'unité nationale (...).”

Le même jour, G. Zevgos embarque au Pirée à bord du cuirassé où attendent Papandréou, Scobie, etc. Il leur transmet la résolution du bureau politique de son parti et les informe que le PCG « a donné des ordres à toutes les directions d'accueillir chaleureusement le gouvernement et Scobie, en manifestant la décision du peuple grec de résoudre tous les problèmes normalement, avec l'aide de la Grande-Bretagne "antifasciste" et "progressiste" » (Th. Hatzis, *La Révolution victorieuse perdue*, tome 3, p.166).

Le PCG permet au gouvernement de Papandréou, gouvernement soumis aux Britanniques, d'installer son État crouillon, place Syntagma, et de tenter de reconstruire l'État bourgeois, parce que, en réalité, le pouvoir de ce gouvernement n'est consolidé ni à Athènes ni dans le reste du pays.

Les comités de l'administration populaire exercent le pouvoir dans le reste du pays. Ils s'occupent de l'approvisionnement et de la distribution de la nourriture. Dans les villes, face au refus des industriels de faire fonctionner les usines, ou dans le cas où les usines sont abandonnées par leurs propriétaires, on procède à des saisies, et les ouvriers se chargent de leur fonctionnement.

Ces comités organisent aussi les soins gratuits et l'enseignement public.

Cette situation, en relation avec l'existence de 60 000 combattants armés de l'ELAS, était contradictoire avec le processus de restauration de l'État bourgeois, auquel la direction stalinienne du mouvement donnait son concours ; aussi, cette situation conduisait-elle inéluctablement à l'affrontement.

Tout d'abord, le gouvernement de Papandréou et les Britanniques ont gagné du temps. Papandréou procède à la réorganisation des unités contre-révolutionnaires armées, en attendant l'arrivée des forces militaires britanniques.

"Le pouvoir public était très réduit. L'armée n'existait presque pas. Il y avait des organisations armées, mais celles-ci ne constituaient pas l'État. Au contraire, leur existence seule était la négation de l'État (...)" (G. Papandréou, *Sa vie*, p. 353).

L'impérialisme britannique, la bourgeoisie grecque et le Premier ministre

Papandréou préparent et organisent l'offensive contre-révolutionnaire.

Au cours de la réunion entre Churchill et Staline, à Moscou, les 10 et 11 octobre 1944, Churchill avait donné à Staline le fameux papier avec les pourcentages. Juste après la fin de la réunion, Churchill écrit, dans un mémoire destiné à Eden, ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne :

"Le système des pourcentages (a pour objectif) d'exprimer l'esprit avec lequel le gouvernement britannique et le gouvernement soviétique abordent les problèmes de ces pays (...). Ici (concernant la Grèce), il est entendu que la Grande-Bretagne dirigera dans le sens militaire et qu'elle essaiera d'aider le gouvernement royal grec actuel à s'installer à Athènes (...). L'Union soviétique serait prête à céder cette position et ce fonctionnement à la Grande-Bretagne, de la même façon que la Grande-Bretagne reconnaissait la relation étroite entre la Russie et la Roumanie."

La bureaucratie stalinienne a donné à l'impérialisme britannique la "liberté d'action" en Grèce. Le 7 novembre, Churchill télégraphie à Eden :

"Parce que le prix élevé que nous avons payé pour obtenir de la Russie la liberté d'action en Grèce est connu, il ne fallait pas hésiter à utiliser les troupes britanniques pour soutenir le gouvernement royal grec de M. Papandréou (...). Cela a pour conséquence une intervention des troupes britanniques (...). Il faut examiner comment nous étendrons le pouvoir grec. De toute façon, j'attends l'affrontement avec l'EAM (...)."

Avec l'accord des ministres de l'EAM, Papandréou remet le maintien de l'ordre à Athènes et au Pirée entre les mains de la police des villes, corps qui avait offert ses services au régime nazi sous l'Occupation : la Garde civile nationale doit remettre ses pouvoirs à la police. La police libère et protège des collaborateurs qui ont été arrêtés par la Garde civile.

"Le peuple indigné a commencé à faire des recherches chez les traîtres à la nation et les collaborateurs connus. Il a arrêté un grand nombre de ceux qui avaient été libérés par la police, ainsi

que d'autres collaborateurs et, comme il n'avait pas confiance en la police, il les a remis aux unités de l'EUS" (Hatzis, op. cit. p. 225).

Les 22 et 23 octobre, de grandes manifestations réclament le désarmement de l'organisation X, la mise hors de service de la police, l'évacuation des bataillons de sécurité de l'école Polytechnique.

Le 15 novembre, des membres de l'organisation X, retranchés dans un hôtel de la place Omonia, tirent sur le peuple qui revient d'une manifestation : sept morts et beaucoup de blessés. Le peuple encercle le bâtiment et est prêt à y mettre le feu. B. Bartziotas, secrétaire de l'organisation d'Athènes du PCG et responsable de l'OPLA, qui est chargé par le bureau politique du PCG du maintien de l'ordre à Athènes, intervient. Grâce à son intervention, les membres de l'organisation X sont sauvés et sont transférés en voitures blindées britanniques à Thissio, où ils se retranchent sous la protection des tanks britanniques.

En même temps, l'OPLA impose l'"ordre" au sein du mouvement des masses par l'assassinat de militants trotskystes et d'autres dissidents du PCG.

Le 16 novembre, Scobie, qui est chargé par Papandréou de l'administration militaire de l'Attique, sans qu'il y ait de réaction de la part des ministres de l'EAM-PCG, déclare Athènes zone interdite à l'ELAS (...).

Les travailleurs face au gouvernement d'"unité nationale"

Les représentants de l'EAM au gouvernement sont chargés, prenant la responsabilité du ministère des Finances et du ministère du Travail, de la "reconstruction économique" du pays. Ils fixent les salaires à un niveau de famine pour "faciliter" aux capitalistes le redémarrage des activités productives et pour limiter les dépenses de l'Etat concernant les salaires des employés civils et des fonctionnaires. Le gouvernement demande aussi le contrôle sévère de l'aide aux personnes sans ressource, parce qu'il

considérait leur nombre comme excessif. Il n'impose que des taxes à ceux qui ont fait fortune pendant l'Occupation, décision contraire à la revendication populaire de confiscation de ces fortunes.

La circulation de la livre britannique d'Occupation provoque une nouvelle vague de marché noir, grâce auquel des gens font fortune, tandis que le peuple souffre toutes les privations.

L'indignation contre la politique économique du gouvernement commence à s'exprimer. De nombreux comités s'adressent à la CGT, au comité central de l'EAM, au comité central du PCG, au ministère du Travail, dont le ministre est Porfirogenis, membre du comité central du PCG.

La réponse invariable des dirigeants staliniens, c'est que les travailleurs doivent se protéger des "*éléments obscurs*" et qu'il faut s'opposer à toute tentative d'organisation de grèves, car des incidents ne peuvent que servir les ennemis du peuple (...).

Le mécontentement contre cette politique commence à s'exprimer. Des estimations négatives de la politique de la direction du PCG commencent à apparaître dans différents rapports à l'intérieur du parti : "*Il y a plusieurs rapports des comités de districts, de villes et de régions dans les archives du comité central du PCC*" (Hatzis, *op. cit.*, tome 3, p. 239).

La pression des travailleurs sur les organisations syndicales augmente. Le 19 novembre, *L'Emploi* (organe des employés civils et des fonctionnaires) publie un article dans lequel des augmentations de salaires sont revendiquées.

Le lendemain, le comité central des employés et des fonctionnaires (il a été formé pendant les grèves sous l'Occupation) ayant à sa tête son secrétaire, K. Nikolakopoulos, membre du comité central de l'EAM et cadre du PCG, demande des augmentations de salaires et des allocations pour tous les employés civils (...).

Des mobilisations massives commencent. Malgré le prestige immense dont dispose la direction du PCG-EAM auprès des travailleurs, ces derniers s'approprient au combat, malgré la position contraire de la direction.

Le secrétaire de l'organisation d'Athènes du PCG, B. Bartsiotas, appelle les cadres du parti du secteur des employés : il condamne leur attitude parce qu'elle est contraire à la ligne du parti et il leur demande de convoquer les organisations de base pour qu'elles prennent des décisions condamnant toute mobilisation.

Pourtant, le personnel prend partout des décisions en faveur de la mobilisation. Pendant les derniers jours de novembre et les premiers jours de décembre, les employés civils et les fonctionnaires sont en grève.

Le journal *L'Emploi*, le 4 décembre 1944, publie un reportage sur les mobilisations de la semaine précédente et écrit dans son éditorial que les employés *"ne peuvent accepter la nouvelle violence et la nouvelle violation de leurs libertés qui sont soigneusement préparées. Avec une fureur aussi antinationale et aussi anti-populaire que pendant la période noire du régime du 4 août et de l'Occupation (...). Ceux qui ne comprennent pas cela commettent une erreur énorme."*

Le combat d'Athènes

Les forces de la contre-révolution se préparent à l'affrontement en transférant, à l'intérieur de la Grèce, des forces militaires britanniques et la brigade de montagne. *"Notre but, c'est l'armement de l'Etat et le désarmement des organisations"* (Georges Papandréou).

Le 22 novembre, Papandréou signe le projet d'accord que lui avaient soumis les ministres de l'EAM, qui décidait la dissolution de toutes les organisations de partisans, ainsi que de la brigade de montagne et du Bataillon sacré.

Le bureau politique du PCG a envoyé à toutes les organisations du PCG une circulaire concernant l'incorporation des combattants de l'ELAS de la classe de 1936 dans l'armée nationale. Parallèlement, le quartier général de l'ELAS donne l'ordre que les combattants de l'ELAS démobilisés soient inscrits dans les organisations d'anciens combattants.

Le 25 novembre, le bureau politique du PCG explique aux combattants étonnés que cet ordre est donné dans la pers-

pective de la dissolution à bref délai de l'ELAS.

Le PCG, avec sa ligne pour la création d'une "armée nationale" unique avance la même ligne que celle du PCF, dont le secrétaire général Thorez déclarait : *"Un seul Etat, une seule armée, une seule police."* Mais "un Etat", c'est-à-dire l'Etat bourgeois, "une armée" nécessitent la dissolution de l'ELAS, l'écrasement de l'EAM. Churchill télégraphie à Scobie : *"Notre objectif clair, c'est la défaite de l'EAM."*

Papandréou mandate Scobie pour qu'il donne l'ordre de dissolution de l'EAM et de l'EDES. Le quartier général britannique décide alors :

"Tous les hommes de l'ELAS et de l'EDES seront démobilisés entre le 10 et le 20 décembre."

Le 26 novembre, Scobie appelle Sarafis et Zervas pour qu'ils appuient sa décision. Sarafis déclare que seul le gouvernement grec peut décréter la démobilisation de l'ELAS. Le 28 novembre, Papandréou propose un nouveau projet : maintien de la brigade de montagne et du Bataillon sacré, création d'une brigade à partir des forces de l'ELAS et d'une unité analogue à partir des forces de l'EDES. Le ministre du PCG, G. Zevgos, propose la dissolution simultanée de l'ELAS, de l'EDES, de la brigade de montagne et du Bataillon sacré. Papandréou refuse.

Le 1^{er} décembre, une réunion élargie du comité central de l'EAM propose le désarmement général de toutes les unités de partisans et la constitution d'une garde civile provisoire qui sera le noyau de la "nouvelle armée nationale".

Déjà, pendant la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, les forces armées britanniques et les forces grecques auxiliaires de ces dernières sont en position de combat.

Le 1^{er} décembre, Scobie lance l'ordre de démobilisation des partisans. Zevgos déclare que les actes de Scobie *"ne sont sûrement pas approuvés par le gouvernement de la Grande-Bretagne alliée"*. Le même jour, Papandréou convoque le Conseil des ministres, excluant les ministres de l'EAM. Le lendemain, les ministres de l'EAM, non membres du

PCG, démissionnent. Les démissions des ministres du PCG suivent.

Une nouvelle réunion du comité central de l'EAM décide une manifestation de protestation pour le 3 décembre. Papandréou interdit la manifestation.

Le 3 décembre, une marée humaine non armée investit le centre d'Athènes. Sur la place Syntagma, les policiers, qui avaient pris des positions de combat dans les bâtiments environnant la place, tirent sur la foule. Les rues sont semées de morts et de blessés. Quand les masses se reforment pour continuer la manifestation, de nouveaux tirs les déciment. Après la dispersion de la manifestation, les masses ouvrières et populaires qui rentrent dans les quartiers passent à la contre-offensive contre les policiers et les membres de l'organisation X, dissolvent les bandes armées, commencent à occuper les commissariats de police.

Le lendemain, la grève générale est déclarée. Les funérailles des victimes se transforment en une manifestation populaire immense. Les manifestants subissent une nouvelle attaque armée, place Omonia. Ils passent à la contre-offensive, mais ils s'arrêtent quand les forces britanniques font leur apparition pour protéger les policiers et les membres des bataillons de sécurité : les manifestants ont reçu des directives de ne pas se heurter aux forces britanniques.

Dans les quartiers populaires, le peuple prend d'assaut les commissariats de police les uns après les autres, et les membres de l'organisation X trouvent refuge au centre de la ville, sous la protection des unités britanniques.

Churchill télégraphie à l'ambassadeur britannique en Grèce, Leeper : agissez comme si vous vous trouviez "dans une ville occupée". Le "combat d'Athènes", qui va durer cinq semaines, a commencé. Les masses prolétariennes d'Athènes mèneront la lutte avec la plus grande combativité et le plus grand héroïsme. Il y aura des milliers de victimes dans cette lutte.

Le Premier ministre Churchill, dans son discours à la Chambre des communes, le 19 janvier 1945, déclarait : « Pendant trois ou quatre jours, nous nous battîmes pour empêcher un hideux massacre au centre

d'Athènes où toute forme de gouvernement eût été balayée et le trotskysme triomphant instauré. Je crois que "trotskysme" est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie. »

(...) Giannis Ioannidis, un des plus hauts dirigeants du stalinisme en Grèce pendant l'Occupation, dira, quelques années plus tard, dans ses Mémoires :

« A ce moment-là, Churchill se préparait à aller à Yalta. Et s'il nous demandait cela à nous, il le faisait pour pouvoir y aller et dire qu'il avait fait tout son possible, mais que nous (...), nous étions des trotskystes. Et Churchill a dit à Staline : "Qu'est-ce qu'on peut faire, ce sont des trotskystes." Churchill considérait qu'à Yalta, il y aurait une discussion concernant la Grèce, et il voulait tirer son épingle du jeu. C'est pourquoi il est venu à Athènes. Il a dit : "J'y suis allé, j'ai fait tout mon possible, mais eux, ce sont des trotskystes." De cette façon, il était correct avec nous et avec Staline aussi » (G. Ioannidis, *Mémoires*, pp. 359-360).

Le prolétariat d'Athènes lutte héroïquement, mais les manœuvres militaires de la direction du PCG sont des manœuvres de défaite. La façon avec laquelle l'appareil stalinien traite les problèmes militaires est la conséquence de sa politique. Alors que l'enjeu pour les deux classes était la question du pouvoir, le PC fait barrage au combat de la classe ouvrière pour ce pouvoir.

La politique du PCG est l'exercice d'une "pression armée" ayant pour objectif un "gouvernement d'unité nationale réelle", qui ne mettait pas en cause la domination britannique. De cette façon, le PCG désarmait politiquement le mouvement, en l'amenant à la défaite et au désarmement de l'ELAS par l'accord de Varkisa.

Le 6 décembre, et alors que, la veille, les forces britanniques ont commencé l'offensive militaire ouverte directe, le comité central de l'EAM, dans sa résolution, déclare qu'elle a pour objectif la création d'un "gouvernement d'unité nationale réelle".

Le 7 décembre, au bureau politique du PCG, Ioannidis, connu comme "l'hom-

me de l'Internationale communiste" en Grèce, considère que *"la lutte qui a commencé et continue à Athènes, même si elle finit par la victoire du mouvement, est nuisible à la guerre générale menée par les Alliés"*. Le bureau politique décide que le comité central de l'ELAS suspende l'offensive au centre de la ville, où les forces britanniques et les forces grecques étaient regroupées pour chercher une solution politique (Hatzis, *op. cit.*, p. 344).

Le 17 décembre, le bureau politique du PCG adopte une résolution dans laquelle il définit les objectifs de l'appareil stalinien : *"La constitution d'un gouvernement démocratique grec d'unité nationale réelle."*

La direction du PCG divise la direction de l'ELAS entre le quartier général, qui est responsable des forces de l'ELAS au-dessus de la ligne Thèbes-Chalkis — qui représentent les unités les plus importantes et les plus nombreuses de l'ELAS — et le comité central de l'ELAS. Le comité central de l'ELAS donne au quartier général de cette dernière l'ordre de ne pas attaquer les forces britanniques dans le reste du pays. Le PCG s'incline devant l'impérialisme britannique et, en même temps, il refuse toute politique de fraternisation avec les soldats britanniques.

Des renforts importants de l'ELAS n'arriveront jamais à Athènes. L'ordre de l'offensive générale au centre de la ville ne sera jamais donné.

Les masses prolétariennes d'Athènes livreront essentiellement bataille avec les forces de l'ELAS de réserve de la ville. La politique du PCG maintient les masses prolétariennes d'Athènes isolées du reste du pays. Et pourtant, elles continueront à combattre, même quand, à cause du renforcement continu des forces britanniques et à cause de la politique du PCG, le rapport des forces sera inversé.

Les Britanniques transfèrent continuellement des troupes, y compris du front d'Italie, à Athènes. Les avions et la flotte britanniques bombardent impitoyablement les quartiers ouvriers d'Athènes et du Pirée. Les quartiers populaires sont aussi bombardés par l'artillerie installée

par Scobie sur l'Acropole et sur la colline du Lycabette. Au total, l'impérialisme britannique jettera dans le combat d'Athènes 60 000 hommes des troupes métropolitaines et coloniales. 12 000 citoyens sont arrêtés au cours du combat d'Athènes et envoyés dans les camps de concentration en Afrique du Nord, où ils rencontrent les soldats qui ont été emprisonnés lors de la révolte dans l'armée grecque du Moyen-Orient.

Les Britanniques procèdent à des arrestations et à des exécutions massives dans les quartiers qu'ils prennent d'assaut.

L'Union soviétique et le décembre grec

Comment l'URSS réagit-elle pendant les événements de décembre ? La presse soviétique se tait. Aucune déclaration n'est faite par les autorités soviétiques.

Les autorités britanniques informent officiellement et régulièrement Staline et les autorités soviétiques sur le déroulement des conflits et sur les développements à Athènes, et expriment leur satisfaction quant à l'attitude de l'URSS.

Le chef de la mission militaire soviétique en Grèce, Grigori Popov, observe froidement les événements à partir de l'hôtel Grande-Bretagne, place Syntagma.

Le 27 décembre, un haut officier du Foreign Office, dans une note concernant la Pologne, remarque :

"Je suis contre le fait d'exercer plus de pression sur Staline (...) au moment où il a une bonne attitude concernant la Grèce et que nous désirons globalement des contacts militaires plus étroits avec lui" (archives du Foreign Office, FO 371/3942, C18085/G).

La pression à laquelle fait référence l'officier du Foreign Office concerne la politique de Staline en Pologne, où il procède à la transformation du PKWN en gouvernement provisoire de la République de Pologne (...).

Face à la position de Churchill expliquant que *"la Grande-Bretagne doit être la force dirigeante en Méditerranée et qu'il espère que le maréchal Staline lui laissera avoir le dernier mot en Grèce,*

exactement comme ce dernier l'a en Roumanie", Staline a répondu : *"Pour la Grande-Bretagne, le fait qu'elle n'avait pas le contrôle des voies de la Méditerranée était une question sérieuse. Je suis d'accord avec le Premier ministre qu'elle doit avoir le dernier mot en Grèce"* (procès-verbal de la réunion d'octobre 1944 à Moscou) (...).

Pendant les conversations avec Churchill, en octobre, Staline l'assure :

"Quand l'Armée rouge est entrée en Bulgarie, les communistes bulgares ont commencé à constituer des soviets. L'Armée rouge a mis fin à cela. Les communistes ont arrêté la police bulgare et l'Armée rouge l'a libérée. En tout cas, Ercoli (Togliatti) est un homme intelligent, il n'est pas extrémiste et il ne commencera pas une aventure en Italie."

(...) La révolution grecque et la révolte des masses prolétariennes à Athènes ont été sacrifiées sur l'autel de cette politique du stalinisme.

(...) Le secrétaire général du comité central du PCG, Georges Siantos, au X^e Plénum de ce même comité central, le premier après décembre, déclarait, à propos du combat d'Athènes : *"Notre résistance a beaucoup contribué aux décisions de Yalta"* (PCG, textes officiels, volume 5, p. 424), tandis que le journal du PCG, *Rizospastis*, le 2 octobre 1945, écrivait :

"La résistance de décembre n'était pas faite pour écraser l'empire britannique. Elle était une protestation armée, qui n'a pas été perdue."

L'épilogue de la tragédie

Face à la résistance du peuple d'Athènes, qui dépasse toutes les prévisions, Churchill lui-même, avec son ministre des Affaires étrangères, Eden, arrive à Athènes le 23 décembre. Ils ont une réunion avec les responsables britanniques en Grèce et, par la suite, avec l'archevêque Damaskinos, qu'ils veulent nommer vice-roi.

Le 26 décembre, tandis que les combats se déchaînent, une conférence a lieu, à laquelle participent des responsables britanniques, l'ambassadeur américain, Mc Veigh, l'ambassadeur français, le chef de la mission militaire soviétique, Popov,

l'archevêque Damaskinos, Papandréou, des représentants des partis bourgeois et une délégation de trois membres de l'EAM. Churchill souligne la puissance militaire des Britanniques et fait référence à la formation d'un gouvernement de large unité. Tous les participants sont d'accord pour que Damaskinos soit nommé vice-roi. En réalité, il s'agit d'un premier pas décisif pour la restauration de la monarchie.

Le 28 décembre, les troupes britanniques lancent l'offensive générale. (...) Dans le Conseil de guerre de la Grande-Bretagne, le 29 décembre, il est souligné :

"Si les affaires en Grèce évoluent comme nous l'espérons, le résultat pourrait être d'arrêter la vague immense d'anarchie en Europe et de décourager des révoltes semblables dans d'autres pays" (Foreign Office, 371/48244 R197/4/G19).

Comme l'écrit le journaliste André Fontaine, dans son *Histoire de la guerre froide* :

"Staline, en tout cas Churchill est le premier à le reconnaître, a respecté, au moins pendant un certain temps, l'engagement pris en ce qui concerne la Grèce. C'est-à-dire qu'il laissa massacrer par les Anglais, sans lever le petit doigt, les maquisards de l'EUS, qui, conduits par les communistes hellènes, s'étaient assurés, après la retraite allemande, le contrôle de la quasi-totalité du pays."

La bureaucratie stalinienne seconda l'impérialisme britannique, qui agissait, certes, au compte de ses propres intérêts, mais aussi au compte de "l'ordre mondial" tel qu'il s'établissait et tel qu'il allait être codifié quelques mois plus tard à Yalta. La Grèce devait coûte que coûte demeurer dans la sphère d'influence de l'impérialisme (...).

Pendant la nuit du 4 au 5 janvier, les forces de l'ELAS abandonnent Athènes.

Le 11 janvier, les représentants de l'EAM signent l'armistice, qui oblige l'ELAS à replier ses forces dans divers points limites du pays et à abandonner Salonique.

Le 8 février, les négociations entre le PCG, d'une part, et le vice-roi et les représentants du nouveau gouvernement, Plastiras, d'autre part, commencent. Les

négociations ont lieu au même moment que la conférence de Yalta.

Dans ses mémoires sur la conférence de Yalta (*Yalta, Roosevelt et les Russes*), le ministre américain Stettinius écrit que, lors d'une réunion des trois chefs d'État de l'Angleterre, des États-Unis et de l'URSS, Staline demande à Churchill ce qui se passe en Grèce, expliquant tout de suite qu' "*il n'a pas l'intention de critiquer les Britanniques concernant la Grèce, mais qu'il veut plutôt être informé*", Churchill a répondu que la paix a été réinstallée et a ajouté que le gouvernement britannique était reconnaissant au maréchal Staline de n'avoir "*pas montré un grand intérêt pour les affaires grecques*".

Le 12 février, l'accord de Varkisa est signé. La veille, la conférence de Yalta

s'était terminée. L'accord de Varkisa, qui impose le désarmement de l'ELAS et livre les militants aux offensives et aux mesures de répression du pouvoir, est une application concrète des accords contre-révolutionnaires de Yalta.

Le comité central de l'EAM donne l'ordre au quartier général de l'ELAS de commander la démobilisation. Jusqu'à la fin de février, les combattants de l'ELAS remettent leurs armes et, le 28 février, l'ELAS cesse d'exister.

Article paru dans *La Vérité*
(revue théorique
de la IV^e Internationale)
n° 619, février 1995

En 1946, le bulletin intérieur du secrétariat international de la IV^e Internationale publiait la lettre de Grégoriades (pseudonyme de Georges Vitsoris) – l'un des plus importants dirigeants d'avant-guerre du mouvement trotskyste en Grèce, et plus précisément de la KOMLEA (Organisation communiste des bolcheviks-léninistes de Grèce, archiomarxistes), de la section grecque de l'Opposition de gauche internationale – à ses camarades trotskystes grecs. Il y soumet à un examen critique la politique suivie par eux pendant la période de l'occupation germano-italienne.

Lettre de Grégoriades (Georges Vitsoris) aux trotskystes grecs

“Des mouvements des masses opprimées pour la défense de leurs conquêtes économiques et de leurs libertés”

Qualifier l'EAM comme un mouvement constituant un prolongement du front d'opération anglo-saxon à l'intérieur du pays est non seulement stérile, mais aussi objectivement contre-révolutionnaire.

Il est indiscutable que l'impérialisme anglo-saxon exploita les mouvements de résistance dans les pays occupés par les forces de l'Axe. Il fut aidé en cela par les directions réformiste et stalinienne. Mais ces mouvements furent, avant tout, des mouvements des masses opprimées pour la défense de leurs conquêtes économiques et de leurs libertés. Ils furent la contribution de leurs luttes contre leurs propres capitalistes. Et la lutte contre le capitalisme ne se fait pas avec des formules philosophiques et des aphorismes d'ordre général. Elle se fait avec des grèves, des manifestations, des bagarres. Et quand les masses entrent dans la lutte et se battent avec leurs poings ou avec des armes, elles n'ont devant elles ni les Lovredos, ni les Bodosakis (1), mais leurs forces armées : à l'époque de l'occupation allemande, la Gestapo, les SS et les royalistes avec leurs agents indigènes — aujourd'hui, les régiments de Scobie (2). Evidemment, l'occupation allemande a fait naître de grandes illusions patriotiques et les directions stalinienne et réformiste ont fait tout leur possible pour renforcer ces illusions : elles ont confondu le mouvement des masses opprimées avec le

mouvement nationaliste de la bourgeoisie. Notre devoir était, non de tourner le dos aux masses et de rester “au-dessus du courant”, mais d'entrer dans la lutte avec notre programme et nos mots d'ordre, et d'essayer de lui donner un caractère de classe et internationaliste. “Contre le courant” ne signifie pas “au-dessus du courant”.

Qu'aurait dû être la politique des sections de la IV^e Internationale ?

Qu'aurait dû être la politique des sections de la IV^e Internationale ? Reconnaître le mouvement des masses contre le capitaliste indigène et contre l'oppression étrangère comme un mouvement né spontanément dans les conditions créées par l'Occupation. Dénoncer l'alliance des partis ouvriers avec les organisations nationales bourgeoises “de résistance”; dénoncer le caractère chauvin de la politique stalinienne et socialiste ; lui opposer un programme de lutte basé sur la lutte de classes et l'internationalisme. Au mot d'ordre : *“Mort aux boches !”*, opposer le mot d'ordre de la fraternisation avec les travailleurs allemands en uniforme.

(1) Grands capitalistes grecs (NDLR).

(2) Général britannique, commandant en chef des forces britanniques en Grèce à l'époque (NDLR).

Sur le plan pratique : **maintenir l'indépendance politique absolue du parti.** Faire entrer ses membres dans toutes les organisations de masse pour participer à la lutte et défendre la politique internationaliste partout où cela est possible. Organiser des formations de résistance ouvrières et paysannes, partout où cela est aussi possible (syndicats illégaux, groupes de partisans, milices ouvrières), qui réaliseraient, dans la lutte, le front unique avec les autres organisations de masse dirigées par les socialistes et les stalinien ; mettre sur pied un plan de travail en direction des soldats allemands, pour la fraternisation avec les travailleurs des pays occupés, pour une lutte commune contre l'impérialisme occupant et le capitalisme "vaincu".

La Seconde Guerre mondiale présente deux "particularités"

Par rapport à la guerre de 1914-1918, la Seconde Guerre mondiale présente deux "particularités", dont la méconnaissance ne pouvait que conduire au suicide politique. La première est que le "national-socialisme", qui se trouva à la tête des forces de l'Axe, s'assigna comme tâche, non pas simplement d'écraser les impérialismes adverses, mais aussi de réorganiser l'Europe et l'univers d'après ses conceptions philosophiques, sociales et politiques.

Il ne se limita pas à une occupation militaire, utilisant directement ou indirectement les éléments réactionnaires indigènes. Il entreprit l'instauration du régime fasciste. Il imposa le système corporatif. Les organisations ouvrières furent totalement interdites. Les persécutions raciales prirent des proportions inouïes : les Juifs furent littéralement exterminés. Des millions d'ouvriers furent réduits à l'esclavage avec le Service du travail obligatoire. L'Europe fut transformée en un vaste camp de concentration. Et cela n'avait pas un caractère provisoire ; c'était la "nouvelle Europe" national-socialiste, qui devait continuer à exister après la guerre, si cette guerre était gagnée par le fascisme. Comment

peut-on prétendre que le prolétariat devait rester indifférent devant cette tentative de nazification du monde par la force ? Comment peut-on prétendre que l'ouvrier qui prend le maquis pour éviter le travail obligatoire, le Juif qui prend les armes pour ne pas être rôti dans le four crématoire, le paysan qui leur a donné asile, et qui, pour éviter son arrestation, prend lui aussi le chemin du maquis, ne sont que des agents de l'impérialisme anglosaxon ? Et quand cet exode vers les montagnes embrasse des millions d'hommes en Europe, il se trouve des marxistes qui lui tournent le dos et qui proclament qu'ils n'ont rien de commun avec tous ceux-là !

Nous sommes ses soldats en quelque coin de la terre que nous nous trouvons

La deuxième particularité est la participation à la guerre de l'URSS. Ici, il faut d'abord préciser notre position envers l'URSS. Si c'est un pays capitaliste — comme le proclament les ultra-gauches de tout genre —, la question de sa défense ne se pose même pas. Mais si l'URSS, malgré sa dégénérescence bureaucratique, reste un Etat ouvrier — comme le proclame la IV^e Internationale —, sa défense est pour nous un devoir primordial. L'URSS est-elle ou non notre première patrie prolétarienne ? Si oui, à partir du moment où elle se trouve en guerre avec d'autres pays capitalistes, nous sommes ses soldats en quelque coin de la terre que nous nous trouvons. Nous devons la défendre par tous les moyens — par notre presse et par notre propagande —, par la mobilisation des masses, par les armes, la guérilla, le sabotage.

Dans ce cas, le défaitisme révolutionnaire prend, dans la pratique, une forme nouvelle. Envers les impérialismes alliés de l'URSS, notre attitude est la même qu'hier — lutte pour le renversement du capitalisme, même pendant la guerre, car nous croyons que seul le triomphe de la révolution prolétarienne fera de ces pays de vrais et éternels alliés de l'URSS et ouvrira de nouvelles possibilités à l'édification socialiste du monde et à la régénérescence de l'URSS.

Mais lorsqu'un ou plusieurs Etats impérialistes sont en guerre avec l'URSS, envahissent son territoire, détruisent par le feu et par le fer l'œuvre d'édification socialiste du prolétariat russe, notre lutte contre ces impérialismes prend le caractère d'une mobilisation immédiate des masses opprimées et d'emploi de tous les moyens, et avant tout de l'action militaire (guérilla, destruction de moyens de communication, de dépôts, de matériel, espionnage en faveur de l'URSS).

Le mot d'ordre de fraternisation

Au premier plan, évidemment, nous mettons le mot d'ordre de fraternisation avec les soldats de ces pays.

Nous les appelons à tourner leurs armes contre leurs officiers, à refuser de se battre contre l'URSS, à passer dans les rangs de l'Armée rouge, en Russie, ou dans les rangs du maquis dans les pays occupés. Quand ils passent dans nos rangs, nous les accueillons comme des frères de classe. Mais l'impérialisme a de multiples moyens pour prolonger longtemps la soumission des masses mobilisées.

Est-il ou non de notre devoir de l'empêcher d'écraser l'URSS avant que les masses de ses soldats ne se réveillent et passent de notre côté ? En quoi diffère le devoir de l'ouvrier ou franc-tireur grec de celui du partisan russe ? Quand le premier, en faisant sauter un pont, empêche le transfert de divisions ou de canons sur le front russe, ne défend-il pas l'URSS ? De la même manière que le partisan russe qui extermine les détachements ennemis à l'arrière du front ?

Le sentimentalisme n'a rien à faire avec la guerre, ni surtout avec la guerre civile

Dans la guerre civile, les forces révolutionnaires sont souvent obligées de tirer sur des soldats mobilisés de force par l'ennemi de classe. Pourtant, parmi ces soldats, il y a des travailleurs. On doit les gagner à la cause révolutionnaire.

Mais, en attendant, on doit avant tout défendre les barricades. Le sentimentalisme n'a rien à faire avec la guerre, ni surtout avec la guerre civile. La guerre de l'URSS contre un ou plusieurs pays capitalistes est régie, à maints égards, par les mêmes lois que la guerre civile. Il faut la défendre même contre ceux qui se battent contre elle malgré eux. Nos déclarations sur la défense inconditionnelle de l'URSS ne seraient qu'hypocrisie lamentable si elles n'étaient suivies par des actes chaque fois que cela nous est possible. En passant par l'école du maquis, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises ont appris à faire la guerre au régime existant. Elles ont appris à tirer contre les forces armées de la bourgeoisie. Elles ont appris à piétiner les lois et à briser la discipline capitaliste. Elles ont appris à organiser des bataillons, des régiments, des divisions, à former des états-majors, à dresser des plans d'opération. Elles ont appris à occuper des régions et à les gouverner, à légiférer, à juger, à organiser le ravitaillement, à mettre en marche la machine de production. Elles ont appris qu'un ouvrier intelligent et audacieux peut devenir un officier bien plus capable qu'un fils d'aristocrate, porteur de monocle. **Elles ont appris que la prise du pouvoir n'est pas une chose impossible.**

A cause de nos hésitations et de nos faiblesses

Ce qui a manqué à ces masses, c'est une direction politique marxiste. Nous n'avons pu lui donner cette direction, en France, à cause de nos hésitations et de nos faiblesses, en Grèce, à cause de notre désir de garder "les mains pures". La place de dirigeant se conquiert dans la lutte.

Lorsque l'ouvrier lutte, l'arme à la main, en affrontant la mort à chaque seconde, il n'a ni le temps ni l'envie de quitter sa barricade pour aller écouter les leçons et les conseils de quelque "pur" qui reste loin en se lavant les mains. Mais son instinct de classe lui permet facilement de comprendre et d'admettre une politique de classe quand celle-ci lui

est expliquée par un camarade qui se trouve sur la même barricade et affronte les mêmes dangers que lui. Il lira avec intérêt un journal ouvrier, qui lui présente un programme révolutionnaire, quand ce journal le soutient dans sa lutte et est distribué par ses camarades de lutte, mais il déclinera avec dégoût un journal qui, sous des prétextes de “fidélité” au programme révolutionnaire, l’appelle à la passivité et à la désertion.

L’entrée impétueuse des masses armées dans l’arène politique

Ce qui caractérise la première période qui a suivi la “libération” des pays occupés par l’Allemagne, c’est l’entrée impétueuse des masses armées dans l’arène politique. Autour des organisations de partisans, qui, pendant l’Occupation, étaient plus ou moins éloignées des centres prolétariens, se regroupent tout d’un coup les masses opprimées, et surtout les ouvriers. Les organisations syndicales, en passant de la clandestinité à la légalité, voient le nombre de leurs adhérents augmenter à un rythme vertigineux. Les milices “patriotiques”, dont la composition, en grande partie, était ouvrière, et qui, pendant l’Occupation, étaient surtout une sorte de groupes illégaux d’autodéfense dans les usines, les quartiers et les villages, se transforment pendant les journées insurrectionnelles en une organisation armée de masse, dont le réseau couvre tout le pays. Des dizaines de milliers d’ouvriers, surtout des jeunes, entrent dans les formations de la résistance militaire (FFI en France, ELAS en Grèce).

Toutes ces forces populaires et surtout le prolétariat — dont l’instinct de classe et l’initiative s’affirmèrent dans ces événements — interviennent dans la vie politique en employant, par la force des choses, des méthodes révolutionnaires (organisation du ravitaillement, répression du marché noir, épuration, exécution des mouchards, etc.). La période qui s’ouvre avec la “libération” est indiscutablement une période de dualité de pouvoir. Des profondeurs des couches

opprimées montent de nouveaux cadres (officiers, organisateurs, comités d’usines, etc.). Les cadres syndicaux se renouvellent. Un sang nouveau commence à couler dans les artères des organisations populaires. La confiance des masses dans leur force, la renaissance de leurs espoirs, la certitude qu’elles sont capables d’écraser les forces de la réaction, **qu’elles sont capables de gouverner**, leur ouvrent les perspectives les plus grandes.

Les illusions nationalistes, leur chauvinisme éhonté, leur abdication de toute indépendance

Quelles sont les raisons de la dégénérescence rapide et de l’écrasement de ce mouvement ? Avant tout, l’orientation fautive que lui donnèrent les partis ouvriers traditionnels depuis l’époque de l’Occupation ; les illusions nationalistes qu’ils ont cultivées, leur chauvinisme éhonté, leur abdication de toute indépendance envers le mouvement nationaliste de la partie anti-allemande de la bourgeoisie, les illusions qu’ils ont créées autour de l’union nationale et du rôle des chefs bourgeois (de Gaulle en France), ainsi que du rôle prétendument libérateur des impérialismes américain et anglais.

Le choc de décembre était inévitable

Prise de panique devant l’étendue du mouvement, et surtout devant le rôle prépondérant de la classe ouvrière, la classe bourgeoise se resserra autour de ses représentants politiques et se décida à prendre des mesures décisives. Les déclarations de loyalisme des communistes ne la tranquillisaient pas, d’abord parce qu’elle se méfiait d’eux, ensuite parce que les masses armées pouvaient bien, à un moment donné, se libérer de la tutelle communiste, et, trouvant d’autres chefs révolutionnaires, marcher sur le chemin de la lutte des classes. La situation entra dans la phase de liquidation, dont la marche et les procédés diffèrent dans chaque pays selon

les conditions particulières et sa situation internationale, et surtout selon le rôle des partis communistes.

En France, par exemple, le désarmement et la dissolution des milices patriotiques, le licenciement des officiers FFI, le retrait de toute initiative aux organisations de la Résistance se firent pacifiquement, grâce à l'intervention ouverte et cynique du Parti communiste français.

En Grèce, où la position de la bureaucratie soviétique était différente, le Parti communiste grec s'opposa au désarmement des forces de la Résistance. L'impérialisme anglais, pour qui la Grèce constitue un point stratégique, dont dépend la sécurité du canal de Suez et de la route vers les Indes, passa à l'intervention directe et armée. Le choc de décembre était inévitable. Ce choc montra le dynamisme formidable de la Résistance grecque. La résistance des masses à la bourgeoisie indigène et à l'impérialisme anglais fut un acte nettement révolutionnaire, qui eut un retentissement extraordinaire à l'étranger. Si la situation internationale avait été différente, si le mouvement prolétarien dans les autres pays n'avait pas été châtré par la direction stalinienne et réformiste, si l'Union soviétique avait poursuivi une politique internationaliste, la révolution de décembre n'aurait peut être pas été étouffée après 33 jours d'une lutte héroïque, qui provoqua l'étonnement et l'admiration du monde entier.

La faiblesse et les graves erreurs des partis de la IV^e Internationale

Le facteur subjectif de l'écrasement du mouvement révolutionnaire de décembre en Grèce, ainsi que de la défaite sans combats des masses dans les autres pays est, avant tout, la faiblesse et les graves erreurs des partis de la IV^e Internationale.

En Grèce, les groupements se réclamant de la IV^e Internationale, non seulement n'ont pas compris la signification du mouvement — tant pendant l'Occupation qu'après la "libération" —, mais ils sont allés jusqu'à renier celui-ci, à le

considérer comme étranger aux intérêts du prolétariat. Ils ont appelé les ouvriers à rester à l'écart, c'est-à-dire à désertier. Les ouvriers ne les ont pas écoutés, et ils ont eu raison. Les partisans de la IV^e Internationale décidés à garder "les mains pures", restèrent "au-dessus du courant", c'est-à-dire au-dessus et loin des masses. Ils ont ainsi laissé les staliniens et les réformistes bourrer librement le crâne des masses avec leur propagande chauviniste.

Et pourquoi ? Parce que les masses en lutte n'avaient pas un programme de classe ! Mais qui leur avait présenté un programme de classe ? Qui, en dehors de leur avant-garde révolutionnaire, aurait pu leur donner un programme de classe ? Avez-vous réfléchi sur le fait que la résistance dans les pays occupés, qui, au début, était surtout un mouvement "patriotique" à composition sociale bourgeoise et petite-bourgeoise, commença à prendre un caractère de masse et à s'attirer des couches prolétariennes **après l'offensive contre l'URSS et l'institution du travail obligatoire** ? Que le mouvement entra dans sa phase la plus combative **après les premiers succès de l'Armée rouge** ? Que signifie cela ? Cela signifie qu'en essayant d'échapper à l'esclavage du travail obligatoire et à la déportation, l'ouvrier a pris les armes pour défendre non "la patrie", **mais sa liberté, son droit au travail "libre"**.

N'en déplaise aux ultra-gauches, cela est un droit sacré et tout à fait "de classe". Cela signifie qu'avec l'entrée de l'URSS dans la guerre, l'ouvrier, consciemment ou instinctivement, a senti que le pays de la révolution socialiste était en danger, et avec lui le mouvement socialiste mondial. Ce n'est pas un droit sacré, mais **un devoir sacré** et un **devoir de classe**.

Pendant la première phase de la guerre contre l'URSS, quand les armées de Hitler faisaient leur marche "trionphale" sur Stalingrad, ce furent les plus courageux, les plus conscients, les "politiques" des ouvriers qui entrèrent dans la lutte.

Et lorsque l'épopée de Stalingrad eut changé l'aspect de la guerre, les larges masses hésitantes, les moins "politisés"

de celles-ci les rejoignirent. Cette coïncidence ne vous dit rien ?

Mais ceux qui, aux yeux de l'ouvrier, représentaient chez lui la révolution d'Octobre avaient entrepris un bourrage de crâne patriotique. Ils étaient là, à la tête des organisations syndicales clandestines, à la tête des formations de partisans, à la tête des milices patriotiques. Et ils étaient courageux. (Il est grossièrement ridicule d'accuser de lâcheté les staliniens, comme le fait la *Lutte ouvrière* dans son numéro du 31 décembre 1945). Ils étaient dans la lutte et ils savaient mourir en héros. Ils tombaient à côté de l'ouvrier. Le malheur est qu'ils tombaient en criant : *"Vive la patrie !"*

Entre-temps, les révolutionnaires "purs", après avoir constaté que les ouvriers luttèrent sous un drapeau "impur", se lavaient les mains en disant à ces derniers : *« Si vous allez avec les "impurs" nous vous tournons le dos. »*

Eux aussi, ils étaient courageux, eux aussi, ils savaient mourir en héros. Ils tombaient en criant : *"Vive la révolution mondiale !"*

Le malheur, ici, est qu'ils tombaient loin des masses. Et leur programme restait inconnu de celles-ci.

Les trotskystes n'ont pas mis dans le même sac les masses et leurs chefs

Pendant la révolution espagnole, les masses qui luttèrent contre Franco et contre le fascisme international étaient dirigées par des bourgeois démocrates, par des social-patriotes, par des staliniens, par des anarcho-sindicalistes, par des catholiques basques, etc.

L'armée républicaine était sous les ordres d'un gouvernement qui n'avait rien de commun avec la révolution prolétarienne.

Les trotskystes n'ont pas mis dans le même sac les masses et leurs chefs. Ils firent tout leur possible pour éclairer celles-là. Mais ils se trouvèrent à la pointe du combat, en première ligne, et beaucoup d'entre eux tombèrent, frappés les

uns par les balles de Franco, les autres par les balles de la Guépéou.

Contre l'impérialisme anglais

Le droit à l'autodétermination des peuples est une des revendications fondamentales du programme marxiste-léniniste. Cette revendication prend une importance beaucoup plus grande quand s'agit d'un "petit pays", qui fut toujours et qui continue à être sous l'emprise d'un capital financier étranger.

Nous avons toujours été, en Grèce, contre l'emprise de l'impérialisme britannique. Nous avons toujours appelé les masses opprimées à lutter contre les banquiers de la City, contre Hambro, contre le contrôle économique international, pour la suppression de la dette envers les puissances étrangères. Si l'on parcourt les journaux de tous les groupements oppositionnels d'avant-guerre, on trouvera ces revendications à maintes reprises.

Et voilà que, lorsque le peuple grec se dresse contre les forces armées des maîtres économiques du pays, contre les forces de l'impérialisme, qui a, depuis toujours, transformé la péninsule hellénique en un bastion pour la défense de la route vers les Indes, et le peuple grec en chair à canon destiné à servir sa politique de brigandage, nous oublions tout cela.

Je n'ai pas lu toutes les publications des camarades grecs, avant, pendant et après les événements de décembre. Mais dans celles que j'ai pu me procurer, je n'ai rien trouvé qui marque une position nette contre l'impérialisme anglais et son intervention armée dans la vie politique du pays. Cela nous est-il indifférent ?

Notre parti français paya lui aussi très cher sa position longtemps fautive envers le mouvement de la Résistance. Sans aller jusqu'au sectarisme délirant de nos camarades grecs, il suivit une ligne pleine d'hésitations, de rétractations, et c'est seulement à la fin qu'il a trouvé la voie juste.

Et cela grâce à son régime intérieur démocratique et à la discussion âpre, mais fertile, entre les tendances — discussion qui se poursuivit même aux mo-

ments les plus durs de la clandestinité et de la terreur.

Cette attitude hésitante ne lui a pas permis — malgré le fait qu'un grand nombre de ses militants se trouvèrent dans les rangs les plus avancés de la Résistance — d'exercer une influence décisive sur les événements en opposant son programme révolutionnaire internationaliste à la politique chauvine et capitularde des socialistes et des stalinien.

Tout cela est grave, très grave. Maintenant, il s'agit de redresser notre politique. Pour cela, notre point de départ doit être une autocritique sincère, sévère et ouverte.

“Monarchie ou république”, “L'EAM au pouvoir”

Dans leur ligne générale, je suis d'accord avec les thèses de la minorité de la *Lutte ouvrière*, tant en ce qui concerne l'EAM et les événements de décembre qu'en ce qui concerne les tâches du moment présent, surtout sur la question “*monarchie ou république*” et sur le mot d'ordre “*L'EAM au pouvoir*”. J'ai lu, dans une réponse de leur comité central, un passage où on les accuse d'avoir eu une attitude inconséquente par rapport à

leur position. Je ne peux pas savoir dans quelles conditions ils se sont trouvés et comment ils ont agi. Mais je sais que lorsqu'une minorité se dresse contre la politique de la majorité, elle doit, avant de briser la discipline, lutter pour gagner à ses conceptions l'organisation entière. Toutes sortes de facteurs psychologiques et autres interviennent dans de pareils cas, et empêchent la clarification rapide de la situation. Il faut tenir compte aussi du fait que la direction stalinienne du mouvement de la Résistance poursuivait une politique d'extermination des oppositionnels, même quand ces derniers étaient prêts à entrer dans les rangs du mouvement. La question, d'ailleurs, ne se limitait pas à l'entrée de quelques militants dans les rangs de l'EAM et de l'ELAS. C'était, avant tout, la politique de nos organisations qui aurait dû être différente. S'il en est ainsi, les problèmes pratiques auraient été résolus selon les possibilités de chaque moment.

Je crois qu'il est temps d'en finir avec les méthodes déloyales dans la lutte intérieure. En tout cas, pour éviter tout malentendu, je vous déclare que, personnellement, je fus conséquent avec mes conceptions.

**Grégoriades,
10 février 1946**

Biographies de militants révolutionnaires grecs

ADRAMITIDIS Thymios

Infirmier à l'hôpital Evangelismos d'Athènes, il était membre de l'Union communiste internationaliste de Grèce (KDEE) en 1935. Durant la dictature du général Métaxas (1936-1940), il est arrêté et exilé dans l'île d'Agio Stratis. Evadé, en 1943 il rejoint le Parti ouvrier internationaliste de Grèce (EDKE). Représentant syndical du personnel hospitalier du grand hôpital d'Athènes Evangelismos. Le 3 décembre 1944, il est assassiné dans la cour de l'hôpital Evangelismos par l'Organisation de la protection de la lutte populaire (OPLA), la police politique de la résistance communiste, fondée dès février 1943. Au départ, l'OPLA était chargée de liquider les collaborateurs, mais en réalité elle a fait la chasse aux antistaliniens (archéomarxistes, trotskystes...), en particulier de l'automne 1943 à février 1945.

ANAGNOSTARAS Kimon

Né en 1907, il adhère au KKE (Parti communiste de Grèce) en 1925. Il le quitte en 1927 pour rejoindre le « Groupe Spartakos ». Après une manifestation ouvrière à Athènes, il est arrêté et se retrouve en prison au Phalère, près du Pirée, en 1927, dans la même cellule d'un certain Nikos Zachariadis, qui deviendra le secrétaire général du KKE de 1931 à 1941 et de 1945 à 1956. En 1929, il attrape la tuberculose. En 1934, il adhère à l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) et rejoint en 1936 l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce). A l'époque, il est l'un des dirigeants syndicalistes des employés de banque. En 1937, il est arrêté par la police et emprisonné dans la forteresse d'Akronauplie. Il signe alors

une déclaration de « dilossias », de repentir, et est libéré. Il est alors exclu de l'EOKDE. En 1943, il rejoint l'ESKKE (Parti socialiste révolutionnaire-communiste de Grèce), qu'il va quitter en 1945 pour rejoindre le SKE-ELD (Parti socialiste grec-Union des démocrates populaires).

ANAGNOSTARAS Miltiadis

Frère de Kimon, il adhère au KOMLEA (archéomarxistes) au début des années 1920. Avec Michalis Raptis-Pablo, il quitte le KOMLEA pour fonder « Les Fractionnistes » en 1929. Il rejoint le KEO (Groupe communiste unifié) en 1931-1932, puis le LAKKE (Opposition léniniste du KKE) en 1932-1934, l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) en 1934-1936 et enfin l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce). En 1943, il rejoint l'ESKKE (Parti socialiste révolutionnaire-communiste de Grèce) et en 1945 le SKE-ELD (Parti socialiste grec-Union des démocrates populaires). Il est mort à Athènes en août 1985.

ANASTASSIADIS Christos (1910-1987)

Né à Smyrne-Izmir en 1910 dans une famille grecque de l'Ionie. En 1922 sa famille émigre en Grèce à la suite de la guerre gréco-turque et à l'échange des populations. Il adhère au KOMLEA, puis en 1932 rejoint le LAKKE (Opposition léniniste du KKE), l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) en 1934, l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce) en 1936. Pendant la dictature du général Métaxas (1936-1940), il est arrêté par la police à la suite d'une dénonciation d'Andréas Papandréou, le futur diri-

geant du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) et Premier ministre de la Grèce dans les années 1980-1990. Anastasiadis est envoyé dans la forteresse d'Akronauplie en 1937. De 1959 à 1967, il est le directeur de publication du *Bulletin marxiste*. Durant la dictature des colonels (1967-1974), il est membre du KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce) et publie clandestinement *Lutte ouvrière*, *Quatrième Internationale*, *Combattant*. Au retour de la démocratie en juillet 1974, il rejoint l'OKDE.

ANASTASSIADIS Kostas et Giorgia

Kostas adhère au groupe « Bolchevikos » en 1934-1935, puis au KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce), dont il devient le secrétaire général en 1942. En 1943, il rejoint l'ESKKE (Parti socialiste révolutionnaire-communiste de Grèce) jusqu'en 1945, ainsi que sa femme Giorgia. Après la chute des colonels en 1974, Kostas entre au KKE-es (Parti communiste de Grèce de l'Intérieur), né de la scission du KKE en février 1968, ancêtre de la SYRIZA (Coalition de la gauche radicale), qui a pris le pouvoir en janvier 2015.

ANTYPAS Marinós (1873-1907)

Né dans le village de Férentinata, dans l'île de Céphalonie. Il fait des études à Athènes et devient membre de la « Société centrale socialiste ». Lors de l'insurrection crétoise de 1896 contre l'Empire ottoman, il se porte volontaire et est blessé. Il dénonce le régime monarchiste d'Athènes, qui n'a rien fait pour aider les insurgés crétois. Il est alors arrêté et enfermé dans la prison d'Égine. De retour à Céphalonie en 1900, il publie le journal *Anastasis* (Résurrection), qui est interdit par le préfet de l'île la même année. Il fonde alors la « Bibliothèque populaire de Céphalonie » et relance *Anastasis* en 1903. En 1906, il est candidat aux élections législatives sous les couleurs du Parti radical socialiste et part à Larissa (Thessalie) pour faire de l'agit-prop pour le compte des agrariens de gauche en milieu paysans. Les grands propriétaires terriens de la Thessalie offrent 30 000 drachmes à un certain Kyriakou pour le tuer. Antypas est assassiné le 9 mars 1907.

APOSTOLIDIS Thomas

Typographe, membre de l'Union ouvrière (organisation syndicale locale) de Volos dès 1911. Secrétaire générale de l'UO de Volos en 1921. Leader de la grande grève des ouvriers de Volos en février 1921. Arrêté pour fait de grève et emprisonné en 1922-1923. Membre du comité central du Parti socialiste ouvrier grec (PSOG) de septembre 1923 à novembre 1924. Lorsque le PSOG, devenu KKE (Parti communiste de Grèce) le 26 novembre 1924, demande sur l'ordre du Komintern « l'indépendance de la Macédoine-Thrace », il démissionne. En prison de nouveau en 1924 avec Pandelis Pouliopoulos, qui sera le leader des trotskystes grecs. Apostolidis rejoint le groupe « Spartakos » de 1927 à 1934. Toujours militant syndicaliste, il est secrétaire la fédération du livre (ouvriers imprimeurs, typographes) en 1930.

En 1934, il rejoint l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce). En 1936, il est arrêté par la police du dictateur Métaxas et envoyé dans l'île d'Agi Strati, en mer Égée. En avril 1943, il est l'un des fondateurs de l'ESKKE (Parti socialiste révolutionnaire-communiste de Grèce), dont il est le secrétaire général d'avril 1943 à septembre 1944. Il est arrêté par les Allemands en juin 1944 et fusillé le 5 septembre 1944.

APOSTOLOU Leftéris (1903-1981)

Étudiant à l'université d'Athènes, il adhère au KOMLEA en 1923. L'année suivante, il rejoint l'OKNE (les Jeunes du KKE, Parti communiste de Grèce). C'est un des rares archéomarxistes à avoir rejoint le Parti communiste.

En 1926, il est arrêté et exilé dans l'île d'Anafi. En 1930, il devient membre du KKE et est secrétaire du KOA (Organisation communiste d'Athènes).

Arrêté début 1931, il est enfermé à la prison Syngrou d'Athènes. Il s'en évade le 15 avril 1931 et rejoint l'URSS. Il revient en Grèce en 1934 et devient cadre du KKE à Patras. En 1935, il est arrêté et envoyé à la prison de l'île d'Égine. Libéré, il est arrêté à nouveau sous la dictature du général Métaxas en 1937, d'abord envoyé à la prison d'Égine, puis déporté dans l'île de Kimolos. Il s'en évade à mi-mai 1941, au dé-

but de l'occupation allemande du pays. En effet, avec l'occupation du pays, les gardiens de prison sont moins nombreux et les « patriotes » laissent faire les évasions. Apostolou rejoint Athènes via l'île de Milos, puis le Pirée.

En juin 1941, il entre dans « le nouveau comité central du KKE », une organisation qui réorganise le KKE après sa destruction par la dictature de Métaxas. En septembre 1941, il est l'un des fondateurs de l'EAM (Front national de libération), l'organisation de masse de la résistance de gauche.

A la libération, l'EAM comptera plus d'un million d'adhérents dans un pays de sept millions d'habitants. Il est le premier secrétaire du comité central de l'EAM de septembre à novembre 1941. Arrêté par les occupants, il est enfermé dans la forteresse d'Akronauplie de novembre 1941 à 1943. Libéré par les partisans de l'ELAS (Armée populaire de libération nationale), il rejoint les maquis. En 1950, il est exclu du KKE. En 1968, il rejoint le KKE-es (Parti communiste de Grèce de l'intérieur) à la suite de la scission de février 1968. Il réside à Moscou, puis en Roumanie jusqu'en 1975, puis rentre en Grèce.

ARAVANTINOS Nikos

Né dans l'île de Céphalonie, où il devient viticulteur. En 1930, il rejoint le mouvement trotskyste. En 1936, il est membre du comité central du KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce), qu'il va quitter rapidement pour passer au DEKE (Parti révolutionnaire internationaliste de Grèce). Arrêté au début de la dictature de Métaxas à l'été 1936, il est exilé aux îles de 1936 à 1940. Durant l'occupation, son père est tué par l'armée allemande. Il est exécuté par le KKE (Parti communiste de Grèce) dans l'île d'Eubée en décembre 1944.

BÉNAROÏA Abraham (1887-1979)

Né à Vidin en Bulgarie, dans une famille de commerçants juifs sépharades-ladinos. Instituteur, puis typographe en Bulgarie. Juste après la révolution des Jeunes turcs en juillet 1908, il vient s'installer à Salonique et entre dans le groupe des « Anarchistes-libéraux de Salonique » à l'automne 1908. En mars 1909, il fonde le « Club des ouvriers », comptant une trentaine de

membres. Il rompt alors avec les militants bulgares du POSDB-Étroit (Parti ouvrier social démocrate bulgare). En juillet 1909, il transforme le « Club des ouvriers », en « Association des ouvriers de Salonique », puis quelques jours plus tard en « Fédération socialiste » ou « Federacion ». « Federacion » comptait quatre sections : juive, slave, turque, grecque.

Au printemps 1911, il est arrêté quelques jours par la police ottomane.

En juin de la même année, il est arrêté à nouveau et expulsé en Serbie. Il rentre clandestinement à Salonique en février 1912, où il aussitôt arrêté.

En juin 1914, il est arrêté de nouveau pour fait de grève et déporté dans l'île de Naxos, cette fois par la police grecque ! En octobre 1918, il est l'un des fondateurs de la GSEE (Confédération générale des travailleurs de Grèce), dont il est membre du comité exécutif. Un mois plus tard, il est aussi l'un des fondateurs du PSOG (Parti socialiste ouvrier grec), où il est une des figures de la « tendance centriste ». Il est aussi membre de la commission de contrôle du PSOG de 1918 à 1922 et entre au comité central en 1922.

En février 1921, il est arrêté pour fait de grève à Volos. En 1924-1925, il est le directeur de la société « Sovflot » à Salonique, qui est une couverture du Guépéou soviétique. Fin 1940, son fils, mobilisé sur le front d'Albanie contre l'attaque italienne, est tué.

En 1941, avec l'occupation allemande, il est arrêté par les nazis et emprisonné à Salonique jusqu'en novembre 1944. Alors que 90 % de la communauté juive de Salonique a été exterminée, Bénaroïa s'en sort.

D'août 1945 à janvier 1946, il est secrétaire général d'un petit groupe socialiste antistalinien, le SEE (Union socialiste de Grèce), avec le grand écrivain Nikos Kazantzakis. Il collabore alors à la revue théorique socialiste antistalinienne *Sosep* (Socialistiki Épithéorisi).

En janvier 1946, il rejoint le SKE-ELD (Parti socialiste grec-Union des démocrates populaires).

En 1953, il émigre en Israël et s'installe à Holon. Antisioniste, il fonde le « Cercle d'études séfarades socialistes » et combat Ben Gourion. En Israël, il a publié *Le début du mouvement socialiste parmi les juifs de*

Salonique (1972) et *Les premiers pas du prolétariat grec* (1975). Il meurt en Israël en mai 1979.

BÉZANTAKOS Michalis

Ouvrier mécanicien, il adhère au KOMLEA. Il quitte les archéomarxistes pour rejoindre le groupe « Les Fractionnistes » en 1929 jusqu'en 1931. Quand le KKE (Parti communiste de Grèce) est repris en main par Nikos Zachariadis de retour de Moscou pour être stalinisé, Bézantakos rejoint le KKE.

Un archéomarxiste le dénonce à la police et il est arrêté en août 1931, et enfermé à la prison Syngrou, à Athènes. Il s'évade et part en URSS en mars 1932. En 1935-1936, il travaille à l'usine de fabrication automobile « Staline-Zil-Lichatchova », à Moscou. Il rejoint les Brigades internationales en Espagne en 1936-1937. De retour en URSS, il disparaît dans le goulag.

DERVISOGLOU Avraam

Ouvrier ajusteur, il adhère au KOMLEA. Il quitte les archéomarxistes pour rejoindre le groupe « Les Fractionnistes » de 1929 à 1931. Avec la stalinisation du KKE (Parti communiste de Grèce) en 1931 par Nikos Zachariadis, de retour de Moscou, il adhère à la section de Drapetsona (proche du Pirée) du KKE en 1931. Il est arrêté en août 1931 et emprisonné à Égine. Il s'en évade le 8 mai 1934. Il se serait réfugié en URSS. En 1936-1937, il est membre des Brigades internationales en Espagne. De retour en URSS en 1937 ou 1938, il disparaît dans le goulag.

DIMITRATOS Nikos

Membre fondateur du PSOG (Parti socialiste ouvrier grec) en novembre 1918. Premier secrétaire du PSOG de novembre 1918 à mai 1919. Membre du comité central du PSOG de 1918 à 1922. Représentant du PSOG à Moscou fin 1921. Fonde l'Union communiste (scission du PSOG en soutien aux Bolcheviks russes) en octobre 1923. Revient au PSOG quand ce dernier devient PSOG-C (communiste), puis KKE (Parti communiste de Grèce) en décembre 1924.

DIOVOUNIOTIS-RAPTIS Eléni

Son père était un éminent juriste et professeur de théologie à l'université d'Athènes. Etudiante à Athènes, elle de-

vient proche des étudiants communistes du KKE (Parti communiste de Grèce). Déportée dans l'île de Folégandros en 1936 avec la dictature du général Métaxas, elle y rencontre un militant trotskyste, Michalis Raptis, plus connu sous le nom de Pablo. En 1937, elle est envoyée dans l'île de Kimo-los, où elle tombe gravement malade. Sa famille réussit à la faire libérer. En échange, la dictature la condamne à l'exil à l'étranger.

Elle est expulsée en décembre 1937. Elle s'installe en Suisse en 1937-1938, puis devient étudiante à l'Institut d'art et d'archéologie de Paris de 1938 à 1940.

Elle est morte à Athènes dans les années 2000. Ayant hérité d'une fortune foncière, c'est elle qui va financer les activités politiques de son mari toute leur vie.

DOULGÉRIS Moschos

Avec Bezantakos et Dervizoglou, il était membre de KOMLEA et fait partie de ces militants archéomarxistes qui ont rejoint le groupe « Les fractionnistes » en 1929, puis le KKE (Parti communiste de Grèce) stalinisé en 1931. Arrêté en 1931, incarcéré à la prison de l'île d'Égine, il s'en évade le 8 mai 1934.

DOUVAS Alexandros

Syndicaliste dans la région d'Agrinion (centre-ouest de la Grèce). Il est le secrétaire de la section du KKE (Parti communiste de Grèce) d'Agrinion au milieu des années 1920. Il se présente aux élections législatives de 1926 sur les listes du KKE dans la région d'Aitolos-Akarnanie. En 1935, il quitte le KKE et rejoint le « Groupe Assimidis », scission du KKE qui s'est rapprochée des trotskystes. En 1936, il est arrêté par la police du dictateur Métaxas et envoyé dans la forteresse d'Akronauplie. Il est assassiné par le KKE début 1945. Son frère Giorgos était un cadre de l'OKNE (les jeunesses du KKE) dès 1924. Arrêté par la police en août 1925. Il fut secrétaire de l'OKNE de 1928 à 1931. Membre du comité exécutif de l'Internationale communiste de la jeunesse. Membre du bureau politique du KKE en 1931, candidat aux élections législatives en 1932 sur les listes du KKE à Salonique. Après le coup d'État du général Métaxas en août 1936, il se réfugie en URSS, où il disparaît dans les purges de 1936-1938.

DOXAS Giorgos

Né en Asie mineure turque. En 1922, avec sa famille, il rejoint la Grèce comme réfugié (échange des populations officialisé par la SDN en 1923). Peintre en bâtiment, il adhère au KOMLEA en 1928. En 1932, il rejoint le LAKKE (Opposition léniniste du KKE). En 1934, il fonde un petit groupe, « Nouvelle Internationale », qui rejoint le groupe « Bolchevikos » la même année, puis rapidement l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce).

Après la dictature de Métaxas (1936-1940) et l'occupation germano-italo-bulgare, le mouvement trotskyste est atomisé. Doxas tente alors de réunifier les petits noyaux trotskystes pourchassés par les occupants, les collaborateurs monarcho-fascistes et la police politique du KKE, l'OPLA (Organisation de la protection de la lutte populaire) fondée en février 1943. Doxas fonde alors le groupe « Presse ouvrière », issu de « Nouvelle internationale ». Il prend contact avec le groupe de Kalithéa (banlieue sud d'Athènes) et le groupe « A l'attaque ».

En 1943, il réunit ces petits groupes isolés et fonde le « Groupe d'union » dont il est membre du comité central. En décembre 1944, il est arrêté par l'OPLA à Kalithéa qui va le torturer et le tuer.

GIANNAKOS Épaminondas (1912-1943)

Né à Thèbes, il y fait ses études et devient instituteur. En 1926, il adhère à l'OKNE (Jeunesses du KKE, Parti communiste de Grèce). Un an plus tard, il rejoint le « Groupe Spartakos », puis l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) en 1934 et l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce) en 1936. Il est arrêté en 1938 durant la dictature du général Métaxas et enfermé à la forteresse d'Akronauplie. Il est transféré à la prison de Trikala en 1942, puis de Larissa en 1943. Il est fusillé par les Italiens à Nézéro le 6 juin 1943 en représailles d'une action de la résistance. Il est fusillé aux côtés de Pandelis Pouliopoulos, une autre grande figure du trotskysme grec.

GIOTOPOULOS Dimitri-VITTE

Responsable du KOMLEA (Organisation communiste marxiste-léniniste de

Grèce-Archives du marxisme) en 1924. Réfugié à Berlin, puis à Paris, rentre en Grèce en octobre 1933.

GLÉZOS Manolis

Né en 1922 dans le village d'Apeiranthos, dans l'île de Naxos. Étudiant à Athènes à la faculté d'économie-politique, il combat contre la dictature du général Métaxas et pour la libération du Dodécanèse sous occupation italienne depuis 1913. Durant la guerre italo-grecque (octobre 1940-avril 1941), il est volontaire dans la Croix-Rouge hellénique. Proche des idées communistes, il va devenir le premier résistant grec.

En effet, le 30 mai 1941, avec son ami Lakis Sandas, il ne supporte pas de voir le drapeau nazi flotter sur l'Acropole. Ils décident donc d'aller le décrocher dans la nuit du 30 mai. Peu après, il entre aux Jeunesses communistes (ONKNE) et à l'EPON (Organisation panhellénique des jeunes), organisation des jeunesses de l'EAM (Front nationale de libération), l'organisation de masse de la résistance de gauche de 1941 à 1945. Il devient membre de l'EAM et du KKE.

Arrêté par les Allemands durant l'occupation et enfermé à la prison Avéroff d'Athènes en mars-avril 1942, puis par les Italiens d'avril à juin 1943. En février 1944, il est arrêté par les collaborateurs grecs. Il s'évade d'une prison athénienne le 21 septembre 1944. En 1947, il est nommé directeur du *Rizospastis* (Le Radical), le quotidien du KKE. En mars 1948, après l'interdiction du KKE en décembre 1947, il tente de rejoindre les maquis du KKE. Il est alors arrêté et emprisonné à la prison de Corfou. Il est condamné à mort une première fois le 18 octobre 1948 et une deuxième fois en mars 1949. Il sera gracié grâce à l'opinion publique internationale et une intervention personnelle du général de Gaulle. En prison, il élu député de l'EDA (Gauche démocratique unifiée) en 1951.

Il est libéré le 16 juillet 1954, mais emprisonné à nouveau le 5 décembre 1958. Réélu député de l'EDA en 1961 alors qu'il est encore en prison. Il est finalement libéré le 15 décembre 1962. Il reçoit le prix « Lénine de la paix » en 1963. Enfin libre, il est élu député de l'EDA en 1964. Il est arrêté le 21 avril 1967 lors du coup d'État des colo-

nels et enfermé dans la prison de Goudi, à Athènes, puis dans la prison de Pikermi et dans les bureaux de la sûreté d'Athènes. Il est ensuite déporté dans les îles de Yaros, puis de Léros, et enfin dans le camp d'Oropos. Il est libéré en juillet 1971. En 1981, il rejoint le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique de Grèce). Il est élu député des Cyclades sur une liste PASOK-EDA en octobre 1981, puis député européen PASOK de juin 1984 à janvier 1985, à nouveau député PASOK des Cyclades en juin 1985. En 1985, il est aussi élu maire de son village natal Apeiranthos. Il démissionne de son mandat de député du PASOK des Cyclades le 2 janvier 1987.

Le 18 janvier 2001, il est menacé de mort par le groupuscule d'extrême droite « Aube dorée ». En 2002, il fonde le groupe « Citoyens actifs », les « Indignés » grecs. En 2004 il rejoint le Synaspismos (le parti issu du KKE-es, Parti communiste de l'intérieur, scission antistalinienne du KKE en février 1968). Le Synaspismos se transformera en Syriza.

Lors d'une manifestation à Athènes contre la crise, le 5 mars 2010, il est sévèrement blessé par la police. Il est élu député de la Syriza en 2012, puis député européen de la Syriza en 2014. Il démissionne de son mandat européen en juin 2015 et quitte la Syriza en août 2015 pour rejoindre la tendance d'extrême gauche de la Syriza, qui fait scission en août 2015 pour fonder l'Unité populaire.

HAÏTAS Andronikos

Né dans une famille grecque du Pont-Euxin, côte de la mer Noire dans la région de Trébizonde. A la suite de l'échange des populations grecques-turques, il arrive en Grèce en 1923. Il devient le secrétaire du KOA (Organisation communiste d'Athènes), la section du KKE (Parti communiste de Grèce) de la capitale en 1925. Arrêté la même année, il est emprisonné à Athènes, puis déporté dans l'île d'Anafi jusqu'en 1926.

Il entre au bureau politique du KKE en mars 1927, où il s'oppose à Pandelis Poulionopoulos, proche de l'Opposition de gauche soviétique, et est élu secrétaire général du KKE en juillet 1927. Il restera officiellement membre du BP et secrétaire général jusqu'en novembre 1931, lorsque Moscou impose Nikos Zachariadis comme nouveau dirigeant

du KKE. Haïtas est arrêté fin 1930 et enfermé à la prison de Syngrou. Il s'en évade le 15 avril 1931 avec sept autres cadres du KKE. Il rejoint Moscou, où il devient professeur d'histoire du mouvement ouvrier à l'Université communiste des peuples d'Occident. En 1935, il est arrêté, condamné à mort et tué pour trotskysme.

KA(R)LIAFTIS Loukas, alias KASTRITIS Kostas

Cadre des Archéomarxistes, membre fondateur de la scission « Néos Dromos » (Nouvelle Voie) en 1935, rejoint l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce) en 1936, qu'il quitte en novembre 1942. Il rejoint le DEKE (Parti révolutionnaire internationaliste de Grèce) en 1943, qu'il quitte en septembre 1944. Rejoint l'EDKE (Parti ouvrier internationaliste de Grèce) en mars 1945, puis le KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce) en juillet 1946.

KASTORIADIS Kornélius (1922-1997) – dit CHAULIEU

Né à Constantinople-Istanbul en 1922 d'un père représentant de commerce républicain antiroyaliste. Sa famille rejoint la Grèce après les échanges de populations gréco-turques de 1923. Il fait des études de droit et de philosophie à Athènes. Après un passage à l'OKNE (les Jeunesses du Parti communiste de Grèce), il rejoint le groupe « Bolchevikos ».

De 1943 à 1945, il est membre de l'ESKKE (Parti communiste de Grèce socialiste-révolutionnaire). En 1945, il refuse l'entrée de l'ESKKE dans les SKE-ELD (Parti socialiste grec-Union des démocrates populaires), qu'il juge trop réformiste. Il fonde alors le groupe « Néa Épochi » (Nouvelle Époque). Recherché par la police, il bénéficie d'une bourse de l'Institut français d'Athènes, dirigé alors par les démocrates Octave Merlier et Roger Millieux. Avec plusieurs dizaines d'étudiants grecs de gauche, il embarque sur le *Mataora* et débarque à Marseille en décembre 1945.

En 1946, il est membre de la minorité du Parti communiste internationaliste français (PCI). Fin 1948, avec Claude Lefort, il quitte le PCI et fonde le mouvement « Socialisme ou Barbarie ». Il publie le premier numéro de la revue *Socialisme ou Barbarie*

en 1949. Économiste, il travaille comme expert à l'Organisation de la coopération et du développement en Europe (OCDE) de 1948 à 1970. En 1959, il publie *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne*, où il rompt officiellement avec le marxisme. Il dissout « Socialisme ou Barbarie » au printemps 1966. Kastoriadis devient psychanalyste en 1973, fonde la revue *Libre* en 1977 et est directeur de recherches à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en 1979. DE 1974 à 1997, il publie de nombreux ouvrages économiques.

KLEIDONARIS Apostolos

Né dans le village de Pinakates (région de Volos), dont il deviendra le maire. Agriculteur, il rejoint le KKE (Parti communiste de Grèce) et est élu député du KKE de Larissa (Thessalie) en 1932. C'est un des premiers députés communistes de Grèce. Il est arrêté en octobre 1932 et envoyé à la prison de l'île d'Égine, d'où il s'évade avec sept autres cadres communistes le 8 mai 1934. Il rejoint clandestinement l'URSS et devient étudiant à l'Université communiste des peuples d'Orient en 1934-1935. En 1935-1936, il travaille au journal *Kollectiv* à Marioupol (ville du sud de l'Ukraine où vit une importante communauté grecque), sous le pseudonyme de Giorgos Psiléas. En 1936, il rejoint les Brigades internationales en Espagne.

Il rentre en URSS en 1937, où il est arrêté le 21 novembre 1937, jugé en novembre 1938, déporté au goulag, où il meurt en 1944.

KONSTANTINIDIS Giorgos- ASSIMIDIS Efthasiou-GLAVKOS- ASIMÉNIOS-VASSOS-PANDÉLIS

Membre et cadre de l'OKNE (Jeunesses du Parti communiste de Grèce) dès 1924, c'est un des premiers députés du KKE élus aux élections de 1926 (circonscription de Drama), réélu en novembre 1931. Membre du bureau politique du KKE. En 1928, il est envoyé en URSS, où il suit les cours du « Leninkurs ». Il est exclu du KKE en 1934. L'année suivante, en 1935, il fonde sa propre organisation, le « Groupe Assimidis », proche des trotskystes.

Durant l'occupation, il entre à l'EAM (Front national de libération), l'organisation

de masse de la résistance de gauche, contrôlé par les staliniens. Il devient l'avocat des militants emprisonnés par les forces d'occupation germano-italiennes. En effet, il parle l'allemand. En décembre 1944, il est arrêté à Athènes par le KKE, torturé et assassiné.

LIVIERATOS Dimitri

Il a été formé dans sa jeunesse par Thomas Apostolidis (voir ci-dessus) et était lié à Michalis Raptis-Pablo. Durant l'occupation, il était membre de l'EAM (Front national de libération), l'organisation de masse de la résistance communiste. En juillet 1946, il rejoint le KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce) jusqu'en 1947. Ensuite, il suit Michalis Raptis. Ce dernier l'envoie au Maroc au début des années 1960 pour organiser l'aide au FLN algérien. Livieratos entre au PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) fin 1974, mais le quittera peu après.

MAKRIS Giannis (1903-1943)

Né à Sparte, ouvrier pâtissier et syndicaliste à la GSEE (CGT de Grèce). Il est membre du KOMLEA de 1923 à 1930. Il rejoint le groupe « Les Fractionnistes » en 1930, puis le KEO (Groupe communiste unifié) en 1931-1932, le LAKKE (Opposition léniniste au KKE) de 1932 à 1934, le groupe « Bolchevikos », puis l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) en 1934. Il est arrêté en 1933 et emprisonné six mois en Crète.

Début 1936, il rejoint le KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce). Arrêté à nouveau en 1936 durant la dictature du général Métaxas, il est condamné à 700 ans de prison ! Il est déporté dans l'île de Folégandros en 1936-1937, puis dans les prisons d'Akronauplie de Pylos et de Larissa. Il est fusillé comme otage par les Italiens à Nézéro-Kournovo le 6 juin 1943.

MAXIMOS Séraphim (1899-1962)

Né dans le village de Ganos, en Thrace orientale, sous domination ottomane. Étudiant à Constantinople-Istanbul, où il apprend le turc, le russe, le français et l'allemand. Il adhère au mouvement anarcho-syndicaliste de Constantinople « Pan Ergatis », composé de Grecs, de Turcs, d'Arméniens

et de quelques Slaves. Il est arrêté par la police ottomane. A la suite de la guerre gréco-turque et l'échange des populations, il rejoint la Grèce en 1922, adhère aussitôt à la GSEE (Confédération générale du travail de Grèce) et au Parti socialiste ouvrier de Grèce. Il est l'un des dirigeants des grandes grèves de la GSEE en août 1923.

Il entre au comité central du PSOG en septembre 1923, puis au comité central du KKE (Parti communiste de Grèce) en février 1924. Il est l'un des représentants du KKE au V^e Congrès de l'Internationale socialiste en juin-juillet 1924. A son retour en Grèce, il est arrêté et exilé dans l'île de Skyros jusqu'au début 1925.

De 1925 à 1927, il dirige la tendance « centriste » du KKE qui ne veut prendre position sur les querelles au sein du PCUS. A la direction du KKE, il est chargé du travail syndical et de l'économie. Brièvement incarcéré en février 1926. Élu député du KKE de Larissa en 1926. Il devient le porte-parole du groupe parlementaire communiste à la Vouli (l'Assemblée).

En mars 1927, il entre au bureau politique du KKE. Il démissionne du KKE en août 1927 et en est exclu « officiellement » en décembre 1928. Il rejoint le « Groupe Spartakos » en 1928-1929. Sous le pseudonyme de « Voreios », il collabore à *Politeia*, *Proïa* et *Vradyni*.

Revient au KKE en 1932, après sa stalinisation par Nikos Zachariadis fin 1931. Il part en Amérique latine début 1936, où il est le correspondant de *Vradyni*. Il rejoint Paris fin 1936 et y demeure jusqu'à l'occupation allemande en mai 1940. Il rentre alors en Grèce et est obligé de signer une déclaration de « repentir » du communisme auprès de la police grecque.

En juillet-août 1941, il est incarcéré par les occupants italiens. En 1945, il est membre de l'Union des journalistes de Grèce. Il devient correspondant du *Rizospastis*, le quotidien du KKE, en Bulgarie début 1947, en Italie mi-1947, à Paris de septembre 1947 à mars 1948. Il est expulsé par les autorités françaises en mars 1948. Il s'installe à Prague jusqu'en 1950. Jugé par contumace à Athènes le 15 juillet 1948. Il représente le KKE à la Conférence de la paix à Prague, en avril 1949. Il s'installe à Vienne en 1950, où il meurt le 18 janvier 1962. Sa biographie complexe laisse à pen-

ser qu'il était un agent des services de renseignement soviétiques.

MOUSKAS Nikos

Garçon de café à Ionnina, il adhère au PSOG (Parti socialiste ouvrier grec) en 1921. Arrivé à Athènes en 1923, il rejoint le KOMLEA. Il quitte les archéomarxistes pour rejoindre le KEO (Groupe communiste unifié) en 1931, puis le LAKKE (Opposition léniniste au KKE) en 1932-1933. Passe au KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce) en 1935. Après la dictature du général Métaxas (1936-1940), l'occupation allemande (avril 1941) et la disparition des groupes trotskystes, il fonde à Athènes le groupe « A l'attaque », qui se fond dans le « Groupe d'union » en 1943. Le 19 septembre 1994, il est arrêté par la police politique du KKE à Athènes et exécuté.

PANTAZIS Mitsos

Trotskyste, fusillé comme otage à Kaisariani par les Allemands le 1^{er} mai 1944.

PAPADOPOULOS THOMAS

Membre des archéomarxistes (KOMLEA), membre de l'EAM (Front national de libération) durant la résistance, assassiné par le KKE (Parti communiste de Grèce) en janvier 1944.

POULIOPOULOS Pandélis (1898-1943)

Né à Thèbes dans une famille aisée, il suit des études de droit, il devient avocat au barreau de Salonique. Il parle le français, l'italien, l'anglais et l'allemand. Mobilisé durant la guerre gréco-turque de 1919-1922 avec le grade de sergent, il devient membre du PSOG (Parti socialiste ouvrier grec) en 1921. Sur le front, il fait circuler des tracts pacifistes. Démobilisé, il s'inscrit au barreau d'Athènes, fonde fin 1922 l'Union des anciens combattants, organisation marxiste et pacifiste, et adhère à la GSEE (Confédération générale des travailleurs de Grèce). Il est l'un des trois représentants du KKE au V^e Congrès de l'Internationale communiste à Moscou en juin-juillet 1924. Il est premier secrétaire du KKE de décembre 1924 à juillet 1927. Quelque temps en prison en 1925. Aux élections de 1926, il se présente sans succès aux législatives dans la circonscription d'Athènes.

Il démissionne de la GSEE le 9 septembre 1926, en est exclu officiellement peu après, puis rapidement réintégré. Il est arrêté en 1924 et en février 1926. Proche de l'Opposition de gauche soviétique, il refuse la stalinisation du KKE et en est exclu le 25 septembre 1927. Il fonde alors le « Groupe Spartakos », qu'il dirige de fin 1927 à 1934. En 1927-1928, il traduit la première partie du *Capital*, de Karl

Marx. Au printemps 1928, il est à nouveau arrêté. Il fait partie des fondateurs et dirigeants de l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) en 1934. Avec le coup d'État du général Métaïas le 4 août 1936, sa tête est mise à prix. Il plonge alors dans la clandestinité en août 1936, mais sera arrêté début 1938. Il est emprisonné à Athènes, puis envoyé dans la prison d'Égine, puis à la forteresse d'Akronauplie en novembre 1939.

Avec l'invasion italo-allemande en avril-mai 1941, il ne parvient pas à s'évader, ne pouvant bénéficier des réseaux d'évasion du KKE stalinisé. Les Italiens le transfèrent au camp de Nézéro en 1942. Malade, il est envoyé à l'hôpital d'Athènes en avril 1943. Il aurait pu s'évader, mais il préfère rester auprès de ses camarades. Guéri, il retourne à Nézéro, où les Italiens le fusillent le 6 juin 1943, comme otage à la suite d'une action de la résistance. Face au peloton d'exécution, il harangue en italien les soldats, leur demandant de rompre avec le fascisme. Il était marié à Filissia, une Grecque membre du Parti communiste français. Son neveu Nikos a été le fondateur et dirigeant de l'ESO (Groupe socialiste unifié), un groupe socialiste-révolutionnaire de 1943 à 1945, avec le grand écrivain Nikos Kazantzakis (1883-1957).

La vie politique de Nikos Kazantzakis est très peu connue. En 1927, il participe aux cérémonies du dixième anniversaire de la révolution d'Octobre avec Panaït Istrati. Il est membre de l'ESO de 1943 à 1945. En mai 1945, il fonde le « Comité pour la préparation d'un congrès pan-socialiste », qu'il transforme en août 1945 en SEE (Union socialiste travailliste), dont il est le président, puis rejoint le SKE-ELD de janvier 1946 à 1948. En novembre 1945, il est nommé ministre sans portefeuille. Il démissionne dès janvier 1946. En 1945, l'ESO rejoint le SKE-ELD (Parti socialiste de Grèce-Union des démocrates populaires).

PRIFTIS Spyros-STINAS Agi-DIROS-KORPHIATIS- PHILIPPOU (1900-1987)

Né dans le village de Spartila, dans l'île de Corfou, il entre au PSOG (Parti socialiste ouvrier grec) et à la GSEE (Confédération général du travail de Grèce) en 1918. Il est élu délégué au II^e Congrès de la GSEE en septembre 1920. Il s'installe à Salonique le mois suivant. Il est arrêté lors des manifestations ouvrières du 1^{er} mai 1921 à Salonique. Il est jugé par le tribunal militaire d'Edirne-Andrinople, en Thrace orientale, devenue grecque en 1918 (jusqu'en 1923). Libéré en juillet 1921, il devient le directeur de *La Voix de l'Ouvrier*.

Durant la guerre gréco-turque, il est mobilisé et envoyé en garnison à Corfou en octobre 1921.

En décembre, il déserte et se cache dans son village jusqu'en août 1922. Retourne à la caserne en septembre.

L'armée royaliste grecque vient d'être défaite en Asie mineure et un coup d'État de généraux républicains renverse le gouvernement. Dans cette confusion, il n'est pas puni. Il est finalement démobilisé fin octobre 1923. Il est le secrétaire de l'Organisation communiste du PSOG-C (Parti socialiste ouvrier grec-communiste) de Corfou dès sa démobilisation et secrétaire du syndicat des ouvriers agricoles de Corfou en 1923-1924. En novembre-décembre 1924, il est chargé de réorganiser l'Organisation communiste du KKE à Ioannina. A l'époque, sur ordre du Komintern, le KKE adopte le slogan de « *Macédoine-Thrace indépendante* » en novembre 1924. Il s'y oppose.

En 1925-1926, il passe la plupart de son temps en prison, exilé dans les îles de Fourni et d'Anaphi. En novembre 1926, il est candidat du KKE aux élections législatives dans la circonscription de Corfou. En 1927-1928, il est le secrétaire du KOT (Organisation communiste de Salonique, la section du KKE de la ville) et entre au comité central du parti.

C'est lui qui va organiser une évasion de cadres du parti début 1928. Il est alors arrêté et torturé par la police en mai 1928. Il est envoyé dans les prisons de Syngrou, à Athènes, puis d'Égine. Il est libéré en août 1928 et aussitôt le secrétaire du KKE pour la Macédoine centrale et orientale.

Mais avec la stalinisation du parti qui commence, il est démis de ses fonctions en 1930 et exclu du parti en novembre 1931, comme presque tous les opposants au nouveau secrétaire général, Nikos Zachariadis, revenu de Moscou sur ordre du Komintern. Il crée aussitôt sa propre organisation, le « Groupe Stinas », du nom de son pseudonyme.

Il est élu maire de son village, Spartila, en 1932, mais les élections sont annulées. Il sera réélu en 1933. Ce sera le seul maire trotskyste de Grèce. En 1932, il est l'un des fondateurs et dirigeants du LAKKE (Opposition léniniste au KKE). Il rejoint le groupe « Bolchevikos » en avril 1934, qui se transforme fin 1935 en KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce). Il est clandestin à Athènes avec la proclamation de la dictature du général Métaxas le 4 août 1936.

Il est arrêté le 6 avril 1937. Enfermé à la prison d'Égine jusqu'en septembre 1937, puis à la forteresse d'Akronauplie jusqu'en mai 1938, et à la prison Syngrou d'Athènes jusqu'au printemps 1939. Il retourne alors à Égine jusqu'en mai 1940 et de nouveau à l'Akronauplie jusqu'en mars 1942.

Les Allemands le transfèrent à la prison du Pirée en mars 1942. En tant que militant trotskyste, il n'a pas pu bénéficier des filières d'évasion du KKE en avril-juin 1941 dans le chaos du début de l'occupation. Mais il réussit à s'évader de la prison du Pirée en juillet 1942.

Clandestin à Athènes pendant l'occupation, il reste sur la ligne « défaitiste ». A la Libération, il transforme le KDEE en DEKE (Parti révolutionnaire internationaliste). En juillet 1946, avec l'EKDE (Parti ouvrier internationaliste) et le « Groupe de Salonique », il participe à la réunification du mouvement trotskyste et entre à la direction du KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce).

Il participe aux conférences KKE-KDKE en novembre 1946. Mais il quitte la IV^e Internationale et le KDKE à la mi-1947. Il reforme alors le KDEE (Union communiste internationaliste de Grèce), qu'il dissout en 1948. En 1956, il fonde et dirige le groupe « Ergatiko Metopo » (Front Ouvrier), puis se rapproche de Kastoriadis.

RAPTIS Michalis-PABLO (1911-1996)

Né le 24 août 1911 à Alexandrie d'un père grec d'Athènes, ingénieur civil, et d'une mère égyptote (membre de la communauté grecque d'Égypte). La famille rentre en Grèce en 1917 et s'installe en Crète jusqu'en 1928. En 1928, il entre à l'école Polytechnique d'Athènes et au KOMLEA. Il est exclu des archéomarxistes en 1930 et rejoint le groupe « Les Fractionnistes ». Avec une partie des « Fractionnistes », il fonde en 1931 le KEO « Groupe communiste unifié », qui, en rejoignant le « Groupe Stinas », fonde en 1932 le LAKKE.

Il fait partie des membres du LAKKE qui fusionnent avec le groupe « Spartakos » pour fonder l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce). En 1936, l'OKDE fusionne avec le groupe « Néos Dromos », qui vient de quitter le KOMLEA pour fonder l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce). Il est arrêté en août 1936 avec l'instauration de la dictature du général Métaxas. Il est déporté dans l'île de Folégandros, où il devient le porte-parole des détenus trotskystes face à l'administration pénitentiaire. C'est là qu'il rencontre Éléni Diovousiotis, qui deviendra sa femme.

En septembre 1937, il est transféré à la forteresse d'Akronauplie, où les prisonniers trotskystes sont régulièrement agressés physiquement par les prisonniers staliniens sous les yeux étonnés des gardiens qui ne comprenaient pas. Le mois suivant, il est renvoyé à Athènes en prison, puis, en novembre, en résidence surveillée grâce aux pressions de son père et de son professeur de l'école Polytechnique Paraskevopoulos.

En décembre 1937, le ministre de l'Intérieur Maniadakis accepte de le libérer à condition qu'il quitte la Grèce. Il réussit à prendre contact avec Pandelis Pouliopoulos, qui est encore dans la clandestinité, pour lui annoncer son exil. Ils décident qu'il devra représenter les trotskystes grecs à l'étranger. Il arrive en Suisse, où il retrouve sa compagne et entre dans un groupe trotskyste suisse.

Il arrive à Paris en 1938 et s'inscrit à l'Institut d'urbanisme. Il participe au congrès fondateur de la IV^e Internationale à Paris, en septembre 1938, comme représentant de l'EOKDE. Il quitte Paris après le

14 juin 1940 quand les Allemands entrent dans la capitale et se réfugie à Romorantin. Mais rattrapé par l'avance allemande, il décide de rentrer à Paris en juillet. Très malade à l'hiver 1940, il part au sanatorium des Étudiants de France à Saint-Hilaire-du-Touvet, près de Grenoble, avec son camarade Giorgos Vitsioris. Guéri, il rentre à Paris début 1942 et devient secrétaire du Secrétariat européen provisoire de la IV^e Internationale de 1942 à 1945.

En février 1944, il participe à la conférence européenne de la IV^e Internationale à Beauvais. Il est le secrétaire du Secrétariat international de la IV^e Internationale de 1945 à 1961. Au printemps 1946, il rentre clandestinement en Grèce par bateau pour faciliter la réunification des groupes trotskystes en juillet 1946.

A l'origine de la scission dans la IV^e Internationale en 1952. Dès 1955, il se lie avec le FLN algérien. En 1958, il part en Hollande pour organiser l'aide au FLN, en particulier l'envoi d'armes et de faux passeports.

En 1959-1960, il participe à la fondation de la section chypriote de la IV^e Internationale. Il est arrêté par la police hollandaise le 10 juin 1960. Il reste en prison à Amsterdam jusqu'en septembre 1961 pour fabrication de faux papiers. Il est expulsé des Pays-Bas. La Grèce demande son extradition. Il y échappe grâce à l'aide du FLN et du royaume marocain. Il arrive au Maroc fin 1961 via Londres.

A l'indépendance de l'Algérie, il s'installe à Alger. Il devient le conseiller économique pour l'autogestion du président Ben Bella, chargé du « Bureau des biens vacants », c'est-à-dire des propriétés abandonnées par les pieds-noirs. Grâce à sa femme, il est en contact avec le président-archevêque Makarios depuis l'indépendance de Chypre et est ainsi nommé consul de Chypre en Algérie.

Avec le coup d'État du général Boumédiène le 19 juin 1965, il plonge quelques jours dans la clandestinité et réussit à quitter le pays par avion pour la Suisse, où il s'installe de 1965 à 1967.

En 1965, il est exclu de la IV^e Internationale et fonde la TMRI (Tendance marxiste révolutionnaire internationaliste). Bien qu'interdit de séjour en France, il se rend souvent clandestinement à Paris. Grâce à

David Rousset, de Gaulle le laisse rentrer en France en 1967.

Depuis Paris, il soutient la résistance à la junte des colonels grecs (avril 1967-juillet 1974). Sur ce sujet, il rencontre Fidel Castro à Cuba en 1968 pour lui demander de l'aide. Il était aussi en contact à cette époque avec Andréas Papandréou, alors en exil, qui fut membre durant ses études d'un petit groupe trotskyste clandestin, « Néos Dromos », en 1936-1937.

En 1975, avec la fondation du PASOK d'Andréas Papandréou, il est conseiller de ce dernier en 1975-1976 et fait entrer les membres grecs de la TMRI dans le PASOK. Il rentre alors en Grèce et s'installe définitivement dans le quartier chic d'Athènes de Kolonaki. Il sera jusqu'à sa mort chroniqueur dans nombre de journaux grecs.

En 1987, il est l'un des principaux organisateurs de la campagne pour la libération d'Othelo de Carvalho, principal acteur de la révolution des œilletons au Portugal en 1974, aboutissant à sa libération en 1989.

Il a participé à la fondation de la revue *Autogestion*. A publié, entre autres : *Étude pour une politique agraire en Algérie, Socialisme, démocratie et autogestion, Révolution et contre-révolution au Chili*.

Il est mort à Athènes le 17 février 1996. Les frais de ses obsèques ont été pris en charge par le gouvernement grec et nombre de ministres du PASOK étaient présents à son enterrement. Pseudonyme de 1928 à 1938, « Spéros », de 1940 à 1945, « Gabriel », après 1945 « Pablo ».

ROUMÉLIOTIS Nikos

Membre du groupe Spartakos de 1927 à 1934. Membre de l'EAM. Tué par le KKE (Parti communiste de Grèce).

SAKKOS Al.

Ouvrier boulanger, il adhère au KOMLEA. Il est membre de la délégation des archéomarxistes qui rencontre Raymond Molinier en septembre-octobre 1930 (trotskyste français, exclu du PCF en 1924, un des fondateurs de la revue *La Vérité* en 1929). Molinier avait rencontré Trotsky à Prinkipo, en Turquie, en 1929. Les archéomarxistes grecs étaient venus aider Trotsky dans les îles au Prince à la même époque. Sakkos quitte les archéomarxistes et rejoint

le LAKKE en 1932, puis le « Groupe Bolchevikos » en 1934, puis l'EOKDE en 1936. Il est arrêté par la police du dictateur Métaxas en 1937 et envoyé à la forteresse d'Akronauplie. Il y signe une déclaration de repentir et est libéré.

SARRIS Nikos (1931-2000)

Originaire du village de Péra Paidi, dans le massif du Troodos. Ingénieur chimiste, employé à la grande brasserie KEO-Beer. Membre de l'AKEL (Parti progressiste du peuple travailleur), le Parti communiste chypriote, dans les années 1950, responsable du secteur agricole, de l'industrie agro-alimentaire et de la formation de la section AKEL de Limassol. Cadre du PEO (Fédération pan chypriote des travailleurs), le premier syndicat de l'île lié à l'AKEL, responsable des ouvriers du secteur privé. Il combat les nationalistes chypriotes grecs de Makarios et du général Grivas, qui veulent « l'Enosis », union avec la mère patrie grecque. En désaccord avec les accords de Zürich-Londres sur l'indépendance de Chypre, il n'est pas élu comme délégué au congrès de l'AKEL en 1959.

Il quitte l'AKEL à la fin de l'année. Il est alors approché par un petit groupe de trotskystes chypriotes grecs dirigé par Kostas Poulakas et Koraidès, qui publiait le journal trotskyste *O Eragtis* (Le Travailleur). Après-guerre, les trotskystes chypriotes étaient bien implantés à Larnaca et à Limassol. Combattus par les militants de l'AKEL, beaucoup ont immigré en Grande-Bretagne et en Australie, où ils ont rejoint le mouvement trotskyste australien.

Fin 1959-début 1960, Sarris rencontre ses amis dissidents de l'AKEL à Nicosie, Larnaca, Limassol et Paphos, puis part à Athènes à l'automne pour rencontrer les représentants grecs de la IV^e Internationale, dont le fils de Stavros Vérouchis, un ouvrier lithographe à Athènes. Il est alors invité à Paris par Michalis Raptis-Pablo, alors secrétaire général de la IV^e Internationale.

Il le rencontre pour la première fois dans la maison d'un fidèle de Pablo, à Villeneuve-la-Garenne, puis Pablo vient le voir à Chypre pour organiser la construction d'une section de la IV^e Internationale dans l'île. A la suite du congrès agité de la IV^e Internationale en 1963, il est envoyé à Bruxelles via

Londres. De 1962 à 1965, Pablo et Sarris sont très impliqués dans la révolution algérienne.

Après 1965, il est désaccord avec Pablo, car ce dernier souhaite que les trotskystes chypriotes fassent de l'entrisme dans l'EDEK (Mouvement des sociaux-démocrates-Union du centre). Il s'agit d'un parti socialiste marxiste proche des mouvements révolutionnaires du Moyen-Orient. Mais Sarris est opposé à la politique de l'entrisme. Avec Pablo, il continue à aider les mouvements révolutionnaires du Tiers monde. Durant la dictature des colonels à Athènes (1967-1974), des militants grecs viennent le voir pour s'entraîner aux manèges des armes et des explosifs.

Début juillet 1974, il combat les putschistes d'extrême droite chypriotes grecs de l'EOKA-B, qui tentent de renverser le président-archevêque Makarios, soutenus par le contingent de l'armée grecque aux ordres de la dictature des colonels. Au bout d'une semaine de combats, il est arrêté par les putschistes. Avec l'invasion de l'armée turque le 15 juillet, il s'évade. Durant cette période agitée, il est l'un des gardes du corps de Vassos Lyssarides, le président de l'EDEK. Il est mort à Nicosie en octobre 2000.

SEÏTANIDIS Christos

Employé, il entre au PSOG (Parti socialiste ouvrier grec) en 1921 à Salonique. Il fait partie des militants communistes grecs proches des bolcheviks russes. En 1924, il quitte le KKE et rejoint fin 1924 le groupe « Vers les masses ». Durant la dictature du général Métaxas, il est arrêté en 1937 et enfermé à la forteresse d'Akronauplie. Ne pouvant bénéficier des réseaux d'évasion du KKE en 1941, il reste en prison. Les Italiens le fusillent en mars 1942 comme otage.

SKLAVOS Kostas-VRÉTTOS-NÉOS

Né à Smyrne-Izmir en 1901. Il s'installe à Constantinople-Istanbul en 1918 et adhère au groupe anarcho-syndicaliste Pan Ergatis.

A cette époque, il participe à la campagne de soutien à la révolution russe à Constantinople. En 1920, il rejoint Moscou à l'Université de l'Europe occidentale, section allemande, jusqu'en 1923.

En mai 1924, il rentre en Grèce et est coopté au Comité central du KKE. En 1926, il est arrêté et exilé dans l'île d'Anaphi. De 1925 à 1927, il fait partie de la tendance centrisme du KKE (ni trotskyste ni stalinien). En mars 1927, il entre au bureau politique du KKE.

Fin 1927, il quitte le KKE et rejoint le groupe « Spartakos », où il écrit régulièrement dans son journal *Spartakos*.

En 1929, il est exclu du groupe « Spartakos » pour « dérive droite ».

En 1933, il collabore à la revue socialiste *Néa Épithéorissi* sous le pseudonyme de Vrettos.

Pendant l'occupation (1941-1944), il réside dans la banlieue sud d'Athènes, à Néa Symrni. Il est alors employé de la compagnie du téléphone. En mai 1944, il est emprisonné par les Allemands pendant une semaine pour fait de grève.

En 1943-1944, il écrit dans la revue clandestine socialiste *Élefthérie Zoï* (Vie Libre).

A la Libération, il rejoint le SKE-ELD (Parti socialiste grec-Union des démocrates populaires), dont il devient membre du comité central lors de son premier congrès en 1946. Collabore à la revue socialiste *Socialistiki Epithéorisi*. Arrêté le 9 juillet 1947, il est déporté dans l'île d'Ikarie, où il signe une déclaration de repentir. Il est alors exclu du comité central du SKE-ELD.

Libéré, il rejoint le PODNE (Organisation démocratique panhellénique de la jeunesse grecque), un groupe social-démocrate, et collabore à sa revue *Machitis* (Combattant).

SOULAS Christos, Dimitri, Tassos

Les frères Soulas sont nés à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles en Épire dans une famille de paysans pauvres. Les parents s'installent à Athènes, car le fils aîné a ouvert une boulangerie. Les autres frères deviennent ouvriers boulangers. Les archéomarxistes étaient très présents dans le syndicat des ouvriers boulangers. Dimitri entre au KOMLEA et devient un des dirigeants du syndicat des ouvriers boulangers. Il est exclu des archéomarxistes en 1930 et rejoint l'année suivante le KEO (Groupe communiste unifié), puis l'OKDE en 1934. Avec la dictature du général Métaxas en août 1936, il est rapidement arrêté et exilé dans l'île de Folégandros. Il abandonne le

militantisme en 1945.

Christos entre à l'EODKE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce) en 1936. En 1937, il est arrêté par la police du dictateur Métaxas et envoyé à la forteresse d'Akronauplie. Il est fusillé comme otage le 1^{er} mai 1944 à Kaissariani (banlieue d'Athènes) comme otage.

SPANÉAS Stratis

Trotskyste tué par le KKE.

SPÉRAS Konstantin

Ouvrier du tabac, il est membre de la Fédération socialiste ou « Federacion » à Salonique, dans les années 1910, sous occupation ottomane. Un des leaders de la grève insurrectionnelle de l'île de Sérifos en 1916. Il fait partie de la tendance anarcho-syndicaliste dans la GSEE en 1918 et adhère au PSOG la même année. Il est arrêté par la police du dictateur Métaxas en 1938 et emprisonné au Pirée. Il est assassiné par la police politique (OPLA) du KKE en 1944.

TAMTAKOS Giannis

Cadre des archéomarxistes-KOMLEA. En 1935, fondateur du groupe « Néos Dromos », et rejoint l'EOKDE en 1936. Arrêté durant la dictature du général Métaxas du 4 août 1936, exilé à Gavdos, il s'évade en 1942.

THEODORATOS Giannis-MASTROGIANNIS (1896-1983)

Né en 1896 dans le village de Monopolata, dans l'île de Céphalonie, dans une famille de paysans pauvres. Il devient charpentier jusqu'en septembre 1916, date à laquelle il s'engage dans l'armée, dans la marine de guerre.

En 1917, l'armée grecque est reprise en main par le républicain Elefthérios Vénizélos et son gouvernement provisoire de Salonique. Théodoratos est versé dans l'armée française d'Orient comme marin-charpentier. Il est alors envoyé dans les arsenaux français, puis à Smyrne-Izmir début 1919, et enfin à Malte de septembre à décembre 1919.

Démobilisé début 1920, il se rapproche du PSOG. Il est mobilisé dans l'armée grecque en février 1921 durant la guerre gréco-turque de 1919-1922. Il est envoyé en Asie Mineure à Nikomédie, Broussa,

Redestos, puis au Pirée. Soldat en Asie Mineure, il fait de la propagande antimilitariste. En mai 1924, il entre au syndicat des techniciens du bâtiment, dont il sera le président de 1929 à 1932. Il est arrêté pour ses activités syndicales le 1^{er} août 1929. Il est par ailleurs membre du KOMLEA. Il participe à la rencontre du KOMLEA en septembre-octobre 1930 avec le trotskyste français Raymond Molinier (voir biographie de Sakkos Al.).

Il entre au bureau politique des archéomarxistes en mars 1932. Il est le dirigeant des archéomarxistes de Salonique en 1932-1933. En avril 1934, il rejoint le groupe « Bolchevikos » et devient membre de son comité central en février 1935. En mai 1936, il rejoint le groupe « Néos Dromos ». Il est arrêté en août 1936 après le coup d'État du général Métaxas.

Il est exilé dans l'île de Folégandros jusqu'en avril 1941, puis dans l'île de Milos en mai 1941. Il s'évade fin mai 1941 et rejoint le Pirée, puis rentre à Céphalonie, où il est arrêté par les Italiens.

Il s'évade en mars 1942 et rejoint Athènes, où il vit clandestinement. Il rejoint alors l'EKDE en 1943. En juillet 1946, il rejoint le KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce), qui a réussi à fédérer quelque temps l'EKDE (Parti ouvrier internationaliste de Grèce), le groupe « de Salonique », le DEKE (Parti révolutionnaire internationaliste de Grèce) et l'EOKDE (Organisation communiste internationale unifiée de Grèce).

Arrêté en 1947, il est exilé à Moundros, puis envoyé dans la terrible île-bagne de Makronissos de 1949 à 1951. De 1963 à 1967, il est membre de l'EDE (Union ouvrière internationaliste) et proche du Comité international de la IV^e Internationale du Britannique Gerry Healy et du Français Lambert jusqu'en 1972. En 1974, il se rapproche de Kornélius Kastoriadis, fondateur de « Socialisme ou Barbarie ». Il est mort à Athènes le 31 août 1983.

TOURNOPOULOS

Trotskyste, membre de l'OKDE (Organisation communiste internationaliste de Grèce) de 1934 à 1936, puis de l'EOKDE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce). Devient membre de la direction de la GSEE en 1945 dans la ten-

dance sociale-démocrate dirigée par Dimitri Stratis.

TSAKALOGIANNIS Christos

Né en 1921 à Vourla, près de Smyrne-Izmir. Après l'échange des populations gréco-turques, sa famille rejoint la Grèce en 1922. En 1941, il est membre du KOMLEA. En décembre 1944-février 1945, il est membre des réserves de l'ELAS d'Athènes, les partisans qui se battent contre l'armée britannique dans la capitale, et qui seront battus. En 1945-1946, il rejoint le DEKE (Parti révolutionnaire internationaliste de Grèce), qui se transforme en 1946-1947 en KDKE (Parti communiste internationaliste de Grèce).

TSATSIS Dimitrios

Né dans le village de Skamnéli, en Épire, il commence des études à Salonique et devient membre d'un petit groupe d'étudiants trotskystes à Salonique. En 1932, il est membre du syndicat des métallos de Salonique. Avec la dictature du général Métaxas, il est arrêté, blessé et emprisonné. En 1944, il travaille comme métallo dans ville du Naoussa, dans le nord du pays.

Le 5 mai 1944, il est arrêté par les métallos membres du KKE (Parti communiste de Grèce) et empalé.

TSINGUÉLIS Panagiotis

Membre du KKE, cadre de la GSEE. Passe au trotskysme. Tué par le KKE en décembre 1944.

TYRIMOS Michalis

Né dans l'île de Mytilène, employé. Membre du KKE. Il est candidat aux élections législatives de 1932 dans la circonscription de Mytilène. Il entre au comité central du Parti en 1934, puis au bureau politique, et devient secrétaire du KOA (Organisation communiste d'Athènes), la section du KKE de la capitale en 1935.

Au printemps 1936, il est élu député aux élections législatives sur les listes du « Front populaire ». A la dictature du général Métaxas imposé le 4 août 1936, le KKE interdit est infiltré par la police. La direction explose, plus personne ne faisant confiance à personne.

La police manipule une partie de la direction du parti, la « Direction provisoire », complètement infiltrée. Tyrimos la rejoint.

Tous les membres de la « Direction provisoire » n'étaient pas des agents. Il est arrêté et envoyé à la prison d'Égine en 1937. Quand il apprend que son frère a été assassiné à Moscou comme trotskyste, il signe une déclaration de repentir, dénonçant le KKE. Il est exclu du KKE en décembre 1942. En 1943, il rejoint les « Bataillons de sécurité », milice collaborationniste particulièrement active dans sa lutte contre les partisans.

TZOULATI Frantz

Juif séfarade de Grèce, membre d'un groupe socialiste à Corfou. Membre fondateur du PSOG en tant que représentant du « Groupe de Corfou » en novembre 1918. Devient membre du groupe « Jeunesse socialiste d'Athènes ». Membre de l'aile gauche du PSOG sur la ligne du soutien à la révolution russe.

Responsable des Jeunesses du PSOG en 1918-1919. Rejoint le groupe « Union Communisme » en 1920-1921. Le groupe « Union Communisme » revient au PSOG en 1921. Membre du conseil national du PSOG en 1923.

Le quitte définitivement pour rejoindre le KOMLEA, où il publie sa revue *Archives du Marxisme*.

VÉROS Kostas

Cadre trotskyste à Salonique.

VÉROUCHIS Stavros

Soldat durant la Première Guerre mondiale dans l'armée grecque, il est gazé et devient aveugle. Il s'installe à Athènes en 1922 et appartient au « Foyer de la patrie », qui s'occupe des invalides de guerre. Comme à de nombreux anciens combattants blessés, le gouvernement lui donne une licence pour tenir un kiosque à journaux à Athènes.

En 1924, il entre au KKE et fonde l'Union générale des invalides d'Attique et la Confédération générale des invalides et victimes de guerre, dont il est le secrétaire. En 1927, il quitte le KKE et rejoint le KOMLEA. Il est arrêté par la police en 1929. En 1930, il rejoint le groupe « Spartakos », une scission du KKE de fin 1927. Il échappe à un attentat des royalistes en 1933.

En 1934, il rejoint le groupe « Bolchevi-

kos », dont il est membre du comité central. Il est arrêté par la police en 1935, puis de nouveau sous la dictature du général Métaxas en 1936 et 1940. En avril 1944, il est élu au conseil national du PEEA (Comité politique de libération nationale) pour la région de Platanisos, dans l'île d'Eubée. Le PEEA est le parlement de la résistance de gauche, de l'EAM (Front national de libération).

Le 6 juin 1944, il est arrêté par des partisans de l'ELAS, dirigé par les membres du KKE, car il préférerait distribuer de l'huile d'olive aux paysans de sa circonscription plutôt qu'aux cadres de l'ELAS. Il est assassiné le lendemain.

Son fils, ouvrier lithographe à Athènes, sera lui aussi trotskyste et militera contre la dictature des colonels (1967-1974).

VITSORIS Giorgos

(1889-1954) - GRÉGORIADIS

Né dans une famille d'artistes grecs de Constantinople-Istanbul, francophone. Son frère était artiste peintre, lui devient acteur. Il rejoint la Grèce après l'échange des populations gréco-turques de 1922-1923. Il devient cadre du KOMLEA. En 1928-1930, il est le numéro deux des archéomarxistes.

En 1929-1930, il est contact avec Trotsky à Prinkipo, dans les îles aux Princes, en Turquie. En 1934, il quitte les archéomarxistes et fonde le groupe « Bolchevikos ». Il est arrêté en août 1936 avec l'instauration de la dictature de Métaxas. Un mois plus tard, il est relâché grâce à l'intervention de la grande actrice de théâtre Marika Kotopouli, mais doit quitter la Grèce. Il s'installe à Paris, où il fréquente Barault, Prévert.

Il est le représentant de l'EODKE (Organisation communiste internationaliste unifiée de Grèce), qui a unifié l'OKDE (Organisation communiste de Grèce), le groupe « Néos Dromos » (Nouvelle Voie) et certains éléments du groupe « Bolchevikos » au congrès de la fondation de la IV^e Internationale en septembre 1938 à Paris.

Il fonde la section grecque de la IV^e Internationale avec Michalis Raptis-Pablo.

En 1940-1942, il est au sanatorium des Étudiants de France de Saint-Hilaire-du-Touvet avec Raptis. Il entre en rapport avec la résistance gaulliste.

A la Libération, il est toujours membre de la IV^e Internationale, mais s'éloigne du militantisme.

VLANTAS Dimitri (1908-1985)

Né dans le village de Marathos, en Crète, dans une famille paysanne. Il entre à l'OKNE (Jeunesses du KKE) dès 1924. En tant que communiste, il doit faire son service militaire dans le bataillon disciplinaire de Kalpaki, en Épire. En 1930, un tribunal militaire le condamne à la prison à vie, peine commuée à quatre ans. Il est finalement libéré en 1931.

L'un des dirigeants de l'OKNE de 1932 à octobre 1941. Avec l'instauration de la dictature de général Métaxas, il est clandestin à Xanthi d'août à décembre 1936, date où il est arrêté et enfermé dans la prison de Komotini. Ensuite, il est exilé dans l'île bagne d'Aï-Strati, puis à la forteresse d'Akronauplie, et finalement envoyé dans l'île bagne de Gavdos, au large de la Crète, le 17 octobre 1940.

Il s'en évade le 30 mai 1941 avec d'autres cadres du KKE et rejoint la Crète. Il est alors secrétaire de l'organisation du KKE pour la Crète de juin à octobre 1941. Il arrive à Athènes fin octobre 1941, où il est nommé secrétaire de l'OKNE d'octobre 1941 à février 1943.

Il entre au comité central du KKE en décembre 1942. Il est secrétaire du conseil central de l'EAPON (Organisation panhellénique unifiée des jeunes), les Jeunesses de l'EAM, l'organisation de masse de la résistance de gauche, de février 1943 à juillet 1944. Il est élu député d'Athènes du PEEA (Comité politique de libération nationale), le parlement de l'EAM, de mars à novembre 1944. Il est commandant de la 4^e division de Crète de l'ELAS.

Il est président du Comité gouvernemental de Crète d'octobre à décembre 1944, qui dirige l'île sans rendre compte au gouvernement officiel revenu d'exil. Il est le secrétaire de l'organisation du KKE de Crète de juillet 1944 à juillet 1946, puis secrétaire du KOP (Organisation communiste du Pirée), la section du KKE au Pirée (la deuxième après Athènes) de juillet 1946 à novembre 1947.

Il est membre suppléant du bureau politique du KKE de septembre 1947 à mars

1948. Quand le KKE est interdit en novembre 1947, il quitte Athènes pour rejoindre les maquis communistes de l'ADG (Armée démocratique de Grèce), qui a relancé la lutte armée dès mars 1946.

Il arrive au Quartier général de l'ADG à Prespa à la frontière gréco-yougoslave en février 1948. Il entre au GDP (Gouvernement démocratique provisoire) qui vient d'être formé. Il s'agit du gouvernement des maquis communistes, qui attend une reconnaissance officielle des démocraties populaires qui ne viendra jamais. Il est alors ministre de l'Agriculture de décembre 1947 à avril 1949.

Il est nommé major-général de l'ADG en février 1948, commandant du front de la Macédoine occidentale. En juillet 1948, il est le commandant du demi-front de Grammos. Blessé durant l'offensive de l'armée royaliste contre le massif du Grammos, il passe en Albanie se faire soigner, puis revient en Grèce via le mont Vitsi. En décembre 1948, il fait partie de la délégation grecque au congrès du Parti communiste bulgare, à Sofia. Il devient membre du bureau politique en mars 1948, jusqu'en mars 1956.

Il est nommé ministre de la Guerre du GDP et membre du Conseil suprême de la guerre d'avril à octobre 1949. Avec la défaite des derniers maquis communistes à Grammos et à Vitsi, il passe en Albanie en août 1949, puis rejoint Budapest. Il arrive à Bucarest en avril 1950, où s'est installée toute la direction du KKE. Ensuite, il est le représentant du comité central du KKE à Moscou, en 1950-1951. Il est étudiant à l'École centrale du Parti communiste d'Union soviétique de 1953 à septembre 1955.

Le 9 juillet 1955, il est envoyé à Tashkent, où ont été regroupés les anciens partisans communistes grecs et une partie de la direction, sur ordre de Zachariadis, pour mettre de l'ordre chez les exilés qui commencent à critiquer ouvertement le secrétaire général. Il y est donc présent lors des violents affrontements de septembre entre les partisans du secrétaire général Nikos Zachariadis, l'homme qui avait pris la tête du KKE en novembre 1931 sur ordre du Komintern pour le staliniser, et ses opposants.

C'est lui qui dirige l'attaque des pro-Zachariadis qui n'ont plus le soutien de

khrouchtchéviens. Il est alors éloigné et renvoyé en Roumanie en décembre 1955. Lors de la dé-zachariadisation du KKE sur ordre de Moscou, il est exclu du bureau politique en mars 1956, du comité central en février 1957 et du parti le 30 octobre 1957. Exclu comme « zachariadiste », il commence pourtant à critiquer son ancien mentor dès fin 1956-début 1957. Il est alors isolé dans un petit village des Carpates roumaines de 1956 à 1967.

En 1967, il obtient l'autorisation de quitter la Roumanie, mais la dictature des colonels s'étant installée en Grèce, il ne peut rejoindre Athènes. Il part donc s'installer en France, où il reçoit paradoxalement l'aide de Michalis Raptis-Pablo, l'ancien secrétaire général de la IV^e Internationale. Les déchirements de l'exil au sein du KKE, le contact avec le « socialisme réel » en URSS et en Roumanie, les événements de Tashkent et ses rencontres régulières avec Pablo vont le faire évoluer et rompre avec le stalinisme.

Après la chute de la dictature des colonels en 1974, il rentre à Athènes en 1975 et s'installe dans le quartier populaire de Pangrati. Il se rapproche alors du KKEes (Parti communiste de Grèce – de l'Intérieur) dirigé par ses anciens ennemis de Tashkent.

XPOLYTOS Giannis (1903-1943)

Ouvrier du bâtiment, il est cadre de l'OKNE (Jeunesses du KKE, Parti communiste de Grèce) en 1924. Il est secrétaire de la section du Pirée de l'OKNE en 1925, exclu du KKE en septembre

1927. Il rejoint alors le groupe « Spartakos », dont il est membre du comité central de fin 1927 à 1934. « Spartakos » se transforme en 1934 en OKDE (Organisation communiste internationale de Grèce).

Il est arrêté par la police du général Métaxas, envoyé à la prison d'Égine en 1937, puis transféré à la forteresse d'Akronauplie en 1939. C'est là que les occupants italiens vont le trouver, car nombre de prisonniers trotskystes n'ont pu s'évader, ne bénéficiant pas des réseaux du KKE.

En tant qu'otage, il est fusillé par les Italiens avec d'autres militants trotskystes à Nézero, le 6 juin 1943.

ZISI Andréas

Membre de la minorité grecque d'Albanie. Membre du KOMLEA. Dirigeant des archéomarxistes grecs d'Albanie. En 1936, il fonde à Athènes le groupe trotskyste d'Albanie « Zjarri » (Le Feu). Il rentre en Albanie en 1937 et prend contact avec le groupe de « Korçë » (nom de cette ville du sud du pays, majoritairement peuplée de Grecs).

En 1939, le groupe « Zjarri » fonde un comité central à Korçë et un comité régional à Tirana et à Vlora. Lors de la fondation du Parti communiste albanais en novembre 1941, Enver Hodja convoque tous les groupes communistes du pays pour s'unifier et fonder le PCA, aidé en cela par le Parti communiste yougoslave. Lors de la réunion, il fait exécuter les délégués des deux groupes trotskystes.

BIBLIOGRAPHIE

Alivizatos Nicos : *Les institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974.*
Paris, LGDJ, 1979.

Benassa Esther, Rodrigue Aron : *Juifs des Balkans, espaces judéo-ibériques XIV^e-XX^e siècles.* Paris, La Découverte, 1993.

Chiclet Christophe : *Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1940 à 1950.*
Paris, L'Harmattan, 1987.

Chiclet Christophe : *La République de Macédoine.*
Paris, L'Harmattan, 2^e ed. 1999.

Dalègre Joëlle : *La Grèce depuis 1940.*
Paris, L'Harmattan, 2006.

Dalègre Joëlle (dir.) : *La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir.*
Paris, L'Harmattan, 2011.

Dazy René : *Fusillez ces chiens enragés, le génocide des trotskystes.*
Paris, Olivier Orban, 1981.

Delorme Olivier : *La Grèce et les Balkans.*
Paris, Gallimard, 2013.

Eudes Dominique : *Les Kapétanios, la guerre civile grecque, 1943-1949.*
Paris, Fayard, 1970.

Fontaine Joëlle : *De la résistance à la guerre civile en Grèce, 1941-1946.*
Paris, La Fabrique, 2012.

Général Macriyannis : *Mémoires,*
Paris, Albin Michel, 1986.

Kédros André : *La résistance grecque,*
Paris, Robert Laffont, 1966.

Mazower Marc : *Dans la Grèce d'Hitler, 1941-1944.*
Paris, Les Belles Lettres, 2002.

Meynaud Jean : *Les forces politiques en Grèce.*
Lausanne, Etudes de sciences politiques, 1965.

Oikonomidis Phivos : *Le jeu mondial dans les Balkans.*
Paris, L'Harmattan, 2011.

Prévélakis Georges : *Géopolitique de la Grèce.*
Bruxelles, Complexe, 1997.

Sivignon Michel : *Les Balkans, une géopolitique de la violence.*
Paris, Belin, 2009.

Stinas Agi : *Mémoires, un révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle.*
Paris, La Brèche, 1990.

Svoronos Nicolas : *Histoire de la Grèce moderne.*
Paris, PUF, col. Que sais-je ?, 1980.

Veinstein Gilles (dir.) : *Salonique, 1850-1918. La ville des juifs et le réveil des Balkans.*
Paris, Autrement, 1992.

Nikos Papadatos

La scission des communistes grecs et l'URSS (1949-1968)

Résumé

Le Parti socialiste ouvrier grec fut créé en novembre 1918. En novembre 1924, il a pris le nom de KKE (Parti communiste de Grèce). La première scission a eu lieu en 1923 : le Parti archéomarxiste — archives du marxisme — ou KOMLEA, adhère à l'opposition de gauche soviétique. Jusqu'en 1931, l'année de désignation de Nikos Zachariadis à la tête du KKE par le Kremlin, les archéo-marxistes sont plus puissants que les communistes staliniens. De 1931 à 1956, le Parti communiste grec participa à des luttes cruciales : il est l'organisateur principal de la résistance grecque en fondant, en 1941, l'EAM (Front national de libération), organisation civile de masse et, en 1942, l'ELAS (Armée populaire de libération nationale). Après l'armistice de Varkiza (février 1945), les communistes grecs participent à la guerre civile (1946-1949). En 1949, le Parti et ses militants sont exilés en URSS et dans les démocraties populaires. De 1956 à 1968, à la suite des ingérences multiformes de l'URSS dans la vie intérieure du KKE, les communistes grecs font face à plusieurs crises internes. En 1968, le Parti communiste de Grèce s'est scindé en deux : à l'époque de mai 1968 et à celle du Printemps de Prague, la scission du KKE marquait, d'une manière latente mais réelle, la crise du « socialisme réellement existant ».

Le contexte

La nomination de Nikos Zachariadis à la tête du KKE en décembre 1931 fut le résultat des différends qui éclatèrent entre l'Internationale communiste et le BP du KKE. Un des objectifs était la formation bolchevique des cadres : après l'intervention du Komintern, en 1931, Zachariadis, Assimidis et Giannis Michaïlidis, qui avaient étudié en URSS dans les écoles des cadres communistes (KUTV), devinrent membres du secrétariat du parti grec. Le 28 octobre 1940, à trois heures du matin, le Duce dicta ses revendications à Métaxas, qui refusa l'ultimatum de l'invasion du nord de la Grèce depuis le sud de l'Albanie. Les forces italiennes attaquent avant même l'expiration du délai. Même si le régime métaxiste avait neutralisé l'appareil du KKE, le parti continuait à exercer idéologiquement une influence de poids, et c'est dans cette période de crise sociale, politique et nationale que Zachariadis procéda à une action intrépide : par une lettre ouverte, il s'adressa au peuple grec afin de l'inciter à la résistance nationale. Malgré sa captivité depuis septembre 1936, il invita le peuple à se lancer dans « une lutte nationale de libération », malgré le pacte germano-soviétique.

Plus tard, durant la résistance, les péripéties historiques du KKE étaient d'abord dues aux défaites politico-militaires du passé : les accords de Plaka, du Liban, de Caserte, de Varkiza (1944-1945), et enfin la défaite définitive de l'Armée démocra-

tique en août 1949. Zachariadis, livré aux nazis, avait été déporté à Dachau, d'où il a été libéré par l'armée américaine en avril 1945. Parlant cinq ou six langues, il était un des traducteurs du camp. Fin 1943, Staline a informé Hitler que si Zachariadis était tué, le maréchal Paulus et tous ses généraux prisonniers seraient fusillés. Zachariadis a survécu. Son retour en Grèce, via l'aide de l'armée américaine, ironie de l'histoire, ne changea pas l'état de forces. Sa politique ambivalente, en apparence même contradictoire, était basée sur deux axes : l'axe soviétique qu'il privilégiait et les intérêts du mouvement communiste grec. Sa politique visait à se rapprocher du côté soviétique pour défendre les intérêts du KKE, mais elle se solda par un échec. Sa volonté d'esquisser une politique équilibrée entre Londres et Moscou mit en évidence son désir d'établir une politique relativement autonome par rapport à la volonté de Moscou. Ainsi, le KKE prit-il la décision de se lancer (au début graduellement afin d'éviter une riposte immédiate des Anglais) dans la guerre civile en mars 1946, après avoir été obtenu le feu vert du Kremlin.

Zachariadis échoua dans sa lutte entre l'interne et l'externe, c'est-à-dire dans son effort d'associer les intérêts de l'URSS à ceux de la Grèce, pris qu'il était par les priorités de la politique soviétique et aussi par sa certitude d'un progrès inéluctable. Cette politique se solda par la défaite de 1949. Mais celle-ci fut aussi conditionnée par des réalités qui ne relevaient pas de l'idéologie : l'attitude de l'URSS vis-à-vis du KKE, la détermination des États-Unis derrière les forces conservatrices d'Athènes, les « titismes » de 1948 et la fermeture des frontières n'étaient qu'une partie des problèmes affrontés par le KKE. C'est au cours de cette période que le Parti communiste grec se dota d'un outil idéologique radical, mélange de marxisme-léninisme et de nationalisme, et auquel il adapta le slogan de la démocratie populaire. Cette idéologie et la défaite communiste en 1949 formèrent le premier couple de raisons qui amorça la scission postérieure de 1968. La dézachariadisation de 1956 aboutit à la dépendance absolue du KKE à l'égard des Soviétiques : ces faits sont le deuxième couplet de rai-

sons qui marquèrent un fossé croissant entre la nouvelle direction et la base du parti. La direction du KKE, imposée par les Soviétiques et séparée d'une masse non négligeable du parti, fut désormais entièrement dépendante de Moscou.

Ces deux couples de causes historiques furent les formes que prit, en Grèce, un phénomène bien plus large, à savoir la crise générale du mouvement communiste mondial, marquée par les turbulences de la politique extérieure de l'URSS. Celles-ci influencèrent en partie le sort politique de la Grèce, ainsi que la survie politique des cadres supérieurs du secrétariat du CC du KKE. Les troubles du PCUS eurent une résonance directe dans le bureau politique du KKE. Citons un exemple : en juin 1957, le présidium du Soviet suprême, à l'initiative de Malenkov, Molotov, Pervoukhine, Sabourov, Kaganovitch, Vorochilov et Boulganine, réclama la démission de Khrouchtchev. Mais le comité central, réuni grâce au soutien inconditionnel du maréchal Joukov, se transforma en arbitre du conflit qui divisait le BP. Ainsi, le CC remporta-t-il une victoire significative sur l'ancienne garde stalinienne en ratifiant en même temps les acquis du XX^e Congrès (1). Le BP du KKE, immédiatement, copia mot à mot la décision du CC du PCUS, qui, après avoir renversé le vote du présidium, dénonça et condamna « *les activités fractionnelles du groupe anti-parti* » (2).

Cette façon de réagir devint progressivement la norme de conduite principale du BP. Les cadres supérieurs du KKE, dont l'autorité s'étendait théoriquement à tous les domaines relatifs à la Grèce, virent leur fonction découpée en plusieurs parties et leur influence réduite par les décisions de Moscou. Leur rôle principal consistait plutôt en une fonction administrative qu'à un travail politique réel. Ceux qui n'obéissaient pas à cette règle étaient exclus du parti, comme le furent Zachariadis et Vafiadis, l'ancien chef de l'Armée démocratique de 1946 à 1948. Les cadres qui se disputaient le pouvoir au sein de la direction du KKE (par exemple, les « zachariadiens » contre les « anti-zachariadiens ») y étaient perpétuellement encouragés par les divers groupes antagonistes du PCUS. C'est ici que nous pouvons détecter le fond du problème : le KKE était divisé en plusieurs

factions, qui se référaient sans cesse à la suprématie « naturelle » de l'URSS. Quel groupe pouvait représenter plus docilement les intérêts du Kremlin ? Enfin, la soviétisation « khrouchtchévienne » de la politique du KKE finit par bureaucratiser à outrance les instances « codécisionnaires » (puisqu'elles ne pouvaient prendre de décisions sans l'aval de Moscou) du KKE. Dans ces conditions, le cauchemar des scissions était permanent.

La soviétisation du KKE

Dès l'arrivée de Zachariadis au poste de secrétaire général du KKE en 1931, les efforts pour inculquer des règles soviétiques dans la politique du parti commencent et se poursuivent jusqu'aux années 1950. La tendance à l'universalisation de ces principes relevait d'un engagement idéologique.

Dans les années 1950, la « bolchevisation » du KKE n'était pas simplement l'approbation de la suprématie du PCUS. Ce n'était pas seulement le léninisme ou les principes bolcheviques qui devaient mobiliser la conscience des communistes grecs. L'universalisme bolchevique prôné par le KKE exaltait « *les liens indissolubles entre le peuple de la Grèce et le grand peuple russe* » et encore « *la profonde gratitude exprimée par le peuple grec envers le grand peuple russe* ». La lutte pour la libération de la Grèce reconnaissait l'URSS comme « le phare » qui amènerait, plus ou moins vite, l'humanité au socialisme, puis au communisme. Ainsi n'est-il point surprenant que le communisme national des communistes grecs s'inscrive dorénavant dans le contexte de l'universalisme patriotique d'une URSS russifiée. De ce qui précède, nous soutenons légitimement que le KKE devait impérativement mettre en évidence la continuité entre l'empire tsariste et l'URSS, ainsi le programme du KKE affirme :

« *Rigas Vélestinlis aspira à une révolution commune des pays balkaniques contre le tortionnaire et l'étrangleur ottoman (...). C'est seulement ainsi que les peuples balkaniques (...), avec le soutien de la Russie, (...) pouvaient gagner contre leur ennemi commun — à l'époque encore puissant — et ses défenseurs étrangers (...)* » (3).

L'enfermement dont souffrait la pensée des communistes grecs fut transposé de manière perplexe et mécanique dans la vie quotidienne et dans les pratiques idéologiques des mêmes communistes grecs. Ce dernier fut en effet nourri d'une idée localisée, d'un « provincialisme » soviétisé revêtant la forme d'universel. Le garant de cet « universalisme » fut « *le plus grand humaniste, le camarade Staline* ». L'universalisme patriotique bolchevique fut intégré dans les appareils de formation du KKE par le biais d'un archétype : celui du « Maître ». A partir de 1953, un changement politique semblait possible et réalisable : la mort de Staline commença à changer les équilibres en URSS.

Le projet de programme qui fut discuté par le 4^e plénum en décembre 1953 ouvrit la perspective d'une nouvelle analyse du rapport des forces de la formation sociale hellénique par le KKE. Le 4^e plénum, réuni du 12 au 14 décembre 1953 en Roumanie, tenta d'esquisser de nouvelles orientations. En 1953, le CC du PCUS présenta sa critique du projet de programme du KKE. Il soulignait que le projet de programme du KKE « *ne répondait pas à la situation* ». Selon ce texte, les communistes grecs devaient « *rallier toutes les forces progressistes dans le pays pour lutter contre la réaction locale et les impérialistes étrangers* ». « La révolution socialiste » était donc renvoyée aux calendes grecques parce que le KKE ne devait pas, d'après le PCUS, « *effrayer les alliés et les compagnons temporaires* ». Voyons-en les points essentiels :

« *Remarques et conseils du présidium du CC du PCUS sur le projet de programme du K.K.E. (Sur la base des notes prises par les membres du Bureau politique du CC du KKE).*

L'avis du présidium du CC du PCUS, c'est que le projet de programme du KKE ne répond pas à la situation et nécessite une modification radicale. Le projet de plan ne donne pas une bonne évaluation de la situation actuelle et ne détermine pas correctement le caractère de la révolution en Grèce (...).

Le terme "dictature socialiste du prolétariat" n'est pas correct. Le projet de programme ne tient pas compte de l'expérience des pays de la démocratie populai-

re qui, comme on le sait, n'ont pas adopté, au cours de la première étape, le slogan de la dictature du prolétariat. Le système de la démocratie populaire a résolu des problèmes démocratiques et non des problèmes socialistes. Le projet de programme est en avance : il adopte le slogan de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat au lieu de rallier toutes les forces progressistes dans le pays pour lutter contre la réaction locale et les impérialistes étrangers, pour une Grèce démocratique (...).

Dans la dernière partie du projet de programme où sont mentionnées les mesures que seront mises en œuvre par la démocratie populaire en Grèce, nous trouvons un passage qui parle à nouveau de la révolution socialiste. Cela est prématuré. Dans les conditions de la Grèce, cela n'est pas réalisable. La partie du programme concernant la démocratie populaire est complètement erronée. Selon l'avis du CC du PCUS, un tel programme éloigne le parti des plus larges couches de la population et peut être utilisé par la réaction contre notre mouvement (...).

Pour le KKE, le traitement d'un programme des revendications actuelles immédiates avec un énoncé concis lié à la révolution socialiste sera bénéfique. Pour les communistes, cela serait un programme minimum sans imposer les transformations socialistes comme des tâches d'un futur proche. Pour ne pas effrayer nos alliés et les compagnons temporaires (du point de vue tactique et stratégique) (...). »

4 septembre 1953

Le comité central du PCUS (4)

Face à ces critiques, le KKE devait, au moins, modifier la forme de son programme s'il voulait, dans les termes de son CC, rester « fidèle à sa mère protectrice la Grande Union soviétique ». Toutefois, le langage adopté par le CC du PCUS désapprouvait complètement « l'initiative » des cadres du parti. C'est le moment où les difficultés au sein du parti, les équilibres entre les diverses personnes des appareils du pouvoir de la direction du KKE commencèrent à être visibles. En réalité,

engagé dès la disparition de Staline, ce processus suivit un cours sécessionniste complexe, qui s'inscrivait dans la dynamique politique particulière des luttes de succession au sein de l'URSS. Cela révélait également toutes les contradictions de cette phase de sortie de l'ère stalinienne. Dans ce contexte, le CC du KKE prit la décision suivante :

« *Décision du CC du KKE.*

(...) Après avoir tiré les conclusions ci-dessus et en retirant le projet (...), le KKE ne cache pas que l'objectif final ultime de son action et de la lutte de libération de notre peuple est de créer en Grèce une démocratie populaire socialiste (...). »

13 octobre 1954 (5).

La scission de Tachkent

Après la défaite de l'Armée démocratique au cours de la guerre civile grecque, les communistes furent divisés en deux groupes principaux : les civils s'installèrent dans les démocraties populaires, les brigades combattantes de l'AD furent transférées en URSS, à Tachkent. Les démocraties populaires, en Albanie (temporairement), Hongrie, Pologne, Bulgarie, Allemagne de l'Est et Roumanie, ont accueilli ces communistes, y compris ceux qui étaient gravement blessés et malades. Bucarest devint le siège officiel du BP et du CC du KKE en exil.

Les événements sanglants qui eurent lieu dans la nuit du 10 au 11 septembre 1955 dans la capitale de l'Ouzbékistan entre les ex-combattants de l'Armée démocratique ne tombèrent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le rejet du projet de programme du KKE par les Soviétiques en 1954 marquait le commencement d'un long processus qui se termina par l'éviction de Nikos Zachariadis en février 1956.

Le pouvoir soviétique n'avait plus, dans cette période transitoire, la cohésion coercitive qu'il avait acquise sous le règne de Staline. L'arrestation de Beria, ancien chef du NKVD et du MGB (nommé ensuite KGB), rendue publique en juillet 1953, annonça une lutte liée à la consolidation du pouvoir politique au sein du PCUS et ensuite au sein des structures étatiques de l'URSS.

Les changements, encore subtils mais significatifs, commencèrent à apparaître officiellement quand éclata l'affaire Rioumine et Abakoumov. Cette lutte se répercuta chez les Grecs en formant deux camps opposés : les disciples de Zachariadis, les « zachariadiens », et leurs rivaux, les « anti-zachariadiens ».

La situation des 17 500 réfugiés politiques grecs de Tachkent, divisés en quatorze « cités », n'était pas enviable. L'organisation administrative suivait l'exemple de la guerre civile, c'est-à-dire une administration militaire où « les bataillons se transformaient en organisations de base et les comités de brigade en comités du parti de chaque cité » (6). Vers la fin de 1954, les Soviétiques ont eu tendance à s'opposer aux compétences des organes de Tachkent attachés au CC du KKE. Les institutions des réfugiés grecs — le secrétariat et le bureau du comité de l'organisation de Tachkent — devinrent le théâtre principal de la politique : il s'agissait de limiter la responsabilité du secrétaire général du KKE en situation de crise. En 1954, le BP du KKE reçut des informations à propos d'une campagne diffamatoire menée par certains militaires qui bouleversaient la vie des communistes. Ces calomnies visaient à mettre à bas le prestige et les principes éthiques de certains cadres militaires et politiques dévoués au CC du KKE. Nikos Zachariadis était le responsable, à la fois politique et administratif, de l'organisation politique du KKE à Tachkent. Les informations fournies par ses disciples qui lui restaient fidèles en le reconnaissant comme le leader incontestable du parti furent donc le fondement de son action ultérieure.

Ainsi, l'une des raisons les plus importantes des dissonances apparues dès lors entre le CC du KKE et certains membres de l'Organisation de Tachkent résidait donc dans les changements de la politique du PCUS. Zachariadis, comme d'ailleurs tout dirigeant appartenant « à la classe des privilégiés de l'URSS », ne bénéficiait d'aucune immunité immuable, l'obéissance absolue aux décisions du Kremlin n'était qu'une des conditions permettant le maintien des prérogatives sociales et politiques. Le clivage politique et les étapes de la transition entre l'ancienne

forme du communisme et son avatar réformiste a marqué l'histoire du PCUS, puis, après les émeutes des communistes grecs à Tachkent, celle du KKE. Cette politique soviétique se refléta dans la politique du KKE et déstabilisa ses appareils organisationnels à Tachkent. Panos Dimitriou, un des protagonistes principaux de ces événements, parle ouvertement de l'ingérence du PCUS à Tachkent :

« Les disciples antistaliniens de l'équipe de Khrouchtchev voyaient d'un bon œil ces points de vue (la lutte contre Zachariadis et son passé) et favorisaient notre lutte. C'est-à-dire : nous étions dans le même camp et ils nous ont entourés de leur bienveillance (...) » (7).

En 1955, ce heurt politique sécessionniste fut développé avec plus de vigueur à travers le regroupement des cadres qui créèrent le camp de l'opposition contre le CC du KKE. Désormais, la politique soviétique fut directement associée à l'arrivée de Nikita Khrouchtchev au pouvoir. Les formes que prit la « dézachariadisation » ouvrirent la voie à une bataille fratricide dans les rangs des communistes grecs, dans la mesure où elles visaient à annihiler tant la combativité que l'intégrité morale et politique du « Secrétaire général de fer » (Zachariadis). Cette politique toucha au symbolique, à ce qui constituait, et constitue encore, les tréfonds de la résistance psychique et, *en dernier ressort*, politique. Et cela parce que *la fin ignominieuse d'un symbole signifie bien plus qu'une défaite* : la décapitation de « l'icône » de Zachariadis fut perçue par lui et, bien évidemment, par ses disciples, comme l'amorce d'un long processus d'asservissement, d'assujettissement et de soumission de soi, comme une excommunication totale tissée par « l'ordre soviétique » et destinée à effacer non seulement leurs luttes, mais surtout leur dignité « communiste », leur code axiologique et moral. C'était le début d'une lutte acharnée entre le PCUS et la « vieille garde » du KKE.

Les événements de Tachkent survinrent dans un moment de grandes difficultés politiques et de tensions sociales en Grèce, en raison du système politico-juridique de coercition mis en place juste après la défaite des communistes. Les principaux

acteurs politiques de l'époque, à la tête desquels se trouvaient Konstantinos Karamanlis et son parti, l'Union nationale radicale (ERE), étaient farouchement hostiles à toute perspective de réintégration du KKE dans la sphère politique grecque. Parallèlement à la lutte contre les conservateurs du « stalinisme », les Soviétiques entreprirent la création d'un comité international, composé des représentants de six « partis frères », à la suite des appels des communistes hellènes ouvertement hostiles au « régime anormal de Zachariadis ». Otto Kuusinen, le délégué soviétique, Anton Tanev (Dontcho) Yougov, Premier ministre de Bulgarie, Béla Kovács, membre du Parti des travailleurs hongrois, Gheorghe Gheorghiu-Dej, premier secrétaire du Parti ouvrier roumain, Franciszek Mazur, représentant du Parti ouvrier unifié polonais, et Rudolf Barák, du Parti communiste tchécoslovaque, furent les membres fondateurs de ce comité spécial, qui commença officiellement ses enquêtes le 21 février 1956. Gheorghe Gheorghiu-Dej fut désigné comme le président de ce comité.

Le comité légittima les formes de lutte des « anti-zachariadiens » de Tachkent. Zachariadis et ses disciples devaient respecter la nouvelle norme de conduite entérinée par le Kremlin : en d'autres termes, cette initiative soviétique ébranla la cohésion interne de la masse des militants et entraîna les plus vives tensions entre la nouvelle direction et la masse « zachariadienne » du KKE, qui refusait obstinément de se soumettre aux règles politiques novatrices. Le « culte de la personnalité » n'offrait qu'un prétexte de subordination absolue du KKE à la stratégie globale du Kremlin.

Dans ce contexte, pour pouvoir comprendre « le complot » du comité international visant à légitimer l'éviction de Zachariadis d'une manière « institutionnelle » entérinée par le KKE, il faut voir de près les vicissitudes de la pensée de Partsalidis, un des cadres supérieurs du KKE, dont le changement politique radical fut exploité par les Soviétiques. Dans son discours, nous trouvons toutes sortes d'informations qui se retrouvent dans le langage officiel des « anti-zachariadiens ». Les « acrobaties » de son argumentation peu-

vent être montrées à la lumière des sources. Ainsi, le 31 janvier 1946, à l'occasion d'un rapport envoyé au CC du Parti bolchevique, intitulé « *Courte note sur certaines questions du KKE* », Partsalidis s'était exprimé ainsi :

« *La direction du parti est fermement attachée au camarade Zachariadis, qui a été élu secrétaire général du parti lors de notre dernier congrès. À partir de la période où l'IC envoya au KKE son rapport historique, en novembre 1931, le rôle du camarade Zachariadis a été excellent dans le parti. Sous sa direction, le parti a connu une croissance organique et théorico-politique. Il est devenu le premier parti en Grèce, le parti qui non seulement a gagné la majorité de la classe ouvrière, mais, en même temps, a gagné l'hégémonie prolétarienne dans les plus larges couches de la population* » (8).

Quelques années plus tard, en février 1950, la défaite de l'Armée démocratique en Grèce avait modifié sa pensée :

« *Lors du Sixième Congrès du KKE (décembre 1935), Zachariadis souleva soudain la question de la création d'un seul parti paysan en unissant les partis ruraux et les organisations du parti dans le village (...). Or pourquoi fallait-il proposer, dès le début, la dissolution de nos organisations dans les villages ? (...)* » (9).

Le « rôle excellent » de Zachariadis, dont l'action contribua à « la croissance organique et théorico-politique » du KKE, fut éclipsé par la question rhétorique posée ci-dessus. Mais ce n'est pas tout : la lettre de Zachariadis écrite le 31 octobre 1940 à la veille de l'entrée massive des troupes italiennes en Grèce fut l'objet d'un examen plus approfondi dès janvier 1946 : « (Certains) *nourrissaient de sérieux doutes sur la position du parti à l'égard de l'invasion italienne. Grâce à la lettre ouverte de son secrétaire prisonnier, le parti obtint une position généralement correcte pendant la guerre gréco-italienne en 1940-1941. Cette politique audacieuse du camarade Zachariadis ouvre essentiellement une nouvelle période pour notre parti. Tous les succès ultérieurs du parti ont intégré cette ligne politique correcte, (à savoir) la ligne de front qui est devenu l'axe de l'action du parti de 1940 à 1945 (...)* » (10).

Le 2 février 1950, « la politique audacieuse du camarade Zachariadis » marquant « tous les succès ultérieurs du parti » fut réinterprétée par Partsalidis :

« Dans la lettre du camarade Zachariadis, il faut distinguer deux choses : d'abord, la question de la déclaration disant que le parti était en faveur de la défense contre l'agression fasciste. Deuxièmement, la question de la phrase suivante : "On soutient sans réserve la guerre menée par le gouvernement de Métaxas." (...) Si le camarade Manouilisky critique sévèrement la lettre du camarade Zachariadis, cette condamnation concerne bien entendu cette formule parlant d'un "(soutien) sans réserve" (...) » (11).

En réalité, le rapport du 2 février 1950 était complètement opposé à celui du 31 janvier 1946, en raison du rôle des agents soviétiques qui ont commencé, dès cette époque, à changer d'attitude à l'égard du KKE en suivant le changement progressif de la politique extérieure de l'Union soviétique.

La scission en Grèce

Au lendemain du 6^e et du 7^e Plénums, l'« union » formelle scellée au début de 1956 entre les membres de la base du KKE, dans le seul but de sauvegarder la cohérence d'un parti en pleine crise, commença à se fissurer. Les membres du CC, travaillant sous le regard vigilant des instances de Moscou, étaient hésitants, voire divisés, quant aux méthodes d'action qui pourraient permettre la mise en œuvre des décisions votées au cours de deux derniers plénums. Le rapport suivant de Takis Bénas, devenu membre du CC du KKE en 1961, relatif à l'état politico-psychologique des communistes grecs se trouvant dans les prisons en Grèce (12), rédigé en 1964, dressait le bilan suivant de la période 1956-1964.

« C'est en raison de la grande erreur des camarades compétents, écrivit-il, due à leurs réticences et à leurs oscillations, qu'on a perdu, dans les prisons, la grande opportunité de gagner et de rassembler tout le monde autour du parti et ses décisions. Ce que voulait et attendait tout le monde, c'était une politique audacieuse d'éclaircissement du passé (...). Une étu-

de authentique, profondément autocritique, sur les conditions de vie dans les prisons bien avant la période du 6^e Plénum, ainsi qu'une explication convaincante et juste de ses causes à la lumière du 6^e Plénum (et du XX^e Congrès du PCUS) (...). Ce que la direction n'a pas osé faire fut transmis aux personnes les plus irresponsables. Cela amena à plusieurs formes d'opposition (au sein du parti) (...) » (13).

Et il conclut que cette erreur entraîna chez les communistes emprisonnés une aggravation des conflits ou des scissions. Cette mise au point faisait le moins de concessions possible aux opposants et visait à obtenir la « capitulation » des « dissidents ». Il n'en fut rien. La nouvelle direction du KKE dut faire face aux réalités. Cette crise de direction affecta de plein fouet les communistes qui se trouvaient dans les prisons de Grèce. Comme nous l'avons vu, le CC du PCUS exerça une influence politique radicale sur la direction du KKE. Certes, dès la fin de l'époque de Zachariadis, l'importance du CC du KKE comme pôle de décision tendit à diminuer au profit des structures bureaucratiques du PCUS, le BP, à la veille d'un plénum, invitait solennellement les Soviétiques et chaque plénum fut surveillé par les Soviétiques dans les années 1950. Mais cela n'était pas suffisant : la dézachariadisation imposait la rééducation des communistes grecs.

Dans ce cadre, la formation idéologique était une priorité de haute importance : les projets d'éducation des cadres insistaient, aussi nettement que les projets « formatifs » « staliniens », sur le rôle dirigeant du PCUS. À partir d'ici nous discernons un glissement encore plus net vers les positions officielles de l'URSS. La soviétisation « khrouchtchévienne » de l'idéologie du KKE ne concernait pas uniquement les réfugiés politiques, mais aussi les communistes en Grèce. Les normes de la politique extérieure de l'Union soviétique devaient désormais être respectées par tous les communistes grecs. L'organe idéologique du parti, la revue *Néos Kosmos* l'a écrit sans ambages :

« Le principe léniniste de la coexistence pacifique des Etats dans un système social différent, qui constitue la ligne géné-

rale de la politique extérieure de l'Union soviétique, répond aux intérêts des plus larges couches de la population du globe terrestre (...). Pour le KKE (...), les idées de la paix, de la démocratie et du socialisme, (...) dont la clarté cristalline ressort bien grâce aux décisions du XX^e Congrès, mobilisent et inspirent les forces progressistes de tous les peuples, y compris notre peuple, à lutter pour un avenir radieux, pour le bonheur de l'humanité (...) » (14).

Dans la collectivité de Tachkent, des groupes s'opposaient presque ouvertement à la direction. Les « zachariadiens » n'étaient que les plus connus et certainement les plus agressifs. Les « révisionnistes », dont la tactique suivit d'emblée une voie ultra-sécessionniste, furent composés de deux équipes dirigeantes, indépendantes l'une de l'autre : le groupe de Thanasis Chatzis et celui de Stéfanos Oikonomou.

La Lutte entre « zachariadiens et anti-zachariadiens » fut le début d'un procès de désintégration amenant à une « nouvelle scission au sein des forces qui luttèrent pour le changement ». Mais ce n'est pas tout : une partie d'entre elles se fixa la tâche de « mettre l'accent sur la nécessité de la création d'un parti marxiste-léniniste ».

Autrement dit, revenir au *statu quo ante* de la « création et du renforcement des organisations illégales du KKE ». Selon Chatzis, une conclusion s'imposait : pour sortir de la crise, due, en premier lieu, à l'échec de la politique mise en place dans les années 1944-1958 et jamais réellement réformée, il fallait autoriser le déploiement des forces communistes en Grèce, en définissant un champ d'activités susceptibles de mobiliser la population.

Cette stratégie, mettant manifestement en cause toutes les décisions du parti prises entre 1956 et 1958, mettait en avant l'idée du retour immédiat de l'appareil illégal du parti en Grèce dans le plus bref délai. En d'autres termes, la direction expatriée du KKE devait désormais se subordonner au pouvoir exclusif des organes illégaux siégeant en Grèce. Ces thèses repoussaient tant la bolchevisation antérieure du parti que la soviétisation « anti-zachariadienne » en pleine gesta-

tion. La volonté commune du KKE et du PCUS de prévenir les risques d'internationalisation du conflit fratricide se traduit par la mise en place d'une série de mesures disciplinaires qui découragèrent la majorité écrasante des réfugiés.

Ces disputes eurent lieu dans le contexte suivant : comme nous l'avons vu, Zachariadis n'acceptait pas les nouveaux principes de Moscou, tandis que Partsalidis était prêt à accepter les virages du Kremlin. Ainsi devint-il l'interlocuteur privilégié de Moscou.

En décembre 1957, le CC du PCUS estima que toute idée de création d'un parti qui aurait comme objectif le socialisme n'était plus tolérable parce que « *le nouveau parti des travailleurs ne sera pas en mesure d'adopter un programme plus à gauche visant à atteindre des objectifs plus lointains* ». Cela signifiait que les communistes grecs devaient vulgariser les thèses « *en faveur de la paix, l'indépendance et la démocratie de Grèce* », c'est-à-dire des principes vagues et abstraits qui n'empêchaient pas la possibilité d'une pénétration soviétique dans les affaires économiques helléniques, à une époque où les produits agricoles grecs ne trouvaient pas de débouchés profitables dans les marchés mondiaux, et dans une conjoncture où la coexistence pacifique cherchait à trouver des « *alliés et des compagnons temporaires* » (15).

Dans ce contexte précis, la dézachariadisation fut liée à la déstalinisation. Le premier résultat en fut l'unité organisationnelle de l'EDA (Gauche démocratique unifiée) au détriment du KKE. Le parti de l'EDA fut, jusqu'à 1964, le meilleur vulgarisateur de la politique soviétique en Grèce.

Chypre, le KKE et les Soviétiques

Pour les Soviétiques, Chypre était un pilier de leur stratégie globale. En revanche, pour les dirigeants du KKE, la question de Chypre n'était que le point névralgique de leur stratégie liée à la démocratisation de la Grèce, par le biais des revendications nationales encouragées par la tactique du « *changement national démocratique* » prôné par l'EDA. C'est

pourquoi, ses représentants mirent l'accent sur l'autodétermination de l'île. Pour les Soviétiques la politique défendue par l'EDA signifiait la mise en cause de leur stratégie méditerranéenne, dans le cadre d'une politique extérieure complexe, où interférait stratégie militaire et nucléaire, problèmes intérieurs et relations internationales, et par conséquent ils voulaient freiner des revendications nationales qui pouvaient amener à l'« OTANisation » d'un territoire dont la signification revêtait un caractère militaro-stratégique pour le Kremlin. Mais pourquoi la question de Chypre a-t-elle été un facteur important dans la scission du KKE en 1968 ? La détérioration des relations entre le CC du PCUS et le CC du KKE commença par l'envoi d'une lettre du CC du KKE au CC du PCUS. La direction du KKE accepta avec des réserves, pour la première fois depuis 1956, le virage de la politique extérieure du PCUS. En voici la preuve :

« *Projet final de la lettre :*

KKE
Comité central
19 janvier 1965

*Au comité central du Parti communiste
de l'Union soviétique,*

Chers camarades,

D'abord, nous voulons exprimer notre inquiétude : elle est due au fait que le gouvernement soviétique a l'intention de publier les prochains jours, sous une forme ou une autre, son point de vue sur la possibilité de la création d'un système fédéral à Chypre comme une solution face à la crise chypriote (...).

En principe, nous pensons qu'il n'est pas juste que l'Union soviétique exprime, par l'intermédiaire d'une déclaration, son point de vue sur la forme d'un système politique et étatique d'un autre peuple luttant encore pour pouvoir garantir son indépendance face aux interventions impérialistes.

Cela fournirait encore un prétexte aux impérialistes pour imposer au peuple chypriote leurs propres solutions, au moment exact où ils intensifient leur pression sur le gouvernement chypriote afin de le contraindre de retirer son appel à l'ONU et

de le pousser à un compromis dans le contexte de l'OTAN. En dehors de ce qui précède, nous voudrions vous rappeler que le projet de la "fédéralisation" qui avait été proposé par les colonialistes anglais fut d'emblée rejeté par le peuple chypriote. Or les conditions particulières qui existent à Chypre (une minorité turque dispersée dans toute la région de l'île) rendent cette solution inapplicable et sa mise en pratique éventuelle serait utilisée par les impérialistes étrangers et les cercles réactionnaires locaux en vue de stimuler des conflits et des querelles incessants entre les deux groupes ethniques.

Ainsi, une telle action de la part de l'Union soviétique non seulement ne servirait pas à satisfaire les objectifs poursuivis par elle, à savoir la dissuasion des projets impérialistes et la création d'une Chypre indépendante et souveraine sans bases impérialistes (...), mais elle aurait aussi pour effet d'amener le KKE et l'AKEL, ainsi que les autres forces conséquentes, les forces démocratiques et anti-impérialistes de la Grèce et de Chypre, à s'opposer aux grandes masses populaires. Cela conduirait à une scission des forces patriotiques en éliminant le mouvement anti-impérialiste et démocratique en Grèce, et équivaldrait même à un coup porté au prestige de l'Union soviétique en renforçant par conséquent les positions des impérialistes à Chypre et en Grèce.

Dans sa politique, notre parti était guidé par le principe consistant à subordonner les plus petits intérêts du mouvement de Grèce aux intérêts plus généraux du mouvement révolutionnaire. Maintenant, nous sommes prêts à faire la même chose, même si cela aboutirait à créer de graves difficultés dans notre lutte.

Cependant, suivant les informations que vous nous avez données, nous ne pouvons pas dire que votre décision, liée à une telle action par rapport à la question de Chypre, servirait les intérêts du mouvement révolutionnaire mondial. Au contraire, nous croyons que cela porterait une grave atteinte à ceux-ci.

Pour ces raisons, nous vous prions vivement de ne pas procéder à la publication de votre déclaration susmentionnée.

Salutations fraternelles,

Le comité central du KKE » (16).

Compte tenu des mœurs politiques soviétiques à l'époque de Brejnev, nous pouvons dire que ces réticences pouvaient être considérées comme une « manifestation dissidente » qui nécessitait, de toute évidence, un changement de la direction du KKE.

La scission du KKE à la lumière des documents secrets

Les décisions adoptées par les 8^e, 10^e, et 11^e Plénums reconnaissaient au KKE le droit de renforcer ses forces aux dépens de l'EDA pour mieux garantir la lutte populaire contre la junte militaire. Les problèmes historiques entre le KKE et le PCUS furent camouflés sous la forme d'une lutte interne au parti entre Koligiannis et Partsalidis — composant avec Dimitriou le secrétariat du KKE — certes réelle, mais qui ne fut, cependant, ni le point de départ de la dissolution progressive et graduelle du KKE ni la contradiction principale qui amena à la scission de son comité central. Les personnes, qui, sous une forme ou une autre, voulaient militer avec l'EDA, étaient celles qui favorisaient une alliance avec l'Union du centre de Giorgos Papandréou et les « forces sociales-démocrates » de Grèce. C'est à ce sujet que réagirent les Soviétiques en proposant la réorganisation du KKE. Cette politique soviétique a vu le jour après l'éviction de Khrouchtchev, un événement dont les conséquences allaient secouer la vie interne du KKE.

En général, sous Brejnev, la politique soviétique face à la Grèce fut marquée par une continuité. L'attitude de l'URSS face à la Junte militaire d'Athènes, imposée le 21 avril 1967, était suffisamment révélatrice des motifs du Kremlin. Les accords commerciaux établis entre Moscou et Athènes montraient que les intérêts géostratégiques de l'URSS n'avaient aucune affinité avec les besoins des communistes grecs. Ces derniers cherchaient désespérément à trouver une aide internationale dont le poids aurait pu, sinon menacer, du moins faire condamner le régime dictatorial. Il n'en fut rien. Les Soviétiques continuaient à réaliser une politique équi-

distante entre le KKE et les généraux d'Athènes.

Ainsi pouvons-nous appréhender les raisons du rapprochement de l'équipe de Partsalidis avec les Roumains. Sous Brejnev, l'objectif de la politique extérieure de l'URSS visait vraisemblablement à l'éradication des tendances centrifuges dans tous les Partis communistes sur lesquels Moscou avait traditionnellement un droit de regard. Cependant, en dehors des appréciations et des calculs politiques, le groupe de Partsalidis, hostile à celui de Koligiannis, dont le pouvoir « incontestable » était dû à l'aide consistante fournie par l'administration du Kremlin, cherchait à obtenir une immunité politique. Son objectif était, entre autres, d'assurer une continuité de son action politique comme garantie de sa carrière professionnelle.

Dans ce contexte, réuni en plénum à Budapest du 5 au 15 février 1968, le comité central du parti confirma la montée des « forces réformatrices ». Or, ce qui est particulièrement intéressant, c'est que le problème majeur du conflit des cadres du KKE ne se limitait point à la sphère interne, autrement dit aux choix et aux décisions pris par le BP, mais au degré de l'ingérence du PCUS dans les affaires du KKE. L'ingérence du PCUS dans les affaires intérieures du KKE était, à cette époque, un « tabou politique » dont le secret était soigneusement gardé par le BP. Comme le dit Dimitriou à Ceausescu :

« (...) Nous voulions résoudre ce problème au comité central et aider les camarades soviétiques à surmonter des méthodes similaires qui leur avaient apporté de nombreux malheurs. Malheureusement, cet effort n'a pas été compris par le camarade Koliyannis, et encore moins par les camarades soviétiques. Le résultat est le suivant : les camarades soviétiques adoptent aujourd'hui la même position. Cela correspond à une ingérence monstrueuse dans les affaires intérieures d'un autre parti, à une période où ce problème, qui existe entre les deux partis, ne peut être résolu d'une telle façon. Tous les partis sont parfaitement d'accord là-dessus » (17).

« L'autonomie du parti », « le développement d'une activité sur la base de l'indépendance du parti » et « l'élection de

sa direction » sans l'intervention du PCUS, principes véritablement marxistes-léninistes selon Dimitriou, avaient été antérieurement proposés par les « fractionnistes et les dissidents » de Tachkent. Ces derniers, comme on l'a vu, y furent pourchassés sans pitié, avec la bénédiction du PCUS, tant par Dimitriou, Partsalidis que par Koligiannis, à savoir par l'ensemble de la direction de l'époque. En ce sens, les dires de Dimitriou ne recelaient aucune nouveauté réelle : ce qui était une « déviation antisoviétique » en 1958 était désormais perçu comme la meilleure solution possible pour mettre une fin à la lutte intestine du CC du KKE.

Dans ce contexte, la lutte « idéologique » des « dissidents » n'était que la réappropriation, *ex post facto*, d'une thèse ancienne des militants de Tachkent, condamnée par ces mêmes personnes, en 1958, comme une manifestation antisoviétique.

De 1958 à 1968, les fervents partisans du « soviétisme » se métamorphosèrent en accusateurs « du dogme soviétique ». Mais écoutons Zografos, un cadre dirigeant qui s'opposa à l'URSS et au KKE, lorsqu'il dit à Ceaușescu :

« Le camarade Zografos :

Si nous ne prenons pas en compte tout le passé, nous ne pouvons expliquer la situation difficile dans laquelle se trouve notre parti. A certains moments où notre parti était en exil, à des moments difficiles, les Partis communistes des pays socialistes ont pris certaines mesures visant non seulement à octroyer un simple soutien politique (à une certaine équipe du parti), mais à entraver (économiquement), par la prise de mesures de nature économique, (certains camarades). Il y a des gens qui dans le passé ont été licenciés de leur emploi dans les pays socialistes et qui ont été envoyés en Sibérie.

Le camarade Nikolae Ceaușescu :

On ne fera pas une telle chose. On n'enverra personne en prison.

Le camarade Zografos :

Je comprends et je vous crois. Cependant, je veux expliquer comment fut créé un tel comportement pour les communistes qui dépendent d'autres, ne trouvant pas en eux-mêmes la force de lutter pour quelque chose que l'on considère comme juste. Il y a des communistes qui entrent dans une ré-

union en votant là-bas une thèse "noire", et puis, quand ils rentrent chez eux, ils disent qu'il s'agit d'une thèse "blanche". Il s'agit d'un état d'effondrement moral (...). C'est une tragédie » (18).

La scission : entre le mythe et le fait

Mais la création d'un nouveau parti était-elle directement due à l'aide roumaine ? Il ne le semble pas. L'idée d'un nouveau parti indépendant, réclamée par certains membres de la collectivité de Tachkent, à l'instar de Chatzis et de ses disciples, était dans l'air depuis longtemps. Mais les accusateurs prosoviétiques de ces principes indépendantistes, caractérisés en 1958 comme des « manifestations antisoviétiques », se transformèrent en 1968 en porteurs principaux de la « rénovation marxiste-léniniste ». Comment expliquer ce revirement ? Ainsi que l'avait écrit dans son journal, en mars 1968, l'un des plus ardents partisans de ce mouvement, Georgoulas-Beïkos, le correspondant du journal *Avgi* (« L'Aube ») à Moscou :

« Mais le fait est que les trois camarades (M. Partsalidis, Z. Zografos et P. Dimitriou) portent une grande responsabilité de la période qui a succédé au 6^e Plénum de 1956, et qui a conduit mathématiquement à une recrudescence de la situation. Ils ont toléré, ils n'ont pas vu, ils ont contribué (à ce qui s'est passé). Ils ont réagi lorsque ce groupe (K. Koliyanis et le BP du KKE) a foulé aux pieds leur bonne foi, quand il leur a mis le couteau sous la gorge.

Telle est l'amère vérité : pour tous les trois. Quand le couteau du manque de démocratie, des abus et de la violation de nos principes coupait la gorge des autres, cela ne faisait pas, bien entendu, aucun mal. Ils restaient calmes.

Certes, cela ne doit pas nous conduire au nihilisme. Il faut en tirer la leçon nécessaire. (Il faut) dire au parti : les personnes qui dirigent le parti doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas avoir seulement des droits, mais qu'ils assument, par nous tous, des lourdes responsabilités. On doit, avant tout, élever le sens de la responsabilité des gens qui dirigent le parti.

On souffre de son absence. Parallèlement, tous les membres du KKE, nous devons faire sentir nos responsabilités : arrêter de jouer le rôle "d'imbéciles" (...) et parler avec franchise et courage. Chaque membre du parti, en levant la main pour approuver ou repousser une décision, une action, etc., doit penser à sa responsabilité vis-à-vis du peuple grec. Si tel n'est pas le cas, il vaut mieux que ce membre renvoie sa carte du parti, sinon on peut penser qu'il la garde pour en tirer profit (...)» (19).

Ce témoignage inédit est parlant : la dépendance était diachroniquement le facteur de cohésion de la direction du KKE. 1968 n'était pas le moment d'une véritable « révolution culturelle », ou d'une insurrection héroïque contre le « soviétisme », mais le moment où le « couteau » du limogeage politique « avait été mis sous la gorge » de trois protagonistes principaux revendiquant, à la dernière minute, leur propre émancipation ou leur propre sauvetage. Néanmoins, ce séisme n'était pas simplement dû à l'esprit, plus ou moins insurrectionnel, de ces trois personnes. Un ensemble de facteurs jouèrent un rôle crucial sur cet acte final du procès de la désintégration du secrétariat du CC du KKE, qui peut en effet être conçu comme « le stade suprême de la scission du KKE ».

En 1968, les communistes grecs ne considéraient plus l'URSS comme le pilier central de la révolution mondiale. Le désarroi de 1956 avait laissé son dard sécessionniste et les membres de la diaspora du KKE restaient en dernière analyse relativement impassibles face à ces faits tragiques. Leur survie personnelle et la protection de leur famille étaient leur première préoccupation.

Ce fut manifestement l'effet d'une crise plus générale : celle de l'aliénation du « socialisme réellement existant », du « fétichisme soviétique », en termes de Zachariadis.

En d'autres termes, la crise du mouvement communiste mondial se refléta dans la scission du KKE. Tout débat idéologique ultérieur, lié, d'une part, à la dispute des « marxistes-léninistes » contre les « opportunistes », thèse défendue par le KKE, et de l'autre, à la lutte des « forces

rénovatrices » contre « les dogmatiques » prosoviétiques, axiome soutenu par le Parti communiste « de l'intérieur », n'était qu'une réminiscence idéologique produite par deux théories constructivistes dérivées plutôt du mythe post-sécessionniste du KKE, où chacun des porteurs principaux semblait éprouver le besoin de se justifier, que par la réalité objective.

Par une convergence inattendue, le « combat » sécessionniste d'une poignée de « dissidents », bien expérimentés et instruits politiquement en URSS, ignoré par l'immense majorité de la population mondiale, rejoignait celui des pays qui avaient critiqué ou dénoncé, de manière plus ou moins explicite, la prééminence soviétique dans le monde. La scission du KKE n'était pas un cas isolé : l'intervention en Tchécoslovaquie (août 1968), les réticences roumaines vis-à-vis des tentatives soviétiques visant à établir une coordination soviétisée du Commandement militaire du Pacte de Varsovie (1974) et la crise polonaise conduisant à l'arrivée du général Jaruzelski au pouvoir, soulignaient la dégradation continue de l'image de l'URSS dans le monde. La scission du KKE doit être évaluée à la lumière de ce contexte historique.

Nikos Papadatos,
Docteur ès lettres,
université de Genève

(1) Sur ce sujet voir : Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, op. cit., pp. 436 à 442, et Nicolas WERTH, Gaél MOULLEC *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991*, op. cit., pp. 612 à 623, Martin MALIA, *La tragédie soviétique, Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil 1995, pp. 404 à 441.

(2) Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, op. cit., p. 441. A.S.K.I, KKE, K.384, Φ=20/34/50. Document en grec. Deux pages dactylographiées.

(3) K.K.E., *Episima kimená*, volume VII, op. cit., p. 614, annexe, projet du programme du KKE, discuté pendant le 4^e Plénum élargi de la III^e Conférence du KKE en décembre 1953.

(4) A.S.K.I, KKE, K.383, Φ=20/33/96, ff. 1, 2, 3, 4. Document en grec. Six pages dactylographiées. Souligné dans le texte.

(5) R.G.A.N.I., 5/28/234, ff. 249, 252, 254, 258. Souligné dans le texte. Document en grec. Neuf pages dactylographiées.

(6) Achilléas PAPAIOANNOU, *I apagoreumeni ikona, dioktes kai ieroktoni tou Nikou Zachariadi* (« L'image interdite, persécuteurs et décideurs de mettre à bas l'image sainte de Nicos Zachariadis »), Filistor, Athènes, 2001, p. 416.

(7) Journal *Eleytherotypia*, 3 avril 1980.

- (8) R.G.A.S.P.I, 17/128/889, f. 48. Document en grec. Manuscrit. Texte écrit par Partsalidis. Ce même rapport a été aussi traduit en russe.
- (9) A.S.K.I, KKE, K.383, $\Phi=20/33/82$, f. 2.
- (10) R.G.A.S.P.I, 17/128/889, ff. 44, 44 ob. Souligné par nous.
- (11) A.S.K.I, KKE, K.383, $\Phi=20/33/82$, f. 3.
- (12) Il ne faut pas oublier qu'en vertu de la loi de nécessité 509, le KKE était illégal. Ses membres étaient perpétuellement pourchassés par le gouvernement d'Athènes. v. *Supra*.
- (13) K.K.E, *Dokimio istorias tou KKE 1949-1968, op.cit.*, pp. 363-364.
- (14) *Neos Kosmos*, août 1956, *Dokoumento istorikis simasias* (« Document d'une importance historique »), p. 18.
- (15) Voir Sotiris VALNTEN, *Ellada kai anatolikes chores 1950-1967 : oikonomikes sxeseis kai politiki* (« La Grèce et les pays de l'Est : rapports économiques et politiques »), Odysseas, Athènes, 1991.
- (16) A.S.K.I, KKE, K.385, $\Phi=20/35/119$, ff. 1, 4, 5. Document en grec. Six pages dactylographiées.
- (17) A.N.I.C, *Fond C.C al PCR – Secta Relati Exterus, dos. 34/1968*, ff. 8, 9.
- (18) *Ibidem*, ff. 24, 25.
- (19) Journal de GEORGOULAS (Mpeikos), 31 mars 1968.



Tristan Tzara, à Paris, en 1926

Alain Cuenot

Tristan Tzara, son engagement poétique et politique



Le groupe surréaliste en 1930 : de gauche à droite, Tzara, Eluard, Breton, Dali, Arp, Tanguy, Ernst, Crevel et Man Ray.



Tristan Tzara, son engagement poétique et politique

La pensée destructrice de Tristan Tzara, fondateur du dadaïsme, se manifeste, à partir de 1916, dans une volonté irréductible de bouleverser les fondements mêmes de la pensée et de la création littéraire et artistique. Elle vise, par le déraisonnement et l'absurde, à abattre les valeurs de la bourgeoisie dominante au cœur de l'Europe en guerre. Cette soif de révolte et de renouveau, confrontée brutalement aux drames politiques des années 1930, se transforme en un révolutionnarisme politique d'inspiration prolétarienne.

Militant engagé, T. Tzara fait de sa poésie une arme de combat au service de la libération de l'homme. Après 1945, fidèle compagnon de route du Parti communiste français, il poursuit sa lutte politique avec constance, mais le choc des événements de Hongrie le conduit à entrer en conflit avec le PCF. Il est important de mesurer toute la profondeur et la richesse de l'écriture poétique de T. Tzara et d'analyser le sens idéologique de son engagement d'intellectuel.

Il est donc possible de distinguer quatre étapes marquantes dans le parcours spécifique de T. Tzara, qui voient successivement cet intellectuel apparaître comme l'homme qui inventa la révolution Dada, puis comme un écrivain mettant en cause, au travers de ses relations tumultueuses avec André Breton, le courant surréaliste, puis comme un poète révolutionnaire entrant dans l'histoire, dans son combat aux côtés du peuple espagnol et du peuple français aux prises avec les

forces fascistes, enfin, comme un prosateur faisant allégeance au PCF, puis rompant symboliquement avec lui après l'insurrection hongroise de 1956.

La révolution Dada (Zurich, 1915-1919)

Après des études secondaires au lycée privé Miharu-Viteazul, à Bucarest, Tristan Tzara, en compagnie de ses amis Ian Vinca et Marcel Janco, lance une revue littéraire directement inspirée du symbolisme et y publie ses premiers poèmes.

Dépassant très vite cette veine poétique traditionnelle, il s'essaie avec succès à une écriture plus dynamique et novatrice, faite d'associations mentales, d'automatismes verbaux, de chansons populaires accompagnées de variations typographiques originales. Inscrit à l'université pour suivre des cours de mathématiques et de philosophie, T. Tzara, désireux de fuir le conformisme familial et l'esprit provincial, décide de se rendre à Zurich, au cours de l'automne 1915, pour y rejoindre son ami M. Janco.

La cité helvétique apparaît comme un refuge pour de nombreux jeunes gens, artistes pacifistes ou révolutionnaires refusant de participer à l'immense carnage qui s'est abattu sur l'Europe. Dans les cafés, dans les halls d'hôtels, on parle de paix et de révolution, on construit un monde nouveau, déterminé à abattre les gouvernements qui ont provoqué l'immense chaos de 1914-1918.

T. Tzara se joint alors à un groupe d'artistes et d'écrivains comme Hans Arp, Hugo Ball et sa compagne Emmy Hemmigs, Richard Huelsenbeck, M. Janco, et lance avec eux le mouvement Dada (1) au cabaret Voltaire, en février 1916. T. Tzara, avec ses camarades, multiplie les propositions novatrices d'une radicalité extrême : lecture de poèmes simultanés en plusieurs langues, poèmes phonétiques, bruitistes, chants nègres, musique rythmée et saccadée.

Il rédige de nombreux poèmes simultanés, comme « *La fièvre puerpérale* » ou « *Froide lumière* », récite plusieurs textes primitifs océaniques, compose un premier essai théâtral, « *La première aventure céleste de monsieur Antipyrine* ».

Il organise, au cours de l'année 1917, une première exposition Dada. Dans les n^{os} 1 et 2 de la revue Dada dont il est directeur, il souligne son intérêt pour la peinture abstraite. Dans le n^o 3, véritable brûlot, il lance le « *Manifeste Dada 1918* », qui, par ses blasphèmes et ses anathèmes, énonce les grandes articulations de la pensée destructrice et nihiliste du dadaïsme (2).

Il engage alors un combat sans merci contre les mots et le langage incarné. Rien ne peut échapper à sa volonté destructrice. Il veut délivrer l'art de toute entrave formelle, matérielle et morale. Cette entreprise négatrice peut-elle alors se réduire à une chute sans fin où plus rien n'existe ou peut-elle être capable d'appréhender une nouvelle réalité à révéler ? Cette démarche spécifique apparaît cependant pour certains sans issue. H. Ball, H. Arp, R. Huelsenbeck renoncent à poursuivre dans cette voie et s'éloignent de Zurich pour choisir un autre parcours artistique ou politique suivant leur propre sensibilité.

Pour l'heure, T. Tzara, soucieux de faire connaître le mouvement Dada à travers l'Europe, tisse tout un réseau de relations avec les différentes revues avant-gardistes. C'est ainsi qu'il correspond avec Apollinaire, qui lui dit toute son admiration, avec Pierre Reverdy, fondateur de la revue *Nord/Sud*, avec Pierre Albert Drot et sa revue *Sic*, avec les animateurs de la revue *Littérature*, André Breton,

Philippe Soupault, Louis Aragon, qui s'empresent de publier ses premiers poèmes et ses manifestes, et souhaitent, au plus vite, rencontrer une personnalité aussi brillante. Francis Picabia, directeur de la revue *391*, pour sa part, se précipite à Zurich pour s'entretenir avec ce poète d'exception.

Dada à Berlin

Désireux de défendre avant tout une révolution visant à abattre les citadelles de l'académisme et de la culture, sans pour autant chercher à détruire le système politique en place, T. Tzara ne paraît pas se préoccuper de l'orientation politique et idéologique de ses amis dadaïstes berlinois.

En effet, Georges Grosz, John Heartfield, R. Huelsenbeck inscrivent leur mouvement de subversion et de contestation dadaïste dans un langage essentiellement tourné vers la réalité politique et révolutionnaire de l'Allemagne vaincue. La révolution russe, les premiers soviets de marins et de soldats à Kiel, le mouvement Spartacus avec Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, la poussée insurrectionnelle de Bavière avec Kurt Eisner, la proclamation de la république de Weimar, la contre-révolution orchestrée par Ebert, Noske avec l'appui de l'armée d'Hindenburg et Ludendorff sont autant d'événements qui bouleversent la conscience des dadaïstes berlinois.

La déconstruction de l'art, chère à T. Tzara, se double ici d'une mise en accusation ardente et radicale des structures économiques et politiques de l'Etat allemand. H. Ball, R. Huelsenbeck, Ernst Toller apportent leur soutien aux soviets de Bavière. G. Grosz, J. Heartfield, Wieland Hertzfelde, Walter Mehring, dans le cadre du club Dada de Berlin, multiplient les attaques contre la social-démocratie d'Ebert, contre le capitalisme financier, contre la bestialité de l'armée, dans des revues communistes ou libertaires.

(1) *Dada*, Catalogue d'exposition du Centre Georges Pompidou, 2005.

(2) *Tristan Tzara, L'Homme approximatif*, Catalogue d'exposition, Strasbourg, 2015.

Pour sa part, T. Tzara se contente d'animer plusieurs conférences, à Weimar, Iéna, Hanovre, sur le sens purement culturel de la pensée dadaïste.

Dada à Paris (1920-1923)

A la mi-janvier de l'année 1920, T. Tzara s'installe, sur l'initiative de F. Picabia, à Paris. Il se propose de secouer la torpeur intellectuelle qui règne alors dans la capitale, dans une France où les tentatives de grève révolutionnaire et de contestation ouvrière ont été rapidement réprimées par le gouvernement du Bloc national.

Devant les premiers numéros de *Littérature*, consacrés à célébrer les œuvres de Valéry, Reverdy, Cendrars, Giraudoux, Paulhan, exemples surprenants d'un conformisme littéraire de bon aloi, T. Tzara, fidèle à son schéma zurichois, entreprend alors un travail de contestation radicale.

Ses manifestations-provocations qui ont lieu au palais des Fêtes, au salon des Indépendants, au théâtre du Faubourg, voire même à l'université populaire du Faubourg Saint-Antoine, surgissent à point nommé pour le groupe d'André Breton subjugué par une telle énergie dévastatrice. Il fait représenter, au théâtre de l'Œuvre et à la salle Gaveau, ses pièces de théâtre comme « *La première et la seconde aventure céleste de monsieur Antypirine* », il patronne les expositions de ses amis peintres F. Picabia, Georges Ribemont-Desaigues, fait paraître ses textes-manifestes et ses poèmes dans *Littérature*, *Proverbe*, de Paul Eluard, 391 et *Cannibale*, de Picabia, tout en gérant sa propre revue qui change de nom à chaque livraison : *Bulletin Dada*, *Dadaphe*, *Dada-globe*.

Il présente une plaquette intitulée « *Cinéma, calendrier du cœur abstrait* » augmentée de « *Maisons* », série de poèmes dédiés à ses nouveaux comparses parisiens. Au cours de l'année 1921, il présente son « *Manifeste sur l'amour faible et l'amour amer* », puis son manifeste « *Dada soulève tout* » (3).

Les soirées Dada, qui se déroulent dans une sorte de défoulement général où se mêlent harangues, réquisitoires, cris, chahuts,

lectures de poèmes et de sketches débridés, attirent une foule d'admirateurs. A. Breton, de son côté, qui a déjà composé « *Les champs magnétiques* » avec Philippe Soupault, commence à mesurer l'impasse dans laquelle T. Tzara les entraîne dans son entreprise anti-art sans fin et sans perspectives, et souhaite alors reprendre la direction de ces démonstrations tumultueuses.

Le 12 avril 1921, A. Breton organise alors « *Le procès de Maurice Barrès* » pour « *Atteinte à la sûreté de l'esprit* », salle des Sociétés savantes (4). En fait, A. Breton entend, par ce procès, reprendre l'initiative par rapport à T. Tzara occupant systématiquement le devant de la scène. Il tient également à quitter le terrain de la négation pour celui de la dénonciation à caractère politique.

Le déroulement du procès voit alors deux conceptions de l'action littéraire s'affronter indirectement. En effet, T. Tzara, qui ne connaît M. Barrès que de nom, dans un pur esprit dadaïste, se cantonne dans une attitude provocatrice et délirante, sabotant par la même l'organisation du procès.

A. Breton et ses amis L. Aragon, Benjamin Péret, P. Soupault, tout en s'appliquant à encadrer les participants de la séance afin qu'elle arrive à son terme, vilipendent à leur manière l'homme de la revanche, l'ex-boulangiste, l'anti-dreyfusard, le patriote forcené de *L'Echo de Paris*.

Pour A. Breton, l'attitude irresponsable de T. Tzara, qui, par des déclarations farfelues mettant en cause le sens même du procès et son organisateur A. Breton lui-même, et qui termine son intervention par une chanson naïve et humoristique, s'apparente à une déclaration de guerre à son encontre.

La tension entre les deux hommes est palpable. Enfin, lorsque A. Breton décide, au printemps 1922, de mettre sur pied à nouveau un « *Congrès pour la réforme de l'esprit moderne* », T. Tzara, une fois encore, manifeste son désintérêt pour un sujet, selon lui, convenu et banal, restant fidèle à une démarche de rejet global de toute forme de pensée littéraire et artistique officielle.

(3) Tristan Tzara, *Œuvres complètes*, présentées par Henri Béhar, tome I, 1912-1924, Paris, Flammarion, 1975.

(4) « *L'affaire Barrès* », dossier préparé et présenté par Marguerite Bonnet, Paris, Corti, 1987.

A. Breton, déçu et profondément irrité d'une telle défection qui conduit à l'annulation de son congrès, lance, à l'adresse de T. Tzara, une mise en garde violemment agressive et insultante, s'élevant « *contre les agissements d'un personnage connu pour être le promoteur d'un mouvement venu de Zurich* », « *véritable imposteur avide de réclame* » (5). La rupture est alors consommée entre les deux hommes.

Le repli solitaire (1924-1928)

T. Tzara, malgré cette crise ouverte avec A. Breton, poursuit son activité d'animateur officiel du mouvement Dada. Invité par Théo Van Doesbourg, Marx Ernst et Hans Richter au congrès constructiviste de Weimar, il présente à nouveau les grands principes de la pensée dadaïste, saluant les travaux de ses amis allemands, sans pour autant se départir d'un apolitisme obstiné, et se décide à annoncer la fin officielle du mouvement Dada.

De retour à Paris, il fait paraître un roman sentimental, *Faites vos jeux*, truffé de recettes dadaïstes comme le collage, introduisant des lettres de ses amis, des conversations surprises au cœur de la rue, tout ce que le hasard met à sa portée. Il publie également un recueil de poèmes, *De nos oiseaux*, révélant toute l'invention lyrique et la modernité d'inspiration rimbaldienne de son écriture.

La reprise du « *Cœur à gaz* » au théâtre Michel, en juillet 1923, est l'occasion d'une bagarre provoquée délibérément par A. Breton, L. Aragon, B. Péret, P. Eluard criant leur dégoût d'une pièce de théâtre comparable, à leurs yeux, à un drame bourgeois étrié et sentimental. Dans cette échauffourée, A. Breton fracture le bras de Pierre de Massot. La police intervient, le tumulte est général. Au cours de l'année 1924, apprenant qu'A. Breton (6) a rédigé son manifeste du surréalisme, T. Tzara, en guise de réplique, réunit ses propres manifestes pour mieux rappeler les grandes articulations révolutionnaires du langage Dada.

Se retirant de l'action collective pour cultiver sa passion de l'écriture, T. Tzara se transforme en poète solitaire épris d'une absolue liberté, tel un « *lycanthrope* » ! Il compose alors une poésie brutale, faite de

mots déchaînés, de cris de révolte, de fulgurances lyriques qui succèdent aux envolées destructrices et nihilistes de la période Dada. Ses recueils successifs comme « *L'Indicateur des chemins de fer* » (1928), « *L'Arbre des voyageurs* » (1930), « *L'Homme approximatif* » (1931) nous plongent alors dans une passionnante et délirante introspection lyrique personnelle.

Partisan convaincu d'une révolution totale de l'esprit, T. Tzara ne peut tolérer de voir A. Breton et son groupe, en compagnie de *Clarté*, se tourner vers le matérialisme historique et se mettre au service d'un communisme militant sur l'invitation pressante de Pierre Naville, au cours des années 1925-1926 (7).

Une fois de plus, T. Tzara, dans son parti-pris de se confiner dans une position nihiliste apolitique, ne parvient pas à saisir le sens de l'engagement révolutionnaire des surréalistes au côté du PCF (8). Il lance d'une manière péremptoire que la révolution communiste s'identifie à « *une forme bourgeoise de la révolution* ».

Tristan Tzara, André Breton, de la réconciliation à la rupture (1929-1935)

La réconciliation s'opère au cours de l'année 1929 entre T. Tzara et A. Breton. A. Breton fait les premiers pas. Publiant son second manifeste en 1929, il l'accompagne d'une présentation chaleureuse qui rend hommage à T. Tzara et à son écriture poé-

(5) In *Comédia*, signée par Léger, Delaunay, Breton, Auric, Ozenfant, Vitrac, 7 février 1922.

(6) Maurice Nadeau, *Histoire du surréalisme*, Paris, Seuil, 1964. Louis Janover, *La Révolution surréaliste*, Paris, Plon, 1989.

(7) Voir Alain Cuenot, *Clarté 1919-1924, Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien*, tome I, Paris, L'Harmattan, 2011, *Clarté 1924-1928, Du surréalisme au trotskisme*, Paris, Tome II, L'Harmattan, 2011.

(8) Michel Sanouillet, soucieux de justifier l'anarchisme viscéral de T. Tzara, en vient à affirmer doctement que les surréalistes se fourvoient en se rapprochant de *Clarté*, véritable repère d'« *apparatchiks* » à la solde de Moscou, et qu'ils ont persisté dans leur erreur en flirtant avec « *les sirènes trotskistes* ». Il déclare sans vergogne que ni *Clarté* ni les surréalistes n'ont dénoncé les exactions stalinienne, in *Dada à Paris*, pp. 444-445, Paris, Flammarion, 1993.

tique. Il en profite pour faire son autocritique concernant les incidents regrettables du « *Cœur à gaz* ». Sa main tendue n'est pas sans arrière-pensée. Isolé, vilipendé par ses amis qu'il a vertement attaqués, il a besoin de T. Tzara pour retrouver une certaine autorité. Pour l'heure, les retrouvailles entre les deux hommes s'avèrent fructueuses.

T. Tzara soutient les initiatives successives d'A. Breton s'élevant contre le saccage du Studio 28 ayant projeté « *L'âge d'or* » de Buñuel et Dali en décembre 1930, prenant la défense de L. Aragon qui, avec son poème « *Front rouge* » appelant à faire « *feu sur Léon Blum (...) et les ours savants de la social-démocratie* », est inculpé d'incitation au meurtre par les autorités judiciaires.

Il rédige lui-même un article, « *Misère de la poésie* », dans lequel il s'applique à justifier la position de son camarade Louis Aragon, affirmant que tout poète a le droit d'exprimer ses sentiments dans un cadre essentiellement littéraire et poétique.

Mais lorsque L. Aragon avec G. Sadoul, au congrès de Karkhov, condamnent sur ordre des autorités soviétiques le surréalisme comme un mouvement littéraire bourgeois et antimarxiste, T. Tzara comme A. Breton, dans le tract « *Paillasse* » de mars 1932, signifient alors à l'intéressé qu'il est exclu du mouvement surréaliste.

Ainsi T. Tzara, au cours de ces années charnières, manifeste une volonté évidente de se tourner vers l'action politique. Tout d'abord, dans son essai sur « *La Situation de la poésie* », publié dans le n° 4 du *Sur-réalisme au service de la révolution*, il démontre que la poésie, « *activité de l'esprit* », a pour but suprême de servir la liberté au cœur du mouvement social.

Au cours de l'année 1931, il devient membre de l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires (AEAR) à l'exemple d'A. Breton et du groupe surréaliste, pour protester contre les menaces réactionnaires et fascistes qui grandissent à l'échelle européenne. Ce basculement, de la part de T. Tzara, en direction du PCF n'est pas sans conséquence pour l'entente scellée avec le groupe surréaliste.

Soucieux désormais d'épouser la cause du PCF, T. Tzara multiplie alors les gestes de bonne volonté pour prouver son adhésion aux thèses prolétariennes.

Lorsqu'éclate l'affaire Victor Serge à la réunion du congrès des écrivains soviétiques, tenue à Paris en juillet 1933, T. Tzara ne réagit pas. Il se contente des informations officielles présentées par la revue *Commune* et son directeur, L. Aragon, qui assimile V. Serge à « *un contre-révolutionnaire* » qui « *travaille à discréditer l'œuvre positive de l'Union soviétique* ». Lorsque les collaborateurs de *Commune*, en août et novembre 1933, déclarent que l'Union soviétique incarne « *le triomphe du socialisme* » pour le bien-être du peuple russe tout entier, T. Tzara ne prend pas la peine d'analyser la réalité politique et économique qui s'impose alors à Moscou.

Lorsque A. Breton dénonce, dans le tract « *Planète sans visa* », l'expulsion de Léon Trotsky par le gouvernement de Gaston Doumergue, en avril 1934, et le sort tragique de cet ancien compagnon de Lénine, directement menacé par le pouvoir stalinien, T. Tzara n'envisage pas de se pencher sur la portée de la lutte des oppositionnels russes dans la construction du socialisme. Son choix pour la cause communiste suffit à son enthousiasme révolutionnaire.

Au congrès international des écrivains pour la défense de la culture de juin 1935, T. Tzara, dans son discours « *Initiés et précurseurs* », réaffirme hautement que la poésie doit être un instrument de libération humaine qui se confond logiquement avec la lutte politique du PCF et de Moscou. Cette posture particulière le satisfait amplement. Il ne prend pas garde à l'éditorial de *Commune* qui accompagne son discours et dans lequel la rédaction accuse, une fois encore, V. Serge d'être un traître à la cause communiste, dénonce les agissements de Magdeleine Paz et de Charles Plisnier qui osent revendiquer la libération d'un tel personnage, et considère que de tels agissements s'identifient à un « *sabotage* » délibéré qui n'a pour seul résultat que « *de faire le jeu de l'extrême droite et de ses officines de presse comme Candide, Gringoire, Je suis partout* ».

A cette manœuvre inqualifiable, *Commune* oppose les grands noms de l'intelligence révolutionnaire comme Pierre Vaillant Couturier, Henri Barbusse, André Gide, Romain Rolland, Maxime Gorki, André Malraux, Bernard Shaw (9)... Dans

(9) *Commune*, Editorial, numéro de juillet 1935.

le même esprit, il est bon de souligner que dans le numéro de janvier 1935, *Commune*, sous la plume de Vladimir Pozner, s'est attaqué à Panait Istrati, coupable d'avoir critiqué la patrie du socialisme, qualifiant ses trois ouvrages *Vers l'autre flamme*, *Soviets* et *La Russie nue* « de trois volumes d'injures et de mensonges contre l'Union soviétique ». S'en prenant directement à cet auteur qui a commis l'erreur de fréquenter V. Serge et de travailler de concert avec lui, V. Pozner exprime ouvertement son mépris à l'adresse d'un tel individu, qui, dit-il, « sue l'injure gratuite, le mensonge intéressé, la calomnie la plus basse, et devient l'allié le plus médiocre du fascisme et de l'antisémitisme ».

Après les événements tragiques de février 1934, lorsque A. Breton rédige avec ses amis plusieurs tracts : « *L'appel à la lutte* » (10 février 1934), « *Aux travailleurs* » (5 mars 1934), « *Enquête sur l'unité d'action* » (18 août 1934) (10) réclamant la constitution d'un front commun, T. Tzara se contente de reprendre les mots d'ordre du PCF d'un front unique à la base, c'est-à-dire d'un refus d'envisager une alliance avec la social-démocratie, qualifiée de social-traître et de complice objectif du fascisme allemand.

Convaincu de la nécessité de servir le parti, T. Tzara ne comprend pas l'attitude d'A. Breton et de son groupe qui manifestent une volonté critique de plus en plus vive à l'égard de la formation communiste et de Moscou. Imprégné des thèses communistes, T. Tzara s'applique alors, à chaque occasion, à sanctionner le comportement politique des surréalistes, qu'il qualifie d'antirévolutionnaires. Le fossé est trop grand entre T. Tzara, nouveau converti au communisme, et A. Breton, déterminé à dénoncer toutes formes de déviances du pouvoir stalinien, sans lien aucun avec la défense des intérêts du prolétariat et de la révolution, et qui, désormais, se tourne vers le camp trotskiste.

L'Espagne et Midis gagnés

Face à la guerre civile qui éclate en Espagne, T. Tzara apporte aussitôt son soutien à la jeune république naissante, menacée par les généraux fascistes. Le

sens politique d'un tel événement lui apparaît dans sa simplicité la plus évidente : « *D'un côté, la trahison caractérisée, de l'autre côté, un peuple uni dans une fraternité exemplaire.* »

Il prend la direction de l'Association pour la défense de la culture auprès des intellectuels espagnols, en compagnie d'Ilya Ehrenbourg, représentant officiel du pouvoir soviétique. Il remplace L. Aragon comme secrétaire général du Comité pour la défense de la culture espagnole créé par l'AEAR. En qualité de secrétaire de ce comité, il se rend en 1936, en compagnie de Charles Vildrac, I. Ehrenbourg, Jean Richard Bloch, à Barcelone et à Valence. Alors que la guerre fait rage, il organise le II^e Congrès des écrivains, qui se tient à Madrid assiégée, en juillet 1937. Il intervient aux côtés de Jean Cassou, André Malraux, Stephen Spender, affirmant hautement l'impérieuse nécessité de se mobiliser pour la défense de la liberté, récusant la politique honteuse de la non-intervention défendue par L. Blum et Neville Chamberlain.

Sur le plan littéraire, il fait paraître plusieurs poèmes comme « *Espagne 1936* », « *Chant de guerre civile* », « *Madrid* », dépeignant toute la souffrance du peuple aux prises avec les assassins fascistes. A la mort de Federico Garcia Lorca, le 19 août 1936, tué par les franquistes à Grenade, il écrit son célèbre « *Sur le chemin des Etoiles de mer* ». Dans « *Face intérieure* », il chante son amour de l'Espagne martyrisée. L'ensemble de ces poèmes est rassemblé dans « *Midis gagnés* », illustré par Matisse.

Tout au long des années trente, T. Tzara ne cherche pas à approfondir le sens de sa démarche politique aux côtés du PCF. L'arbitraire stalinien qui s'abat sur le peuple russe, dénoncé et combattu par Léon Trotsky et les oppositionnels depuis 1927, ne semble pas bouleverser la conscience historique en marche de T. Tzara. Le drame des procès de Moscou de 1936-1937-1938 le laisse indifférent

(10) Voir *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, présenté et annoté par José Pierre, tome I, 1922-1939, Paris, Le Terrain vague, 1980.

(11) Alain Cuenot, *Pierre Naville (1904-1993), Biographie d'un révolutionnaire marxiste*, Paris, Bénévent, 2007.

alors qu'une partie de la gauche intellectuelle et le POI de Pierre Naville (11) se mobilisent pour sanctionner un tel crime. Pour sa part, A. Breton, avec le groupe surréaliste, rédige plusieurs tracts comme « *L'Appel aux hommes* », puis « *La Vérité sur les procès de Moscou* », et devient membre du Comité national de la commission d'enquête sur les procès de Moscou. De son côté, L. Aragon, gardien fidèle de l'orthodoxie communiste, dans le numéro de *Commune* de mars 1937, multiplie les accusations contre ces intellectuels protestataires, les qualifiant « *d'antistaliniens* », véritables « *avocats d'Hitler et de la Gestapo* », défenseurs zélés de « *la contre-révolution trotskiste* », assurant « *le sabotage de la construction socialiste* » (12).

Tristan Tzara poète combattant

La montée des périls, la guerre imminente en Europe bouleversent T. Tzara. L'abandon de la Tchécoslovaquie provoque sa colère et son dégoût. Il compose « *Vlatva* », poème dédié au peuple tchèque. Face à l'avancée des troupes allemandes, il quitte Paris le 11 juin 1940 en pleine débâcle.

C'est pour lui une période tragique, une errance douloureuse qu'il traduit dans un poème dramatique en quatre actes, « *La Fuite* ». Poursuivi par la police de Vichy et la Gestapo, dénoncé par *Je suis partout* comme Roumain de religion juive, il se réfugie à Aix-en-Provence, à Sarnary, puis dans le Sud-Ouest, et vit à Souillac dans la clandestinité, de décembre 1942 à août 1944. Il termine « *Face intérieure* » et écrit « *Le signe de la Vie* ».

En septembre 1944, chargé de mission aux services de la propagande, il devient membre du Comité national des écrivains (CNE) pour la zone Sud. Il dirige les émissions littéraires de la Résistance à la radio de Toulouse.

Il collabore à la revue *Confluences*, qui publie ses poèmes « *Une Route sous le soleil* », dont le titre se lit comme un acrostiche désignant l'URSS, pays de la révolution victorieuse, « *Ça va* », repris en fascicule par le CNE.

A la Libération, T. Tzara s'implique tout naturellement avec ses amis résistants dans la politique du Parti communiste. Lorsque le CNE publie la liste noire des collaborateurs, il se charge de dénoncer la lâcheté et la compromission des intellectuels français.

En compagnie du CNE, il multiplie les interventions et articles à la gloire des poètes martyrs, tués au combat, fusillés ou morts en déportation. C'est ainsi qu'il rend hommage à Robert Desnos et à Pierre Unik dans son article du 12 avril 1946 des *Lettres françaises*, « *Entre la Vlatva et Hradschin* ».

Dans un second article daté du 20 mars 1947, « *Guillaume Apollinaire et la comtesse Alouette* », T. Tzara, tout en évoquant la poésie d'amour d'Apollinaire, son rayonnement intellectuel et son destin tragique, met en accusation la société qui assassine ou qui laisse mourir de faim ses poètes.

Il évoque les noms de Crevel, Rigaud, Garcia Lorca, Saint Paul Roux, Max Jacob, Robert Desnos, « *qui ont payé de leur existence la pureté d'avoir cru dans l'innocence de la vie* » (13).

De la même manière, dans un article consacré à Nazim Hikmet, T. Tzara décrit le martyr de ce poète turc frappé de treize ans d'emprisonnement de 1937 à 1950, brisé par les forces obscures de la réaction et qui rejoint tous les poètes qui ont fait de la poésie une arme de libération, comme Saint Paul Roux, R. Desnos, M. Jacob, Benjamin Fondane, P. Unik et F. Garcia Lorca. Il rend hommage aux poètes tchèques fusillés ou assassinés par les nazis comme Vancura et Fucik.

(12) Il est utile de rappeler qu'André Gide, membre du comité directeur de l'AEAR, après son voyage à Moscou, fait paraître, en 1936, ses deux brochures : *Retour d'URSS* et *Retouches à mon retour de l'URSS*, dans lesquelles il fait une critique clairvoyante et acerbe du pouvoir stalinien et de son despotisme politique et culturel, ce qui provoque la fureur de la presse communiste et de *L'Humanité*. Tristan Tzara ne dira mot de cet événement majeur au sein du camp communiste.

(13) Rompant avec cette glorification officielle, Benjamin Péret, avec sa brochure *Le déshonneur des poètes*, s'en prend à la pauvreté stylistique des écrits de la Résistance, relevant, selon lui, « *d'un nationalisme éculé* », d'une religiosité confinant à un langage de « *publicité répétitive et indigeste* ». T. Tzara, se réfugiant dans une attitude moralisatrice, accuse B. Péret d'insulter la mémoire des poètes disparus.

Tristan Tzara, intellectuel communiste au service du parti

T. Tzara adhère officiellement en 1947 au PCF dès sa naturalisation obtenue. Membre de « l'Union des intellectuels », représentant officiel du CNE, il se rend en Europe centrale, accompagné de J. R. Bloch, et fait une tournée de conférences durant deux mois en Yougoslavie, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie (14). Il signe le manifeste du 30 août 1946 condamnant le pouvoir réactionnaire grec qui assassine vingt-cinq patriotes, dont Irène Ghini, grande figure de la résistance communiste (15).

Il s'élève contre l'intervention américaine en Corée et salue l'œuvre de Picasso, qui invite chacun de nous à lutter pour l'avènement d'un monde de paix, de fraternité (16), et qui, par ses œuvres symboliques comme « *L'Homme à l'agneau* », « *La Guerre et la paix* », « *La Colombe de la paix* » et « *Les Massacres de Corée* », condamne avec véhémence la politique de Washington (17).

Il se mobilise aussi avec ses amis du Parti communiste pour exiger la libération des époux Rosenberg (18). Face au régime franquiste, allié des Américains, qui réprime très durement la grève générale du 12 mars 1951, T. Tzara, à l'image de P. Eluard et de Pablo Neruda, compose un poème en l'honneur des prisonniers arrêtés par la police espagnole, le 7 février 1952, intitulé « *Ton cri d'Espagne* ».

À l'occasion des événements d'Indochine et de l'affaire Henri Martin, quartier-maître condamné en 1952 pour son opposition à la guerre, T. Tzara écrit un texte saluant le courage et la « *droiture* » de ce militant communiste qui incarne « la pureté humaine » face aux forces de la réaction (19).

Le procès des surréalistes

Au-delà de ce militantisme classique et généreux, T. Tzara prend soin de mener une attaque en règle contre A. Breton et le groupe surréaliste. Avec sa conférence intitulée « Le Surréalisme et l'après-guerre », tenue à la Sorbonne en mars 1947, il

veut régler ses comptes avec les surréalistes. Il s'en prend à leur absence coupable durant la guerre de 1939-1945, leur inefficacité dans la lutte contre l'occupant, leur incapacité à concilier révolution culturelle et révolution politique, leur obstination à défendre une poésie exclusivement tournée vers le passé.

Par opposition, pour T. Tzara, l'expérience de la Résistance, la lutte quotidienne contre la mort ont modifié en profondeur le langage poétique et la condition du poète, inséparables de l'action et de l'idéal révolutionnaires.

Lorsqu'en avril 1945 les surréalistes font paraître un tract intitulé « *Liberté est un mot vietnamien* » (20), dans lequel ils s'en prennent à l'ambivalence des dirigeants communistes qui se font, par la confusion de leurs attitudes, les complices de la politique colonialiste française, T. Tzara réagit aussitôt en soulignant tout d'abord, d'une manière acerbe, que les surréalistes sortent d'un silence de près de sept ans peu honorable pour leurs auteurs, qu'ils s'évertuent sans discernement à jeter le discrédit sur l'ensemble des élus communistes, les chargeant de « *trahisons imaginaires* », accusations dignes « *des procédés les plus médiocres de la guerre froide* ».

Dans leur deuxième tract, « *Rupture inaugurale* », du 21 juin 1947, les surréalistes rappellent l'essentiel de leur position politique, critique à l'égard de l'Union soviétique et du PCF. Ils s'en prennent tout d'abord à l'appareil bureaucratique stalinien, qui a étouffé toute idée de révolution et a multiplié les exactions avec les procès de Moscou et le sabotage de la révolution espagnole.

(14) T. Tzara, *Les Lettres françaises*, 31 janvier 1947-17 avril 1947.

(15) « *Protestation contre l'oppression en Grèce* », signataires : Louis Aragon, Jean Cassou, Jean Richard Bloch, Renaud de Jouvenel, Claude Morgan, Francis Ponge, T. Tzara, Elsa Triolet, André Wursmer, *Les Lettres françaises*, 30 août 1946.

(16) T. Tzara, « *Picasso et l'homme à l'agneau* », *Les Lettres françaises*, 10 août 1950.

(17) T. Tzara, « *Pégase labourant* », *Les Lettres françaises*, 21-28 mai 1953.

(18) T. Tzara, *Les Lettres françaises*, 11-18 juin 1953.

(19) *Œuvres complètes*, op. cit., tome 5, (1924-1963), p. 335.

(20) *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, présenté et annoté par José Pierre, tome II, 1940-1969, Paris, Le Terrain vague, 1982.

Ils s'attaquent aussi au PCF, soumis aux ordres de Moscou, engagé dans la voie de la collaboration de classe au sein d'un gouvernement bourgeois, acharné à la perte du peuple allemand sur le plan diplomatique. Ils s'attachent à saluer le combat courageux de Léon Trotsky contre le stalinisme, à souligner leur lien avec l'opposition internationale qui s'est traduit par la signature du manifeste en faveur d'un art révolutionnaire indépendant (FIARI, 1938), mais précisent qu'ils entendent conserver leur autonomie de pensée par rapport à toute formation politique, même trotskiste. Enfin, ils considèrent que la construction du socialisme ne justifie pas l'emploi de tous les moyens pour atteindre cette fin.

Pour répondre plus directement à de telles accusations, T. Tzara, dans sa « *Note 6* » (21), présente une vibrante mise au point. Il accuse les surréalistes de faire le jeu des mystificateurs « *pour nuire à l'action révolutionnaire* », d'être « *des falsificateurs* » des méthodes marxistes, « *armes préférées des contre-révolutionnaires depuis Koestler* », écrit-il, puis s'attache à démontrer que la fin et les moyens sont apparus comme des armes essentielles dans le cadre de la lutte de la Résistance contre le nazisme. Une fois de plus, selon T. Tzara, le surréalisme, par ses critiques, fait le jeu de la réaction et compromet gravement le mouvement ouvrier révolutionnaire.

En fait, T. Tzara, par sa réponse, n'aborde pas les questions idéologiques essentielles, soulevées par les surréalistes, sur la nature du régime soviétique dominé par le pouvoir stalinien et son appareil bureaucratique tout puissant, interdisant toute forme de discussion sur les orientations du parti communiste soviétique, sur la terreur stalinienne éliminant systématiquement tous les oppositionnels jusqu'à Léon Trotsky.

Il va même jusqu'à considérer la publication récente de Koestler, *Le Zéro et l'infini*, en 1945, non pas comme une vigoureuse dénonciation des principes staliens et des méthodes policières qui frappent tout militant communiste osant critiquer le système en place, mais comme un vulgaire ouvrage anticommuniste et réactionnaire. En fait, la démarche de T. Tzara

relève d'une orthodoxie communiste évidente. Il adhère instinctivement aux thèses de Moscou, fasciné qu'il est par le symbole politique et moral que représente, à ses yeux, le régime soviétique. Il se refuse à engager un travail critique en vertu du principe selon lequel dénoncer le stalinisme, c'est faire le jeu du capitalisme et affaiblir gravement la cause du prolétariat ouvrier en marche. Il reste imperturbable, bardé de certitudes. Son attachement passionné au parti relève avant tout d'un révolutionnarisme spontané, d'un idéalisme prolétarien instinctif et généreux, dépourvu de bases doctrinales.

Lorsque la rédaction des *Lettres françaises* assimile les accusés Rajk, Slansky et Kostov à une « *Internationale des traîtres* », lorsqu'elle se mobilise avec l'ensemble de ses collaborateurs pour dénoncer Kravchenko comme un agent des Etats-Unis, lorsqu'elle fait de Tito un social-fasciste à la solde de l'impérialisme, lorsqu'elle considère le jdanovisme et le lyssenkisme comme des orientations les plus favorables pour les intellectuels et les scientifiques, lorsqu'elle sacralise la personne de Staline sous les articles dithyrambiques de L. Aragon et de P. Eluard, T. Tzara, journaliste et collaborateur assidu des *Lettres françaises*, se montre parfaitement silencieux.

Hongrie 1956 : la rupture morale avec le PCF

A l'occasion d'un voyage d'une dizaine de jours en Hongrie, au cours du mois d'octobre 1956, accompagné de l'écrivain T. Tardos, ancien membre de la Résistance française dans le Midi, T. Tzara se trouve directement confronté à la révolte de Budapest. Témoin direct, plongé dans l'effervescence quotidienne de la lutte du peuple hongrois, en relation constante avec les écrivains et les syndicalistes contestataires du Cercle Petöfi, il comprend aussitôt le sens profond de ce mouvement insurrectionnel. De retour à Paris, il explique le rôle majeur des intellectuels, qui ont su capter les aspirations de la po-

(21) *Œuvres complètes*, op. cit., tome 5, pp. 103-104.

pulation, dénoncer « *le dogmatisme d'Etat* » annihilant toute expression démocratique au cœur du pays.

Butant sur le refus de L. Aragon de publier ses conclusions dans *Les Lettres françaises*, T. Tzara s'adresse au service de presse hongrois, qui diffuse en totalité son entretien. De larges extraits sont repris par l'AFP, le 21 octobre 1956, et publiés dans la presse non communiste, dans *Le Figaro* et dans *Le Monde*. Le PCF réagit aussitôt à de tels propos en accusant le bureau de presse hongrois à Paris « *de déclencher une campagne antisoviétique et anticomuniste* ».

Le comité central des 20-21 novembre 1956 proteste, par la voix de François Billoux, contre ces propositions fractionnelles qui visent à transformer « *le parti communiste en parti social-démocrate* » et à discréditer l'URSS qui a « *sauvé la Hongrie des attaques fascistes* ». L. Aragon, pour sa part, se déclare en plein accord avec les conclusions de F. Billoux, rappelant la justesse de l'intervention soviétique en Hongrie (22).

Face à la question polonaise, T. Tzara ne reste pas inactif. Avec Victor Leduc, il rédige une pétition de soutien au peuple de Varsovie, qu'il fait circuler dans les rangs communistes et qui recueille une quarantaine de signatures (23).

T. Tzara persiste dans son attitude de résistance face au PCF et signe avec Claude Roy, Claude Morgan, Michel Leiris, Simone de Beauvoir..., la lettre de Jean-Paul Sartre, dans *France Observateur* (29 novembre 1956), qui condamne la politique soviétique de répression en Hongrie. Il réussit à faire paraître un article dans *Les Lettres françaises*, dans lequel il appelle d'une manière déguisée les militants communistes à se mobiliser.

Dans cette situation douloureuse que traverse T. Tzara, l'hostilité que lui manifeste le Parti communiste le touche profondément. Il explique d'ailleurs que son geste de rupture obéit avant tout à des raisons morales (24) dans la prise de conscience d'une contradiction insupportable au sein du parti entre une course au matérialisme et au productivisme, et une absence flagrante d'intérêt pour l'homme. Cette conclusion pour le moins succincte de l'évolution historique traduit bien la

difficulté de T. Tzara à mesurer politiquement et de façon critique le sens du mouvement marxiste international et le poids du stalinisme qui marque le système soviétique malgré le rapport Khrouchtchev.

Tristan Tzara aux côtés des intellectuels non communistes

A partir de ce choc moral, T. Tzara se rapproche des intellectuels progressistes, et plus particulièrement des surréalistes, qu'il avait tant méprisés. Il apporte son soutien au « *Manifeste des 121* » du 1^{er} septembre 1960. Il est bon de rappeler que ce manifeste fait l'objet d'une répression extrêmement dure du gouvernement de Debré et que le PCF et Maurice Thorez désapprouvent ce type de manifeste, refusant de préconiser l'insoumission dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Au-delà de ce soutien qu'il exprime à l'adresse des surréalistes, T. Tzara participe à la manifestation du 28 mai 1958 contre l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir. Avec la plus grande énergie, il condamne le scandale de la guerre d'Algérie dans *La Nouvelle Critique* de novembre 1960, qui « *se perpétue dans la honte et la torture* ». Il alerte les partis de gauche afin de constituer un front uni contre la continuation de la guerre.

Sa rupture avec le PCF semble consommée. Marqué moralement, T. Tzara se réfugie dans le silence et s'éloigne de toute activité militante. Cependant, il donne, à plusieurs reprises à la rédaction des *Lettres françaises*, différents articles consacrés à l'Espagne républicaine, à J. Pougny, tenant du suprématisme russe, à Bracelli, peintre de la Renaissance, à ses importants travaux sur Rabelais, Villon et les anagrammes. Il est certain que le Parti tente de récupérer politiquement et culturellement T. Tzara, et que L. Ara-

(22) Archives du comité central du PCF, bande 147.

(23) Archives du comité central du PCF, bande 35. Parmi les 42 signatures, on relève les noms de François Furet, V. Leduc, Henri Lefèvre, Madeleine Réberieux, Denis Richet, Jean François Rolland, Albert Soboul...

(24) Christophe Tzara met l'accent sur la crise morale que traverse son père à cet instant (*Correspondance*, Christophe Tzara-Alain Cuenot, juin 2000).

gon (25), au nom de son amitié pour T. Tzara, n'est pas étranger à ce genre de rapprochement. Par le contenu de ses publications, T. Tzara semble ainsi fuir la réalité, oublier ses déceptions vis-à-vis du communisme, en se réfugiant dans le passé et la recherche érudite. Sa foi révolutionnaire ne parvient pas à rebondir, à relancer un discours politique critique et novateur, en s'inspirant du progressisme de gauche de groupes dissidents comme Arguments, d'Edgar Morin, Socialisme ou barbarie, de Castoriadis, ou encore *France Observateur* avec Gilles Martinet, Pierre Naville.

Fondateur du dadaïsme, T. Tzara, par son travail de démolition de l'art et du pouvoir en place, crie son dégoût des mots et du langage officiel, purs produits d'une culture pourrissante, et ouvre le champ à une écriture poétique d'une exceptionnelle richesse. Il s'acharne à défendre un apolitisme ambitieux et déterminé, ne voulant en aucune façon confondre révolution artistique et révolution ouvrière, à l'inverse de ses amis dadaïstes berlinois. Il faut alors attendre les années 1930 pour que T. Tzara franchisse le pas et s'engage à servir la cause du Parti communiste. Dans ses relations conflictuelles avec A. Breton, T. Tzara ne parvient pas à mesurer toute l'emprise du pouvoir stalinien et de son arbitraire dans

la construction du socialisme prolétarien, à l'inverse d'A. Breton qui, s'inspirant des thèses trotskistes, conteste le pouvoir autoritaire de Moscou et de son allié le PCF. Son moralisme, son humanisme généreux, seuls fondements de sa démarche politique, lui interdisent de juger de la justesse des thèses officielles du parti. C'est donc seulement à partir d'une expérience vécue — son voyage en Hongrie en 1956, en pleine insurrection contre le pouvoir soviétique — qu'il comprend et mesure la réalité du communisme bureaucratique de type stalinien et qu'il rompt symboliquement avec le PCF. Sa désillusion profonde et douloureuse est à la mesure de son enthousiasme premier pour la révolution. Ne pouvant pas, malgré ses efforts personnels, modifier l'orientation politique du Parti, il se tourne vers la recherche et l'érudition, seules consolations d'un rêve impossible à saisir d'une révolution socialiste à construire.

Alain Cuenot

(25) A la mort de T. Tzara, L. Aragon, dans son article « L'Homme Tzara », paru dans *Les Lettres françaises* des 2-8 janvier 1963, n'hésitera pas à déclarer que ce dernier, s'il a cessé d'être un militant durant ces dernières années, « n'a pas cessé de penser communiste », « de voter communiste ». G. Sadoul, R. Lacôte, dans le même numéro, ne disent mot de sa crise ouverte avec le parti à la suite des événements de Hongrie.



Affiche du Festival Dada donné à Paris, en 1920, à la salle Gaveau.

Tribune de discussion pour le XIV^e Congrès du PCF publiée dans le n° 546 du 2 juin 1956 de *France Nouvelle*

Présentation

Le n° 69 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a évoqué la publication de la première traduction du rapport Khrouchtchev contre Staline effectuée à partir du russe. Bien que la direction du PCF ait gardé longtemps le silence sur ce qu'elle appelait le « rapport attribué à Khrouchtchev », elle a laissé, comme soupape de sécurité, s'ouvrir une discussion à partir de la résolution du comité central du PCUS de juin 1956 sur « *Les conséquences du culte de la personnalité* », qui reprenait sous une forme extrêmement atténuée et même censurée certains aspects du rapport.

Ainsi, *France Nouvelle*, l'hebdomadaire du comité central du PCF, publie une contribution de Claude Morgan à laquelle répond Marcel Servin. Claude Morgan est un écrivain, il a dirigé les *Lettres françaises* au lendemain de la guerre et à ce titre a été l'une des figures centrales du procès intenté par Victor Kravtchenko, l'auteur de *J'ai choisi la liberté*, pour diffamation aux *Lettres françaises*, procès que gagne Kravtchenko.

Marcel Servin, ancien cheminot, monté dans l'appareil à partir de 1945, est alors responsable aux cadres dans le secrétariat du comité central depuis 1950, il est donc chargé des nominations, affectations et rétrogradations des permanents, homme de confiance de Maurice Thorez à cette époque, étroitement impliqué à ce titre dans le montage des affaires Marty-Tillon et de l'élimination d'Auguste Lecœur. Il est chargé de répondre aux critiques de Claude Morgan au titre de la direction et sans doute au compte personnellement de Thorez, mis en cause dans la contribution de Claude Morgan. Cette publication répond à l'ampleur de la crise dans le PCF que l'appareil veut tenter de canaliser en suggérant que « dans le Parti », selon la formule consacrée « la discussion, est libre »... au point qu'on peut évoquer dans l'hebdomadaire du comité central le culte de la personnalité... de Maurice Thorez, tout en restant membre du PCF, pas pour longtemps il est vrai.

Claude Morgan va en effet protester contre la répression hongroise en novembre 1956 et s'éloigner alors du PCF. Marcel Servin, lui, va bientôt appartenir au courant dans l'appareil du PCF qui veut aller un peu plus loin dans la critique du passé stalinien (sans que le contenu de ce « plus loin » soit bien net et bien clair). Il va apparaître à Thorez comme un critique dangereux. Thorez, selon une méthode éprouvée, va inventer un groupe « Servin-Casanova » (du nom de Laurent Casanova, membre du bureau politique), groupe fondé apparemment sur le seul fait que les deux hommes ont dû dire à peu près la même chose au même moment, à savoir que pour eux, le PCF retarde sur le PCUS dans la rénovation... ce qui, on le voit, n'en fait pas de dangereux révolutionnaires. Communauté de vues qui, dans l'appareil, est suffisante pour dénoncer une « fraction » et éliminer les deux hommes. Servin va être renvoyé non pas à la base, mais à un niveau intermédiaire, au secrétariat fédéral du PCF de la Moselle. Il mourra en 1968. Morgan, lui, mourra en 1980.

Propositions d'amendements par Claude Morgan

(extraits)

Article 41

Dans cet article, la portée du XX^e Congrès est minimisée en ce qui concerne les problèmes de la vie intérieure du parti. Il n'est fait aucune autocritique à propos des répercussions sur notre propre parti du culte de la personnalité et de ce qui est appelé avec un peu trop de discrétion les « erreurs » de Staline.

Ces erreurs se sont traduites par la condamnation de milliers d'innocents, dont beaucoup étaient des camarades dévoués à la cause du communisme. S'il est inutile de s'étendre sur ce thème douloureux pour chaque communiste, il me paraît impossible, par contre, de se satisfaire du seul terme d'« erreurs », qui laisserait croire à une volonté de minimiser les fautes commises.

D'autre part, il n'est pas juste de considérer que le développement du culte de la personnalité en Union soviétique et de la politique d'illégalité qui en fut le résultat comme un fait extérieur à nous et limité à l'Union soviétique.

Aucun parti communiste n'a échappé à certaines conséquences des fautes commises contre la légalité du parti en Union soviétique. Le Parti communiste français y a échappé d'autant moins qu'il se réclamait d'un attachement inconditionnel à l'URSS, formule dont le camarade Maurice Thorez a reconnu, dans son rapport au comité central, qu'elle n'était pas une formule des plus heureuses.

Certes, notre parti n'a pas connu, avant qu'elles fussent dénoncées au XX^e Congrès, les fautes contre la légalité du Parti communiste de l'Union soviétique commises par Staline. Mais notre parti a participé largement au culte de la personnalité de Staline, de la base au sommet.

D'autre part, le culte des personnalités s'est développé largement au sein de notre parti. Il en est résulté un certain nombre de défauts qui ont faussé, chez nous, les règles léninistes de la vie et de la direction du parti.

Le culte des personnalités, qui allait au-delà des manifestations d'affection et de confiance naturelles envers des dirigeants qu'on estime, a entraîné une insuffisance de l'esprit critique à la base. Et cette insuffisance de l'esprit critique s'est répandue de la base au sommet.

Réciproquement, ce même culte des personnalités a entraîné de la part DES DIRIGEANTS DU PARTI, trop souvent entourés de camarades systématiquement approbateurs, un défaut d'autocritique. Cette insuffisance d'autocritique s'est développée également dans tout le parti.

La démocratie intérieure du parti a souffert de cet état de fait. Bien souvent, les critiques ou les vœux de la base ne sont pas montés jusqu'au comité central. Ils restaient bloqués au niveau de la fédération ou même de la section.

Le culte des personnalités a eu également des conséquences sur les méthodes et le ton des discussions à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. L'art de manipuler les citations a tenu trop souvent la place du raisonnement personnel. L'argument autoritaire ou même l'invective se substituait trop souvent à l'effort d'explication et de persuasion. Ces méthodes de discussion autoritaires ont bien souvent découragé les camarades d'ouvrir la bouche pour exprimer leur pensée.

Les principes du centralisme démocratique comportent l'élection des organismes de direction aux différents échelons, l'obligation de compte rendu périodique des organismes élus devant leurs mandants et l'acceptation obligatoire des

décisions des organismes supérieurs par toutes les organisations qui composent le parti. Ce dernier principe, dont la justesse n'est pas contestable, implique que le premier d'entre eux puisse être appliqué en pleine conscience et non d'une manière automatique, comme c'est le cas lorsque s'est développé le culte des personnalités avec toutes les conséquences qu'il entraîne, abandon de l'esprit critique, emploi dans la discussion de l'argument d'autorité.

Un exemple peut être trouvé dans la récente discussion à propos de la loi proposée par nos amis progressistes tendant à abolir la loi actuelle interdisant la vente des appareils anticonceptionnels. De quoi s'agissait-il ? Non pas de limiter les naissances (les statistiques établies dans les pays où la vente de ces appareils anticonceptionnels est libre montrent que cette mesure n'a entraîné aucune diminution des naissances), mais de sauver chaque année la vie de 50 000 Françaises appartenant, pour la plupart, à la classe ouvrière, qui meurent des suites d'avortements clandestins. Le malthusianisme est une théorie dont les réactionnaires ont fait leur cheval de bataille pour lutter contre tout progrès social. Il est évident que tout communiste ne peut qu'être contre une telle position. Mais il est un fait qui existe, une pratique constante qu'on ne peut nier. C'est le fait que chaque couple humain limite lui-même, dans une certaine mesure, le nombre de ses enfants. Sinon, toutes les familles comporteraient une moyenne de 10 à 15 enfants. Le but de la loi proposée est simplement de faire en sorte que cette limitation déjà existante n'entraîne pas, comme c'est le cas aujourd'hui, la mort de 50 000 Françaises chaque année, ce qui a d'ailleurs pour effet de supprimer du même coup la possibilité de naissances futures. Si une guerre tuait chaque année 50 000 Françaises, notre parti n'essaierait-il pas qu'elle prenne fin ? Tel est le vrai problème qui est posé.

Or beaucoup de communistes ont été heurtés par le fait que le camarade Maurice Thorez, ni dans sa réponse à une étudiante « partisante de l'amour libre » ni dans sa réponse à Mme Weil Hallé, n'ait posé la discussion sur son véritable terrain, alors que les médecins communistes

— qui n'avaient pas été consultés lors de la prise de position du parti — avaient fait cependant, par la suite, connaître leur opinion au comité central.

Les principes du centralisme démocratique exigent l'acceptation obligatoire des décisions des organismes supérieurs. Encore faut-il que ces organismes supérieurs acceptent, au préalable, de discuter et de consulter ceux des membres du parti qui sont particulièrement compétents sur des questions aussi délicates.

D'autres exemples pourraient être trouvés dans la manière dont a été conduite, il y a deux années, la discussion sur la presse de notre parti.

Enfin, il est un fait dont l'article 41, tel qu'il est rédigé, ne parle pas : c'est le sort des camarades contre lesquels ont été prises des mesures d'exclusion parce qu'ils n'ont pas été d'accord avec la position prise par notre parti lors de l'affaire yougoslave. Si, comme le spécifie le projet de thèse dans l'article 40, la résolution adoptée en 1949 par le bureau d'information, avec la participation de nos représentants, est « *erronée et inadmissible* », n'est-ce pas juste que soient réexaminés les cas des camarades qui ont alors été exclus ou qui se sont vu enlever des postes responsables en raison de leur désaccord avec cette décision ?

Pour ces raisons, je propose la nouvelle rédaction suivante de l'article 41 :

« Le comité central, qui s'est fréquemment réuni depuis le XIII^e Congrès, s'est efforcé de jouer son rôle de direction collective. Il s'est attaché à déceler et à définir à temps les tâches urgentes du parti en fonction des besoins nouveaux du mouvement ouvrier. »

« Le congrès invite les communistes à étudier avec soin les fruits des travaux du XX^e Congrès de l'Union soviétique en ce qui concerne la vie intérieure du parti. Le XX^e Congrès a remis au premier plan les principes léninistes de la vie du parti — centralisme démocratique, direction collective, critique et autocritique — violés à la faveur du culte de la personnalité qui s'était instauré autour de Staline. Ce culte de la personnalité a eu pour conséquence des fautes graves qui, en Union soviétique, ont limité l'initiative des communistes, freiné l'activité créatrice des

masses populaires et entraîné la mort de nombreux innocents.

« Le culte de la personnalité en Union soviétique n'a pas été sans avoir certaines répercussions dans les partis communistes des divers pays. On doit reconnaître que notre parti a participé au culte de la personnalité de Staline et que le culte des personnalités en général s'y est également développé, entraînant de la base au sommet une insuffisance de la critique et de l'autocritique.

« Les communistes s'efforceront de rectifier ces défauts en encourageant la critique et l'autocritique de la base au sommet, en exigeant que chaque communiste pense par lui-même au lieu de se reposer sur des citations, en s'attachant à réfuter l'adversaire dans un esprit à la fois ferme et fraternel qui favorise la libre expression d'une critique créatrice.

« Les principes du centralisme démocratique comportent l'élection des organismes de direction aux différents échelons, l'obligation des comptes rendus périodiques des organismes élus devant leurs mandants et l'acceptation obligatoire des décisions des organismes supérieurs par toutes les organisations qui composent le parti.

« Afin de favoriser l'application de ces principes essentiels du centralisme démocratique, qui sont la base même de la vie de notre parti, le congrès décide que l'élection des organismes de direction aux différents postes aura lieu AU VOTE SECRET.

« Afin de rectifier les erreurs qui ont pu être commises par suite des défauts signalés plus haut, le congrès désignera une commission spéciale qui examinera notamment les cas des camarades contre lesquels ont été prises des mesures d'exclusion ou qui se sont vu retirer des postes responsables par suite de l'affaire yougoslave, où notre parti a pris une position qui a été reconnue erronée.

« Le comité central veillera soigneusement à ce que soient appliquées les règles léninistes de la vie et de la direction du parti, les principes du centralisme démocratique, de la direction collective, de la critique et de l'autocritique. Il veillera, en même temps, à ne pas laisser confondre la libre critique avec la liberté d'introduire

les idées de la bourgeoisie dans le parti de la classe ouvrière. »

Article 43

Je propose l'adjonction suivante à la fin de cet article :

« Afin de faciliter la tâche des intellectuels communistes dans la défense des positions idéologiques du parti, le congrès demande aux organismes supérieurs du parti de leur donner la possibilité de discussions fraternelles et libres, en présence de membres dirigeants, sans que ces assemblées se substituent d'aucune manière aux organismes réguliers du parti, mais de façon que les problèmes particuliers qui se posent aux différentes catégories d'intellectuels soient ainsi éclairés et résolus avec l'aide du parti. »

Article 45

Je propose d'ajouter à la fin du premier paragraphe de cet article le texte suivant :

« Le congrès demande qu'un nouvel effort soit accompli pour augmenter le rayonnement de la presse du parti et notamment de l'Humanité. Ce résultat devra être atteint non seulement par une intensification de la diffusion, mais par une amélioration du contenu, en maintenant soigneusement à l'Humanité le caractère politique d'organe central du parti qui doit rester le sien, en prenant des mesures nouvelles pour que soit améliorée la qualité de chaque rubrique et pour que le journal de la classe ouvrière informe plus complètement les communistes sur toutes les grandes questions qui les intéressent et qu'ils ont besoin de pouvoir commenter pour combattre les arguments et les calomnies de la bourgeoisie. »

Quelques remarques sur les propositions du camarade Claude Morgan

par Marcel Servin, secrétaire du parti

(extraits)

Sur le culte de la personnalité

L'idée centrale de l'exposé des motifs rédigé par Claude Morgan, c'est que notre Parti communiste français a souffert et souffre grandement du culte des personnalités, que celui-ci a vicié toute la vie du parti, occasionné de nombreuses erreurs et, partant, a nui à l'efficacité politique du parti. Nous reviendrons sur ces questions.

Mais Claude Morgan les fait curieusement précéder de plusieurs paragraphes relatifs à l'URSS et au 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. A les lire, il semble que notre camarade confonde fâcheusement le Parti communiste français avec une section du Parti communiste de l'Union soviétique. Nos camarades soviétiques, lors de leur 20^e Congrès, qui revêt une importance historique, ont analysé l'activité passée de leur parti, les erreurs qui furent commises, et leurs tâches d'avenir. Ils ont en plus, et pour notre bien, éclairé plusieurs questions théoriques et de principes.

Nous avons nous, à la veille de notre 14^e Congrès, à analyser *notre* activité passée, les erreurs que *nous* avons pu commettre, *nos* tâches d'avenir et les moyens de les accomplir, et ce, naturellement, en tenant compte de l'expérience du mouvement ouvrier français, de l'expérience du mouvement ouvrier international, et en premier chef les renseignements (*sic*) du 20^e Congrès du PCUS.

Il y a des choses qui sont du ressort des communistes de l'Union soviétique et non des communistes français, et réciproquement. Par exemple, le camarade Claude Morgan écrit dans son exposé des motifs pour l'art. 41 : « *Il n'est fait aucune autocritique à propos des répercussions sur*

notre propre parti du culte de la personnalité et de ce qui est appelé avec un peu trop de discrétion les "erreurs" de Staline. »

Ainsi, il est demandé au Parti communiste français de faire son autocritique sur les répercussions qu'ont eues dans notre propre parti les fautes qui découlèrent en URSS du culte de la personnalité de Staline, violation de la légalité soviétique comprise (voir paragraphes suivants du texte de Claude Morgan).

Voilà qui est très singulier, car enfin, en quoi le Parti communiste français est-il responsable des « fautes graves » de Staline et de leurs conséquences ? Que cela nous affecte, que cela ait même fait souffrir beaucoup de communistes français, c'est indiscutable. Mais quelle autocritique le camarade Claude Morgan attend-il du Parti communiste français sur ces questions ? S'il veut dire que l'on a trop sacrifié au culte de Staline chez *nous*, on peut l'admettre, encore que les choses n'aient pas du tout la même signification qu'en URSS du fait que nous sommes en pays capitaliste et que Staline était ici le symbole du premier Etat socialiste.

Mais ce n'est pas fortuitement que le camarade Morgan, pour étayer son raisonnement, a posé ces prémices relatives à l'URSS, c'est pour mieux amener son idée que, comme ce fut le cas en Union soviétique, nous souffrons grandement, dans notre Parti communiste français, du culte *des* personnalités.

C'est la démonstration que le camarade veut faire dans les paragraphes suivants, en prétendant parfois apporter des exemples à l'appui. Discutons donc. D'abord, pourquoi Claude Morgan n'a-t-il pas le courage de dire quelles sont *les* personnalités dont le culte a été des plus dommageables pour le parti ? Pourquoi cet anonymat que l'on retrouve tout au

long ? Est-ce Maurice Thorez que vise Morgan ? Alors pourquoi ne pas le dire ? et qui avec lui ? Ce serait plus clair.

Mais examinons, faits à l'appui, ce qu'il en est du culte de la personnalité chez nous.

Le 20^e Congrès a précisément montré comment s'est traduit, en URSS, du point de vue de la vie du parti, le culte de la personnalité. Pas de congrès du parti pendant treize ans, pas de réunion du comité central pendant plusieurs années, cooptation des dirigeants à tous les échelons, non-réunion des conférences statutaires dans les régions, etc.

Où est le culte de la personnalité qui, en France, a entraîné de telles violations ?

Nous avons tenu cinq congrès en onze ans. (Le premier moins d'un mois après la fin de la guerre en juin 1945.)

(...)

A vouloir transposer en France ce qui s'est fait en URSS pour je ne sais quel dessein, le camarade Morgan se fourvoie. Lorsqu'il écrit que le « culte des personnalités » a faussé chez nous les règles léninistes de la vie et de la direction du parti, ce sont les faits eux-mêmes qui lui portent démenti.

Est-ce à dire que tout soit parfait chez nous ? Que non pas. Mais il faut voir les erreurs réelles, serrer la réalité de plus près si nous voulons corriger ce qui est à corriger.

A propos de l'autocritique

Examinons les paragraphes suivants. Claude Morgan écrit :

« Le culte des personnalités... a entraîné une insuffisance de l'esprit critique à la base. Et cette insuffisance de l'esprit critique s'est répandue de la base aux sommets. Réciproquement, ce même culte des personnalités a entraîné de la part des dirigeants du parti, trop souvent entourés de camarades systématiquement approbateurs, un défaut d'autocritique. »

Que, malgré les progrès, il y ait encore besoin de développer la critique, c'est un fait, et le comité central le dit précisément dans l'article 41 du projet. Une parenthèse : Morgan parle de « insuffisance de l'esprit critique de la base aux sommets ». Qu'est-ce que l'esprit cri-

tique ? La possibilité de tout remettre en cause, y compris les principes sans lesquels il n'y a plus de Parti communiste ? Nous préférons quant à nous que l'on parle de l'esprit de parti et du nécessaire développement de la critique faite *en partant* de l'esprit de parti. Mais passons.

Que l'on puisse faire également plus pour développer l'autocritique, c'est aussi dit dans le point 41.

Mais sur quoi repose l'affirmation que le culte des personnalités a empêché l'autocritique nécessaire de la direction du parti ?

Lorsque la direction du parti a fait des fautes, dans les années précédant le 13^e Congrès, personne ne peut nier qu'elle se soit livrée à une courageuse autocritique. Le projet de thèses soumis à la discussion du parti en 1954, puis le rapport du comité central à ce 13^e Congrès et les thèses qui furent adoptées en portent le témoignage.

Dans la préparation du 14^e Congrès, Morgan parle d'insuffisance d'autocritique de la direction du parti. Sans doute s'agit-il de fautes politiques commises depuis le 13^e Congrès, alors que Morgan sort du vague qui laisse tout entendre. Quelles fautes politiques sérieuses ont été commises et pour lesquelles il demande l'autocritique de la direction du parti ? Qu'il dise en quoi le culte des personnalités qu'il incrimine est à la base de ces fautes. Sinon, qu'il dise ces fautes. Sinon, qu'il nous permette de lui demander ce qu'il veut exactement.

D'autre part, sur quoi se base Morgan pour parler de « camarades systématiquement approbateurs qui entourent les personnalités du parti » (encore une fois, qui est visé ?).

Est-ce sur le fait que le comité central se trouve unanime, après discussion, sur tous les grands problèmes politiques, et qu'il en aille de même pour le bureau politique ? A moins que ce soit parce qu'il y a la même unanimité pour condamner telle position de Morgan lui-même à propos de l'affaire Hervé, par exemple. Que personne à la direction du parti ne l'ait soutenu à l'époque, c'est pense-t-il parce qu'il n'y a que des « béni-oui-oui » dans cette direction. Alors que c'est simplement parce que Morgan a tort. Mais c'est difficile à faire, l'autocritique.

Plus loin, le camarade Claude Morgan déclare que dans notre Parti communiste français, le culte des personnalités amène à l'élection des organismes de direction aux différents échelons d'une manière automatique, que, partant, ce principe du centralisme démocratique n'est pas appliqué en pleine conscience. Dès lors, et bien qu'en proclamant la justesse, il met en cause cet autre principe du centralisme démocratique qu'est « l'acceptation obligatoire des décisions des organismes supérieurs par toutes les organisations qui composent le parti ». Ce deuxième principe n'est valable que si le premier est respecté, or moi, Morgan, je le proclame violé. Ne nous imposez donc plus le deuxième. C'est simple.

Nous ne savons pas si le camarade Morgan a déjà été délégué à une conférence de section ou à une conférence fédérale. Si oui, peut-il nous dire quel est le « culte des personnalités » qui l'a amené à voter d'une manière « automatique » pour les directions de section ou fédérales ? Si non, alors, sur quel fait, sur quelle expérience repose son affirmation ?

(...) Le camarade Claude Morgan, enfin, demande que soient en quelque sorte réhabilités les camarades qui ont été sanctionnés parce qu'ils n'avaient pas été d'accord avec la politique suivie par le Parti communiste français vis-à-vis de la Yougoslavie en 1949. Il y en eut quelques-uns, nous disons bien quelques-uns, que l'on peut compter sur les doigts d'une main.

Mais ne furent exclus que ceux qui menèrent sciemment un travail de désagrégation, un travail fractionnel contre la politique du parti.

Sur le plan politique, ils furent à l'époque battus dans toutes leurs cellules ou leurs sections. La discipline du parti veut que dans ce cas, la minorité s'incline et participe à l'application de la politique du parti. Les quelques personnes qui furent exclues alors ne respectèrent pas ce principe et organisèrent la lutte contre la politique fixée démocratiquement par le parti. En quoi leur devons-nous aujourd'hui des excuses ?

Sur les fautes commises par notre parti à l'époque, l'autocritique (mais oui) en est faite au point 40 des thèses. Mais en quoi cela justifie-t-il le travail fractionnel de

quelques-uns en 1949 ? Peut-être ces idées élémentaires ne sont-elles pas assimilées par le camarade Morgan ?

Le mode d'élection des organismes de direction

Mais voyons les remèdes que propose Claude Morgan à la situation pénible où le culte des personnalités aurait plongé le parti. Il propose d'inclure dans le point 41 un passage disant : « *Le congrès décide que l'élection des organismes de direction aux différents postes aura lieu au vote secret.* »

Ainsi se trouve posée la question du vote secret pour l'élection des organismes de direction du parti à tous les échelons.

Je suis contre une telle proposition, et je pense nécessaire d'en exposer les raisons :

1) Dans le Parti communiste, les directions à tous les échelons ne sont pas formées de camarades élus comme représentant diverses tendances politiques qui cohabiteraient. Nos organismes sont élus en totalité sur la base de la politique approuvée par l'unanimité ou la majorité dans les conférences de sections et fédérales ou le congrès du parti.

Dès lors, si le vote secret peut se justifier par exemple dans une organisation où la direction est composée au prorata de diverses tendances, à quoi servirait le vote secret dans notre parti ?

A voter contre tel ou tel camarade qu'on ne veut pas voir élu ? Mais alors, de deux choses l'une. Ou bien on ne veut pas le voir élu pour des raisons politiques, parce qu'on ne juge pas son élection souhaitable à une bonne application de la ligne politique fixée. Dans ce cas, l'intérêt du parti exige que le délégué qui pense cela l'explique devant la conférence ou le congrès, éclaire les autres délégués. Dès lors, à quoi sert le vote secret ?

Ou bien on ne veut pas le voir élu simplement parce qu'il ne plaît pas, sans qu'on puisse lui faire de reproches politiques. Dès lors, le vote secret (car il est alors en effet bien difficile de s'expliquer) vise à servir simplement d'exutoire à des rancunes personnelles, sans aucun souci de l'intérêt du parti.

2) La revendication de vote secret par Claude Morgan peut en outre laisser supposer deux choses. Ou bien que les communistes délégués aux conférences ou au congrès n'ont pas le courage de leur opinion et le courage de voter en conséquence. Si c'est cela, que le camarade Morgan le dise. Si ce n'est pas cela, à quoi sert le vote secret ? Tout au plus peut-être à permettre des « opérations » à quelques personnes à double face.

Nous sommes absolument persuadés que Morgan réproouve tout comme nous tout ce qui permettrait ce singulier « travail ».

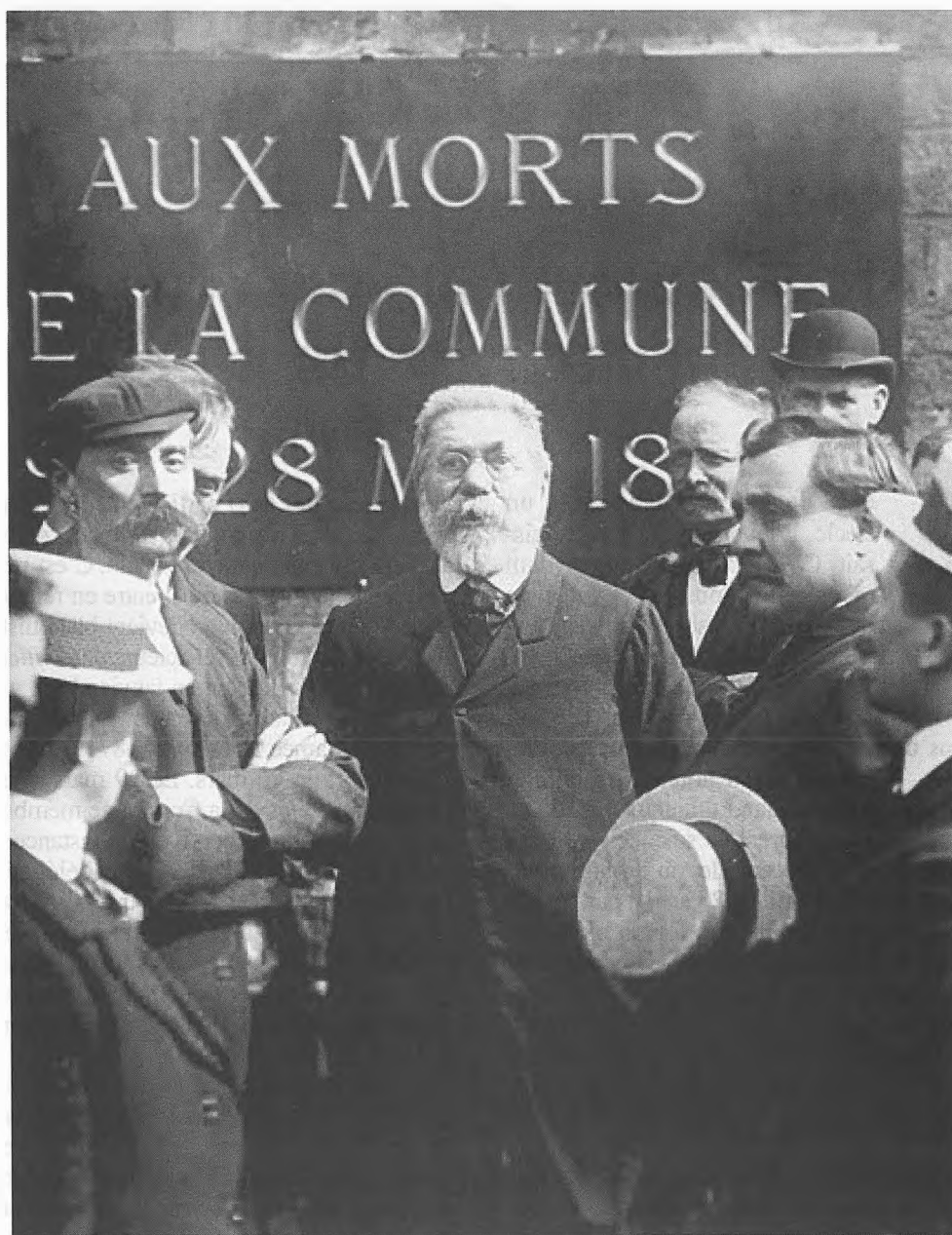
Et puis, enfin, nous sommes le Parti communiste et chacun de nous a assez de

courage pour prendre ouvertement ses responsabilités, surtout lorsqu'elles sont importantes comme c'est le cas par exemple pour l'élection du comité central.

Nous avons autant d'esprit de responsabilité que nos ancêtres de la révolution de 1789 avaient d'esprit civique. Et à l'époque, ce n'est pas à bulletin secret que fut votée la mort de Louis XVI, mais au scrutin public, chaque député expliquant les raisons de son vote.

Quelques camarades nous diront peut-être que dans le Parti communiste de Grande-Bretagne, le dernier comité central a été élu par le congrès au vote secret.

Nos camarades anglais font comme ils le jugent bon. Et nous en France aussi.



Edouard Vaillant au Mur des Fédérés (1910).

Roger Revuz

**Edouard Vaillant
(1840-1915) :
un représentant majeur
du socialisme français**

Edouard Vaillant (1840-1915) : un représentant majeur du socialisme français

Le 18 décembre 1915, il y a un siècle, Edouard Vaillant disparaissait. C'est une figure aujourd'hui méconnue, pourtant il fut avec Jean Jaurès et Jules Guesde l'une des trois grandes figures du socialisme français entre 1870 et 1914.

Il naît en 1840 à Vierzon, dans le Cher, dans une famille de la bourgeoisie provinciale — son père était notaire. Sa famille s'installe à Paris quand il a deux ans. Il obtient son baccalauréat ès sciences en 1857 et entre à l'École centrale, où il obtient son diplôme d'ingénieur. A 26 ans, il part en Allemagne, où il étudie à la fois la médecine et la philosophie allemande. Il correspond avec le philosophe allemand Ludwig Feuerbach (1).

C'est pendant son séjour en Allemagne, pendant les quatre dernières années du Second Empire (1866-1870), qu'Edouard Vaillant devient socialiste et révolutionnaire. Il adhère à la section allemande de Genève de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Il partage alors les idées de Proudhon.

La guerre de 1870 et la Commune de Paris

Il est comme, tous les membres de l'AIT, hostile à la guerre de 1870 déclenchée par l'Empire, pour, dit-il, « détourner l'attention des Français de leurs affaires intérieures » (2). Le 4 septembre 1870, à l'annonce de la chute de l'Empire, il participe à l'insurrection à l'issue de laquelle la République est proclamée. Le soir même, avec Charles Longuet, il envoie un télégramme à Marx pour lui apprendre la chute de l'Empire et la formation du nouveau

gouvernement (3). Il participe activement à la défense de Paris pendant le siège, comme artilleur dans la Garde nationale. C'est pendant le siège de Paris qu'il entre en relation avec Auguste Blanqui et devient blanquiste. Il est l'un des quatre rédacteurs de *l'Affiche rouge* (4) qui appellent en janvier 1871 à la constitution d'une Commune. La Commune est proclamée le 18 mars 1871. Il en est élu membre le 26 mars. Le 29 mars, il est l'un des sept élus de la Commune membres de la commission exécutive, son instance.

Le 20 avril 1871, il est élu délégué à l'enseignement. Il y fait un travail remarquable : il tente d'organiser l'enseignement primaire, l'enseignement technique, l'enseignement féminin, et de démocratiser l'enseignement médical. Il encourage les efforts de la Fédération artistique.

L'action de Vaillant se caractérise par une réelle radicalité dans l'effort de laïcisation de l'enseignement, notamment du personnel. Le 17 mai, il fait voter un décret exigeant l'achèvement de la laïcisation dans les 48 heures. Il n'hésite pas à menacer d'arrêter les membres des Congrégations qui refuseraient de quitter les écoles communales (5).

(1) Ludwig Feuerbach (1804-1872) : philosophe allemand, humaniste athée. A influencé les « hégéliens de gauche », dont Marx et Engels. Engels publie en 1888 : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*.

(2) Gaston Da Costa, *La Commune vécue*, tome III.

(3) Maurice Dommanget, « Edouard Vaillant, un grand socialiste, 1840-1915 », *La table ronde*, 1956, p. 22 (cet article doit beaucoup à cet ouvrage).

(4) Outre Vaillant, Emile Leverdaye, Gustave Tridon et Jules Vallès participèrent à sa rédaction.

(5) *La Commune*. Le n° 64 du bulletin trimestriel de l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris (1871) est consacré en grande partie à Vaillant pendant la Commune.

De tous les grands socialistes français de cette période, Vaillant fut sans conteste le plus anticlérical, le plus farouche partisan de la laïcité et d'un athéisme sans concession.

A l'issue de la Semaine sanglante (21 au 28 mai 1871), il parvient à s'échapper de Paris. Il sera condamné à mort par contumace le 17 juillet 1872. Il fuit par l'Espagne et le Portugal, et parvient à rejoindre Londres sur un navire britannique.

A Londres, il entre en contact avec Marx par l'intermédiaire de Charles Longuet, futur gendre de celui-ci. Vaillant devient le chef de file des blanquistes, mais fréquente régulièrement Marx. Amédée Dunois (6) écrira en janvier 1940 que, « dans la pensée de Vaillant, blanquisme et marxisme se rejoignent et se confondent. Cette double imprégnation sera sensible jusqu'au bout » (7). Vaillant fut autant que Jules Guesde l'introducteur du marxisme en France.

Retour en France après l'amnistie de 1880

L'amnistie de 1880 lui permet de revenir en France. A Vierzon, il est accueilli par une foule enthousiaste, qui le salue aux cris de « Vive la Commune ! Vive la République ».

En 1881, peu de temps après le décès d'Auguste Blanqui, Vaillant fonde le *Comité révolutionnaire central* (CRC), qui regroupe tous les blanquistes. En 1884, il est élu par le quartier du Père-Lachaise conseiller municipal de Paris. Il milite pour le développement des services publics municipaux, mais combat ceux qui parlent de « socialisme municipal ». En 1911, dans un congrès de la SFIO, il qualifie « d'idée baroque » le fait de croire « qu'au lieu de s'exercer partout, le socialisme puisse être cantonné dans la commune par un socialisme municipal » (8).

Vaillant est partisan des réformes qui peuvent améliorer la condition ouvrière, mais il est conscient de leur insuffisance.

Dans *Le Cri du Peuple* (7 janvier 1889), il écrit : « Le capitalisme ne souffre à sa tête que celui qui le sert, les réformes réclamées par l'opinion ne sont données qu'à la condition de ne pas mettre le privilège en péril ou d'être annulées en pratique, et le

premier devoir du gouvernement est d'abjurer ses engagements populaires » (9).

Vaillant et les militants du CRC jouent un rôle capital dans la naissance de la CGT en 1895, à Limoges. En effet, les militants du CRC sont présents à la fois dans les *Bourses du Travail* et les *Fédérations nationales des syndicats*, qui vont se retrouver ensemble dans la confédération.

Opposé à la fois aux anarchistes qui ne veulent pas entendre parler d'action politique et au *Parti ouvrier français* de Guesde, qui veut subordonner les syndicats au parti, Vaillant est pour la conjonction de la lutte politique et syndicale, mais pour l'autonomie des syndicats par rapport au parti et l'autonomie du parti par rapport aux syndicats. Il eut toujours une attitude fraternelle par rapport aux anarchistes et aux anarcho-syndicalistes, qui le lui rendaient bien. C'était un grand ami de Louise Michel.

En 1893, les socialistes connaissent un triomphe aux élections législatives : 50 députés socialistes de toutes tendances entrent à la Chambre des députés, dont Vaillant. Le mouvement socialiste est alors divisé entre de multiples partis.

En 1905, Vaillant est un artisan majeur de l'unité des socialistes (10) et de la constitution de la *Section française de l'Internationale ouvrière* (SFIO), qui unifie le *Parti socialiste français* de Jaurès, humaniste et réformiste, et le *Parti socialiste de France*, socialiste et révolutionnaire, qui, depuis 1902, réunissait les guesdistes et les vaillantistes.

En 1905, Vaillant accueille avec enthousiasme la révolution en Russie, « où la grève insurrectionnelle a été l'arme par excellence de la Révolution » (11). De même, en

(6) Amédée Dunois (1878-1945) : d'abord militant anarchiste, il rejoint la SFIO en 1912. Opposé à l'Union sacrée, adhère au PC en 1920. Oppositionnel. Quitte le PC en 1927. Adhère à nouveau à la SFIO en 1930. Résistant. Arrêté par la Gestapo. Meurt en déportation.

(7) *Le Populaire*, 29 janvier 1940.

(8) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 124.

(9) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 306.

(10) Alfred Rosmer, dans *Le mouvement ouvrier pendant la guerre*, tome 1, Librairie du Travail, 1936, consacre une partie du chapitre premier à la genèse de l'unité socialiste, pp. 39 à 47.

(11) Maurice Dommanget, ouvrage cité.

(12) Le 18 octobre 1909, Vaillant marche en tête d'une manifestation monstre pour protester contre l'exécution de Francisco Ferrer.

1909, il suit les événements révolutionnaires à Barcelone et en Catalogne, où le pédagogue libertaire Francisco Ferrer (12) est condamné à mort et exécuté.

De l'Internationale à l'Union sacrée

Vaillant joue un rôle considérable dans l'*Internationale ouvrière*, il est membre du *Bureau socialiste international* (BSI) de Bruxelles. Dans l'*Internationale*, il côtoie ses amis allemands Wilhem Liebknecht, August Bebel, Rosa Luxemburg, ainsi que l'Anglais Keir-Hardie. Dès le congrès de Stuttgart, en 1907, l'*Internationale* engage une campagne active contre la guerre qui menace. Vaillant devient « *un adversaire fanatique de la guerre* » (13). En août 1912, dans *Le Socialiste* (14), Vaillant écrit : « (...) *Autant nous serions impuissants à empêcher une guerre déclarée, commencée, dans le vertige nationaliste et chauvin qui saisit alors les peuples, autant nous pourrions la prévenir si, à cet effet, la grève générale et l'action populaire intervenaient.* » A la tribune du congrès international de Bâle, en novembre 1912, Vaillant déclare : « *Nous ne voulons pas une boucherie pour satisfaire les ambitions capitalistes.* »

Peu de temps avant la déclaration de la guerre, dans le train qui l'emmène à Bruxelles pour une ultime réunion du BSI, Vaillant dit à ses compagnons de voyage, en parlant de ses collègues députés socialistes : « *Ils ne savent pas ce qui les attend. Encore quelques jours et ils seront tous patriotes et à fond pour la guerre* » (15). Le 31 juillet 1914, c'est l'assassinat de Jaurès. Le soir du 2 août, dans un meeting à la Sal-

le Wagram, Vaillant, comme ses autres collègues socialistes, se rallie à l'Union sacrée : « *En présence de l'agression, (les socialistes) accompliront tout leur devoir, pour la patrie, pour la république, pour la révolution* » (16). Il sera l'un des plus farouches « jusqu'aboutistes » et adversaires des minoritaires de la SFIO et de la CGT, opposés à l'Union sacrée. Il s'opposera à toute tentative de rapprochement avec les socialistes des Empires centraux avant que la victoire finale fût acquise et condamnera la conférence socialiste internationale de Zimmerwald.

Il meurt le 18 décembre 1915, à 75 ans. Ses obsèques ont lieu à Vierzon le 22 décembre, en présence de nombreux « *communeux* » (17), de socialistes, de syndicalistes et... de soldats avec drapeau tricolore et musique, qui forment une haie. Les drapeaux rouges sont restés roulés. Le jour même des obsèques, Trotsky publie dans *Nache Slovo*, le quotidien socialiste russe édité à Paris, un article où il évoque la mort de Vaillant : « *Vaillant (...) regardait toujours la France comme une nation messianique choisie pour être la libératrice des peuples et leur apporter la vie spirituelle. Son socialisme était profondément patriotique, de même que son patriotisme était libérateur et messianique. La France (...) lui semblait être l'unique pays de mouvement et de progrès.* »

Roger Revuz

(13) Léon Trotsky, *Nache Slovo*, 22 décembre 1915.

(14) *Le Socialiste*, hebdomadaire, 4 au 11 août 1912.

(15) Maurice Dommanget, ouvrage cité, p. 237.

(16) *L'Humanité*, 3 août 1914.

(17) Les partisans de la Commune se désignaient par le terme « *communeux* ». Le terme « *communard* » ne s'est imposé qu'au cours du XX^e siècle.

Léon Trotsky

Sur la mort de Vaillant

Nous publions ci-après un large extrait de l'article de Trotsky paru en russe le 22 décembre 1915 dans *Nache Slovo* et en français pour la première fois dans le *Bulletin communiste*, en décembre 1923, sous le titre *Sur la mort de Vaillant*.

On a enterré aujourd'hui Edouard Vaillant... C'était le seul représentant encore en vie des traditions du socialisme national français, du blanquisme, qui alliait les méthodes extrêmes d'action, jusques et y compris l'insurrection, au plus extrême patriotisme. En 1870, dans son journal, *La Patrie en danger*, Blanqui ne connaissait d'autre ennemi que le Prussien. Gustave Tridon, son ami, sortit le 3 mars 1871 avec Malet de l'Assemblée nationale qui avait osé approuver le traité de Francfort et, partant, la cession de l'Alsace-Lorraine aux Allemands. « *Je combattrai inlassablement ce traité criminel — écrivait Tridon à ses électeurs — tant qu'il n'aura pas été aboli par la révolution ou par votre patriotisme.* » En tout cela, aucune contradiction : Vaillant dérivait de Blanqui, et Blanqui de Babeuf et de la grande Révolution. Cette filiation épuisait et fermait pour eux le développement de la pensée politique.

Pour Vaillant, quoiqu'il fût un des rares Français connaissant véritablement la langue et la littérature allemandes, la France était restée le pays élu, la nation libératrice qui, seule, par son attouchement, éveille les autres peuples à la vie morale. Son socialisme était profondément patriotique, de même que son patriotisme était teinté de messianisme. Malgré la lenteur de l'accroissement de sa population et le retard de son développement économique, malgré le conservatisme de sa vie et de son idéologie, la France actuelle lui paraissait encore *le seul pays du mouvement et du progrès*.

Après les épreuves des années 1870-1871, Vaillant devint un adversaire acharné de la guerre, contre laquelle, à l'instar de son compagnon d'armes aux derniers

congrès internationaux, l'Anglais Keir-Hardie, mort quelques mois avant lui, il proposait les moyens de lutte les plus extrêmes. Mais lorsque la guerre éclata, toute l'histoire européenne, passée et future, se résuma pour Vaillant dans la question du sort de la France.

Comme, pour lui, toutes les conquêtes de la pensée et toutes les victoires de la justice découlaient directement de la grande Révolution qui était et était restée française, il ne pouvait pas ne pas lier en fin de compte ses idées au sang de *la race*. Il s'agissait du salut du peuple élu, et pour cela Vaillant était prêt à mettre en action toutes les forces. Il se mit à écrire des articles dans le ton de *La Patrie en danger*, de Blanqui.

Il bénit le glaive du militarisme qu'il avait combattu si impitoyablement en temps de paix — à condition que ce glaive, hérité de la grande Révolution, tranchât la monarchie et le militarisme allemands. Vaillant était un « jusqu'aboutiste » acharné.

Les éditoriaux qu'il écrivait journellement au début de la guerre respiraient un nationalisme si outré ou plutôt un tel chauvinisme que les nationalistes vulgaires, type Renaudel, en étaient quelque peu troublés. Dans la vieille tête du blanquiste de 75 ans se réveillait l'ancienne conception mécanique de la révolution.

Sans sa plume, le militarisme allemand n'était pas le produit des conditions sociales de l'Allemagne, mais une superstructure monstrueuse que l'on pouvait renverser de l'extérieur d'un coup du bélier républicain. Vaillant avait définitivement perdu ses illusions sur la « race » allemande.

Quand, à Stuttgart, une opposition s'éleva contre le militarisme et la direction officielle du parti, il se mit à expliquer le cou-

rage des socialistes wurtembergeois par le mélange du sang gaulois au sang allemand dans les régions du sud de l'Allemagne...

Renaudel, Compère-Morel, Longuet et les autres parlementaires modérés considéraient avec inquiétude le vieux blanquiste, le Don Quichotte de la mission révolutionnaire de la France qui semblait ne pas remarquer les transformations profondes survenues dans la situation. Quelques mois plus tard, Vaillant était évincé du journal *L'Humanité*, dont la direction passa aux mains de Renaudel, qui avait été le vulgarisateur de Jaurès et avait hérité tous les côtés faibles de son maître génial...

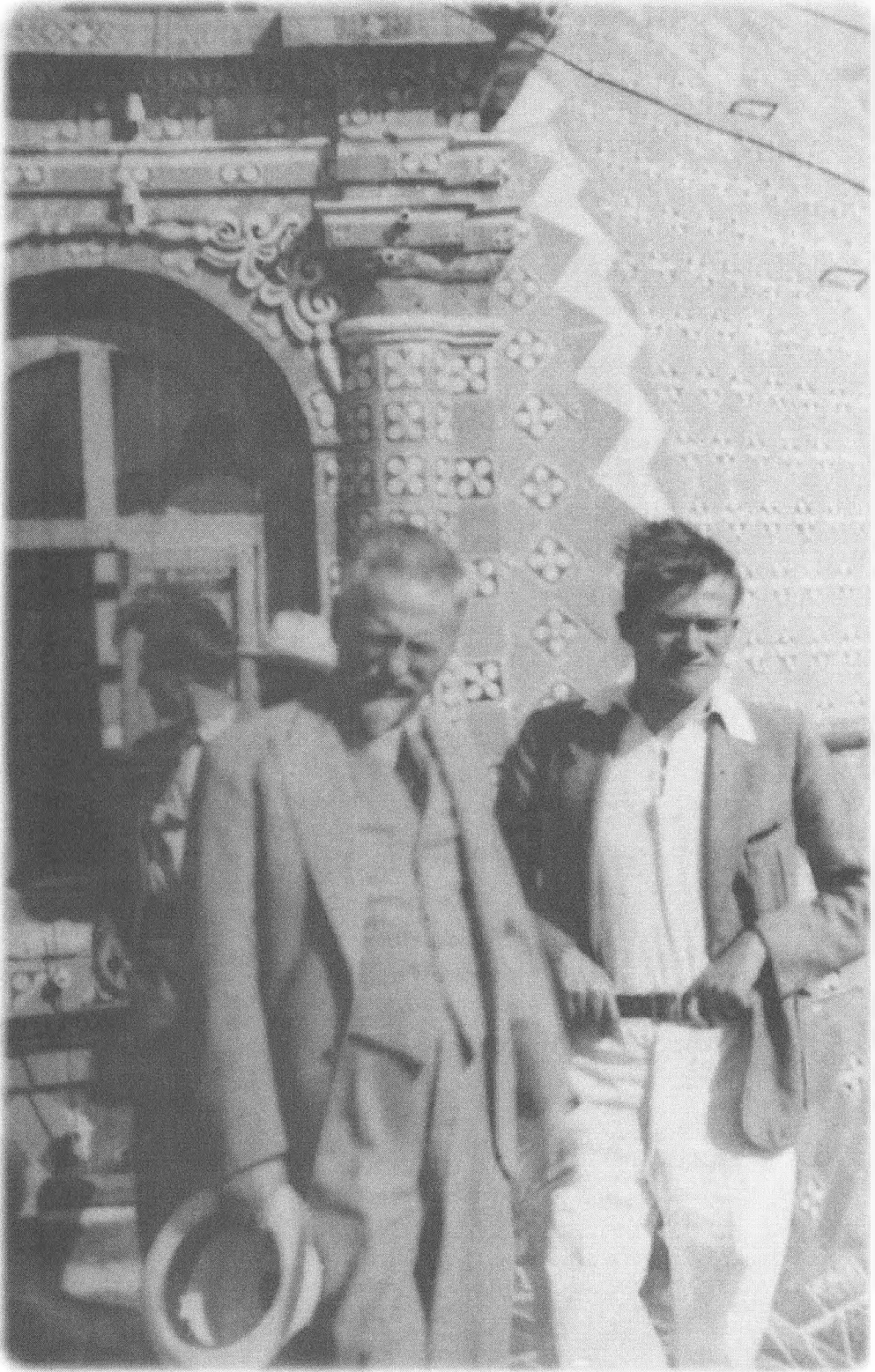
J'ai rencontré Vaillant il y a quelques mois au Comité d'action (institution « militaire » composée par moitié des délégués du parti et des représentants des syndicats).

Il n'était plus que l'ombre de lui-même, l'ombre du blanquiste avec les traditions des guerres des sans-culottes, à l'époque du carnage impérialiste mondial. Il a assez vécu pour voir remettre au catholique royaliste Castelnau l'épée de la République destinée à abattre la monarchie des Hohenzollern. C'est à cette étape de la vie politique de la France et de la guerre que le vieux blanquiste est mort.

La France et surtout le socialisme français ont perdu encore un homme éminent. Les médiocrités de l'interrègne vont se paraître à elles-mêmes — et aux autres aussi, hélas ! encore plus importantes. Mais pas pour longtemps. L'ancienne époque descend de la scène avec ses hommes, la nouvelle en trouvera de nouveaux.

L. Trotsky

Note de lecture



Léon Trotsky et Jean Van Heijenoort à Mexico en 1938.

Une réédition importante :

Sept Ans auprès de Léon Trotsky. De Prinkipo à Coyoacán, de Jean Van Heijenoort

Les éditions Maurice Nadeau — *Les Lettres Nouvelles* (dont la direction est aujourd'hui assurée par Gilles Nadeau) viennent de publier la troisième édition du livre de Jean Van Heijenoort *Sept Ans auprès de Léon Trotsky. De Prinkipo à Coyoacán*. Plus qu'une réédition — en elle-même indispensable, car il était devenu extrêmement difficile d'avoir accès à ce précieux témoignage —, il s'agit d'une nouvelle publication.

Le « récit » de Jean Van Heijenoort, comme l'auteur avait lui-même défini son travail dans une préface de 1978 (reproduite dans cet ouvrage), est accompagné de toute une série d'éléments nouveaux qui aident à le situer dans l'histoire politique du XX^e siècle et qui éclairent la personnalité et le rôle joué par Van — comme il était généralement nommé par ses camarades.

Il s'agit d'abord d'un témoignage passionnant et émouvant d'Esteban Volkov (Sieva), le petit-fils de Léon Trotsky, puis d'une note de Laure Van Heijenoort sur le « *sort des archives de Léon Trotsky* ».

Jean-Jacques Marie a par ailleurs apporté une importante contribution à cette nou-

velle édition : une étude sur la « *Place de Léon Trotsky dans l'histoire : mythes et calomnies* », qui montre à quel point les souvenirs de Van sont liés à l'actualité dans la mesure où ils n'évoquent pas seulement « *une figure historique* », mais un combattant révolutionnaire dont les idées et l'action politique sont présentes dans les gigantesques conflits sociaux où se joue le sort de l'humanité. Comme l'écrit Jean-Jacques Marie, « *les défenseurs du désordre existant doivent donc tenter de le (Léon Trotsky) discréditer (...). Il est toujours attaqué, puisqu'il affirme la nécessité de renverser un capitalisme spéculatif, capable de détruire des masses de forces productives (...). Il incarne une continuité aujourd'hui abandonnée par les partis officiels qui se réclament du "socialisme". Cette continuité repose sur le constat que la société est toujours fondamentalement divisée entre, d'un côté, des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail pour vivre, et, de l'autre, ceux qui achètent et exploitent cette force de travail en tentant de la payer le moins cher possible ; il y a donc entre ces deux classes un antagonisme fondamental et irréductible (...).* »

Jean-Jacques Marie a prolongé cette étude par « un bref parcours biographique de Léon Trotsky » et par des « remarques complémentaires sur quelques écrits touchant à Trotsky ».

Enfin, cet ouvrage comprend un très riche index biographique de noms cités. Il est enrichi d'une remarquable iconographie (128 illustrations) qui concourt à en faire une réussite exceptionnelle.

Présentant ce qu'il appelle un « petit livre », Jean Van Heijenoort écrit :

« *J'ai vécu sept ans auprès de Léon Trotsky, d'octobre 1932 à novembre 1939 (...). J'étais membre de son organisation politique et je devins son secrétaire, traducteur et garde du corps. Le petit livre que je présente n'est pas l'histoire politique de ces années-là. Ce n'est pas non plus un portrait en pied de l'homme. Ce sont des souvenirs, mes souvenirs.* » Et Van ajoute : « *Je m'efforcerai de ne pas répéter ici ce qui est connu (...). Je demande donc à mon lecteur une certaine connaissance des événements dont je parle.* »

L'un des traits marquants de la personnalité de Van, c'est sa modestie quant au rôle qu'il a joué dans les événements qu'il évoque. Pourtant, quand il relate les aspects politiques du séjour de Léon Trotsky en France, quand il revient sur la participation de Trotsky aux débats qui se menaient alors au sein du mouvement trotskyste en France ou qu'il évoque la décision d'avancer vers une nouvelle Internationale, on sent bien que ce n'est pas un « confident » de Trotsky qui parle, mais un militant.

Certes, on ne trouvera pas dans *Sept ans auprès de Léon Trotsky* un bilan d'ensemble de ce qu'on a appelé le « tournant français ». D'une manière plus générale, Jean Van Heijenoort ne s'engage pas dans une discussion au sujet de certaines positions politiques de Léon Trotsky, ni à propos par exemple des désaccords avec le POUM, ni des divergences au sein du SWP et de la « défense » de l'URSS, ni à propos de ses choix tactiques. Ce qui n'empêche qu'à chaque fois que référence est faite à une position politique de Trotsky, elle est exacte.

Dans cette retenue joue sans aucun doute un autre facteur que la simple modestie.

N'oublions pas qu'avant d'énumérer les fonctions (« secrétaire, traducteurs, garde

du corps »), Van commence par rappeler qu'il était membre de « l'organisation politique » de Trotsky. En 1948, il abandonna cette organisation et n'eut depuis aucune activité politique — si ce n'est pour rétablir la vérité sur des points d'histoire du mouvement trotskyste ou défendre l'honneur de militants victimes de calomnies. Mais il se refusa à porter des jugements sur les différents courants se réclamant du trotskysme et sur leurs positions. La même réserve marque ces souvenirs, ce qui ne signifie en rien qu'ils se limitent à des aspects « personnels ».

Naturellement, le « récit » de Van Heijenoort est riche en aperçus de ce qu'était la vie quotidienne à Coyoacán et lors du dernier séjour de Léon Trotsky en France.

Nulle marque d'hagiographie dans le portrait de Trotsky tracé par Van Heijenoort, ce qui fait ressortir encore plus la force de conviction et la fermeté de caractère du « révolutionnaire professionnel » avant tout déterminé par ses tâches de militant. Ces éléments ne prennent toute leur valeur que parce qu'ils sont pleinement inscrits dans leur contexte historique. Ainsi, à propos des conditions de vie au Mexique, Van Heijenoort écrit : « *Comment faire revivre aujourd'hui, pour ceux qui ne les ont pas connues, les années trente ? Les calomnies et les persécutions staliniennes faisaient rage. L'argent manquait à un degré difficilement imaginable et le manque de moyens financiers nous paralysait pour les tâches les plus simples.* »

Nombre de ceux qui ont traité de l'action de Trotsky — par exemple, Isaac Deutscher — ont déploré le temps qu'il avait consacré à de « petits groupes » visant en fait la place centrale que Léon Trotsky accordait au combat pour la Quatrième Internationale. A ce sujet, Van écrit :

« *A l'exemple de Marx, qui, devant les propos inattendus de certains de ses disciples, avait déclaré n'être pas "marxiste", Trotsky disait parfois qu'il n'était pas "trotskiste". En fait, "trotskiste", il l'était tout à fait, s'il l'on entend par là qu'il avait un souci constant des problèmes intérieurs des différents groupes trotskistes. La plupart du temps, chacun de ces groupes était divisé en deux ou trois fractions. Les luttes entre ces fractions, leurs alliances et leurs ruptures à l'intérieur d'un groupe ou d'un*

groupe à l'autre, tout cela l'occupait beaucoup. Il consacrait à ces luttes fractionnelles une grande partie de son temps, de nos énergies et de sa patience. »

Propos que reprend Esteban Volkov (Sieva) dans son témoignage, expliquant qu'à « l'époque de la lutte révolutionnaire que Léon Trotsky considérait comme la plus importante de sa vie, confrontée à la contre-révolution bureaucratique stalinienne, mon grand-père s'était fixé pour tâche principale de créer une nouvelle avant-garde révolutionnaire : la fondation de la Quatrième Internationale. Parmi ses plus proches collaborateurs, il faut citer Léon Sedov, le fils aîné de son second mariage avec Natalia Sedova, suivi immédiatement par Jean Van Heijenoort, qui avait passé sept ans à ses côtés. »

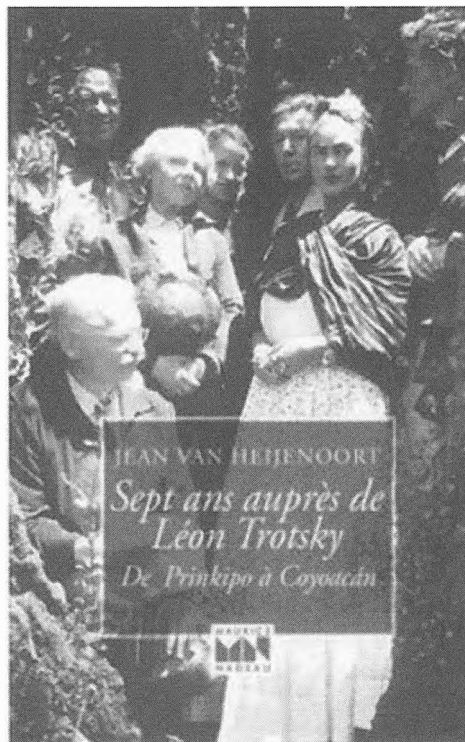
Esteban Volkov rétablit ainsi la place du militant révolutionnaire Jean Van Heijenoort, dont le rôle ne tient pas seulement à sa proximité avec Trotsky, mais à son activité propre. Il faut se souvenir que Van, fils d'un travailleur hollandais immigré, n'avait pu accéder à des études supérieures que parce que, dès l'école primaire, il avait obtenu des bourses, et que, après le baccalauréat, il put entrer en Mathématiques supérieures au lycée Saint-Louis, à Paris. Il de-

vait ensuite, sans renoncer aux mathématiques, rejoindre au printemps 1932 la Ligue communiste, l'organisation qui, en France, défendait les positions de l'Opposition de gauche. Ce sont ses qualités militantes et intellectuelles qui amenèrent les responsables de la Ligue à lui proposer de rejoindre Trotsky à Prinkipo, en Turquie.

Après la mort de Trotsky, Jean Van Heijenoort continua à militer aux Etats-Unis dans les rangs de la Quatrième Internationale et de sa section américaine, le Socialist Workers' Party. On lui doit notamment d'importantes contributions sur la manière dont se posa la question nationale dans les pays occupés par l'armée hitlérienne et son rapport avec la lutte pour la révolution socialiste. Certaines de ses contributions, signées Marc Loris, ont été publiées dans la revue *Quatrième Internationale*. On trouvera dans le n° 26 des *Cahiers Léon Trotsky* (juin 1986) un hommage rendu à Van par Pierre Broué.

A la fois témoignage « personnel » et document historique, *Sept Ans auprès de Léon Trotsky* s'adresse à tous ceux qui veulent connaître et comprendre ce qu'a été l'œuvre et le combat de Léon Trotsky.

François de Massot



**Cahier du CERMTRI
n°161**

LE CONGRÈS MANQUÉ

Le Congrès manqué

Présentation

Le Bureau socialiste international avait fixé avec l'accord des partis sociaux-démocrates qu'il représentait le X^e Congrès de l'Internationale socialiste à Vienne du 23 au 29 août 1914.

L'ordre du jour prévu souligne qu'il ne s'agissait pas d'un congrès extraordinaire contre la guerre qui s'annonçait — même si cette question figurait bien entendu au cœur des débats —, mais d'un congrès abordant un certain nombre de problèmes d'importance diverse, au premier rang desquels celui de la guerre.

Ce congrès devait en effet se prononcer sur les rapports de cinq commissions : sur le chômage, sur la cherté de la vie, sur l'alcoolisme, sur la situation des prisonniers politiques et sur la guerre, ou, plus exactement, selon l'intitulé de la commission, sur « l'impérialisme et l'arbitrage ».

Dans la présentation de l'ouvrage qu'il a consacré à ce congrès et à sa préparation, *Le Congrès manqué*, Georges Haupt explique la genèse de cet ordre du jour :

« Comme le danger d'une guerre était déjà écarté depuis quelques mois et que la situation internationale paraissait calme, dans le choix des thèmes à débattre à Vienne, les délégués du B.S.I. se penchèrent d'abord sur les problèmes qui se posaient à l'intérieur du mouvement ouvrier européen, lequel montrait des signes inquiétants de malaise. Ainsi, Kautsky, deux mois avant cette réunion, jugeait que le mouvement ouvrier entraînait dans la période qu'il avait définie dans son ouvrage *La Voie du pouvoir* comme étant marquée par "l'arrêt de la montée du fait de la lutte syndicale". Mais les conséquences de ce phénomène apparaissaient différentes de celles

qu'il attendait : "Non point une augmentation de l'élan révolutionnaire dans la lutte politique, mais apathie, découragement, et malaises dans des cercles très larges. Dans ce cas, si cela continue — écrivait Kautsky à Victor Adler le 18 octobre 1913 — et si la misère augmente encore au cours de l'hiver, je ne tiens pas pour exclues les manifestations de désespoir, des grèves sauvages et des révoltes de rues ; ceci pourrait mener à une crise politique, à des mesures plus dures prises contre nous, mais également à une crise du Parti". » (op. cit., pp. 69-70).

En ce qui concerne le thème « l'impérialisme et l'arbitrage », Georges Haupt souligne que ce thème a été introduit à la demande du SPD allemand, et il précise :

« Sous le vocable apparemment clair d'"impérialisme", deux problèmes se posaient en fait. Il s'agissait, d'une part, de définir la nature des contradictions entre les puissances et de savoir si la menace d'une conflagration européenne existait encore. D'autre part, il fallait préciser les moyens de conjurer une guerre éventuelle : recourir à la grève générale, ou simplement relancer la formule de l'arbitrage. A la réunion du B.S.I. de décembre 1913, après un "court échange d'observations", les délégués allemands et autrichiens avaient en effet accepté d'inscrire "l'amendement Keir Hardie-Vaillant à l'ordre du jour du Congrès de Vienne et sa jonction à cet égard comme pour l'arbitrage à la question plus générale de l'impérialisme". Parmi les quatre rapporteurs désignés, figurent les noms de ceux qui, en 1913, après la mort de Bebel, le seul homme reconnu comme "le dictateur moral de l'Internationale tout entière", devaient devenir les leaders de l'Internationale : Jean Jaurès et Hugo Haase. Mais Haase, le suc-

cesseur de Bebel à la tête du parti allemand, n'avait encore ni audience ni autorité. Et le leader du socialisme français, Jaurès, malgré son grand prestige international, n'avait pas su s'imposer dans l'Internationale comme arbitre. Néanmoins, leur poids devait être lourd dans les délibérations sur les points litigieux posés devant le Congrès de Vienne. Les deux autres rapporteurs furent le vétéran du socialisme anglais Keir Hardie, qui devait défendre la motion sur la grève générale, et le dirigeant du parti socialiste hollandais réformiste, Vliegen » (op. cit., pp. 74-75).

Le choix du réformiste Vliegen n'est pas vraiment innocent. Georges Haupt résume en quelques lignes très claires la conception du social-démocrate hollandais.

« Vliegen ne niait pas "le danger croissant qui menace le monde et la civilisation" que représentaient la montée militariste et la course aux armements, mais il envisageait l'avenir avec confiance, convaincu que dans la vie internationale "les intérêts réels et palpables qui pouvaient justifier une guerre manquaient entièrement". Cette constatation, Vliegen la fit en juin 1914. Quels facteurs l'amenaient à une telle appréciation ? Tout d'abord, même du point de vue capitaliste, une guerre n'est pas souhaitable, car elle ne peut amener qu'une ruine économique sans qu'aucune nation, même victorieuse, puisse en tirer un avantage.

Ensuite, les grands motifs de dissension issus de la lutte pour les colonies ont disparu, le partage du monde étant achevé. Quant aux conflits entre les grandes puissances pour la domination politique de certaines régions du monde, la guerre russo-japonaise et la guerre des Balkans ont démontré qu'ils n'avaient pas l'ampleur nécessaire pour entraîner le déclenchement d'une guerre générale.

Enfin, les forces pacifistes sont devenues prépondérantes, même au sein des classes dirigeantes et des gouvernements, qui en évitant une guerre veulent éviter un double péril. Ils ont compris, en effet, les dangers incalculables que comportent les armements modernes. Ils ont réalisé que "toute tentative de décider quelque chose par la violence sera combattue énergiquement par tous les partis socialistes, ce qui rend le risque plus grand pour les classes dirigeantes" et explique que l'idée de recourir à un arbitrage commence à se faire un chemin tant dans l'opinion publique que dans les gouvernements.

L'essentiel des propos de Vliegen réside moins dans la vision optimiste qu'ils propagent encore en juin 1914 que dans le fait qu'ils représentent une tentative de révision des prémisses de la politique extérieure internationale telles qu'elles furent formulées dans le manifeste du Congrès extraordinaire de Bâle. Ce n'était pas une tentative isolée ou personnelle. En étudiant attentivement les textes de l'époque, on s'aperçoit que, dès 1913, sans y faire pour autant allusion, ce texte avait été l'objet de variations et d'interprétations restrictives. Bien qu'il n'y ait jamais eu de déclarations fracassantes, la révision des appréciations sur la situation internationale et les tendances de l'impérialisme, telles qu'elles furent définies à Bâle, se produisait aussi bien dans les colonnes des organes théoriques que dans les documents des congrès des partis nationaux.

Le postulat duquel partait le manifeste de Bâle était la menace objective d'une conflagration européenne engagée sur le terrain de l'impérialisme capitaliste et des intérêts dynastiques, issue de la "politique des grandes puissances concurrentes". Or, selon Vliegen, l'évolution intervenue au cours des deux dernières années avait démontré que les tendances profondes du capitalisme moderne, au lieu d'accentuer les contradictions, les atténuaient de façon sensible. Il crut en trouver la preuve dans la modification des rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre. En effet, le Congrès de Bâle avait jugé que le plus grand danger pour la paix de l'Europe résidait dans "l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand" ; or, selon Vliegen, cette hypothèque était maintenant levée par le rapprochement évident entre les deux puissances. L'idée n'était d'ailleurs pas originale, on la trouvait également dans des textes de Haase et de Jaurès » (op. cit., pp. 89-90).

Ce rapport a un lien avec l'hostilité sourde, mais de moins en moins dissimulée, à l'idée de la grève générale internationale comme moyen de faire obstacle à la guerre. Lors du Congrès de Copenhague, en 1910, l'Anglais Keir Hardie et Edouard Vaillant avaient présenté un amendement qui proclamait : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière... » L'examen de cet amendement avait été renvoyé aux congrès ulté-

rieurs. Il devait théoriquement être soumis au Congrès de Vienne.

Entre-temps, au congrès du parti socialiste français du 14 au 16 juillet 1914, Jaurès fait adopter un amendement qui prône la grève générale comme moyen d'imposer l'arbitrage à ses yeux décisif pour prévenir la guerre.

Jaurès précise sur ce point sa pensée dans *L'Humanité* en réponse aux attaques de la presse bourgeoise.

« Dans *L'Humanité*, du 18 juillet 1914, répondant aux attaques que cette motion provoquait dans la presse de l'époque, il formula clairement sa pensée et ses arguments : "Pourquoi *Le Temps*, dans sa diatribe, oublie-t-il de rappeler que cette grève générale simultanée a pour objet essentiel de substituer l'arbitrage à la guerre ? Quand la motion prévoit que la grève générale préventive, s'exerçant contre une menace de guerre, sera "organisée simultanément et internationalement", elle répond à un double souci : elle accroît les chances de paix et préserve les nations les

plus généreuses et les plus audacieusement humaines d'une action inorganique et unilatérale qui pourrait affaiblir leurs moyens de défense"... » (op. cit., p. 97).

Comme le souligne Georges Haupt : « Vaillant et Jaurès avaient lourdement sous-estimé l'importance et la profondeur de l'opposition à l'égard de la grève générale. »

Certes, cette opposition n'était en général pas tonitruante, mais il est des silences qui valent bien des discours, surtout ceux des appareils syndicaux auxquels les partis sociaux-démocrates étaient la plupart du temps — sauf en France — étroitement liés. Ainsi, alors que des centaines de syndicats avaient reçu des questionnaires leur demandant leur avis sur l'amendement Keir Hardie-Vaillant et plus largement donc sur le combat contre la guerre, seuls huit jugèrent bon de répondre.

Les documents reproduits ci-après éclairent les conditions dans lesquelles devait de tenir ce congrès alors que le danger de guerre croissait de jour en jour.

Procès-verbal de police de la réunion du comité directeur du PSD allemand du 29 juin 1914

Berlin, le 30 juin 1914
1314 VII. 7. 14
Confidentiel

Division VII° Exécutif
3° commissariat
Pli fermé !
Présenté à 923 VII. 7. 14
(Congrès Internat. Vienne
Signature 1/7.

Séance du Comité directeur du 29 juin 1914

Haase ouvre la séance. En introduction, il note que cette réunion s'impose pour avoir une discussion sur les suites probables de l'attentat. Bien que nous n'ayons pas le moindre motif de verser des larmes sur la disparition de l'archiduc de la scène politique, nous devons craindre non seulement que les relations entre l'Autriche et la Serbie ne se détériorent et ne fassent ressurgir une fois de plus le danger de guerre pour les peuples, mais aussi que cet attentat n'ait des suites dans l'attitude du gouvernement autrichien envers nos camarades de ce pays et que de la sorte l'on ne peut exclure des menaces contre le congrès international. - S'il est établi que l'attentat a eu lieu pour des motifs nationalistes, et tel est indubitablement le cas, il faudra nous attendre pour notre congrès international à des difficultés de la part du gouvernement autrichien. Il faut redouter que non seulement les délégués serbes, mais aussi les autres délégués des Etats balkaniques ne se trouvent en butte à

des désagréments. A cela s'ajoute la situation internationale tendue qui résulte incontestablement de cet attentat. On nous empêchera finalement de traiter les thèmes les plus importants de notre congrès, l'impérialisme et notre position sur la question de la guerre. De ce fait, les travaux du congrès seraient complètement bloqués. Débattre de ces questions à huis clos est impossible. Si nous ne voulons pas aller au-devant d'un fiasco, il nous faut avoir l'assurance de nos camarades autrichiens qu'il n'y a pas d'obstacles à la tenue du congrès. S'ils ne peuvent nous fournir cette assurance, nous ferions mieux de chercher une autre solution.

Ebert tient les appréhensions de Haase pour non fondées. Du côté autrichien, les délégués des Etats balkaniques n'auront certainement pas d'ennuis. Nos camarades serbes sont des adversaires de l'agitation pan-serbe. Cela, le gouvernement autrichien aussi le sait. Ebert ne pense pas qu'à partir de l'attentat il se produise des complications internationales et une tension encore plus grande entre l'Autriche et la Serbie. Certes, le geste est dû à des motifs nationalistes, mais pour l'Autriche cela signifiera qu'elle doit mener une autre politique. De là à créer des obstacles à notre congrès, personne n'y songera dans le gouvernement autrichien.

Bartels partage l'avis d'Ebert. Le déplacement ou l'ajournement du congrès, si nous partagions les craintes de Haase, nous causerait d'énormes préjudices. Et de même à tous les autres pays.

Pfannkuch : Les craintes de Haase sont justifiées. Les suites de l'attentat sont absolument imprévisibles. Ce qui est toutefois certain, c'est qu'en Autriche sera entamée non seulement une orientation plus dure à l'encontre

de la Serbie, mais encore une nouvelle campagne renforcée contre notre parti. Les victimes en seront dès lors de nombreux délégués au congrès. Or cela entraînera une perturbation dans le travail du congrès. Haase a de même raison lorsqu'il craint que nos principaux sujets ne viennent pas en délibération. Le comportement du gouvernement autrichien à l'égard de nos camarades au lendemain du congrès de la paix de Bâle illustre bien sa façon de procéder. Ne nous berçons donc pas d'illusions. Si les camarades autrichiens répondent d'une tenue sans entraves du congrès, fort bien, mais s'ils ne le font pas, mieux vaut alors subir ce préjudice mineur que de se disperser sans résultat après-coup, une fois tous les préparatifs achevés.

Scheidemann pense que le mieux serait de demander au Secrétariat international de convoquer le Bureau international. Là, les camarades autrichiens auront l'occasion de s'expliquer et d'autres camarades jugeront alors avec nous s'il faut admettre une modification de nos dispositifs en vue du congrès. Scheidemann aussi pense que la situation en Autriche, surtout maintenant après l'attentat, est de nature à commander une extrême prudence.

Ebert polémique encore contre Pfannkuch et Scheidemann, et demande le rejet de la proposition. Si les camarades autrichiens pen-

sent ne pas pouvoir accepter la responsabilité, ils ne manqueront pas d'en aviser le Bureau international.

M^{me} Zietz appuie la proposition Scheidemann.

Bartels se prononce contre la proposition. Pour l'essentiel, ses considérations recourent celles d'Ebert.

On adopte une motion de clôture.

Haase demande dans son intervention de clôture d'adopter la proposition Scheidemann. Ses craintes ne sont pas des vues de l'esprit. La menace d'un conflit austro-serbe se trouve rapprochée à un point guère imaginable. Il nous faut avoir les yeux bien ouverts. Ce serait pure sottise si, la situation politique se tendant encore davantage en Autriche, nous voulions laisser se transformer notre congrès en un tohubohu. C'est pourquoi, il nous faut l'avis de nos camarades autrichiens et l'opinion de tout le Bureau. Aussi, adoptez la proposition Scheidemann. - La proposition est adoptée contre les voix d'Ebert et de Bartels.

Müller devra informer le Secrétariat international de la décision.

Signature (Schwarz ?)

Cr.-M.

In *Le congrès manqué* pp. 271-273

Vorwärts

(Organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne)

Samedi 25 juillet 1914

Edition spéciale

APPEL !

Les champs fument encore dans les Balkans du sang de milliers de gens assassinés, les ruines des villes dévastées, des villages ravagés sont encore fumantes, des hommes affamés et sans travail, des femmes veuves et des enfants orphelins errent encore à travers le pays, et déjà la furie guerrière déchaînée par l'impérialisme autrichien se prépare à apporter **la mort et la dévastation dans toute l'Europe.**

Si nous condamnons aussi les menées des nationalistes grand-serbes, la **provocation guerrière frivole du gouvernement austro-hongrois** suscite cependant la plus vive protestation. Les exigences de ce gouvernement ne sont-elles pas en effet si brutales qu'il n'en a jamais encore dans l'histoire mondiale été présentées de semblables à un Etat indépendant, et elles ne peuvent donc avoir été calculées que pour **provoquer directement la guerre.**

Le prolétariat d'Allemagne, avec sa conscience de classe, élève au nom de l'humanité et de la culture une protestation enflammée contre ces menées criminelles des auteurs de guerre. Il exige impérativement du gouvernement allemand qu'il exerce son influence sur le gouvernement autrichien pour le maintien de la paix et, dans le cas où la guerre honteuse ne pourrait être empêchée, pour qu'il

s'abstienne de toute immixtion guerrière. **Pas une goutte de sang d'un soldat allemand ne doit être sacrifiée aux démanagements de puissance des détenteurs du pouvoir en Autriche, aux intérêts impérialistes de profit.**

Camarades du parti, nous vous appelons à exprimer tout de suite dans des **rassemblements de masses l'inébranlable volonté de paix du prolétariat doté d'une conscience de classe.** Une heure grave est arrivée, plus grave qu'aucune autre dans ces dernières décennies. Il y a péril en la demeure ! **La guerre mondiale menace !** Les classes dominantes qui en temps de paix vous bâillonnent, vous méprisent, vous exploitent, veulent se servir de vous comme chair à canon. Partout, il faut que résonne aux oreilles des puissants :

Nous ne voulons pas de guerre ! A bas la guerre !

Vive la fraternisation internationale des peuples !

Berlin, le 25 juillet 1914

Le Bureau du Parti

Appel reproduit dans le *Cahier du CERMTRI*, n° 153 : 1914-1916 – *Le mouvement ouvrier allemand face à la guerre : du vote des crédits de guerre à la constitution de Spartakus.*

Jean Jaurès

Discours de Vaise

25 juillet 1914

(extrait)

Citoyens (...),

(...) Si depuis trente ans, si depuis que l'Autriche a l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle avait fait du bien à ces peuples, il n'y aurait pas aujourd'hui de difficultés en Europe ; mais la cléricale Autriche tyrannisait la Bosnie-Herzégovine ; elle a voulu la convertir par force au catholicisme ; en la persécutant dans ses croyances, elle a soulevé le mécontentement de ces peuples.

La politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche ont contribué à créer l'état de choses horrible où nous sommes. L'Europe se débat comme dans un cauchemar.

Eh bien ! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes de ce que sera demain, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et que nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du cataclysme qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne.

Vous avez vu la guerre des Balkans ; une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux, une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes, elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par le typhus cent mille hommes sur trois cent mille.

Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie ! Et voilà pourquoi, quand la

nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis, et en attendant, s'il nous reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublons d'efforts pour prévenir la catastrophe. Déjà, dans le *Vorwärts*, nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche et je crois que notre bureau socialiste international est convoqué.

Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes, et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.

J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui puisse croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix.

Discours reproduit dans le n° 151 des *Cahiers du CERMTRI* : 1913-1914 – de la lutte contre la guerre à l'Union sacrée

Mémoire du secrétariat du Parti social-démocrate allemand d'Autriche du 23 juillet 1914 au BSI

Secrétariat du Parti ouvrier social-démocrate
allemand en Autriche.
Vienne V / 1. Rechte Wienzeile Nr. 97

Vienne, le 23 juillet 1914
Au Bureau socialiste international
Bruxelles

Chers camarades,

Le comité directeur a siégé aujourd'hui pour prendre position face à la situation politique présente. A part la protestation actuelle contre le danger de guerre, il a également débattu de la répercussion de celui-ci sur l'organisation du congrès international à Vienne.

Au cas où le danger de guerre persisterait, les dangers pour le congrès sont exceptionnels. On ne peut pas encore prévoir quels aspects prendra le conflit avec la Serbie, mais aujourd'hui le plus vraisemblable est que la tension durera *jusqu'à la mi-août*. Nous avons considéré comme exclu de tenir un congrès en Autriche à une époque de danger de guerre, car nous ne pouvons pas garantir que le gouvernement et la police se comporteront comme il est d'usage dans un Etat civilisé. Dans le cas mentionné, il y a, d'une part, le danger que les délégués, surtout ceux des pays orientaux, ne soient exposés à des chicaneries, et même celui que le gouvernement ne retombe dans la pratique des expulsions suspendue depuis longtemps. Encore plus grave que cette difficulté est cependant le danger qu'on ne retire au congrès toute sa *publicité*. Quoique nous ne supposons pas que le gouvernement se mette à tel point au-dessus de la loi qu'il empêche le congrès lui-même, il est cependant très vraisemblable qu'il opposera des difficultés à tous les rassemblements publics

et avant tout aux démonstrations. L'éventualité de la confiscation des rapports sur les travaux du congrès à paraître dans notre presse, confiscation qui porterait un grave préjudice à ses effets à l'extérieur, provoque en nous une hésitation toute particulière. Nous nous rappelons la confiscation du manifeste de Bâle en Autriche.

La confiscation de la « *Arbeiterzeitung* » du 21 juillet 1914 est à considérer comme un symptôme allant dans ce sens. On a censuré tous les passages des discours se prononçant en faveur de la grève générale et, ce qui est encore plus important, *l'amendement Keir-Hardie-Vaillant* lui-même, ainsi que *la résolution adoptée par le congrès*. Les résolutions qui seront à la base des débats du congrès sur l'impérialisme ne devraient donc plus être réimprimées d'après nos lois. Quoiqu'il existe encore la possibilité de faire passer l'abrogation de cette pratique insolente, on doit cependant envisager la possibilité que ces procédés arbitraires contre la presse en Autriche pourraient porter atteinte aux travaux du congrès. Et c'est précisément la question de l'amendement Keir-Hardie-Vaillant qui nécessite une discussion ouverte et approfondie qui ne soit entravée d'aucune manière. C'est seulement *si nous pouvons parler tout à fait ouvertement et sans gêne* que nous pourrions espérer arriver à une entente au sujet de cette question parmi les nations représentées au congrès.

Nous nous trouvons donc dans la situation extrêmement pénible de devoir attirer l'attention du Bureau socialiste international sur ces dangers qui menacent le congrès du fait que l'instigation à la guerre a de nouveau été suscitée à la suite de l'attentat de Sarajevo. Nous nous sentons obligés d'informer à temps le Bureau de tous ces détails pour qu'il ne soit

pas surpris par les événements, mais ait la possibilité d'envisager à temps la résolution d'un déplacement du congrès, et pour qu'il ne soit pas contraint de renoncer au dernier moment à la tenue du congrès.

Il n'est pas encore tout à fait exclu que le conflit avec la Serbie ne soit complètement vidé avant la fin août : nous tenons cependant cela comme improbable. C'est pourquoi nous proposons que le Bureau international décide *au cours de la première semaine d'août* s'il désire la tenue du congrès à Vienne ou s'il juge utile son déplacement. Nous espérons qu'on pourra voir plus clairement à *cette* date de quelle façon la diplomatie autrichienne procède vis-à-vis de la Serbie et qu'on pourra alors constater si la tenue du congrès en Autriche se trouve dans les limites du possible.

Puisque tous les préparatifs pour le congrès avancent à grande allure et que la classe ouvrière autrichienne attend avec le plus grand enthousiasme que l'Internationale fasse son

entrée, nous serions très profondément touchés que les circonstances soient telles que nous devions renoncer à ce congrès de jubilé qui honore tant la social-démocratie autrichienne.

Nous continuerons naturellement tous les préparatifs avec toute notre énergie, mais nous nous sommes sentis obligés d'informer à temps le Bureau international des dangers qui menacent le congrès.

Il va sans dire qu'en attendant, nous ne parlerons d'aucune manière en public des difficultés qui surgissent et attendrons que le Bureau international examine, pour le moment de façon tout à fait interne, la question du lieu où l'on pourrait éventuellement, en cas de besoin, déplacer le congrès.

Avec le salut socialiste, au nom du comité directeur du parti.

Friedrich ADLER

In *Le congrès manqué*, pp. 274 à 276.



Friedrich Adler.

Le BSI en juillet 1914

Le matin du 29 juillet 1914, lorsque la réunion s'ouvrit dans les locaux de la Maison du peuple, l'atmosphère internationale se dégradait d'heure en heure. La nouvelle de la déclaration de guerre à la Serbie, les démonstrations bellicistes qui avaient lieu à Paris et à Berlin servirent de cadre aux discussions de la première séance. Les délégués, venus de tous les pays d'Europe, étaient nombreux et importants ; tous les chefs des partis nationaux étaient présents. On note toutefois deux absences : celle du délégué de Serbie, dont le rapport sur la situation était attendu avec beaucoup d'intérêt par le Bureau, et celle du représentant des bolcheviks, Litvinov (qui remplaçait Lénine demeurant à cette époque à Cracovie).

L'absence de ce dernier surtout est regrettée par les historiens, qui se trouvent privés d'une éventuelle prise de position qui aurait pu peser lourdement dans les polémiques et les procès d'intention intentés à la II^e Internationale après 1914.

La réunion de Bruxelles fut dominée par deux débats. Le premier portant sur la situation internationale, le second concernant le futur congrès international. Le ton de la réunion, les exposés présentés tour à tour par les délégués de chaque pays ne trahissent ni un affolement ni une dramatisation de la situation.

Seul le leader autrichien, Victor Adler, était effondré. Pendant ces quelques jours de crise, il avait vieilli d'une dizaine d'années. Il ne restait que l'ombre de cet homme en qui Kautsky voyait, après la mort de Bebel, le leader intellectuel et moral de l'Internationale. A la réunion du B.S.I., comme le raconta ultérieurement son fils Friedrich, qui l'avait accompagné à Bruxelles, Victor Adler était arrivé convaincu de « l'impossibilité d'entreprendre quoi que ce soit contre la guerre ». Cette vision à la fois dramatique et de passivité absolue ne fut partagée que par le délégué tchèque.

Tous les présents, Jaurès et Haase en tête, pensaient que la politique de « localisation » avait des chances de succès, et en même temps

se montraient confiants et dans les possibilités de l'Internationale d'intervenir efficacement, et dans la décision d'agir de ses sections.

L'impression qu'Angelica Balabanoff garda de cette réunion était « que seulement très peu parmi les présents, comme Jaurès et Rosa Luxemburg, semblaient se rendre compte de ce qu'attendait la classe ouvrière, mais même ceux qui voyaient le plus clair n'avaient aucune idée des dimensions et de l'immédiat de la catastrophe ».

Et selon ses souvenirs, quand la rumeur de l'ordre de mobilisation partielle en Russie se répandit au cours de la session de l'après-midi du 29 juillet, personne ne voulut y croire, et moins que tout autres les délégués russes, Roubanovitch et Axelrod. L'analyse de la situation, teintée d'optimisme, que fit le délégué allemand ne faisait que confirmer les croyances et reprendre les arguments avancés par les sociaux-démocrates allemands depuis des années : les classes gouvernementales et surtout les industriels allemands ne voulaient pas la guerre. Seule une attaque russe pourrait déterminer une intervention allemande.

En ce qui concernait les actions de son parti, Haase affichait une bonne conscience absolue, sans toutefois nourrir trop d'illusions sur la possibilité d'arrêter une entrée en guerre de l'Allemagne au cas où le gouvernement prendrait la décision. « Nous ferons notre devoir », assure Haase au B.S.I. sans fournir de précisions. Jaurès, évitant toute polémique et usant de tout son talent diplomatique, s'opposa indirectement à Haase en dénonçant les calculs et les manœuvres du gouvernement allemand. Il n'aborda pas la question de la responsabilité de la crise internationale, mais il mit l'accent sur l'action que son parti, le parti socialiste français, devait mener dans le cadre d'un pays dont le gouvernement était partisan de la paix.

Bien que la situation parût extrêmement grave à la majorité des délégués, y compris Jaurès, une conflagration générale ne leur paraissait pas imminente et tout au moins il leur semblait disposer d'assez de temps pour tenir le congrès international et définir à ces assises une action commune. En fait, la seule

décision concrète adoptée à la réunion fut de rapprocher la date du congrès international, de le convoquer de toute urgence à Paris pour le 9 août en mettant en tête de l'ordre du jour la question « le prolétariat et la guerre ». Cette décision fut prise sur une proposition de Haase et de Jaurès.

Ce dernier s'opposait catégoriquement à la suggestion d'Angelica Balabanoff, qui demandait que le congrès soit remis et que le B.S.I. prenne immédiatement les décisions importantes. Il semble que Jaurès s'opposa à cette suggestion essentiellement pour deux raisons :

1) il fallait que les partis adhèrent unanimement aux actions communes par conviction, et non par suite de décisions administratives qui ne donneraient aucune garantie pour leur mise en pratique dans l'avenir ;

2) dans les circonstances présentes, un congrès international pouvait jouer un très grand rôle.

« Il nous faut le congrès, déclara Jaurès. Son travail et ses résolutions inspireront la confiance au prolétariat. Ne pas tenir le congrès serait une déception pour le prolétariat. » Jaurès comptait se servir du congrès comme d'un puissant moyen de pression sur les gouvernements et toute décision, toute coordination d'action devait donc être subordonnée aux résolutions des futures assises de l'Internationale.

C'est pour cette raison qu'on n'alla pas au fond des questions, à savoir quel moyen devait être employé pour mettre en œuvre la stratégie préventive préconisée par l'Internationale, et en particulier la grève générale telle qu'elle était recommandée par les socialistes français. Angelica Balabanoff écrit dans ses souvenirs que, lors de cette session du B.S.I., elle rappela les discussions antérieures sur une éventuelle grève générale et que ses propos furent accueillis avec étonnement et indifférence. Mais le compte rendu officiel ne mentionne pas une telle intervention. Certes, cette question fut débattue au cours de la réunion, mais dans un autre contexte : fallait-il ou non maintenir à l'ordre du jour du congrès international la question de la grève générale ? A l'objection d'Adler, qui demandait de retirer

des travaux des assises de l'Internationale convoquées à Paris « les questions sur lesquelles on n'est pas d'accord », c'est-à-dire la motion Keir Hardie-Vaillant, Jaurès rétorqua sèchement : « C'est une question de tact que de traiter les questions sur lesquelles on n'est pas d'accord. On ne peut éviter la question de la grève générale. Cela s'est fait toujours, même à Bâle. »

Après avoir siégé toute la journée, les délégués des principaux pays, Jaurès et Haase en tête, prirent la parole dans la soirée à un grand meeting international pour la défense de la paix. Ils prononcèrent des discours enflammés, pleins de confiance dans l'action de l'Internationale, dans le prolétariat, qui, selon la formule de Jaurès, « a déjà le sentiment de sa force » et qui, par l'intermédiaire de leurs délégués, « viendront à Paris affirmer leur volonté de justice et de paix ».

La réunion du lendemain matin fut brève. Un communiqué présenté par Haase (mais rédigé, selon le témoignage de Balabanoff, par Jaurès) fut adopté. Ce texte, paru le jour même dans la presse, n'apportait rien de neuf par rapport aux déclarations déjà faites par les partis nationaux : il faisait état du désir de paix du prolétariat, de son inquiétude face aux conjonctures données, de son devoir d'intensifier les démonstrations contre la guerre et de la décision de réunir d'urgence, à Paris, le congrès international qui serait « l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial ».

Le B.S.I. s'était donc séparé sans avoir pris une décision, ou, plus précisément, la décision d'une action socialiste concertée revenait donc, aux yeux des délégués des sections nationales, « au parlement socialiste international ». Ils n'imaginèrent même pas que le congrès pouvait ne pas avoir lieu. Un brusque déclenchement de tempête paraissait improbable. Ainsi, Jaurès partait de Bruxelles inquiet, mais en somme confiant. Vandervelde rapporte cette phrase que Jaurès lui aurait dite quelques heures avant son départ pour Paris : « Nous aurons encore des hauts et des bas. Mais cette crise se dénouera comme les autres » (op. cit., pp. 110 à 117).

Documents du X^e Congrès socialiste international de Vienne.

(prévu pour les 23-29 août 1914)

**Rapports de la III^e commission :
l'impérialisme et l'arbitrage**

1.

Rapport de Hugo Haase**Éléments fondamentaux pour le rapport et la résolution sur l'impérialisme et l'arbitrage.**

Dans les pays industriels, en Europe comme en Amérique, la production capitaliste a pris des proportions énormes. L'entrepreneur individuel cède la place à de puissantes sociétés par actions. On concentre des entreprises indépendantes en une seule grande entreprise. Le monopole prend la place de la libre concurrence. Des cartels et des trusts dominant la vie économique. En même temps se produit une concentration des banques.

Les grandes banques, étroitement liées à la grande industrie, exercent une influence fatale sur la production, le commerce et la politique intérieure et extérieure.

Le désir d'un accroissement constant du profit incite les classes dominantes à la conquête de nouvelles régions de matières premières, de nouveaux débouchés pour les produits industriels, de nouvelles régions d'exploitation pour le capital. On exporte de plus en plus de marchandises et de capitaux.

L'impérialisme devient la puissance déterminante dans la vie des Etats modernes : l'aspiration vers un groupement du territoire national d'origine et de ses colonies au sein d'un empire uniforme, l'ambition de créer un empire si grand qu'il peut fournir lui-même toutes les matières premières à son industrie et écouler tous les produits industriels à l'intérieur de ses propres frontières.

Si utopique que soit cette idée, elle n'attire pas seulement la bourgeoisie, mais aussi de larges cercles des classes moyennes et des intellectuels dépourvus de tout grand idéal.

La politique coloniale, qui entraîne l'expropriation et la prolétarisation brutales des indigènes, et la politique d'expansion ayant comme objectif la création de zones d'influence dans les pays non développés dans la voie capitaliste, deviennent le pivot de la politique étrangère.

La pénétration du capitalisme bouleverse partout l'ordre social établi, détruit l'indépendance des peuples primitifs et menace le développement spontané des pays économiquement arriérés (der wirtschaftlich zurückgebliebenen Länder).

L'oppression et l'exploitation des peuples étrangers, mais également le danger de guerre grandissant parmi les Etats capitalistes concurrents eux-mêmes, sont des phénomènes secondaires inséparables de cette pénétration.

La lutte pour la même proie doit mener à des frictions et des conflits. Pour garder la supériorité sur le concurrent, on augmente constamment les moyens de guerre et on prépare sans cesse la guerre. La course aux armements poussée jusqu'à la folie appauvrit les peuples, détourne de plus en plus les revenus de l'Etat de ses missions culturelles et incite à l'agression.

L'armée permanente devient, par la contrainte de l'obéissance aveugle, l'instrument docile de la politique impérialiste.

La phrase hypocrite sur la « mission » qu'auraient les Etats capitalistes de « répandre la civilisation » dans le monde entier ne réussit pas à masquer le caractère de l'impérialisme. En vérité, il poursuit une politique d'exploitation sans scrupule dans l'intérêt du profit déclaré sacré qui mène à la ruine des peuples.

Tous les profiteurs de l'impérialisme, et, avant tout, ceux qui sont intéressés à l'industrie de la guerre, voient leurs profits s'accroître lorsque les troubles continuent et augmentent. Ils ne laissent pas venir au repos les peuples, ils empêchent

le rapprochement pacifique, ils sèment toujours à nouveau la méfiance et la haine parmi les peuples, et empoisonnent les relations internationales au moyen de la presse chauvine qui dépend d'eux et est dévouée à l'impérialisme.

Ce n'est pas seulement avec horreur que l'Internationale s'oppose à cette agitation, mais également en déployant toutes ses forces. Elle demande avec la plus grande fermeté à tous les pays de transformer leur armée permanente en une armée servant uniquement à la défense.

Unie dans la lutte contre l'armée permanente et le militarisme, elle s'oppose passionnément à la folie de la course aux armements, qui détruit les peuples et prend sans cesse fait et cause pour la réduction simultanée des armements.

Elle s'oppose avec la plus grande fermeté à ce que les peuples deviennent un jouet dans la main des diplomates, qui exercent leur métier au service des classes dominantes, et à ce que les accords secrets des diplomates décident de leur sort.

Elle demande que les éventuels litiges entre les peuples soient, dans chaque cas, réglés par des cours d'arbitrage. La prétendue violation de « l'honneur » ou des « intérêts vitaux » de la nation qu'invoquent toujours les diplomates lorsqu'ils veulent à partir d'un conflit déclencher une guerre n'est pas une raison pour refuser la procédure d'arbitrage.

L'impérialisme est une phase spécifique dans le développement du capitalisme et ne peut être surmonté qu'en même temps que celui-ci.

Mais les dangers pour la liberté et le bien-être des peuples intéressés peuvent,

par la vigilance et l'énergie des classes ouvrières, très bien être atténués et réduits. Plus les bataillons ouvriers croissent et prennent conscience de leur mission historique, plus les masses prolétaires s'organisent en nombre et en force dans l'esprit du socialisme, moins les dirigeants peuvent oser la guerre, puisqu'ils sont forcés d'agir avec ces masses animées par la volonté de paix.

La rivalité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, que le Congrès de Bâle de 1912 considérait à raison comme le plus grand danger pour la paix en Europe, a fait place actuellement à une atmosphère de confiance — grâce aux efforts incessants de l'Internationale et, en fin de compte, grâce à l'idée qui se fait peu à peu jour parmi les classes dirigeantes de ces pays selon laquelle un dépassement de l'antagonisme sert mieux leurs intérêts.

Pour vaincre l'antagonisme entre la France et l'Allemagne, qui comporte de graves dangers pour la paix mondiale, les ouvriers des deux pays, soutenus par l'Internationale tout entière, doubleront leurs efforts et encourageront avec ténacité et persévérance, et en défiant toutes les instigations chauvines, le rapprochement des deux nations.

Partout, dans tous les Etats, les socialistes déploieront toutes leurs forces pour s'opposer à l'impérialisme, au chauvinisme et à l'oppression des peuples. Avec tous les moyens dont ils disposent, ils chercheront à assurer la paix et à empêcher la guerre, se souvenant des principes proclamés par les congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle.

H. Haase

2.

Rapport de W. H. Vliegen**L'Internationale socialiste
et l'arbitrage**

La seule puissance qui, dans notre société, lutte réellement contre la guerre, qui menace les peuples, et les armements, qui ruinent les nations, c'est la démocratie sociale, l'Internationale prolétaire.

Bien que, parmi les partis de la bourgeoisie, il se trouve des éléments assez nombreux qui ne prononcent pas un jugement plus favorable que nous sur les armements et la manière de trancher les différends par la violence, ils n'ont jamais su former une force efficace pour atteindre ce but.

Les hommes qui, parmi la bourgeoisie, préconisent la paix, sont souvent, dans leur propre pays, de chauds partisans de l'extension des armements, et ce n'est qu'à de très rares intervalles que l'un d'eux s'y oppose sérieusement.

C'est ainsi que, malgré l'idée du danger croissant qui menace le monde et la civilisation, et qui est causé par des armées toujours plus puissantes, tous les pays continuent à poursuivre le même chemin. On n'entend parler que de témoignages pacifiques, et cependant les budgets de la guerre ne font qu'augmenter.

Les peuples gémissent sous le fardeau qu'on leur met sur les épaules pour couvrir les frais du militarisme, mais ils se soumettent humblement au joug de la soldatesque, qui, dans presque tous les pays, joue un rôle prédominant. Si parfois, dans le camp de la bourgeoisie, la voix du bon sens et de l'humanité se fait entendre, la première rafale de patriotisme fait de nouveau tomber à genoux devant le militarisme tous les diplomates, la presse et le clergé. La démagogie

patriotique, allumée par ceux qui ont intérêt aux armements, répugne, il est vrai, aussi à la bourgeoisie, mais celle-ci n'y résiste que bien faiblement.

Pour ce qui est d'une lutte ouverte et énergique contre le militarisme, seul le prolétariat n'a pas désarmé.

Les congrès internationaux des partis socialistes ont si souvent et si clairement défini à quels points de vue le prolétariat se place quant aux excès militaires des Etats modernes qu'il serait superflu de les répéter.

Cependant, si la lutte contre les armements n'a été entamée jusqu'ici que par les partis socialistes seuls, à peu près toute la bourgeoisie s'est toujours trouvée disposée à contribuer à les renforcer ; d'autre part, il est un mouvement qui a trouvé plus d'écho dans la bourgeoisie que dans le prolétariat socialiste, c'est-à-dire celui de trancher tous les différends internationaux par voie d'arbitrage.

Il est bien vrai que jusqu'ici, les gouvernements, surtout ceux des grandes puissances, n'ont pas appuyé du tout cette idée ou seulement en hésitant ; il est incontestable que dans la circonstance, des hommes politiques de renom sortant des rangs de la bourgeoisie se sont prononcés contre toute lutte concernant les armements.

Mais bien qu'il soit constant que la propagation du système de trancher les différends par voie d'arbitrage n'est pas un moyen de s'opposer aux armements, il faut pourtant reconnaître que c'est un moyen de résoudre autrement que par la violence les conflits qui surgissent.

Le point de vue des Partis socialistes, en l'espèce, a déjà fait l'objet de discussions dans les congrès socialistes, et toujours dans un esprit d'adhésion.

Le congrès international de Londres, tenu en 1888, a déjà voulu instituer l'arbitrage au lieu de la guerre.

Les résolutions de Paris en 1889, de Bruxelles en 1891 et de Zurich en 1893, ne parlent pas, il est vrai, d'arbitrage, mais la dernière contient ce passage : « Les Partis socialistes ont à soutenir toutes les associations qui désirent la paix. »

Toutefois, dans la résolution de Paris, en 1900, il a été protesté contre « les conférences de la paix, comme celles tenues à La Haye, qui ne sont que des trompe-l'œil, comme la récente guerre du Transvaal l'a prouvé ».

Mais à Stuttgart, en 1907, le point de vue a été précisé comme suit : « Le congrès est convaincu que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois, et qu'ainsi pourra être assuré aux peuples le bienfait du désarmement général qui permettra d'appliquer aux progrès de la civilisation les immenses ressources d'énergie et d'argent dévorées par les armements et par les guerres (...). »

Dans la résolution de Copenhague, en 1910, on exige des fractions socialistes des Parlements :

« a) Qu'elles réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre Etats par des cours d'arbitrage internationales ;

b) Qu'elles renouvellent constamment les propositions tendant au désarmement général et, d'abord et avant tout, les propositions de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de prise maritime. »

C'est avec satisfaction que l'on peut constater que, dans tous les Parlements, les représentants de la démocratie socialiste ont tous et maintes fois satisfait à ce mandat. Aussi, l'idée qu'il faut recourir à la sentence arbitrale commence-t-elle à se frayer un chemin aussi bien dans l'opinion publique qu'au sein des gouvernements.

Ce qui y a contribué en une large mesure, c'est l'idée que toute tentative de décider quelque chose par la violence sera combattue énergiquement par tous les partis socia-

listes, ce qui rend le risque plus grand pour la classe dirigeante. Mais on a aussi compris que les armements modernes sont de telle nature et d'une telle envergure que les gouvernements reculent de plus en plus devant les conséquences incalculables qu'aurait une guerre entre les puissances d'aujourd'hui.

Tant que dureront les rapports de la concurrence qui font partie intégrante du système capitaliste, il se produira des différends provenant de ces rapports entre les pays.

Ces différends peuvent concerner des circonstances économiques, mais ils peuvent résulter aussi de la rivalité impérialiste de deux ou plusieurs puissances.

Ces circonstances économiques qui font l'objet d'un pareil différend peuvent avoir de l'importance pour quelques personnes isolées ou pour un groupe déterminé d'individus, mais ne peuvent jamais en avoir pour une nation entière. D'ailleurs, quelles qu'en soient l'ampleur et l'importance, il n'est pas concevable qu'elles puissent jamais contrebalancer les frais d'une guerre.

Prenons, par exemple, le canal de Panama. La question de savoir si la marine américaine jouira de certains privilèges en ce qui concerne les droits (d'usage) du canal a certes une grande importance, mais avec l'argent que coûterait une guerre entre l'Europe et l'Amérique, les Etats européens qui devraient l'entreprendre pourraient creuser une ou plusieurs voies de communications par eau. Mais cela n'est pas du tout nécessaire, car si l'Amérique réussissait à faire du canal un monopole pour la marine américaine, les intérêts économiques de l'Amérique seraient tellement lésés que même dans leur propre pays les Américains s'y opposeraient et y mettraient fin.

D'ailleurs, ce n'est un secret pour personne qu'aucune puissance au monde ne saurait faire une guerre qui, même en cas de victoire, puisse procurer des avantages économiques capables de compenser le dommage que la guerre aurait causé.

Le trafic international est maintenant devenu tel que le dommage causé par une stagnation soudaine entre deux Etats industriels et commerçants serait incalculable.

Le total du commerce mondial en importations et en exportations est passé de 75 milliards de marks en 1890 à 139 milliards en 1910.

Actuellement, il est impossible de jeter le désarroi dans la vie économique d'un pays quelconque sans que les autres s'en ressentent sérieusement. A un point de vue capitaliste également, aucune nation ne saurait remporter un avantage, même si l'on posait comme principe que le vainqueur imposerait au vaincu une indemnité de guerre égale aux frais occasionnés. La ruine économique d'un seul grand pays est une catastrophe économique pour tout le monde civilisé.

Les motifs de dissension produits par des contrées qui pouvaient être prises en considération comme colonies par les puissances européennes ont presque tous disparu, maintenant que l'occupation du Maroc et de la Tripolitaine est un fait accompli. La manière dont a été décidée la lutte pour le Maroc, qui, à plusieurs reprises, a mis en danger la paix de l'Europe, est un exemple de convention internationale dans une affaire particulièrement épineuse. Pour nous, la situation était d'autant plus mauvaise qu'on disposait de pays et de peuples sans tenir compte de leur volonté et de leurs désirs. Mais ce qu'il y a pourtant de consolant, c'est qu'on a épargné à l'Europe une guerre qui aurait également mis ces pays sous une domination étrangère, mais aux dépens de sacrifices qu'aucun chiffre ne saurait traduire.

C'est le devoir des partis socialistes de tous les Etats de faire à l'égard de ces pays annexés comme colonies une politique qui leur rende au plus vite l'indépendance qui leur a été enlevée, indépendance qui pourra prendre alors une forme supérieure à la conjoncture antérieure.

Une troisième catégorie de conflits entre grandes puissances se produit par la question de savoir laquelle dominera dans telle région du monde sans proprement en prendre possession. Un pareil conflit a causé la guerre russo-japonaise, un autre a menacé de se produire pendant la guerre des Balkans, un troisième, en miniature, se présente actuellement en Albanie. Cependant, on ne saurait se représenter que des intérêts comme ces derniers puissent provoquer une guerre européenne. Les conférences des grandes puissances donnent bien une solution lorsque les peuples sont vigilants et qu'ils font entendre carrément que de tels intérêts ne sont pas de nature à faire verser le sang.

Et puisque les intérêts réels et palpables qui pourraient justifier une guerre manquent

entièrement, les éléments belliqueux des divers pays tâchent de motiver les armements par des motifs prétendument éthiques, concernant l'honneur des nations, leur force, etc. A l'instar de Moltke, ils ne trouvent pas même que la paix du monde est « un beau rêve ». Ils prétendent qu'une guerre trempe la volonté, l'énergie, la force d'une nation, que la paix de longue durée amollit la nature humaine, que la domination du monde a toujours appartenu et appartiendra toujours aux peuples forts dans la guerre.

Ces sophismes doivent servir maintenant que le préjudice causé par les guerres aux intérêts des peuples saute de plus en plus aux yeux.

Que ce soient des arguments captieux, nul n'est besoin de le démontrer, si l'on prend en considération l'état des divers pays. S'il était vrai que les peuples amollis par la paix durable tombent en décadence, les Suisses, les Belges, les Scandinaves seraient efféminés, les Turcs, des gens énergiques. Si la domination du monde revient aux nations belligérantes, le Mexique et le Venezuela devraient être pris les premiers en considération.

La lutte entre les nations a été jusqu'ici bien souvent une lutte armée, mais cela ne prouve en aucune manière qu'elle leur ait procuré quelque avantage, pas plus qu'à l'humanité, mais cela peut bien se démontrer pour des luttes dans d'autres domaines. Les arguments ci-dessus qu'on emploie pour recommander la guerre sont une preuve qu'on ne voit plus aucune chance de faire accroire aux peuples, avec succès, que le militarisme a quelque utilité. Cela établi, les cris de délivrance poussés pour se soustraire au fardeau du militarisme doivent nécessairement trouver un écho dans les masses. La voie naturelle pour prévenir les guerres est celle qui indique tout autre chose que les armes pour résoudre les conflits.

Cette voie a déjà été indiquée par les faits, c'est celle de l'arbitrage international. Plusieurs gouvernements l'ont déjà prise et jamais elle n'a eu plus de chance de se prolonger et de s'élargir que de nos jours, maintenant que la force nécessaire pour supporter le fardeau du militarisme a presque partout atteint sa limite et que l'épuisement est imminent dans la plupart des pays. De 1899 à 1910, les divers pays ont communiqué à la Cour d'arbitrage qui siège à La Haye, que

90 traités avaient été conclus, ayant tous trait à la solution de conflits éventuels, sans compter 30 autres traités qui ne lui avaient pas été soumis. Notons en passant qu'il est vrai que certains de ces traités ont été conclus entre des pays qui avaient tout de même été dans l'impossibilité de se faire la guerre, comme le traité modèle du 26 février 1904 conclu entre le Danemark et les Pays-Bas, le premier traité qui ne fasse aucune réserve, sinon que les intérêts d'un conflit ne peuvent concerner une tierce nation.

La clause usuelle que seules les affaires qui ne touchent pas aux « intérêts vitaux, à l'indépendance ou à l'honneur » des deux pays contractant peuvent être soumises à l'arbitrage n'a pas été insérée dans ce traité.

L'aperçu qui suit indique les pays qui ont conclu des traités d'arbitrage :

Allemagne, 1 ; Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 21 ; Autriche-Hongrie, 3 ; Belgique, 8 ; Bolivie, 11 ; Brésil, 4 ; Chine, 2 ; Colombie, 3 ; Costa-Rica, 1 ; Danemark, 11 ; Saint-Domingue, 9 ; Equateur, 1 ; Espagne, 18 ; France, 11 ; Grande-Bretagne 14 ; Grèce, 2 ; Guatemala, 2 ; Haïti, 1 ; Honduras, 1 ; Italie, 8 ; Japon, 1 ; Mexique, 11 ; Nicaragua, 2 ; Norvège, 11 ; Paraguay, 9 ; Pays-Bas, 6 ; Pérou, 9 ; Portugal, 14 ; Roumanie, 1 ; Russie, 4 ; San-Salvador, 10 ; Suède, 10 ; Suisse, 8 ; Uruguay, 9.

Si, dans cet aperçu, les républiques de l'Amérique centrale et méridionale sont fort représentées, on ne saurait nier que dans ces contrées le danger de guerre a bien diminué, grâce à ces traités. Quant aux grandes puissances, seule l'Allemagne s'est jusqu'ici pour ainsi dire entièrement refusée à en conclure. Le seul qui a été conclu est celui du 12 juillet 1904 et renouvelé le 7 décembre 1909 avec la Grande-Bretagne.

On remarquera une certaine réserve dans la conclusion de traités entre pays limitrophes. C'est ainsi que la France a bien conclu un traité avec les Pays-Bas, mais non avec la Belgique. L'Autriche n'en a conclu aucun avec un des pays voisins.

Il y a peu de chose à dire sur le contenu de ces traités. Les uns contiennent beaucoup de restrictions, d'autres soumettent tout à la décision d'arbitres. L'essentiel est qu'ils existent. C'est, en cas de conflit, une route à suivre sans qu'un parti coure le risque de se voir traiter de lâche et de vénal par le parti de la guerre de son propre pays sitôt qu'on

entre en délibération. Ce qui, avant tout, a une valeur pratique dans les traités constants, c'est que la machine de l'arbitrage fonctionne pour ainsi dire automatiquement dès que le conflit se produit.

En outre, comme dans les pays en question, on sait qu'un conflit sera traité par voie d'arbitrage, l'opinion publique reste calme et devient ainsi une proie difficile pour les démagogues chauvinistes. Mais il importe de savoir quelle sorte de traité on conclut.

Il en existe maintenant quelques-uns qui peuvent servir de modèles, tels sont le traité italo-néerlandais du 20 novembre 1908, le traité italo-danois du 16 décembre 1905, celui entre le Danemark et les Pays-Bas du 12 février 1904, entre le Danemark et le Portugal du 20 mars 1907 et le traité des républiques de l'Amérique centrale du 29 janvier 1902.

Ces dernières années, il n'a pas été conclu autant de traités arbitraux qu'entre les années 1904-1909. Il n'est pas impossible qu'une des causes en doive être recherchée dans la situation internationale qui a été incontestablement plus défavorable entre 1910 et 1913 qu'entre lesdites années. Mais il ne faudrait pas oublier non plus un facteur favorable, savoir l'attitude du gouvernement des Etats-Unis, aussi bien sous le président Taft que sous le président Wilson.

Ce dernier gouvernement s'efforce d'introduire une nouvelle sorte de traité, à savoir que les Etats-Unis se déclarent disposés à conclure avec tous les pays du monde un traité par lequel tous les partis s'engagent à soumettre tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, à une commission internationale. Cette commission devra faire rapport avant une année. Les Etats restent libres de faire ce qu'ils veulent des conclusions du rapport, mais ils s'engagent à ne pas déclarer la guerre ou à se porter à des actes belliqueux pendant toute la durée de l'enquête. Sous sa dernière forme, on lui a donné le nom de « projet Bryan », parce que l'idée a déjà été défendue par Bryan en 1906 à la XIV^e Conférence interparlementaire de Londres. Il est inutile de démontrer de quelle importance serait pareil traité pour la solution pacifique des différends si tous les pays voulaient y donner leur adhésion. Le plus grand danger de guerre qui existe, c'est de surprendre l'opinion publique en cas de différend subit, où chacun présente les faits à

sa manière, sans donner à la vérité le temps de se faire jour.

C'est là le danger que présente la diplomatie secrète. Et lorsque la guerre a été déclarée, la raison d'Etat exige justement que tout reste dans l'ombre. Aurait-on jamais connu l'histoire de la dépêche si, dans la guerre 1870-1871, l'Allemagne avait eu le dessous ?

Il y a de sérieuses chances que la proposition des Etats-Unis soit acceptée. Le 3 décembre 1913, le ministre Loudon a communiqué aux états-énééraux néerlandais qu'un traité entre les Etats-Unis et la Hollande, fondé sur le principe Bryan, était en route pour Washington. Il paraît qu'on a en vue de le faire servir comme contrat modèle.

Le 1er septembre, 29 Etats avaient déclaré y adhérer en principe, à savoir : l'Italie, la Grande-Bretagne, la France, le Brésil, la Suède, la Norvège, la Russie, le Pérou, l'Autriche, la Hollande, la Bolivie, l'Allemagne, la République argentine, la Chine, Saint-Domingue, le Guatemala, Haïti, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, le Danemark, le Chili, Cuba, Costa-Rica, San-Salvador, la Suisse, le Paraguay, Panama et Honduras. Il importe de faire remarquer que les six grandes puissances européennes, aussi bien celles de la Triple-Alliance que celles de la Triple Entente, aient donné leur adhésion.

Il faut reconnaître que toutes ces choses perdraient beaucoup, sinon toute leur importance, si le vrai parti de la paix, formé par le prolétariat socialiste, faisait défaut. Mais elles ont une grande signification pour le succès de l'œuvre de ce dernier parti de la paix. L'histoire est là pour prouver que les courants chauvinistes peuvent développer pendant un certain temps une énorme énergie. Et, la guerre une fois déclarée, la tempête chauviniste acquiert chaque jour une nouvelle force. Mais si l'on fixe un terme d'une année entre le conflit et la guerre elle-même, il y a 99 chances sur 100 que, dans cet intervalle, le bon sens aura repris ses droits. C'est certes le cas pour les pays où existe un fort parti socialiste ayant une représentation parlementaire et une presse, ainsi que la hardiesse nécessaire pour résister carrément aux partis belliqueux.

La conclusion à laquelle j'en arrive n'est pas nouvelle. Elle a déjà été posée dans nombre de congrès internationaux. Toutefois, les circonstances lui donnent beaucoup

d'actualité. On peut avoir une opinion très optimiste de la force toujours croissante des partis socialistes et des moyens qu'ils emploient pour prévenir la guerre, même quand les gouvernements l'ont décidée. A cet égard, je n'appartiens pas à la classe des optimistes. Une fois la guerre déclarée, ce n'est plus la voix du bon sens, c'est le canon qui parle. En règle générale, le sentiment national est le plus fort, l'esprit belliqueux se propage rapidement, un esprit dont la classe ouvrière ne s'est, hélas ! que trop peu débarrassée.

Le noyau du parti socialiste continuera à préconiser la paix, mais il y a grand risque de voir la masse aveuglée la fouler aux pieds. Et voilà pourquoi l'institution de l'arbitrage offre beaucoup plus de sécurité.

Il vaut mieux prévenir que guérir. Et si le recours à l'arbitrage échoue grâce à la mauvaise volonté des gouvernants, le mouvement d'opposition à la guerre dirigé contre ces derniers se trouve de beaucoup renforcé.

En outre, une fois que les traités arbitraux seront devenus d'un usage général, les armements ne pourront tarder à être regardés par le peuple non seulement comme insupportables, mais comme entièrement inutiles. C'est ce sentiment qui manque encore aujourd'hui.

L'idée du danger est encore trop vivace et empêche chaque pays de faire le premier pas ou du moins de ne pas continuer à poursuivre la voie de l'armement à outrance.

C'est avec raison que dans chaque pays on peut dire : Regardez vos voisins, qui peuvent être demain vos ennemis, ils sont armés jusqu'aux dents. Que signifie alors notre idée de réduire nos armements ! Convincez d'abord les autres, puis venez à nous. L'application du principe de l'arbitrage fera naître le sentiment de sécurité qui doit d'abord exister avant qu'il puisse être question de réduction des armements.

De même que pour tant d'autres décisions prises dans les congrès internationaux, il faut laisser ici aussi aux partis socialistes de tous les pays le choix des moyens d'en arriver à la réalisation des desiderata. Ce qu'il y a de plus naturel, c'est d'insister auprès des parlements à induire les gouvernements à conclure des traités d'arbitrage, si possible avec tous les Etats. Mais il ne sera pas inutile non plus, chacun dans son pays, de seconder les idées pacifiques au point d'exercer

sur les gouvernements le plus d'influence possible. Il s'agit d'abandonner enfin la manie de mettre en contraste, d'un côté, le prolétariat pacifique, de l'autre, la bourgeoisie belliqueuse, car il n'est pas exact que les classes non prolétariennes dans leur ensemble puissent avoir aucun intérêt à voir la guerre éclater. C'est ce qui saute aux yeux en ce qui concerne les intérêts économiques, et, pour le reste, le temps où les classes dominantes se servaient des autres afin de retirer pour eux les marrons du feu est passé, en tant que le service obligatoire ayant été introduit dans presque tous les pays, la guerre exige et sacrifie le sang de toutes les classes.

La lutte contre la guerre, faite spécialement et d'une manière conséquente par le prolétariat, a ceci de commun avec tant d'autres agitations de ce dernier parti qu'il sauvegarde non seulement ses propres intérêts, mais ceux de l'humanité.

Mobiliser et faire coopérer contre la guerre tous les éléments qui lui font la guerre afin d'amener tous les gouvernements à accepter l'arbitrage dans toutes les circonstances, telle est la tâche pratique qu'a à remplir tout parti socialiste dans son propre pays.

Se fondant là-dessus, le soussigné a l'honneur de proposer au congrès d'insérer la clause suivante dans une résolution sur l'impérialisme et l'arbitrage :

« Le congrès charge les partis socialistes de tous les pays, par l'intermédiaire de leurs députés aux parlements et par une propagande de toute nature et en collaborant, où cela est possible, avec d'autres éléments qui tendent au même but, d'exercer la pression la plus énergique sur les gouvernements, afin d'en arriver au plus tôt à soumettre à des commissions arbitrales tous les différends internationaux. Il est à désirer que les Etats dans la conclusion de traités arbitraux réciproques s'engagent à soumettre les différends à ces commissions, et ce d'après une procédure à fixer d'avance.

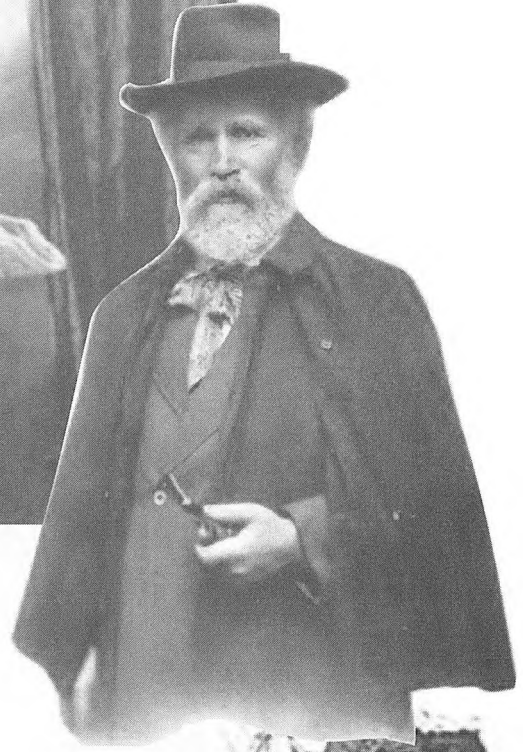
Il est de même désirable que la composition desdites commissions soit fixée dans ces traités. »

**Amsterdam, juin 1914.
W. H. VLIEGEN.**

In *Le congrès manqué* – Ed. Maspero, pp. 205 à 217



Angelica Balabanoff,
J. Keir Hardie,
et Rosa Luxemburg



Compte rendu de la réunion du BSI tenue à Bruxelles les 29 et 30 juillet 1914

Devant la situation internationale critique et la menace de la guerre austro-serbe, les membres du Bureau socialiste international furent convoqués par télégramme le 26 juillet, à une réunion du bureau qui a eu lieu à la Maison du peuple de Bruxelles les 29 et 30 juillet 1914.

SÉANCE DU MERCREDI MATIN, 29 JUILLET

Le citoyen Emile Vandervelde préside, entouré des membres du comité exécutif.

Signent la liste de présence :

Grande-Bretagne : J. Keir Hardie, Bruce Glasier, Dan Irving.

Allemagne : Hugo Haase, Karl Kautsky.

Autriche : Dr. Victor Adler, Dr. Friedrich.

Bohême : Edmond Burian, Anton Nemec.

France : Jean Jaurès, Edouard Vaillant, Jules Guesde, Marcel Sembat, Jean Longuet.

Italie : Angelica Balabanoff, Morgari.

Espagne : A. FabraRibas, Corralès.

Russie : E. Roubanovitch, Paul Axelrod.

Lettonie : P. Winter, O. Braun.

Pologne : Rosa Luxemburg, Walecki.

Danemark : Stauning.

Hollande : Troelstra.

Belgique : Emile Vandervelde, Edouard Anseele, Louis Bertrand, Camille Huysmans.

Suisse : Karl Moor, Grimm.

Le citoyen Henri de Man fait fonction de traducteur.

On soulève d'abord la question de la presse. Peut-elle, oui ou non, assister aux débats.

Vaillant : A la dernière réunion du bureau, la presse ne fut pas admise. Seuls les membres du bureau pouvaient y assister.

On pourrait faire de même maintenant.

Vandervelde est du même avis. Admettre les membres de la presse, c'est chose dan-

gereuse. On pourrait leur faire parvenir un communiqué. (*Adopté.*)

Huysmans, voulant éviter des ennuis éventuels, critique la présence du citoyen Rappoport.

Vaillant : Rappoport était présent à Londres.

Huysmans : Le parti argentin nous avait envoyé une lettre disant que Rappoport était délégué de ce parti pour la réunion de Londres. Rien de plus. Nous nous exposons, en l'admettant à cette réunion, à une plainte de la part du parti argentin.

Rappoport : Ma nomination a paru dans l'organe officiel du parti. Mon mandat ne m'a pas été enlevé. Je voudrais simplement informer l'Argentine de ce qui s'est passé à cette réunion du bureau.

Vandervelde : Cela est irrégulier. Que le bureau se prononce. (*La majorité est contre l'admission.*)

Vandervelde propose de faire rapport de la situation par nationalité impliquée dans le conflit.

Guesde : Que l'on fasse parler les délégués des sections nationales présentes.

Jaurès : Procédons par ordre d'événements. Entendons d'abord l'Autriche, la Bohême et la Serbie. Ensuite la Russie, la France, l'Allemagne, etc. (*Adopté.*)

Victor Adler : Je ne vous raconterai pas des choses que vous connaissez tous. Mais

sachez que la note de provocation de l'Autriche était aussi surprenante pour nous que pour tout le monde. Nous devons être avertis à cause des démarches diplomatiques. Mais nous ne pouvions nous attendre à la guerre. Malgré que la Serbie a accepté tous les points principaux de l'ultimatum autrichien, à part quelques différences, nous avons tout de même la guerre.

Le parti est incapable d'agir. (Wehrlos.) Dire autre chose serait tromper le bureau. Il ne faut pas se laisser duper par les nouvelles. Ce qui se voit maintenant, c'est le résultat d'une agitation de classe et démagogique de plusieurs années. On manifeste en faveur de la guerre à la rue. Une nouvelle situation se créera dans notre pays, pays rempli de problèmes et de contrastes nationaux. Quelle sera cette situation ? Personne ne le sait. La question des Sud-Slaves, l'agitation serbe en Bosnie, tout cela a agi évidemment contre la Serbie. L'inimitié chez nous contre la Serbie est presque une chose naturelle. Je ne crois pas personnellement à ce que la guerre devienne générale. Chez nous, on veut en finir avec la Serbie. Examinons cette situation par rapport au parti. Nous ne pouvons pas écarter le danger. Des démonstrations sont rendues impossibles. On risque sa vie, on s'expose à l'emprisonnement. Soit. Nous avons déjà passé par là. Mais l'organisation et la presse entières sont en danger. On risque d'anéantir le travail de trente ans, sans aucun résultat politique. N'est-ce pas un danger d'encourager la Serbie à l'intérieur de notre pays ? N'assumons-nous pas une grande responsabilité en voulant faire croire aux Serbes qu'une révolution menace l'Autriche ? Il nous faut protéger le prolétariat contre pareille infection. Nous devons sauvegarder nos institutions. Les idées de grève, etc., ne sont que des fantaisies. La question est très grave et notre seul espoir est que nous soyons seuls les victimes, que la guerre n'aille pas plus loin. Même si elle est localisée, la situation du parti sera très triste. Nos adversaires seront fortifiés et encouragés par leurs succès. Nous avons eu la joie de pouvoir organiser chez nous le congrès international. Nous nous sommes préparés avec assiduité. Le prolétariat autrichien, sans distinction de nation, attendait ce congrès avec impatience. C'est triste, mais il n'a

rien à faire. Ce que nous espérons, c'est que le bureau nous croie. Nous ne pouvions faire autrement. Nous voulons sauver le parti. Ce que le bureau peut faire et nous avec lui, c'est condamner les coupables et essayer de localiser le conflit.

Notre industrie sera peut-être militarisée. Et tout refus de travail serait jugé par la loi martiale.

Nous espérons malgré tout de voir la grande guerre évitée. Y croire, c'est peut-être croire à un miracle, malgré tout nous espérons.

Haase : Je voudrais faire une communication de grande importance. On se demande ce que fait le prolétariat en ces moments critiques. Si on devait croire les journaux bourgeois, le prolétariat reste chauviniste. Le télégramme suivant que l'on vient de m'envoyer de Berlin prouve bien le contraire.

Il donne lecture d'un télégramme signé Braun disant que la veille, à Berlin, des milliers d'ouvriers ont manifesté contre la guerre et en faveur de la paix, dans 27 meetings archicombles, ainsi que dans la rue.

Nemec expose la situation en Bohême où, de la part de la bourgeoisie, il y a eu lieu des manifestations belliqueuses. La bourgeoisie considère la guerre comme le dérivatif de la politique des dernières années. Seulement, il ne faut pas oublier les mesures prises par le gouvernement autrichien contre les Serbes pour rendre la situation plus critique. A son avis, les socialistes serbes sont partisans de l'annexion à l'Autriche. La bourgeoisie voit dans la guerre un moyen de réduire l'influence de la social-démocratie. Nos camarades ont examiné, d'accord avec les socialistes allemands d'Autriche, l'éventualité d'une grève générale. Ils étaient d'accord avec eux. Nos organisations sont en jeu.

Victor Adler espère que le bureau ne prendra pas de décisions néfastes quoique la décision du bureau dominera tout. Le parti d'Autriche peut voir quelle partie de la responsabilité il peut assumer.

Jaurès voudrait connaître l'état d'esprit de la Bosnie-Herzégovine, des Croates. Qu'attendent les Hongrois de la guerre ?

Victor Adler : Les Croates sont des catholiques. Les Serbes sont des orthodoxes. Les Croates sont très fidèles à la dynastie. En Bosnie, l'élément serbe ne

domine pas. Il y a des Croates et des mahométans. Ce sont les Croates qui ont organisé un pogrom contre le clergé catholique. Quant à la Hongrie, les Magyars sont opposés aux Slaves, notamment aux Roumains.

Qui est-ce qui gouverne actuellement en Autriche ? L'empereur est comme prisonnier. Toute la politique est influencée par Berchtold et Tisza.

La situation intérieure de la Hongrie est en outre très trouble. Il est certain qu'une partie de la classe ouvrière est entraînée par les idées belliqueuses. Au point de vue de l'intérêt de l'Autriche, il faut tenir compte en outre des désirs serbes concernant la Bosnie.

Haase : Il nous était difficile de quitter en ce moment nos pays respectifs. Il nous faudra rentrer de suite, par conséquent terminer ce soir, si possible.

Vandervelde : On compte sur plusieurs de vous pour le meeting de ce soir. Leur absence causerait une grande déception.

Keir Hardie : Pourquoi terminer aujourd'hui ? Ce serait une faute de terminer trop à la hâte.

Vaillant : Que ferons-nous pour aboutir ? Il faut seulement se quitter après avoir terminé. N'importe comment. Cette nuit ou demain matin.

Huysmans : Dans la pensée de Vaillant, nous ne pouvons aboutir aujourd'hui. Il faudra donc siéger demain matin.

Rosa Luxemburg : Il faut agir fermement et avec rapidité. (*Raschudent-schlossenhandeln.*) Nous ne devons pas faire de manifeste, seulement il nous faut encore décider du congrès. Essayons néanmoins de finir aujourd'hui.

Haase est d'avis qu'il faut un manifeste. S'il faut rester, on restera. Les diplomates agissent toujours vite. Faisons de même !

Nemec : Suivant Adler, l'élément serbe ne domine pas en Bosnie. Le contraire est vrai. La majorité de la Bosnie est composée de Serbes. A Prague, nous ne craignons pas la lutte, seulement, nous craignons maintenant la destruction de notre parti.

Haase est d'avis qu'il faut un manifeste. S'il faut rester, on restera. Les diplomates agissent toujours vite. Faisons de même !

SÉANCE DU MERCREDI APRÈS-MIDI, 29 JUILLET

La séance est ouverte à 3 heures 1/4.

Haase : Je propose que l'Internationale se réunisse en congrès au plus tard à la fin de la semaine prochaine à Paris. C'est à l'Internationale de prouver qu'elle vit. Ce congrès devra produire une impression sur les ouvriers de tous les pays, sur la situation politique de tous les pays. Il s'agit de prouver que la social-démocratie n'est pas une quantité négligeable. Usons de l'influence que nous avons. Si à Paris, les Russes, les Autrichiens, les Français, les Allemands, les Italiens, etc., élèvent la voix pour protester, alors nous pouvons être satisfaits d'avoir fait notre devoir. Nous ne savons si nous aurons du succès. Mais il nous faut faire notre devoir.

Vaillant : Ce congrès ne sera pas un congrès extraordinaire, mais un congrès ordinaire. Les Français seront très heureux de pouvoir vous recevoir chez eux. Ils peuvent déjà dès aujourd'hui prendre les mesures nécessaires pour ouvrir à Paris, dimanche en huit, le congrès qui devait avoir lieu à Vienne.

Irving regrette les deux propositions. Le changement de lieu se comprend. Seulement,

les Anglais ne peuvent se conformer au changement de date. Le nombre de délégués sera bien différent de celui que nous attendions pour Vienne.

Huysmans : Précisons. Nous organiserons ce congrès comme nous avons organisé celui de Bâle. Nous ne pouvons mettre à charge de la France ce congrès. Les frais en doivent être communs. Il faudra supprimer de l'ordre du jour les questions de l'alcoolisme, du chômage, de la cherté, et ne conserver que l'impérialisme et les questions politiques immédiates, comme par exemple la déportation des camarades sud-africains. Il faut accepter la date proposée. Les Africains sont déjà en partie en Europe. Pour l'Amérique, on peut télégraphier. La durée du congrès serait limitée. Il n'y aura pas de commissions.

Vandervelde : Procédons par ordre. D'abord le siège, puis la date, la question des frais, finalement les détails d'organisation. D'abord le siège. Propose-t-on une autre ville que Paris ?

Keir Hardie : Paris n'est pas proposé. Londres pourrait convenir également.

(*Paris est désigné.*)

A. Balabanoff : Vaillant dit que ce ne sera pas un congrès extraordinaire. Or, si on se réunit maintenant, ce sera un congrès extraordinaire. Le bureau ne peut-il prendre quelque décision immédiate ? A mon avis, il faudrait mieux remettre le congrès et ne pas se réunir. Il ne nous faut pas faire du congrès une simple démonstration. Il nous faut prendre des mesures.

Jaurès : Le Bureau socialiste international formulera (décidera la forme) de protestation contre la guerre, le congrès souverain décidera. Il prendra l'ordre du jour et les résolutions qu'il voudra. Les décisions du congrès ne peuvent être subordonnées à cette réunion. Il nous faut le congrès. Son travail et ses résolutions inspireront de la confiance au prolétariat. Ne pas tenir le congrès, ce serait une déception pour le prolétariat. A Vienne, il est devenu impossible. Or, cela ne peut suffire. Il nous faut réunir le congrès le plus tôt possible à Paris. S'il était possible de le faire demain, ce serait demain. L'ouverture du congrès peut se faire le dimanche 9 août par une grande démonstration. Il y aura une foule énorme. Ainsi, nous aurons tous collaboré au travail de la Paix.

Bruce Glasier : Les Anglais repoussent la proposition du changement de date. Si l'on pouvait empêcher la guerre par quelque action immédiate, ils ne s'opposeraient pas. Mais les socialistes dans les pays intéressés sont dans un état impuissant. Nous avons tous pour les camarades d'Autriche beaucoup de respect, mais malgré ce respect nous sommes d'avis que ceux-ci auraient dû dire : sacrifions notre propriété pour faire notre devoir. Quant au congrès, nous sommes d'avis qu'il n'y aura que quelques délégués. Ceux des syndicats ne sauront venir.

Haase demande aux Anglais de tenir compte de ce que les circonstances extraordinaires réclament des mesures extraordinaires. On n'a pu prévoir ce congrès. Nous aurons tous les mêmes difficultés pour pouvoir y assister. Si l'Allemagne et la France sont impliquées dans le conflit, le congrès ne pourrait avoir lieu. Il est donc difficile de régler tout. Quand Jaurès parle de la souveraineté du congrès pour entendre toutes les opinions, nous sommes d'accord, mais c'est au Bureau socialiste international de prendre des mesures pour démon-

trer l'utilité de ce congrès. Il faut qu'au congrès, on soit d'accord. Il faudra donc éviter surtout de prendre des points à dissension, comme par exemple la grève générale en cas de guerre, etc. Que le Bureau socialiste international agisse dans ce sens !

Victor Adler : La proposition de Haase nous apporte une solution. Il faut que le congrès se réunisse aussi vite que possible. Il pouvait y avoir des doutes pour l'endroit. On aurait pu prendre une ville suisse, mais là, de grandes démonstrations deviendraient impossibles. Si néanmoins le congrès viendra en retard, ce sera indépendant de notre volonté. Je soutiens la date proposée par Haase. Pour répondre maintenant à Bruce Glasier : je ne sais comment j'aurais pu faire rapport autrement. J'ai la responsabilité de faire rapport sans me préoccuper des opinions publiques. Depuis 1908, nous faisons la guerre à la guerre. Et que les camarades anglais nous croient : notre situation est très difficile, plus difficile que celle des camarades anglais, qui y voient des difficultés d'envoyer des délégués 15 jours plus tôt à un congrès. Il ne s'agit pas ici de la propriété ; il s'agit de nos armes que nous ne voulons déposer sans avoir agi en faveur de l'Internationale. J'ai cru qu'il n'était pas nécessaire de faire l'éloge de nos efforts, dans un moment comme celui-ci. Si c'est ce que l'on veut de nous, je m'excuse de ne l'avoir pas fait et je vous demande de ne plus avoir du mépris pour nous.

Irving : Quand nous avons parlé de difficultés, ces difficultés concernaient non seulement l'Angleterre, mais aussi les autres nations.

Keir Hardie : Si la raison unique d'avancer la date du congrès est de faire une démonstration contre la guerre, je ne puis soutenir la proposition. Cela ne peut suffire. Il faut conserver l'ordre du jour. Les points inscrits sont d'un intérêt permanent, mais la guerre peut passer. Ne changeons donc pas la date, si l'on doit devoir conserver l'ordre du jour. Discutons d'abord l'ordre du jour. Il en résultera si oui ou non il faut maintenir la date.

Vandervelde : Nous votons, car la discussion dure trop longtemps. Si les puissances étaient si lentes à organiser la guerre que nous le sommes à organiser la guerre à la guerre, nous pourrions dormir en paix.

Je mets donc aux voix : le 9 août et l'ancienne date.

(9 août adopté. Votent contre, les Anglais et les Italiens.)

ORDRE DU JOUR

Troelstra : On ne peut considérer ce congrès comme extraordinaire. Nous ne pouvons en faire un second Congrès de Bâle. Ce serait prouver que le Congrès de Bâle n'a eu aucun résultat. Il y aurait donc par conséquence contradiction à ne pas discuter les autres points. En discutant l'impérialisme, il nous faudra discuter la grève générale, la conduite de la bourgeoisie en temps de paix, etc. Nous faisons le congrès par anticipation, mais ne changeons pas l'ordre du jour.

Vaillant : Nous avons changé le lieu et la date du congrès. Maintenons l'ordre du jour. Si le congrès n'est pas extraordinaire pour cela, il le sera néanmoins par les circonstances. Il nous faut en tenir compte. Ce sont les menaces de guerre qui constituent en ce moment la préoccupation du prolétariat universel. Quels sont les moyens pour empêcher, limiter et éviter la guerre ? Il nous faudra donc placer la question de la guerre en tête de l'ordre du jour. Comment pouvons-nous discuter la question de la cherté si la guerre apporte la famine ? Comment discuter l'impérialisme si la guerre est encore là ? Mettons donc en tête, avant l'impérialisme, les mesures à prendre contre la guerre, et maintenons l'ordre du jour. Nous donnons ainsi satisfaction au prolétariat et au public, et nous faisons notre devoir.

Vandervelde : Il est certain que la question de la guerre est dominante. Si le danger est écarté, nous aurons notre congrès.

Rosa Luxembourg est d'avis qu'à Paris, il faut agir comme on a agi à Bâle. La question de la guerre domine, il faut donc avant tout fixer l'attention sur ce point. Les autres points en souffriront. Ils seront traités d'une façon trop rapide et sans assez d'intérêt.

Roubanovitch : Aujourd'hui, nous devons prendre des mesures contre la guerre, que nous ne pourrions éviter si elle y est. Nous n'avons à ce sujet jamais pris un engagement à l'égard du prolétariat. Nous devons tenir le congrès. C'est une

chose décidée. Nous sommes conscients de la gravité du moment, et, d'accord avec Troelstra, nous proposons de maintenir l'ordre du jour auquel nous sommes préparés. Mais à cause de la situation actuelle, nous inscrirons en premier lieu la question de l'impérialisme et les moyens de lutter contre la guerre.

Sembat appuie Vandervelde, qui dit que les propositions de Vaillant et de Troelstra peuvent s'unir. Au congrès, on pourra, s'il le faut, supprimer les autres points. Sinon, ce congrès sera une conférence et une démonstration contre la guerre.

Keir Hardie propose de ne pas discuter l'impérialisme et la lutte contre la guerre comme formant un seul point. Il y a deux choses bien distinctes à discuter : l'actualité et l'impérialisme — l'avenir.

Kautsky ne croit pas qu'en dix jours nous aurons la paix universelle. Dans ces conditions, il nous est impossible d'aller à Paris discuter ces questions qu'on peut encore toujours discuter. Nous ne pouvons nous absenter longtemps maintenant. Ne discutons donc pas l'éventualité des guerres futures. Je crois qu'il suffira d'échapper à la guerre actuelle pour éviter les guerres futures.

Jaurès : La situation est critique. Les Français acceptent les deux propositions. Au début, ils étaient d'avis qu'il fallait conserver l'ordre du jour. Les Allemands proposent de ne discuter que la guerre. La meilleure voie est peut-être celle indiquée par Vandervelde. Une question délicate, c'est en outre de savoir comment on pourra discuter à Paris. On veut, si j'ai bien compris Adler, éviter les questions sur lesquelles on n'est pas d'accord. Nos camarades, comme Haase, savent qu'on peut décider des points que l'on mettra à l'ordre du jour, mais non de ce que l'on dira. Les Français ont reçu des mandats formels. Ils doivent parler. C'est une question de tact que de traiter les questions sur lesquelles on n'est pas d'accord. On ne peut éviter la question de la grève générale. Cela s'est fait toujours, même à Bâle. Néanmoins, on s'est entendu. On rallie les discussions des commissions aux discussions des séances plénières. Qu'on prouve d'avoir le tact de savoir organiser.

Sembat demande la clôture de la discussion sur ce point.

Haase propose de mettre tous les points à l'ordre du jour de Paris, mais d'ajouter en tête : La guerre et le prolétariat. Le premier point aura ainsi rapport à la situation actuelle. Le congrès a alors le droit de modifier l'ordre du jour, si bon lui semble.

Keir Hardie : Il faut discuter séparément la situation actuelle et l'avenir. Il y aura malentendu.

(La proposition Haase est adoptée.)

Vandervelde : La communauté des frais s'impose comme pour Bâle.

(Adopté.)

Walecki demande quelle sera la durée du congrès.

Vandervelde : Il est impossible de prendre la décision à ce sujet. Il nous faut attendre la situation du moment.

Kautsky : Rien ne dit que nous pourrions siéger à Paris. Prenons nos précautions.

Vandervelde propose de faire décider le comité exécutif dans ce cas.

(Adopté.)

Jaurès demande de ne pas oublier les décisions de cette réunion.

Vandervelde : Examinons maintenant la situation politique. Mais soyons brefs.

Victor Adler : Que publiera la presse à propos de cette réunion ?

Huysmans donne lecture du premier communiqué, libellé comme suit :

« *Le Bureau socialiste international, convoqué par télégramme, s'est réuni mercredi 29 juillet 1914 à la Maison du peuple de Bruxelles :*

Etaient présents :

du comité exécutif (Belgique) : Vandervelde, Anseele, Bertrand Huysmans.

de la France : Jaurès, Vaillant, Sembat, Guesde, Longuet.

de l'Allemagne : Haase.

de la Grande-Bretagne : Keir Hardie, Irving, Bruce Glasier.

de la Pologne : Rosa Luxemburg, Walecki.

de la Russie : Roubanovitch, Axelrod, Winter, Braun.

de l'Italie : Morgari, Balabanoff.

de la Hollande : Troelstra.

de la Suisse : Grimm, Moor.

du Danemark : Stauning.

de l'Espagne : FabraRibas et Corrales.

de l'Autriche, Hongrie-Bohême : V. Adler, F. Adler, Nemeč, Burian.

L'Assemblée a examiné la situation politique créée par les derniers événements et elle a entendu et discuté les rapports des délégués venant des pays où la guerre sévit ou menace de sévir. A l'unanimité, il a été décidé de ne pas ajourner le congrès qui aurait dû se tenir à Vienne le 23 août, mais, au contraire, d'en rapprocher la date ; sur proposition des délégués allemands et avec la vive adhésion des délégués français, il a été décidé de réunir le congrès à Paris le 9 août, de maintenir l'ordre du jour et de mettre en tête l'examen de la question suivante : "La guerre et le prolétariat". »

Vandervelde donne lecture d'un télégramme du *Temps*, de Paris, disant la situation plus critique.

Axelrod ne croit pas nécessaire de parler de la situation de la Russie à l'égard de l'Autriche et d'une conflagration éventuelle. Ce qui est le principal, c'est de savoir si la social-démocratie russe est en état de faire quelque chose contre la guerre. Depuis environ 10 ans, la Russie est en état révolutionnaire, et je ne crois pas que nous sommes loin du second acte de cette histoire. A mon avis, la masse se lèverait de nouveau pour s'opposer à la guerre. Quelle est maintenant la situation du parti ? Il y a quelques jours, nous avons eu des grèves à caractère révolutionnaire. D'un côté, le parti est affaibli. L'organisation a beaucoup perdu à cause de la grève actuelle. Mais le prestige de l'idée socialiste a augmenté énormément. La révolution éclatera-t-elle en cas de guerre, c'est ce que nous pouvons dire en ce moment avec certitude. Il donne lecture de la déclaration suivante de la part de la P.P.S. Russe :

« *Si l'on raconte, en dehors des frontières russes, et en Autriche, qu'en cas de guerre austro-russe, la population de la Pologne russe se révolterait en faveur de l'Autriche, cette déclaration est absolument fausse.*

En ce qui concerne la Galicie, nous ne savons rien. Mais en ceci, toutes nos informations et tout ce que nous affirment nos camarades de la Pologne russe, sont unanimes : si, à cause d'une guerre, un mou-

vement populaire se fait constater en Pologne russe, ce mouvement constituera une partie du mouvement révolutionnaire de l'empire russe, dont la solution sera l'autonomie de la Pologne russe et une Russie démocratique. »

Roubanovitch : La situation russe est différente de celle de l'Autriche. Nous constituons un parti secret et désorganisé. Nos préoccupations ne sont donc pas les mêmes. Le czarisme est isolé en Europe et cherche des divertissements. Quel est son but ? La mobilisation nous montre ses desseins comme belliqueux. Il s'est joué en Russie une comédie qui sera un jour déjouée par nous, aidés par une partie de la bourgeoisie. Nous ne pouvons prendre aucun engagement formel. Le prolétariat russe est plus révolutionnaire que le parti. En temps de guerre, il n'y a pas de doute : la situation deviendra encore plus révolutionnaire. Et alors, le parti, le cas échéant, aura recours à des moyens puissants.

Haase : Nous connaissons suffisamment les Autrichiens pour comprendre leur attitude. Nous connaissons leur tactique. Ils ont vu leur situation de trop près. Ils ont tort dans leur passivité et dans leur résignation, d'abord parce que cette passivité ne sert pas la social-démocratie, ensuite parce qu'elle n'est pas favorable au dénouement de la crise actuelle. Si, maintenant, ils s'opposent à la guerre, ils auront l'opinion publique avec eux après la guerre. La population reconnaîtra que c'est la social-démocratie qui n'a pas perdu la tête dans les moments critiques. Je ne puis croire que les manifestations du prolétariat font augmenter l'attitude belliqueuse des gouvernements. Au contraire, suivant moi, cela servira de frein. Je sais qu'il y a des difficultés énormes à cela, mais mes impressions sont ainsi. Nous espérons que les décisions de cette réunion et celles qui seront prises à Paris ne causent plus de difficultés aux Autrichiens.

Quant à l'Allemagne, le gouvernement déclare ne pas avoir été consulté. C'est possible. Seulement 15 jours avant la publication de la note de l'Autriche à la Serbie nous savions qu'à la fin de la moisson, l'Autriche enverrait un ultimatum à la Serbie. On peut nous reprocher de ne pas avoir parlé alors. C'est que nous n'avons pu y

croire. Le gouvernement allemand a fermé les yeux pour avoir les mains libres au moment du conflit. Le télégramme du *Temps* semble dire que l'Allemagne a influencé l'Autriche. Nous savons que l'Allemagne veut la paix, mais quand la Russie intervient, elle devra bien intervenir à son tour. Quant à l'histoire de l'entrevue que j'aurais eue avec le chancelier, c'est absolument inexact. Le gouvernement n'a pas essayé d'influencer la social-démocratie qui était avisée par le représentant du gouvernement. On évite tout ce qui pourrait conduire à la guerre. Nous n'avons pas non plus arrêté notre activité. Nos manifestations ont même profité d'une certaine neutralité. On a toléré nos cortèges. C'est la bourgeoisie libérale qui est la plus belliqueuse, elle est antiserbe et avec l'Autriche. Mais les classes gouvernementales et les grands industriels sont hostiles à la guerre. Les organes du parti militaire déclarent que l'Allemagne n'a aucun intérêt à la guerre. Mais si la Russie attaque, l'Allemagne intervient. Là, il n'y a pas de doute. Les social-démocrates profitent de la situation actuelle. Nous ne nous arrêterons pas. Nous augmenterons nos manifestations, que nous rendrons encore plus anti-belliqueuses.

Si maintenant l'Allemagne entre dans la danse malgré les protestations de la social-démocratie, nous ne nous croyons pas assez forts pour pouvoir l'en empêcher. En tout cas, nous ferons notre devoir.

Keir Hardie propose de siéger demain. (Adopté.)

Jaurès voudrait examiner la question par rapport à l'influence à exercer. La France est unanime à condamner l'acte de l'Autriche et l'hypocrisie des prétextes pour ne pas accepter la réponse de la Serbie, qui, déjà, allait trop loin. L'Autriche voulait la guerre et écraser le petit peuple. Ce fait a provoqué l'indignation générale. Les catholiques militants, qui ont, en catholiques, beaucoup de sympathie pour l'Autriche, manifestent leur réprobation. A l'égard de l'Allemagne, il ne se trouvera pas un Français sur 100 000 capable d'admettre que l'Allemagne n'était pas au courant des faits. Peut-être le texte de la note ne lui a pas été remis, mais il est certain que l'Allemagne est résolue de se mettre au premier incident du côté de l'Autriche.

Deux jours avant l'envoi de la note, un journaliste allemand, attaché à la chancellerie à Paris, disait : « *Je pars parce qu'il va y avoir une grosse affaire à cause de l'incident austro-serbe.* » L'opinion est donc que l'Allemagne a tout su. Nous saurons ainsi quelle est la force de résistance de la Triple Entente. « Si l'on cède, le prestige germanique s'est accru sans guerre. » Voilà le calcul fait en Allemagne. Les gouvernements en sont-ils arrivés à un tel point de faiblesse de ne pas comprendre le danger ? Tous nous sommes d'accord. C'est le plus grand des malheurs qui nous attend.

Le gouvernement français veut la paix. Il soutiendra l'Angleterre dans ses médiations en faveur de la paix. Il a agi auprès de la Russie pour ne pas voir s'aggraver la situation. Maintenant, nous ne pouvons que veiller à des influences nouvelles et défavorables. Quant à notre thèse, la voici : nous ne sommes pas obligés à une action ni forcés par un traité. Je me réjouis,

et j'en remercie profondément les camarades allemands, de leurs manifestations en faveur de la paix. On croit en France que même si nous ne suivons pas la Russie, l'Allemagne nous attaquera. Il n'y a pas là de notre part une arrière-pensée de guerre. Nous voudrions vous le prouver et vous prions de le croire. Si nous pouvions éviter cette situation terrible, nous pourrions être satisfaits.

Morgari expose la situation de l'Italie, qui prouve qu'elle n'est pas restée fidèle à la Triple Entente. On connaît suffisamment les antipathies nationales. Quant à la conduite du prolétariat italien, au point de vue grève générale, etc., rien ne se laisse prévoir. Il comprend les difficultés des Autrichiens. Mais peu importent ces difficultés. Les socialistes italiens ont passé par là, à l'occasion de la guerre de Tripoli. Ils ont été insultés, calomniés. Mais après la guerre, leur prestige s'est accru.

La séance est levée à 8 h. 1/2.

LA SÉANCE DU JEUDI MATIN, 30 JUILLET

Bruce Glasier regrette l'absence de Keir Hardie, qui, avec les autres camarades anglais, était bien désappointé des débats d'hier. On a donné trop de préférence aux Français et aux Allemands, mais on n'a pas suffisamment attaché d'importance aux Anglais. L'Angleterre est bien considérée comme une puissance dans le monde capitaliste, mais non au sein du Bureau socialiste international. En Angleterre, on ne croit guère en ce moment en une influence possible de la guerre austro-serbe. Après la guerre balkanique, nous avons bien connu des répercussions économiques, mais nous ne croyons pas être affectés par la guerre actuelle. Les Anglais veulent la paix. Tous les membres du Cabinet veulent la paix. La classe ouvrière également. Dans tous les congrès syndicaux, on a toujours parlé contre le militarisme et contre la guerre. Qu'une partie de la population se laisse entraîner, le mouvement syndical et socialiste combattra toujours cette tendance.

Vandervelde : Les camarades anglais se sont bien trompés quand ils ont cru qu'on n'attachait pas d'importance à eux. Il y a malentendu. En Angleterre, l'orateur qui

se lève a le droit de parler. Ici, le président donne la parole au premier orateur inscrit. Ensuite, il était convenu que les délégués parleraient suivant l'importance de leur pays dans le conflit actuel.

Vandervelde donne lecture de la résolution suivante proposée par Haase :

« *Le Bureau socialiste international a entendu aujourd'hui, en sa séance du 29 juillet, les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale exposant la situation politique dans leurs pays respectifs. A l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de continuer leurs démonstrations contre la guerre et pour la paix, mais encore de les renforcer. Les prolétaires allemands et français pèseront de toutes leurs forces sur leurs gouvernements, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, pour obtenir d'eux une pression sur leurs alliés, l'Autriche et la Russie, afin qu'elles cessent de mettre en danger la paix du monde.*

Le congrès convoqué à Paris sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial. »

Morgani : Et les Italiens ?

Kautsky propose d'ajouter : Les Italiens et les Anglais appuieront respectivement les efforts de l'Allemagne et de la France.

Vaillant : Les camarades socialistes, siégeant aux Parlements de tous les pays en état de neutralité, pourraient intervenir d'une façon extrêmement utile en faveur du règlement arbitral du conflit.

Jaurès propose d'insérer cette remarque dans la résolution.

Troelstra regrette cette proposition. Nous faisons, en ce moment, le travail du congrès qui aura à se prononcer sur la question de l'arbitrage. Il y a des partis qui ne partagent pas les idées de *Jaurès* à ce sujet.

Victor Adler veut tranquilliser *Troelstra*. Nous faisons maintenant le travail du moment. Les camarades de tous les pays seront contents, malgré leurs principes, si, de cette façon, le conflit pouvait prendre fin. Votons la résolution, qui est calme et énergique.

(Le texte définitif de la résolution est adopté à l'unanimité.)

Voici ce texte :

« *Le Bureau socialiste international a entendu aujourd'hui, en sa séance du 29 juillet, les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale exposer la situation politique dans leur pays respectif. A l'unanimité, il fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe.*

Les prolétaires allemands et français devront exercer sur leurs gouvernements une pression plus énergique que jamais, afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de Grande-Bretagne et d'Italie, de leur côté, appuieront ces efforts de toutes leur forces.

Le congrès convoqué d'urgence à Paris sera l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial. »

Vandervelde : En ce qui concerne la proposition de *Vaillant* sur les pays neutres, je ferai aujourd'hui même des démarches personnelles auprès du chef du cabinet belge. A mon avis, il est préférable que cela ne se fasse pas officiellement.

Vaillant : Nous vous laissons le choix de la voie, pourvu que vous aboutissiez !

Rosa Luxemburg propose la résolution suivante, adoptée à l'unanimité :

« *Le Bureau socialiste international félicite chaleureusement le prolétariat de la Russie de son attitude révolutionnaire et l'invite à persévérer contre le tsarisme dans ses efforts héroïques, qui constituent la garantie la plus efficace contre la menace de la guerre mondiale. »*

Vandervelde lève la séance en donnant rendez-vous à l'Internationale, dimanche en huit à Paris.

In *Le Congrès manqué*, pp. 250 à 267.

